

Institut Grand-Ducal

A C T E S

**de la Section
des Sciences Morales et Politiques**

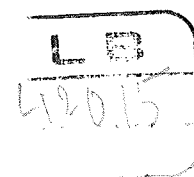
Volume VIII

Publication réalisée par Georges ALS

2004

Table des matières

Préface de Madame E. Hennicot-Schoepges, Ministre de la Culture et de la Recherche	5
Introduction par M. Edmond Wagner, Président.....	7
I. COMMUNICATIONS	11
CAMPAGNA Norbert La confiance comme problème de la philosophie politique (18.06.02)	11
WAGNER Edmond Science et confiance (19.11.02)	57
ELVINGER André Droit fiscal et confiance (14.01.03)	95
ENTRINGER Henri Le principe de confiance dans la théorie et la pratique du management (01.07.03) ...	105
TRAUSCH Gérard Démographie, famille, société et confiance au Luxembourg (23.09.03)	137
GOEDERT Henri La chute du gouvernement de la Fontaine en novembre 1848 (11.11.03)	195
HAUSEMER Hubert Confiance et religion (16.12.03)	219
SCHULLER Guy Économie et confiance (20.01.04)	239
Observations de M. Henri Entringer.....	293
Réponses de M. Guy Schuller.....	297
II. TABLEAU DES MEMBRES	301
III. COMMUNICATIONS ET PUBLICATIONS 1967–2004	313
IV. L'INSTITUT ET SES SECTIONS	327



PRÉFACE

Bien que la section des sciences morales et politiques soit la plus jeune des 6 sections de l'Institut grand-ducal, elle représente aujourd'hui une des chevilles ouvrières de cette institution, gardienne des idéaux humanistes inséparables d'une culture nationale vivante, et capable d'intégrer les valeurs traditionnelles au sein de sa vocation essentielle de définir le monde de demain en se situant au diapason de l'ancien, du moderne et du futur.



La publication annuelle des «Actes» nous permet de découvrir la richesse et la diversité qui caractérisent les travaux de cette section dont les membres se partagent le terrain entre le droit, l'économie, la politique et la philosophie – toutes disciplines qui, dans leurs complémentarités et leurs synergies intellectuelles permettent de créer un forum d'échange des plus fructueux, un observatoire des valeurs politiques, sociales, éthiques ou philosophiques qui définissent la société d'aujourd'hui en situant l'individu dans la dynamique de son évolution.

Le thème retenu pour ce 8^{ème} volume des Actes de la section des sciences morales et politiques de l'Institut grand-ducal revêt en ces temps bousculés des premiers pas du troisième millénaire une actualité des plus brûlantes.

En effet, en posant la question de la confiance dans les domaines aussi variés que la science, les structures sociales, la religion ou l'économie, les participants à ce forum de réflexion dressent le portrait d'un monde en mutation qui doute de lui-même jusque dans ses fondements les plus intimes, tout en faisant pressentir les ferments d'évolution et la perspective d'une nouvelle définition de l'être-au-monde et de l'homme social de demain.

Nul besoin de souligner l'importance des forums d'idées dans un monde de plus en plus orienté vers les biens matériels et les services rapides, mais aussi de plus en plus orienté vers un désarroi existentiel. L'Institut grand-ducal représente, depuis sa fondation en 1868, cette pépinière de réflexion suivant les missions définies pour chacune de ses sections.

Je profite de l'occasion de la présente publication pour remercier de tout cœur la section des sciences morales et politiques pour son engagement bénévole et enthousiaste au service du pays et des générations qui le composent et le composeront.

Erna Hennicot-Schoepges

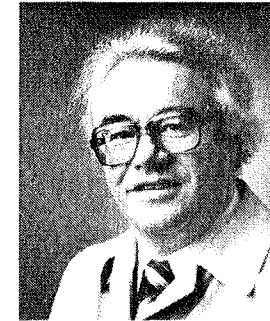
Erna HENNICOT-SCHOEPGES

Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

INTRODUCTION

La confiance, base indispensable
de la coexistence humaine

A première vue, le souci de confiance réciproque ne semble plus appartenir aux préoccupations de notre époque. Beaucoup de contemporains nous répètent que nous assistons à une disparition progressive de toutes les valeurs éthiques, au progrès manifeste des tendances égoïstes et opportunistes, à une exploitation sans scrupules des angoisses et des déceptions humaines tant sur le plan industriel, politique et monétaire qu'entre les individus. Face à cette situation, bon nombre d'hommes perdent toute confiance dans les valeurs traditionnelles, mais aussi dans leurs concitoyens et, finalement, en eux-mêmes, alors que, chez d'autres, la confiance en soi, la seule qui leur reste, dicte toute leur conduite qui devient alors égoïste et injuste envers leurs semblables.



Mais, en fait, il ne faut pas oublier que la confiance, tant dans la perspective historique que dans la société actuelle, a eu et doit toujours avoir une portée nettement plus positive, voire indispensable pour orienter la coexistence humaine. A titre d'exemple, le christianisme a complété le relevé des vertus humaines déjà reconnues par Platon et Aristote, par telles dispositions permanentes de l'âme humaine comprenant, à côté des vertus «théologiques» (foi, espérance, charité), les piliers de la vie sociale, à savoir: l'amour du prochain, la véracité, l'honnêteté, la fidélité, l'humilité et la confiance.

En effet, déjà l'enfant, élevé dans une atmosphère familiale harmonieuse, développe sa conscience individuelle par une certaine identification avec ses parents, garants de valeurs auxquelles il manifeste spontanément une confiance profonde sans laquelle toute éducation risque de dévier tôt ou tard. Mais la confiance joue également un rôle essentiel dans la plupart des interrelations entre adultes. Dans toutes les relations familiales et amicales, dans la coexistence entre les communautés nationales et internationales, entre enseignants et élèves dans le fonctionnement de l'école, entre chefs et subordonnés dans l'activité professionnelle, en politique nationale et internationale, dans la production industrielle, dans l'activité économique et dans la recherche scientifique, partout la confiance se révèle indispensable pour le bon fonctionnement de la communauté. Car, sans confiance, ni la vie individuelle, ni la vie sociale, ni la coexistence internationale ne pourraient se développer dans l'harmonie et la justice.

Voilà pourquoi nous pouvons compléter les «vertus cardinales» de l'éthique classique (justice, prudence, tempérance, force) par la confiance qui, en harmonie avec les quatre autres, fournira une contribution fondamentale pour garantir un avenir vraiment humain à notre espèce. Les analyses qui suivent montrent nettement que, dans tant de domaines fondamentaux de l'activité humaine, la confiance semble, à première vue, entraîner des risques, voire des désavantages pour ceux qui l'éprouvent, mais elles aboutissent à la conclusion qu'une confiance foncière est indispensable pour assurer la coexistence et l'évolution humaine de notre société.

Edmond Wagner
Président de la Section
des sciences morales et politiques

NOTE:

Le présent volume contient exclusivement les exposés sur le thème de la confiance disponibles au moment de la mise sous presse. Certains exposés sur ce thème ainsi que les communications présentées sur d'autres sujets feront partie du volume IX des Actes à publier en 2005.

I. COMMUNICATIONS

N.B. Pour les coordonnées des auteurs (profession, adresse) voir ci-après:
II. Tableau des membres

Séance du 18 juin 2002

**LA CONFIANCE COMME PROBLÈME
DE LA PHILOSOPHIE POLITIQUE**

par
Norbert Campagna



SOMMAIRE

Introduction	3
De la confiance à la méfiance	4
Rétablir la confiance I	5
Une nouvelle source de méfiance	6
Rétablir la confiance II	8
Le fondement anthropologique	9
Hobbes: confiance politique et droit illimité du souverain	11
les limites de la solution absolutiste	13
la confiance politique et Dieu	16
Machiavel: la dialectique polémogène de la méfiance	18
la confiance métaphysique	22
La confiance par les institutions	23
Montesquieu: le pouvoir doit arrêter le pouvoir	26
John Locke: l'appel au ciel	28
la confiance et le problème de la prérogative	30
Peut-on faire confiance au peuple?	33
Le juge comme nouveau pôle de confiance	36
Le juge ou le législateur?	39
Conclusion	41
Bibliographie sommaire	44

Avant-propos: Les réflexions qui suivent ont pour objet de mettre en lumière différents lieux d'apparition de la question de la confiance dans le cadre de la philosophie politique, et plus particulièrement dans celui de la philosophie politique moderne – et, comme certains m'ont fait remarquer, de la philosophie politique moderne libérale et/ou républicaine. Comme j'ai voulu donner une vue d'ensemble du sujet, j'ai parfois – voire souvent – dû ramasser en quelques mots des argumentations qui mériteraient un développement beaucoup plus étendu. Dans bon nombre de mes publications – livres aussi bien qu'articles scientifiques –, j'ai d'ailleurs développé ces argumentations de manière plus approfondie. Je me permets donc de renvoyer les lecteurs intéressés aux titres mentionnés dans la bibliographie qui suit le texte de mon intervention. Ils y trouveront, je l'espère, des réponses aux multiples questions qui ne sont pas suffisamment traitées dans la présente contribution.

Je voudrais aussi profiter de l'occasion pour féliciter et remercier notre confrère, M. Guy Schuller, car c'est lui qui a pris l'initiative d'organiser ce cycle de conférences. Il ne m'a pas seulement fait confiance pour traiter certains aspects philosophiques de la question, mais il m'a aussi et surtout fourni une occasion rêvée de mettre ensemble les éléments d'un grand puzzle dont je ne voyais jusqu'ici que les différentes pièces – et dont j'espère qu'il pourra encore s'agrandir dans les mois et les années qui viennent, en profitant des critiques et remarques qui m'ont été faites lors de la discussion de cette contribution. Que soient donc aussi remerciées les personnes qui, par un chaud après-midi de juin, ont accepté de s'enfermer pendant deux heures dans une salle de la Chambre de Commerce pour me faire leurs remarques plutôt que de passer ce temps dans leur jardin.

Introduction

Lorsque la philosophie politique et la philosophie du droit s'interrogent sur le pouvoir politique, sur l'Etat, sur la justice, sur les lois, sur la meilleure forme de gouvernement, etc., elles s'interrogent aussi d'une manière ou d'une autre sur la confiance. Au risque d'exagérer un peu, je voudrais affirmer que la politique et le droit n'existent en grande partie – mais pas uniquement, bien entendu – que pour répondre à la question lancinante de la confiance, de sorte qu'il n'est que normal que la philosophie politique et juridique accorde une telle importance à la question de la confiance et aux différentes réponses qui peuvent être données à cette question – qui est aussi et encore l'une des questions fondamentales des démocraties libérales et constitutionnelles modernes.

Si les hommes se faisaient naturellement et spontanément confiance et s'il ne survenait aucun événement susceptible de briser ce lien de confiance naturel et spontané, la politique et le droit – du moins le droit pénal – deviendraient en grande partie, sinon même totalement, superflus. La politique et le droit peuvent en effet être considérés comme des moyens de rétablir, voire d'établir un lien de confiance sur lequel on ne peut plus ou sur lequel on ne peut même pas compter d'emblée. La politique et le droit naissent de la méfiance – pour finir par devenir eux-mêmes des objets de méfiance et pour susciter ainsi d'autres formes de politique et de droit, qui elles aussi finiront par devenir des objets de méfiance. Peut-on espérer échapper à cette dialectique de la méfiance en ne se servant que des moyens politiques et juridiques – c'est-à-dire essentiellement institutionnels –, ou doit-on aussi recourir à des moyens moraux et religieux? La confiance n'est-elle qu'une question d'arrangements institutionnels ou renvoie-t-elle aussi à un *ethos*, à une manière d'être dans la cité? Les institutions n'inspirent-elles pas seulement confiance à ceux qui sont prêts à leur accorder leur confiance? Et cette confiance accordée ne renvoie-t-elle pas à une décision toute personnelle? Dans ce qui suit, nous voudrions passer en revue certains des grands penseurs politiques de la philosophie moderne et contemporaine qui se sont intéressés à la question de la confiance. Nous en oublierons, certes, quelques-uns, mais comme notre présentation ne se veut pas exhaustive, mais sélective, cet oubli n'affectera pas la portée de notre argumentation. Nous nous permettrons aussi une petite entorse à la règle chronologique, car après avoir commencé par discuter le problème de la confiance chez Hobbes, nous repartirons un siècle et demi en arrière par montrer que ce problème occupe déjà une place centrale dans l'œuvre de Machiavel. Que l'un de nos membres, qui est très sensible à la suite chronologique, me pardonne cette petite déviation.

De la confiance à la méfiance

Ce que l'on pourrait appeler le Paradis de la philosophie politique, c'est un monde d'hommes – et de femmes, bien entendu, mais je me permettrai par la suite d'utiliser le terme générique «hommes» – qui se font mutuellement confiance, c'est-à-dire qui ne redoutent pas d'être soumis à la violence d'autrui – confiance que l'on pourrait éventuellement qualifier de négative – et qui en outre peuvent compter sur le secours d'autrui lorsqu'ils sont en danger – un danger qui ne peut alors venir que du monde naturel – ou dans le besoin – dont l'origine ne peut alors elle aussi n'être que naturelle ou liée aux aléas de la vie – confiance que l'on pourrait qualifier de positive. Cette vie paradisiaque a – il faudrait plutôt dire «aurait», car l'état de nature n'est généralement pas conçu comme un état historique, mais comme une fiction méthodologique – pris fin le jour où l'un au moins de ces êtres humains a exercé un acte de violence envers autrui ou n'a pas secouru autrui alors que celui-ci le lui demandait et qu'il pouvait facilement le faire. La faute originelle serait donc le premier acte de violence ou le premier acte de ce que nous appelons aujourd'hui «non-assistance à personne en danger (ou en détresse)». Et tout à coup apparaît dans le Paradis un être au moins auquel on ne peut plus spontanément faire confiance, un être qui a agi autrement que n'agissent tous les autres habitants du Paradis.

Si nous supposons nos êtres paradisiaques capables de raisonner, ils se diront probablement que celui qui a une fois mal agi, est capable d'agir mal à nouveau. Le malfaiteur aura beau promettre de ne plus recommencer, le simple fait qu'il a mal agi une fois jette comme une ombre sur sa promesse. Qu'est-ce qui nous garantit en effet qu'il respectera sa promesse? Ou autrement dit: pouvons-nous vraiment lui faire confiance lorsqu'il dit qu'il respectera désormais toujours sa promesse?

Mais nos êtres paradisiaques pousseront leur raisonnement plus loin. Celui qui a brisé le lien de confiance était un être paradisiaque en tous points semblables aux autres et qui a vécu comme eux pendant de longues années. Mais si tel était le cas, chaque être paradisiaque peut être perçu comme un malfaiteur en puissance. Ce que l'un a fait, d'autres pourront éventuellement un jour le faire. De la sorte, la confiance naturelle et spontanée se transforme en méfiance, et cette méfiance se généralise de plus en plus. Lentement mais sûrement, le Paradis se transforme en Enfer. Le temps passant, c'est la méfiance et non plus la confiance qui est naturelle et spontanée. Dans le pire des cas, la confiance disparaîtra peut-être totalement.

Cet Enfer apparaît vite comme invivable, car il ne permet plus de relations humaines stables et durables. Une grande partie du temps et de l'énergie nécessaires pour produire des choses permettant de rendre plus

agréable la vie est dépensée pour trouver des moyens adéquats destinés à se protéger contre ses semblables. Chacun craindra le moment où la fatigue le submergera et où il sera obligé de fermer les yeux pour s'endormir, se rendant ainsi vulnérable – le plus faible pouvant facilement le tuer pendant son sommeil.

Dans ces conditions, chacun sera amené à s'interroger sur les moyens adéquats permettant de sortir de l'Enfer, car nous pouvons supposer que les hommes veulent en règle générale vivre une vie heureuse. L'un de ces moyens pour accéder à une vie plus heureuse, c'est le rétablissement des relations de confiance. Chacun se dira par exemple qu'il ne dormira tranquillement que le jour où il pourra être relativement sûr que personne ne l'attaquera pendant son sommeil, c'est-à-dire le jour où il pourra faire confiance aux autres pour qu'ils s'abstiennent de venir le tuer alors qu'il dort. Mais notons tout de suite que cette confiance ne sera plus naturelle et spontanée. Elle devra être créée et sera donc artificielle. Il faudra trouver un artifice capable de faire en sorte que les hommes puissent à nouveau agir comme s'ils se faisaient confiance. S'il est facile d'affirmer que le rétablissement de la confiance est la solution idéale pour les misères causées par la méfiance, cette affirmation ne nous dit pas encore comment faire pour rétablir la confiance.

Rétablir la confiance I

Le problème est donc: comment faire pour rétablir des liens de confiance entre les hommes, ou du moins pour faire en sorte que les hommes puissent à nouveau agir comme si des liens de confiance existaient entre-eux? La réponse sera: par le biais de normes qui leur prescrivent une certaine conduite et dont le respect sera garanti par un être artificiel. Cet être artificiel, ce sera le pouvoir politique. Il est artificiel dans la mesure où il n'existe pas à l'état de nature, aucun individu n'ayant une autorité naturelle sur un autre.

Ce pouvoir politique est en tout premier lieu un pouvoir qui doit rendre possible la vie commune ordonnée et paisible, et qui doit donc écarter ou neutraliser les obstacles qui s'opposent à l'émergence d'une telle vie commune. Et l'obstacle principal, comme nous venons de le voir, c'est la méfiance. La tâche principale du pouvoir politique consiste donc à rétablir de manière artificielle les liens de confiance, ou du moins à permettre à chacun d'agir comme si de tels liens existaient réellement.

Nous tenons ici à faire une distinction entre la confiance aveugle et la confiance éclairée. La confiance est avant tout une attitude intérieure. Au sens fort du terme, la confiance exclut tout soupçon vis-à-vis de la personne à laquelle on fait confiance. Dès lors que surgit le moindre soupçon, la confiance est déjà entamée – sans qu'elle soit pour autant

complètement détruite. Une telle confiance absolue ou aveugle est rare. La plupart des hommes font généralement preuve d'une confiance éclairée. Même si je sais que ma femme peut me tromper, je sais aussi que j'ai de très bonnes, voire d'excellentes raisons de penser qu'elle ne me trompe pas. La confiance éclairée est consciente du fait qu'elle pourra un jour être déçue, mais elle sait aussi qu'elle ne doit pas se laisser détruire par cette perspective. Au contraire, cette possibilité sera peut-être une sorte d'incitation à chercher à se renforcer.

Pour rétablir les liens de confiance, le pouvoir politique se verra doter de moyens de contrainte. Il faut que ceux qui seraient tentés de mal agir, c'est-à-dire de recourir à la violence ou de ne pas prêter secours là où ils pourraient le faire, y réfléchissent à deux fois. La crainte d'une sanction émanant du pouvoir politique doit être pour eux un motif suffisamment fort pour contrebalancer les motifs qu'ils auraient de rompre les engagements pris à l'égard de leurs congénères. Car nous supposons que pour rétablir un climat de confiance, tous se sont engagés à ne pas utiliser de violence et à se prêter mutuellement secours. Le pouvoir politique est au fond l'instrument dont les individus se sont dotés pour rendre efficace l'engagement initial. Au Paradis, les hommes agissaient sans loi, car ils étaient en quelque sorte leur propre loi, chacun faisant naturellement et spontanément ce qu'il devait faire. Ce n'est qu'à partir du moment où un individu au moins a, et ne serait-ce qu'une fois, fait ce qu'il n'aurait pas dû faire, que les hommes se sont dotés de lois leur indiquant comme agir. Et comme ces lois ne garantissaient pas leur propre respect, il a fallu créer un pouvoir pour les faire respecter – le pouvoir politique. C'est parce que le pouvoir politique existe et parce qu'il punira ceux qui n'obéissent pas aux lois que les hommes peuvent s'attendre à ce que chacun respecte les lois – la punition étant un mal dont on pense que chacun cherchera autant que possible à le fuir.

Une nouvelle source de méfiance

Mais surgit alors un nouveau problème. Énonçons-en d'abord les prémisses. Le pouvoir politique doit être confié à un être humain – ou à une assemblée d'êtres humains. Nous supposons que les individus s'engagent à ne pas recourir à la violence privée pour redresser des torts dont ils s'estimeraient victime. Ils autorisent l'un d'entre-eux à décider, pour tous, quand est-ce qu'un tort a été subi, qui en a été l'auteur, qui en a été la victime, quelle sanction l'auteur doit subir et à ordonner ensuite que cette sanction soit exécutée. Si cette sanction requiert le recours à la violence, cette violence ne sera plus privée, mais publique, car décidée au nom de tous.

L'être humain auquel le pouvoir politique – qui est un pouvoir public – est confié doit faire en sorte que tous les êtres humains puissent agir comme s'ils se faisaient mutuellement confiance. Il doit donc recréer artificiellement des conditions de confiance. Il accomplit cette tâche en brandissant la menace de sanctions contre les malfaiteurs. Si ces menaces sont prises au sérieux, les malfaiteurs potentiels prendront peur et s'abstiendront de causer du tort. Le fait de savoir qu'un malfaiteur potentiel est retenu par la peur et que les conditions qui causent en lui cette peur sont stables suffit à générer un sentiment de confiance auprès des sujets.

Là où les malfaiteurs potentiels ont peur, les honnêtes gens n'ont plus à avoir peur des malfaiteurs. Mais quels sentiments éprouveront-ils vis-à-vis du pouvoir politique auquel a été confié le droit de recourir à la violence et de décider souverainement quand un tel recours est utile ou nécessaire? Pourquoi A, qui ne fait pas spontanément confiance à B, et qui n'agit comme s'il lui faisait confiance qu'à partir du moment où C menace B de sanctions pour le cas où ce dernier ne respecterait pas ses engagements pris envers A, pourquoi A, donc, devrait-il faire confiance à C? C ne pourrait-il pas se liguer avec B pour éliminer A? Ou bien si C est plus fort que A et B, ne pourrait-il pas les éliminer tous les deux?

Nous pouvons ici imaginer un nouveau scénario. Au début, A et B font naturellement et spontanément confiance à C. En raison du pouvoir qu'il détient, C leur apparaît peut-être en quelque sorte comme un être supérieur. Jusqu'au jour où C commet vis-à-vis de A ou de B une action que ceux-ci réprouvent et qu'ils perçoivent comme n'étant pas nécessaire au maintien du climat de confiance. C, en d'autres mots, leur apparaît comme ayant agi en dehors de son mandat. Il ne devait recourir à la violence que pour établir ou maintenir les conditions de la confiance. Or les actes qu'il vient de commettre n'apparaissent pas à A et à B comme étant nécessaires pour établir ou maintenir ces conditions. La confiance naturelle et spontanée que A et B nourrissaient à l'égard de C se transforme alors en méfiance. Et cette méfiance ne vaut pas seulement pour l'individu C, mais pour tout individu qui occuperait la fonction qu'occupe C. A et B se rendent compte que même s'ils possèdent un pouvoir qui semble les placer au-dessus de la condition humaine, les détenteurs du pouvoir politique sont et restent des êtres comme les autres, c'est-à-dire des êtres auxquels on ne peut pas spontanément faire confiance. Ils ne peuvent donc pas se satisfaire en remplaçant C par D, où nous supposons que D n'est aussi qu'un être humain. A la méfiance à l'égard des individus privés vient ainsi s'ajouter la méfiance à l'égard de l'individu public qu'est le souverain politique. Et il va sans dire que cette méfiance à l'égard du souverain peut facilement faire renaître la méfiance à l'égard

des individus privés. Ce qui semblait au début constituer une solution s'avère ainsi n'être que la source d'un nouveau problème.

Rétablir la confiance II

A et B se trouvent alors devant un choix entre trois grandes possibilités. Première possibilité: ils peuvent renoncer à établir un pouvoir politique au-dessus d'eux. Avec la disparition du pouvoir politique disparaît aussi la méfiance vis-à-vis de ce pouvoir. Mais notons que le choix de cette première possibilité les condamnera à retomber dans l'état initial, c'est-à-dire dans l'Enfer, car nous supposons qu'il n'existe plus de confiance spontanée entre eux et que la confiance mutuelle ne pourra s'établir que par le biais de lois et d'un pouvoir garantissant ces lois. C'est là une solution que nous pouvons qualifier d'anarchique. Il faut la distinguer de l'option anarchiste, qui estime qu'un climat de confiance peut régner sans lois et sans pouvoir contraignant. Pour l'anarchiste, le manque de confiance ne s'explique pas par l'absence de lois et d'un pouvoir contraignant, mais au contraire par la présence d'un tel pouvoir. Là où nous avons dit jusqu'ici que l'on cherche à établir de nouveaux liens de confiance en instituant un pouvoir politique, l'anarchiste affirme au contraire que l'on ne pourra vraiment établir de tels liens qu'à la condition de débarrasser le monde social de tout pouvoir contraignant. Il va sans dire que cette solution repose sur certains présupposés fort discutables.

Deuxième possibilité: les individus peuvent se résigner à laisser C en place et à lui laisser tout le pouvoir qu'il a, et ce malgré les usages malvenus qu'il pourrait être tenté d'en faire. Ils choisiront cette deuxième option – si nous supposons qu'ils n'ont le choix qu'entre celle-ci et la première – si l'Enfer qu'ils pourraient connaître sous le règne de C leur semble moins insupportable que celui qu'ils ont quitté pour se soumettre à C. Nous pouvons ici parler d'une solution absolutiste, car le pouvoir de C n'est pas soumis à une autorité humaine ou n'est pas normativement limité par une telle autorité.

Troisième possibilité: ils laissent C en place, mais ils encadrent son pouvoir par des normes. Ces normes interdisent à C d'utiliser le pouvoir qui lui a été confié pour d'autres fins que celle d'établir un climat de confiance. Il est institué un gardien politique ou juridique de ces normes. Cette solution peut être qualifiée de constitutionnaliste. Le lien de confiance entre A et B est établi par C, et le lien de confiance entre d'une part A et B, et de l'autre C est établi par les normes auxquelles C est soumis ainsi que par le gardien auquel C est soumis – gardien qui peut, le cas échéant, sanctionner C. Pour résumer ces trois possibilités: aucun pouvoir suprême, un pouvoir suprême absolu, un pouvoir suprême limité et/ou contrôlé et/ou partagé.

Le fondement anthropologique

Mis à part les théoriciens anarchistes, il n'existe pratiquement aucun penseur politique qui opte pour la première possibilité, c'est-à-dire celle qui renonce à l'établissement d'un pouvoir politique. Cette première possibilité ne pourrait être choisie que si l'on suppose que les hommes, plus précisément que *tous* les hommes, sans la moindre exception sont naturellement bons, c'est-à-dire qu'il ne viendrait à l'esprit d'aucun homme de faire volontairement du mal à autrui. C'est là le présupposé fondamental de l'anarchisme. Le rêve anarchiste – un rêve auquel se rallie par ailleurs Marx – est celui d'une société sans Etat et sans droit, une société où les hommes pourront à nouveau se faire spontanément confiance. A la base de toute théorie anarchiste se trouve un optimisme anthropologique qui ne pourrait guère être plus extrême.

On a souvent reproché à Machiavel et à Hobbes de fonder leur théorie politique sur un pessimisme anthropologique, c'est-à-dire sur une anthropologie qui conçoit l'homme comme quelqu'un capable d'être méchant et auquel l'on ne saurait donc naturellement faire confiance. L'image de l'homme qu'ils dépeignent dans leurs écrits est celle d'un être qui ne recule pas devant la violence, la fourberie, la cruauté, etc. C'est devant l'arrière-fond de cette image de l'homme qu'ils conçoivent leur théorie politique. On ne comprendra pas adéquatement les théories de Machiavel et de Hobbes aussi longtemps que l'on ne tiendra pas compte de leurs prémisses anthropologiques. Cela vaut particulièrement pour Hobbes: un Etat léviathanesque n'est nécessaire que parce que l'homme est tel qu'il est – et non pas tel qu'il devrait être. C'est l'augustinisme politique – mais sans espoir de *civitas Dei* – qui continue à vivre dans les écrits de Machiavel et de Hobbes.

Mais les théoriciens de l'absolutisme que sont Machiavel et Hobbes sont-ils les seuls penseurs politiques modernes à avoir une vue aussi pessimiste de l'homme? Qui lit attentivement les écrits des autres grands penseurs de la tradition politique occidentale remarquera que le reproche du pessimisme anthropologique peut être adressé à pratiquement chacun d'entre-eux – mis à part, éventuellement, certains théoriciens anarchistes. Tous supposent l'homme capable d'injustice et tous estiment qu'il est nécessaire d'ériger un pouvoir politique afin d'empêcher cette injustice d'émerger et de rendre impossible la vie sociale. Ainsi, Locke – que l'on oppose souvent à Hobbes, en oubliant que dans ses écrits de jeunesse (les *Tracts on government*)¹ il était plus hobbesien que Hobbes – est d'avis que la grande majorité des hommes n'observe pas strictement l'équité et

¹ On trouvera ces textes de jeunesse dans: John Locke, *Political essays*. Edited by Marc Goldie. Cambridge University Press, Cambridge, 1997.

la justice². Hobbes ne dit rien d'autre dans le *Léviathan*, si ce n'est qu'il se donne la peine de décrire la situation dans laquelle vivent les hommes et à nous présenter un portrait psychologique détaillé de l'Homme. L'on pourra aussi consulter Montesquieu, Kant ou les *Federalist Papers* – pour ne citer que quelques exemples parmi tant d'autres. On trouvera partout l'image d'un homme auquel l'on ne peut pas naturellement faire confiance.

Certes, la description de cet homme n'atteindra peut-être jamais les sommets qu'elle atteint chez Hobbes, mais est-ce là une raison pour condamner Hobbes et non pas les autres? Pourquoi ne s'est-on pas offusqué en lisant dans les *Federalist Papers* que «men are ambitious, vindictive and rapacious» (Lettre 6) ou encore que dans les coeurs des hommes, les passions guerrières règnent avec plus d'ampleur que les passions pacifiques (Lettre 34)³? Les Pères Fondateurs de la grande république américaine ne partent-ils pas des mêmes présupposés anthropologiques que le père du Léviathan?

La divergence entre Hobbes et les constitutionnalistes ne se situe donc pas, comme certains seraient peut-être portés à le croire, au niveau des prémisses anthropologiques. Ils partent tous de l'idée que les hommes peuvent faire du mal à leur prochain et que dès lors la confiance naturelle et absolue n'est pas de mise. Leur point de départ est une société où règne la méfiance et où un semblant de confiance ne peut être ramené que de manière artificielle. C'est lorsqu'il s'agit de déterminer les moyens humains nécessaires et suffisants pour rétablir ce semblant de confiance que leurs chemins se séparent. Là où Hobbes pense qu'il est nécessaire et suffisant de se soumettre à un pouvoir absolu, les penseurs constitutionnalistes pensent qu'il suffit, pour être préservé contre autrui, de se soumettre à un pouvoir limité, et que pour être préservé des détenteurs du pouvoir il est précisément nécessaire de le limiter. Pour Hobbes, le problème des conditions de confiance envers le pouvoir ne présente pas la même urgence que le problème des conditions de confiance envers autrui. A ses yeux, la pire des situations est celle où les individus ne peuvent pas mutuellement se faire confiance. Aux yeux des penseurs constitutionnalistes, la pire des situations est celle où les individus ne peuvent pas faire confiance au pouvoir qu'ils ont établi au-dessus d'eux. L'objet de la méfiance est donc un autre dans les deux cas. Rappelons ici la critique implicite que Locke a adressée à Hobbes: peut-on imaginer que des

² John Locke, *Two treatises of government*. Cambridge University Press, Cambridge, 1993 (reprint). Ici: *Second treatise*, paragraphe 350.

³ Alexander Hamilton, James Madison & John Jay, *The Federalist or, the new constitution*. Dent/Dutton, London e.a., 1978 (reprint). Ici: lettres 6 et 34.

renards soient assez fous pour se soumettre au pouvoir d'un lion afin d'échapper aux griffes et crocs les uns des autres? D'acheter donc un semblant de confiance envers les autres renards en payant le prix fort d'une méfiance vis-à-vis du lion?

Hobbes: confiance politique et droit illimité du souverain

La critique que Locke adresse à Hobbes ne doit bien entendu pas donner à penser que Hobbes ait été à ce point aveugle, qu'il n'a pas vu que le pouvoir souverain dont il prône l'instauration est susceptible de générer la méfiance. Mais il estime que cette méfiance peut être sinon éteinte, du moins calmée, par certains arguments, autrement dit, que si les hommes y réfléchissent, ils verront qu'ils ont de bonnes raisons de faire confiance au pouvoir politique.

Il y a d'abord l'argument-choc: rien n'est pire que la méfiance envers autrui dans l'état de nature. Dès lors, si méfiance il doit y avoir, mieux vaut encore celle envers le pouvoir souverain. La méfiance politique serait ainsi en quelque sorte le prix à payer pour pouvoir bénéficier de la confiance civile. Si je veux pouvoir faire confiance à mon prochain, il faut que je sois prêt à vivre avec la méfiance envers mon supérieur. Qui veut la confiance civile doit donc accepter la méfiance politique.

Ce n'est toutefois pas là le seul argument de Hobbes. Un autre argument part du principe que le souverain absolu de l'Etat-Léviathan a tout le pouvoir qu'il veut. Sur le frontispice du *Léviathan*, nous pouvons lire qu'il n'y a pas de pouvoir sur terre auquel le sien [scil. celui du Léviathan] pourrait être comparé – formule que Hobbes emprunte au livre de Job dans l'Ancien Testament. Le Léviathan, sera-t-il dit dans le corps du texte, est un Dieu mortel, par où il faut entendre que ce que Dieu est pour l'univers qui lui est soumis, le Léviathan l'est pour la société sur laquelle il règne. Or le pouvoir de Dieu ne pouvant être plus grand dans l'univers, le pouvoir du Léviathan ne saurait être plus grand sur terre. D'où il s'ensuit que le souverain auquel la direction du Léviathan est confié a un pouvoir qui ne saurait être plus grand – à moins que le souverain ne devienne Dieu, ce qui est exclu.

Comme Hobbes avait posé au préalable que les hommes étaient animés par un désir de pouvoir qui ne s'arrêtait qu'à la mort et que c'était ce désir de pouvoir qui les portait à faire du mal à autrui, la quête indéfinie de pouvoir s'achève pour un individu – si nous partons de l'option monarchique, à laquelle Hobbes adhère pour des raisons essentiellement pragmatiques – non pas par la mort, mais par sa désignation comme souverain. Ne pouvant conquérir un pouvoir plus grand que le sien, le souverain ne peut que se résigner au pouvoir qu'il a, et il ne cherchera donc pas à faire de mal à autrui pour conquérir un pouvoir encore plus

grand. Ayant le plus grand de tous les pouvoirs, le souverain ne peut pas vouloir de pouvoir plus grand.

Soyons plus précis afin de comprendre de manière adéquate l'argument de Hobbes. Ce que notre auteur veut dire, c'est que l'on ne peut pas reconnaître au souverain un pouvoir plus grand que celui qu'il a. Et ce qui est ainsi reconnu, ce n'est pas tant et en premier lieu une puissance physique, mais un pouvoir juridique. Ce qui est juridiquement illimité, c'est le droit que possède le souverain de légiférer et de décréter. Mais un pouvoir juridiquement illimité n'est pas automatiquement aussi un pouvoir physiquement illimité, c'est-à-dire un pouvoir qui peut à tout moment exercer suffisamment de contrainte pour que les sujets obéissent à ses lois et à ses décrets. Ce pouvoir de contrainte n'est pas intrinsèque au détenteur du pouvoir souverain. Ce dernier ne possède que le droit d'en appeler à l'exercice de la contrainte. S'il ne trouve personne pour lui obéir, rien ne se passera. Cela signifie, en d'autres termes, que ses sujets – mais ils cessent alors d'être sujets – peuvent à tout moment cesser de lui reconnaître un tel pouvoir de légiférer et de contraindre. Ou pour le dire de manière plus correcte: même s'ils n'ont pas le droit de ne plus reconnaître le pouvoir du souverain auquel ils ont précisément confié ce pouvoir par le biais du contrat de subjection – qui fait suite au contrat de renonciation ou qui le double comme son ombre –, les individus peuvent avoir le pouvoir purement physique de résister à la contrainte que le souverain exerce pour qu'ils respectent ses lois et décrets.

Certes, aussi longtemps que suffisamment de sujets obéiront au souverain, le rebelle n'a guère de chances de s'affirmer et de vaincre. Mais supposons que tous les individus, ou du moins qu'une très grande majorité d'individus ne veuillent plus obéir. Que sera alors le souverain? Plus rien. Nous voyons là en quoi le souverain humain se distingue de Dieu: le souverain humain n'a de forces que celles que ses sujets veulent bien lui donner en devenant les instruments dont il se sert pour contraindre les rebelles; Dieu est au contraire omnipotent en lui-même.

Ce que Hobbes veut dire, c'est que les sujets peuvent faire confiance au souverain dans la mesure où celui-ci n'a plus de bonnes raisons de leur arracher un droit plus grand et plus illimité que celui qu'il possède déjà. De ce côté, il n'y a plus rien que le souverain puisse arracher aux sujets. Inversement, les sujets pourraient vouloir arracher des bribes de pouvoir, voire tout le pouvoir au souverain. Plutôt que de demander si les sujets peuvent faire confiance au souverain, il faudrait donc peut-être demander si le souverain peut faire confiance aux sujets. Hobbes dirait qu'il peut leur faire confiance dans la mesure où ils savent que toute tentative de s'attaquer au droit illimité du souverain provoquera une guerre civile, avec

toutes les misères qu'elle entraîne et que les sujets veulent précisément éviter.

Les limites de la solution absolutiste

Même si nous admettons que Hobbes a peut-être raison d'affirmer que le souverain a juridiquement parlant tout le pouvoir dont il peut vouloir disposer, de sorte que pour lui, la quête d'un plus grand pouvoir devient sans objet, il faut néanmoins se demander si c'est là la seule chose qui intéresse le souverain. Avoir un droit illimité, c'est une chose, être capable de défendre ce droit illimité en est une autre. Nous venons certes de voir que les sujets hésiteront en principe à s'attaquer au pouvoir du souverain. Mais Hobbes était bien trop clairvoyant pour croire que tous les sujets agiraient de la sorte. La guerre civile anglaise était là pour lui montrer que les sujets pouvaient effectivement s'attaquer au pouvoir plus ou moins absolu du souverain.

La question de la confiance du souverain envers les sujets n'est, dès lors, pas évacuée. Le souverain ne doit pas seulement posséder un pouvoir absolu afin de pouvoir faire régner la paix, il doit en outre être capable de défendre ce pouvoir absolu – et de le défendre par autre chose que des arguments. Le souverain doit organiser sa défense, non seulement contre un éventuel ennemi extérieur, mais aussi contre un ennemi intérieur. Et il ne doit pas que protéger ses sujets, mais aussi sa propre vie.

Mais quelle garantie le souverain a-t-il que les hommes de sa garde rapprochée ne lui planteront pas un couteau dans le cœur? Quelle garantie a-t-il que ses sujets n'assiègeront pas son palais et qu'ils ne le réduiront pas d'une tête – sort qu'a par exemple connu Charles I^{er}, le contemporain de Hobbes?

Mais laissons de côté ces questions relatives à la confiance du souverain envers ses sujets pour retourner à la question de la confiance des sujets envers le souverain. Et restons dans le registre de la quête du pouvoir. Les lecteurs du *Léviathan* auront remarqué que dans ce livre, il n'est guère question – à tel ou tel court passage près – de ce qu'aujourd'hui nous appellerions les relations internationales. L'Etat hobbesien apparaît presque comme une île isolée, refermée sur elle-même. La réalité est bien entendu une autre, et nous pouvons facilement nous imaginer qu'un souverain puisse chercher à augmenter son pouvoir en poursuivant une politique de conquête. La quête de pouvoir d'un souverain national n'est donc pas encore terminée, et tant qu'il n'a pas conquis toute la terre, il n'a pas encore tout le pouvoir dont il peut rêver. Son pouvoir est limité par la présence d'autres souverains qu'il ne peut en aucun cas traiter comme ses sujets. Pour que le texte du frontispice du *Léviathan* – *Non est potestas super terram quae ei comparetur* – soit vrai, il faudrait déjà

s'imaginer une monarchie universelle à laquelle tous les hommes seraient assujettis.

L'argument hobbesien partait de la prémisse que les hommes se font du mal dans le cadre de la conquête du pouvoir. L'auteur y ajoutait la prémisse que le souverain a tout le pouvoir dont il peut rêver, de sorte que le cadre pouvant le pousser à faire du mal a disparu. Hobbes en tirait la conclusion que les sujets peuvent avoir confiance dans le souverain: celui qui ne *doit* plus faire de mal pour réaliser son rêve de pouvoir ne fera plus de mal. Nous venons de voir que cet argument est boîteux. Et il resterait problématique même si nous supposions réalisées les conditions énoncées dans ses prémisses. Car l'argument présuppose une autre prémisse, à savoir que le souverain agira toujours de manière rationnelle. Entendons par là que le souverain ne fera du mal que s'il *doit* faire du mal. Et il doit faire du mal, si faire du mal est le seul moyen pour lui de se maintenir en vie et de maintenir en vie le corps politique qu'il dirige.

Mais rien ni personne ne nous garantit que le souverain agira toujours selon la rationalité instrumentale que nous venons de mentionner. La possession du pouvoir souverain n'immunise pas contre la folie. Au contraire, diront peut-être certains, elle peut même inspirer des gestes de folie démesurée. Machiavel – que beaucoup vouent aux gémonies avant même d'avoir pris le temps de le lire correctement – n'a-t-il pas écrit qu'un prince dont le pouvoir n'est pas limité est fou – *pazzo*?

C'est ce même présupposé de la rationalité du souverain que nous retrouvons dans un autre argument que l'on pourrait faire valoir pour expliquer aux sujets qu'ils ont de bonnes raisons de faire confiance au souverain. La richesse du souverain, leur dira-t-on, repose entièrement sur la richesse de ses sujets. En supposant un taux d'imposition constant et modéré, il vaut mieux pour le souverain avoir des sujets riches que des sujets pauvres. La richesse et la pauvreté des sujets dépendent de leur travail – du moins est-ce là une présupposition que nous voulons faire, même si elle ne tient pas compte de bon nombre de facteurs sociaux. Si on peut contraindre les sujets à travailler par la force et à coups de fouet, il vaut néanmoins mieux compter sur leur propre initiative, car le travail librement entrepris est en règle générale plus productif que le travail que l'on ne fait qu'à contre-cœur. Mais pour que les sujets entreprennent librement des travaux producteurs de richesse, il faut qu'ils soient sûrs de pouvoir profiter des fruits de leur travail. Dans l'état de nature, rien n'était moins sûr que la possibilité de jouissance des biens produits ou des biens générés par la transaction de ces biens – pour autant qu'il y avait transaction. Si les individus se sont soumis au souverain, c'est d'une part pour qu'il protège leur vie, mais d'autre part aussi afin qu'il leur permette de

jouer en toute sécurité des biens de leur travail et qu'ils puissent ainsi rendre leur vie plus agréable.

Après l'instauration du Léviathan, les individus devront certes verser une partie de leurs gains sous forme d'impôts, mais à taux d'imposition constant, cet impôt leur fera moins mal s'ils gagnent plus que s'ils gagnent moins – en chiffres absolus, 10 % de 200 sont plus que 10 % de 100, mais 180 est néanmoins le double de 90. Et sous la même condition d'un taux d'imposition constant, la somme collectée fera plus de bien au souverain – et par son biais à l'Etat qu'il dirige et gère – si les sujets gagnent beaucoup que s'ils gagnent peu – avec 20, le souverain peut faire plus qu'avec 10.

Tout cela ne fonctionne bien entendu que si nous partons de l'hypothèse d'un souverain rationnel, se plaçant dans le long terme, et qui maîtrise certaines notions élémentaires d'économie. Mais qui nous garantit contre l'apparition d'un souverain qui croit que le meilleur moyen d'enrichir rapidement l'Etat est de fixer le taux d'imposition à 60 %? Ou d'un souverain qui pense que ses sujets produiront plus de richesses s'ils travaillent sous le fouet de garde-chiourmes plutôt que sous leur propre responsabilité et de leur propre initiative? Surtout dans une monarchie héréditaire – et c'est là le type de gouvernement qui a la faveur de Hobbes –, le nouveau monarque peut bien ne pas être à la hauteur de sa tâche.

L'on sera alors peut-être tenté de dire que si le souverain traite les sujets de la sorte, ceux-ci se révolteront et le mettront à mort. Et si nous supposons que le souverain tient à la vie et au pouvoir, il ne voudra pas que ses sujets le mettent à mort après lui avoir ôté le pouvoir. D'où il s'ensuit que le souverain s'abstiendra de commettre des actes susceptibles de faire remettre en question son pouvoir par les sujets – mise en question qui, nous le savons, ne constitue pas le contenu d'un droit quelconque, mais est néanmoins une possibilité physique et historique. En d'autres mots, les sujets peuvent avoir confiance dans le souverain, car il est dans l'intérêt bien entendu du souverain que ses sujets lui fassent confiance.

Cela suppose à nouveau que le souverain fasse toujours ce qui correspond à son intérêt bien entendu. La rationalité du souverain est donc à nouveau présupposée. Mais est aussi présupposée la solidarité des sujets entre-eux. Là où une telle solidarité n'existe pas, le souverain n'aura guère à craindre une révolte de grande envergure. De même, là où les sujets ont encore inscrit dans leur chair les horreurs de l'état de nature, le souverain pourra se dire qu'il a une certaine marge, sinon une marge certaine, pour exploiter ses sujets sans courir le risque qu'ils ne se révoltent. Car rappelons-nous que pour Hobbes, les sujets préfèrent encore subir un régime qui les exploite plutôt que de retomber dans l'état de nature.

A prendre ces propos au pied de la lettre, nous pourrions dire que le souverain aurait peut-être intérêt à voir naître une certaine méfiance entre ses sujets, car là où ceux-ci se méfieront les uns des autres, ils n'oseront pas se mettre ensemble pour abattre celui qu'ils jugent être un tyran, de peur que l'un d'entre-eux ne les trahisse. C'est ce genre de méfiance généralisée que certains Etats totalitaires modernes ont inscrit sur leur bannière.

En résumé, on peut reprocher à Hobbes de ne pas avoir suffisamment fait la différence entre le pouvoir comme droit et le pouvoir comme puissance et d'avoir trop misé sur la rationalité du souverain. Peut-être que si le souverain avait à la fois un droit et une puissance absolus et s'il était parfaitement rationnel, ses sujets pourraient lui faire confiance. Mais un tel souverain serait à l'image de Dieu.

Hobbes: la confiance politique et Dieu

Reste encore à mentionner un argument important qui pourrait fonder dans les sujets la confiance que le souverain ne les traitera pas trop mal. Le souverain hobbesien – et ce contrairement à ce qu'affirment beaucoup d'auteurs qui n'ont lu Hobbes qu'à moitié –, comme d'ailleurs la plupart des souverains absolus des 17^e et 18^e siècles, est conçu comme soumis aux lois divines, Dieu – mais lui seul – pouvant demander des comptes au souverain. S'il n'a donc pas de juge sur terre, le souverain a un juge dans l'au-delà.

Dans la théorie hobbesienne, les individus de l'état de nature – qui est un état de guerre de chacun contre chacun – sont soumis à une loi naturelle qui leur prescrit de se maintenir en vie, et ils possèdent le droit naturel de tout faire pour se maintenir en vie. Le droit naturel fondamental dérive, chez Hobbes, de la loi naturelle fondamentale. Le droit naturel de tout faire est ainsi limité par la loi naturelle: l'individu peut certes tout faire, mais à condition que ce qu'il fait optimise ses chances d'échapper à la mort violente. Nombreux sont les critiques de Hobbes qui ne se sont pas aperçus de cette limitation du droit naturel. Le droit naturel n'est pas le droit de faire la guerre, point à la ligne, mais le droit de recourir à la guerre lorsque la paix n'est pas possible.

A l'état de nature, chaque individu se trouve placé devant le choix: guerre ou paix? Dans l'absolu, la paix sert bien mieux l'optimisation des chances d'échapper à la mort violente que ne le fait la guerre, mais elle ne les optimise qu'à la condition que tout le monde opte pour la paix. Dès lors, la loi fondamentale ordonne aux hommes de rechercher la paix, le droit naturel les autorisant à recourir à la guerre si leur effort pour vivre en paix n'a pas de chances d'aboutir. Pour que cet effort ait des chances d'aboutir, il faut que les individus se soumettent à un souverain, celui-ci

ayant pour tâche de punir ceux qui, dans une communauté dont les individus ont renoncé à la guerre, ont à nouveau recours à la violence. Le souverain hobbesien est en ce sens un *defensor pacis*.

Pour fonder la communauté, les individus abandonnent leur droit naturel et déclarent cet abandon dans un contrat que chacun fait avec chacun. Chacun tombe ensuite d'accord avec chacun pour établir un souverain. Désormais, les individus n'entretiennent plus des liens naturels entre eux, mais des liens civils. Leurs rapports seront soumis au cadre normatif du droit positif dont le souverain est l'auteur et le garant. Les hommes se rencontrent désormais à travers une loi commune dont la violation est sanctionnable par un pouvoir temporel habilité.

Mais il n'en va pas de même pour les rapports entre le souverain et les sujets, car le souverain n'a pas conclu de pacte avec ceux qui s'assujétissent à lui. Il ne peut pas le faire, dit Hobbes, car un tel pacte rendrait nécessaire l'instauration d'un pouvoir ayant le droit de juger si ce pacte est respecté ou non. Ce pouvoir ne peut être ni le souverain, ni les sujets, car nul ne peut être juge et partie en même temps – *nemo iudex in propria causa*. Il faudrait donc établir un pouvoir au-dessus du pouvoir souverain. Mais cela est impossible, car le pouvoir souverain est le pouvoir suprême dans la hiérarchie des pouvoirs. Si l'on établit donc un pouvoir supérieur au pouvoir souverain, ce sera ce nouveau pouvoir qui sera vraiment souverain. Et ce nouveau pouvoir ne saurait être lié par un contrat à ceux qui lui sont soumis, car sinon nous retombons dans les mêmes difficultés.

Il n'y a donc pas de lien contractuel entre le souverain et ses sujets, ce qui signifie que le souverain ne doit – juridiquement parlant – rien aux sujets. Moralement parlant, les choses sont bien entendu différentes. Les sujets se sont en effet soumis au souverain dans l'espoir qu'il les protège. Il y a donc là un certain investissement de confiance, et le souverain est pour le moins moralement obligé de ne pas décevoir cet espoir.

Mais il y a plus. La relation entre le souverain et les sujets est encore naturelle, c'est-à-dire que le souverain n'est certes pas soumis aux lois positives qu'il fait lui-même – même s'il a intérêt à les respecter, pour ne pas trop choquer ses sujets –, mais qu'il est néanmoins encore toujours soumis aux lois naturelles. Cela étant, il doit donc s'efforcer de rechercher la paix là où il a l'espoir de l'obtenir, et ne recourir à la guerre que là où cela s'avère absolument nécessaire. Si nous supposons maintenant que les sujets, en se soumettant, ont renoncé à leur droit de se faire la guerre les uns aux autres et de faire la guerre au souverain, le souverain peut se permettre de vivre en paix avec eux et doit même le faire, du moins aussi longtemps que les sujets respectent cet engagement qu'ils ont pris.

Dans la construction hobbesienne, Dieu est l'auteur des lois naturelles et aussi celui qui veille à leur respect. Si Dieu veut que les hommes vivent en paix dès lors qu'ils ont l'espoir de la paix, et si la soumission de tous les individus à un souverain fonde un tel espoir, Dieu veut que le souverain vive en paix avec ses sujets. Il punira donc le souverain qui fera la guerre à ses sujets là où ceux-ci n'ont aucune velléité de se révolter.

Encore faut-il que le souverain ait la foi et qu'il craigne Dieu. Or cela ne doit pas être le cas. Après tout, si les hommes à l'état de nature avaient cru en Dieu et l'avaient craint, il n'y aurait pas eu besoin de souverain. Comment savoir alors si celui que l'on nomme à la fonction souveraine croit effectivement en Dieu, de sorte qu'il s'abstiendra d'actes tyranniques par peur d'encourir des sanctions divines?

Notons que si les hommes avaient cru en Dieu et l'avaient craint à l'état de nature, ils n'auraient pas eu besoin d'ériger une puissance souveraine, car le problème de la méfiance ne se serait pas posé. Dans le *Léviathan*, l'auteur écrit en effet: «For if we could suppose a great Multitude of men to consent in the observation of Justice, and other Lawes of Nature, without a common Power to keep them all in awe; we might as well suppose all Man-kind to do the same; and then there neither would be, nor need to be any Civill Government, or Common-wealth at all; because there would be Peace without subjection»⁴.

«Peace without subjection», tel est le rêve anarchiste. Aux yeux de Hobbes, une telle paix présuppose la confiance mutuelle. C'est-à-dire, il faut que chacun puisse être sûr que tous les autres respectent les règles fondamentales de la justice. Si Dieu était visible et s'il punissait déjà dans ce monde-ci, chacun pourrait avoir une certitude assez grande que tous les autres respectent les lois naturelles. Mais Dieu n'est pas une puissance visible et il ne punit pas sur le champ chaque malfaiteur. Dès lors, en l'absence d'un pouvoir commun visible, les hommes se méfient les uns des autres et ils ne pourront instaurer la confiance qu'en établissant un pouvoir commun. Mais ce pouvoir commun, en l'absence d'un Dieu visible et punissant sur le champ, est susceptible de devenir une nouvelle source de méfiance.

Machiavel: la dialectique polémogène de la méfiance

Nous avons vu que pour Hobbes, aucun être humain ne peut obliger le souverain à vivre en paix avec ses sujets. L'obligation est une obligation naturelle, et ces obligations n'obligent qu'en conscience, c'est-à-dire que

⁴ Thomas Hobbes, *Leviathan*. Penguin, Harmondsworth, 1982 (reprint). Ici: 2^e partie, chapitre 17, page 225.

chacun est son propre juge en la matière. Aussi longtemps que le souverain se méfiera de ses sujets, c'est-à-dire aussi longtemps qu'il croira qu'ils ne respecteront pas leur engagement, il sera aux aguets et verra dans le moindre mouvement de protestation le début d'une reprise de la guerre. Plus méfiant est le souverain, plus grand est le risque qu'il ait recours à la guerre. Et plus méfiants sont les sujets vis-à-vis du souverain, plus grands seront les risques que le souverain soit méfiant à l'égard des sujets. La méfiance des sujets suscite la méfiance du souverain, qui vient à son tour renforcer la méfiance des sujets, etc.

Cette dialectique polémogène de la méfiance occupe une place centrale chez Hobbes, et nous ne pensons pas qu'il ait vraiment réussi à y mettre fin. Il serait faux de croire que l'idée d'une telle dialectique ne se retrouve que chez Hobbes ou qu'il en ait été l'inventeur. Nous la retrouvons en effet déjà près d'un siècle et demi plus tôt chez cet autre grand auteur maudit qu'est le florentin Niccolò Machiavelli. Au chapitre 30 du premier livre de ses *Discorsi sopra la prima deca di Tito Livio*, Machiavel nous confronte avec le cas suivant: Un commandant de troupe est au service d'un prince et remporte une victoire militaire éclatante. Qu'il me soit permis de citer – en traduisant moi-même l'original italien *in extenso* – le passage dans lequel Machiavel réfléchit sur ce que les deux hommes peuvent ou doivent faire:

«Car s'ils [scil. les Princes NC] remportent la victoire, toute la gloire et toutes les conquêtes sont pour eux; et lorsqu'ils n'y sont pas [scil. au combat NC], la gloire revenant à autrui, ils ne pensent pas pouvoir profiter de ce qui a été acquis si ce n'est en détruisant chez autrui cette gloire qu'ils n'ont pas pu gagner pour eux-mêmes; et ils deviennent ingrats et injustes: et sans aucun doute, leur perte est plus grande que leur gain. Mais lorsque, par négligence ou par un manque de prudence, ils restent chez eux sans rien faire, et qu'ils envoient un capitaine; je n'ai pas d'autre précepte à leur donner que celui qu'ils connaissent par eux-mêmes. Mais je tiens à dire à ce capitaine, dont je pense qu'il ne peut pas infliger les morsures de l'ingratitude, qu'il fasse l'une des deux choses suivantes: ou bien qu'il quitte immédiatement ses troupes après avoir remporté la victoire, et qu'il se remette entre les mains de son prince, en s'abstenant de tout acte insolent ou trahissant l'ambition, afin que celui-là, libéré de tout soupçon, ait une raison de le récompenser ou de ne pas l'offenser; ou bien, lorsque cela ne lui semble pas faisable, qu'il prenne avec fougue le parti contraire, et qu'il utilise tous les moyens pour faire en sorte qu'il pense que la conquête qu'il a faite est la sienne et non pas celle du prince, et qu'il gagne à lui les soldats et les sujets; et qu'il lie de nouvelles amitiés avec les voisins, qu'il occupe les forteresses avec ses hommes, qu'il corrompe les capitaines de son armée, et qu'il

prenne des assurances vis-à-vis de ceux qu'il ne peut pas corrompre; et que par ces moyens il cherche à punir son seigneur de cette ingratitude dont il userait à son égard. Il n'y a pas d'autres voies: mais, comme nous disions plus haut, les hommes ne peuvent pas être totalement méchants ni totalement bons; et il arrive souvent que tout de suite après la victoire, ils ne veulent pas quitter l'armée, ils ne peuvent pas se comporter modestement, ils ne savent pas utiliser des moyens violents mais qui font preuve d'honneur: de sorte que, pris dans l'ambiguïté, ils sont opprimés, entre leur hésitation et l'ambiguïté.»⁵

Machiavel expose ici d'une manière on ne peut plus magistrale le problème de la confiance et de la dialectique destructrice à laquelle la méfiance donne lieu. Prenons d'abord le prince. Il se méfie de son capitaine, car il craint que la gloire que celui-ci vient de récolter ne lui monte à la tête et qu'il nourrisse une velléité de prise du pouvoir. Le capitaine peut prévenir cette méfiance en se soumettant au prince directement après la victoire et en lui montrant par là qu'il n'a aucune raison de se méfier de lui. Mais le capitaine ne se soumettra ainsi que s'il fait confiance au prince, s'il peut donc espérer que le prince ne profitera pas de son geste pour le liquider. Tant que le capitaine est à la tête de ses troupes, il peut espérer résister au prince. Mais s'il quitte son armée pour se soumettre au prince, il ne pourra plus résister à ce dernier.

Que doit faire le capitaine? Tout dépend de la nature du prince. Si le prince est bon – ou mieux, si le capitaine croit que le prince est bon –, le capitaine peut se remettre entre ses mains. Mais si le prince est méchant – ou mieux, si le capitaine croit que le prince est méchant –, mieux vaut qu'il ne se remette pas entre ses mains, car un tel prince l'offensera à coup sûr, et ne serait-ce que par pure jalousie. Tout dépend donc de la perception de la nature du prince par le capitaine.

Que doit faire le prince? Tout dépend de la nature du capitaine, c'est-à-dire, pour être très précis ici aussi, de la manière dont le prince perçoit le capitaine et ce dont il est capable. Si le capitaine est bon – s'il est perçu comme tel par le prince –, le prince pourra le laisser à la tête des troupes. Mais si le capitaine est méchant – ou perçu comme tel –, mieux vaut que le prince le démette d'une fonction qui vient d'augmenter son prestige d'une manière dangereuse pour le souverain. Et étant donné que le capitaine démis nourrira un désir de vengeance vis-à-vis de celui qui l'aura ainsi offensé, le prince ne pourra pas se contenter de le démettre, mais il sera plus sûr pour lui d'éliminer purement et simplement le capitaine.

⁵ Niccolò Machiavelli, *Tutte le opere*. Sansoni, Firenze, 1992. Ici: *Discorsi sopra la prima deca di Tito Livio*, 1^{er} livre, chapitre 30, p. 111.

Selon Machiavel, le prince pourrait se permettre d'être bon si tous les hommes étaient bons. Malheureusement, tous les hommes ne sont pas toujours bons. L'homme est un être qui peut faire preuve d'ingratitude – dont Machiavel distingue trois niveaux: ne pas remercier autrui pour un service rendu, oublier qu'autrui vous a rendu un service, offenser celui qui vous a rendu service – et qui a au fond de soi une ambition qui ne connaît pas de limite. Machiavel ne dit pas, notons-le, que les hommes sont tous et toujours méchants, mais seulement que celui qui veut instaurer une communauté politique doit les présupposer tels. Chez Machiavel, la politique se dessine donc devant l'arrière-fond d'un présupposé anthropologique on ne peut plus pessimiste.

Dans ces conditions, le prince doit aussi pouvoir être méchant, car s'il ne pouvait pas l'être, il ne pourrait pas résister aux méchants. Mais soulignons qu'il ne doit être méchant que vis-à-vis des méchants. Il est tout simplement faux d'affirmer que Machiavel idolâtre la violence politique du prince comme une fin ou un bien en soi. Ceux qui prendront soin de bien lire Machiavel se rendront compte que la violence du prince n'est légitime que dans la mesure où elle est constructive, où elle restaure un climat de confiance – pour s'en convaincre, il suffit de relire le passage consacré à Romulus dans les *Discorsi*. Pour le formuler d'une autre manière: il incombe au prince de (re)créer des conditions qui permettent aux bons de ne pas devoir agir méchamment. Et cela signifie que la prince doit faire en sorte que les hommes puissent à nouveau se faire confiance. Une fois ce climat de confiance rétabli, le prince devient en quelque sorte inutile. Dans son «*Discursus florentinarum rerum*», adressé aux Médicis, Machiavel conclut en disant qu'il faut faire en sorte que «les structures de la cité puissent se maintenir par elles-mêmes; et elles se maintiendront toujours quand chacun y mettra les mains; et quand chacun saura ce qu'il a à faire, et à qui il doit faire confiance; et qu'aucune classe de citoyens ait, par crainte pour soi ou par ambition, à désirer des innovations»⁶.

L'idéal pour Machiavel est la république romaine, du moins telle qu'il estime la trouver décrite dans les écrits de Tite-Live. Cet idéal romain est opposé à la réalité florentine. A Rome, les divergences entre les patriciens et la plèbe restaient dans le cadre de la loi et les problèmes sociaux et politiques trouvaient leur solution dans une nouvelle loi. Le cadre légal était une source de sécurité pour les deux parties au conflit. Si elles ne se faisaient pas mutuellement confiance, les deux parties faisaient confiance au cadre légal et au respect de ce cadre légal par l'autre partie.

⁶ Machiavel, *ibid.* Ici: «*Discursus florentinarum rerum post mortem iunioris Laurentii Medices*», p. 31.

Mais ce qui devait arriver arriva. En raison d'une loi agraire qui avait été mal faite dès le début ou que l'on avait par la suite laissé périliter, la tension entre les patriciens et la plèbe s'envenima. La plèbe ne voulait plus seulement de nouveaux droits politiques, mais elle voulait s'attaquer au patrimoine des patriciens. Or ceux-ci ressentaient cela comme une attaque contre leur substance. On connaît le résultat: les guerres civiles et l'instauration d'un empire pacificateur, mais aussi fossoyeur de la liberté républicaine. Un peu plus de 16 siècles avant que Hobbes n'écrive le *Léviathan*, l'histoire romaine a montré comment la méfiance conduit à la guerre civile et la guerre civile à l'instauration d'un pouvoir absolu – *a legibus solutus*. Lorsque le «popolo» ne fait plus confiance aux «grandi» et/ou que ces derniers ne font plus confiance au «popolo», l'une des parties ou les deux acceptent, voire souhaitent l'instauration d'un «principe».

Machiavel: la confiance métaphysique

Machiavel ne nous confronte pas seulement au problème de la confiance sociale et politique, mais aussi au problème métaphysique de la confiance en l'histoire ou, pour être plus précis, en la Fortune. Il serait d'ailleurs plus exact de parler de méfiance. Dans la plupart de ses écrits, comme par exemple dans la petite biographie de Castruccio Castracani, Machiavel nous présente la Fortuna comme une déesse qui fait avec les hommes ce qu'elle veut, et qui prend surtout un malin plaisir à les élever aussi haut que possible pour ensuite les laisser tomber. Derrière des débuts hautement prometteurs se cache souvent une fin tragique pour celui qui veut fonder une communauté politique ou tout simplement un pouvoir personnel.

Les hommes doivent dès lors se méfier de la Fortune, car ils ne savent pas où elle va les mener et quels malheurs elle a en réserve pour eux. Et cela vaut notamment pour ceux que nous appellerions les hommes politiques. Dans une célèbre image du *Principe*, Machiavel compare la Fortune à un fleuve qui peut parfois déborder et tout détruire. Les hommes qui vivent près d'un tel fleuve peuvent essayer de se mettre à l'abri de ses crues en construisant des digues. Ces digues ne leur permettent peut-être pas d'avoir une confiance absolue – car il est impossible de prévoir à l'avance l'ampleur possible d'une crue –, mais elles leur permettent au moins d'être moins méfiants que s'il n'y avait pas de digues du tout.

Il en va de même pour la Fortune: les hommes peuvent essayer de se prémunir contre ses coups. Cela signifie que les hommes peuvent faire confiance en leurs propres forces, qu'ils peuvent donc espérer construire une république florissante ou une principauté durable. Mais cette confiance ne saurait jamais être absolue. Ainsi Cesare Borgia avait-il envi-

sagé tous les cas, sauf celui qui s'est produit: être malade au même moment que son père, le pape Alexandre VI. La Fortune a ainsi même réussi à surprendre celui qui, pour Machiavel, est un exemple de *l'uomo virtuoso*, de cet homme qui ose affronter la Fortune, se disant, comme Machiavel dans le *Principe*, que la moitié environ de nos actions est entre nos mains, et l'autre moitié entre celles de la Fortune.

Dans l'univers de Machiavel, il n'y a pas de place pour une Providence ou pour un Dieu bienfaisant, qui seraient en quelque sorte des préfigurations avant la lettre de la main invisible des penseurs du 18^e siècle. Machiavel vit dans un univers où règne la méfiance – sociale, politique et métaphysique. Et ce n'est que très rarement que la confiance peut émerger par endroits. Mais pour peu de temps.

L'univers machiavélien est par là aussi un univers où se rencontre le tragique. Dans l'univers optimiste de Cicéron, il est bien question de la possibilité que le sage doive faire une action monstrueuse pour sauver la *res publica*, mais cette possibilité est aussitôt balayée. L'ordre du monde cicéronien est tel que la possibilité d'un choix tragique est une possibilité purement théorique, une chose que l'on peut envisager en pensée, mais qui ne se rencontrera jamais dans les faits. Il est dès lors aisé pour Cicéron d'affirmer, dans le *De officiis*, que le sage ne commettra pas d'acte monstrueux pour sauver la *res publica* et que d'ailleurs les membres de la *res publica* ne voudraient même pas que le sage commette un tel acte pour les sauver. A partir du moment où l'on pose que le cas ne se produira pas, on peut se permettre de prôner le respect le plus strict de l'*honestas* en théorie.

Machiavel ne joue pas à ce jeu. Si le meurtre de Remus par Romulus était le prix à payer pour permettre à Rome d'émerger et de suivre la voie qu'elle a suivie, alors ce meurtre devait être commis. Notons que Machiavel ne parle pas ici du meurtre du premier innocent venu, mais du meurtre de quelqu'un qui avait osé franchir une limite. Romulus ne pouvait pas faire confiance à Remus. Il l'a donc tué. Mais, dit Machiavel, après être devenu roi, il a aussitôt institué un Sénat et n'a conservé que le commandement de l'armée, laissant la gestion des affaires courantes au Sénat. Romulus a donc partagé le pouvoir et a fait confiance aux sénateurs pour ne pas le renverser.

La confiance par les institutions

Retraçant le cycle polybien des formes de gouvernement – l'*anacyclosis* –, Machiavel souligne que l'un des seuls moyens pour échapper à ce cycle où une forme de gouvernement s'établit pour ensuite se pervertir et être remplacée par une autre et ainsi de suite et en recommençant toujours à nouveau par le début, consiste à élaborer une forme de gouver-

nement complexe, qui contiendrait des éléments de la monarchie, de l'aristocratie et de la démocratie. Une telle forme de gouvernement sera plus durable que les formes de gouvernement simples – l'exemple de la Rome républicaine née après l'expulsion des Tarquins, avec les consuls (élément monarchique), le Sénat (élément aristocratique) et les Tribuns de la plèbe (élément démocratique), est là pour nous le prouver.

Là où Hobbes faisait confiance à la rationalité du prince et des sujets, qui avaient intérêt à se faire mutuellement confiance s'ils ne voulaient pas retomber dans les misères de l'état de nature, Machiavel semble ici vouloir faire confiance aux institutions et à l'idée des contre-pouvoirs. Si Rome a pu conserver sa liberté pendant près de cinq siècles, c'est surtout parce que les différents pouvoirs se limitaient mutuellement et étaient obligés de vivre ensemble. Ajoutons toutefois que Machiavel accorde aussi un grand rôle à ce qu'il appelle la «modestia», cette vertu qui fait en sorte que nous savons où tracer les limites de nos exigences afin de ne pas éveiller une trop grande méfiance chez ceux qui vivent avec nous.

En mettant en avant l'idée d'un pouvoir limitant un autre pouvoir, Machiavel laisse déjà apercevoir un courant de pensée qui trouvera ses lettres de noblesse chez Montesquieu et chez les fondateurs de la république américaine, où il sera question de *checks and balances*, c'est-à-dire de contrôles et de contre-poids. Dans l'optique de ce courant de pensée, la confiance des sujets est fondée sur le fait qu'il n'y a pas de pouvoir absolu et que les institutions politiques sont telles que le pouvoir est fragmenté et distribué sur plusieurs instances, en principe indépendantes les unes des autres et qui peuvent s'empêcher mutuellement d'agir. La confiance naît ici d'un arrangement institutionnel, et il est parfois admis que là où un tel arrangement institutionnel prévaut, la vertu des hommes n'est plus nécessaire. L'arrangement institutionnel doit en quelque sorte nécessiter une action bénéfique pour la société chez les détenteurs du pouvoir, il doit obliger leurs vices à produire des actions que ne produirait généralement qu'un caractère vertueux. Machiavel avait déjà bien vu la chose: les hommes ne sont bons que s'ils y sont contraints par la nécessité. Mandeville ne fera que répéter cette idée lorsque dans sa *Fable of the Bees* il écrit: «[A] whole Nation ought never to trust to any Honesty, but what is built upon Necessity; for unhappy is the People, and their Constitution will be ever precarious, whose Welfare must depend upon the Virtues and Consciences of Ministers and Politicians»⁷. Un peuple ne doit pas faire confiance aux vertus et à la conscience de ses hommes politiques, mais

⁷ Bernard Mandeville, *The fable of the bees*. Penguin, Harmondsworth, 1970. Ici: page 206.

seulement aux institutions qui obligent les hommes politiques à agir comme s'ils étaient vertueux et comme s'ils écoutaient toujours leur conscience. Ce qui compte, ce n'est plus la vertu des hommes, mais la vertu de la constitution ou des institutions. Nous avons alors à faire au constitutionnalisme.

Plutôt que le singulier, il faudrait ici utiliser le pluriel, en distinguant un constitutionnalisme juridique d'un constitutionnalisme politique. L'idée centrale du constitutionnalisme juridique est que le pouvoir politique doit être soumis à des lois humaines, qu'il n'est donc pas absolu au sens que Hobbes paraît parfois donner à ce terme. L'idée du constitutionnalisme juridique se retrouve déjà chez Platon, notamment dans le *Politique*, mais aussi dans les *Lois*. Dans son plus célèbre dialogue, la *République*, Platon avait encore placé toute sa confiance dans les philosophes-rois, être dotés d'une sagesse telle, qu'ils faisaient figure de loi vivante et qu'ils n'avaient dès lors pas besoin de loi à laquelle se soumettre. Plutôt que de recourir à l'abstraction toujours imparfaite de la loi, il fallait recourir au philosophe-roi jugeant et décidant en situation et pouvant dès lors trouver la décision ou le jugement les plus appropriés aux cas précis auxquels ils avaient à faire. Cette confiance s'est érodée chez l'auteur des *Lois* et du *Politique*, l'épisode syracusain ayant probablement contribué à faire changer ses vues. Certes, les dialogues tardifs nous présentent toujours le règne absolu du philosophe-roi comme l'idéal, mais Platon sait très bien qu'avec le bois tordu dont sont faits les hommes – pour employer une image que Kant rendra célèbre –, mieux vaut ne pas trop se fier à leur simple volonté. Mieux vaut donc soumettre le pouvoir politique à des lois, et non seulement à des lois morales – cela, la plupart des penseurs absolutistes étaient aussi prêts à le concéder –, mais aussi et surtout à des lois positives. Après avoir dit que les hommes «ne croient pas qu'il puisse jamais y avoir un homme qui soit digne d'une telle autorité et qui veuille et qui puisse gouverner avec vertu et science», l'étranger dit dans le *Politique* que nous sommes «réduits à nous assembler pour écrire des lois»⁸. Si l'on veut avoir confiance dans le pouvoir, il faut confier le pouvoir ultime aux lois et non pas aux hommes. Et ces lois devront lier tous les hommes, aussi ceux qui exercent des fonctions politiques.

Soumettre le pouvoir politique à des lois positives est une chose. Avoir confiance qu'il respectera effectivement ces lois, en est une autre. Ici, plusieurs options s'offrent à nous. Une première, que nous avons déjà mentionnée, consiste à fractionner le pouvoir politique de telle sorte que, pour parler avec Montesquieu, le pouvoir arrête le pouvoir. Une deuxième

⁸ Platon, *Sophiste/Politique/Philèbe/Timée/Critias*. Garnier Flammarion, Paris, 1969. Ici: page 238.

consiste à ériger en face du pouvoir politique la figure du peuple qui peut à tout moment se révolter s'il y a abus du pouvoir politique. C'est l'option choisie par Locke lorsqu'il parle de l'appel au Ciel. Une troisième option consiste à opposer le pouvoir politique et le pouvoir juridique, et à faire du pouvoir juridique un contre-pouvoir. Dans ce qui suit, nous nous proposons de discuter brièvement chacune de ces options.

Montesquieu: le pouvoir doit arrêter le pouvoir

Dans son traité *De l'esprit des lois*, Montesquieu, s'inspirant des institutions anglaises devant lesquelles il était en admiration, distingue trois pouvoirs: le pouvoir exécutivo-législatif du roi et les deux branches du pouvoir législatif, la Chambre Haute (*House of Lords*) – à laquelle notre auteur attribue aussi une fonction juridictionnelle bien délimitée – et la Chambre Basse (*House of Commons*). Le pouvoir – ou la puissance, comme dit la Constitution de la V^e République – judiciaire est considéré par Montesquieu comme étant quasiment nul dans les républiques ou dans des Etats qui, comme l'Angleterre, ont des points communs avec les républiques.

Là où les pouvoirs législatif et exécutif se trouvent réunis dans une seule et même personne, il est à craindre que des lois tyranniques puissent aussi être exécutées de manière tyrannique. Montesquieu ne dit pas que ces lois seront effectivement exécutées de manière tyrannique, mais *qu'il est à craindre* qu'elles ne le soient. Rappelons ici que, pour Montesquieu, la liberté politique consiste dans le sentiment que l'on a de sa sécurité. Est donc politiquement libre celui qui se sent en sécurité, celui qui a confiance que rien ne lui arrivera s'il respecte les lois, celui qui sait, en d'autres mots, qu'il ne sera soumis qu'aux lois et jamais à la volonté capricieuse et arbitraire d'un homme. Les lois constituent donc une condition essentielle de la confiance politique. Mais encore faut-il que ces lois ne soient pas tyranniques et/ou qu'elles ne puissent pas être appliquées de manière tyrannique.

N'entrons pas trop dans le détail des conceptions de Montesquieu. Remarquons que ces conceptions reposent sur un présupposé anthropologique on ne peut plus hobbesien: l'homme est en quête de pouvoir, d'un pouvoir toujours plus grand. Et ce qui vaut chez Hobbes pour les personnes physiques, vaut chez Montesquieu aussi pour les personnes morales. Le parlement – le terme étant pris ici dans son sens moderne et non pas dans celui qu'il avait au temps de Montesquieu – cherchera donc à aggrandir son pouvoir, et c'est pour l'empêcher de le faire que Montesquieu estime nécessaire que le pouvoir exécutif dispose d'un droit de veto. Par ce droit, le pouvoir exécutif peut empêcher que le parlement ne fasse des lois tyranniques. Les hommes de Montesquieu ne sont pas plus

vertueux que ceux de Hobbes, mais là où Hobbes faisait confiance à la rationalité du souverain, Montesquieu ne compte pas trop sur elle.

Le pouvoir exécutif n'est pas à immuniser contre les velléités liberticides que nous venons de voir à l'oeuvre chez le pouvoir législatif. Faudra-t-il permettre au pouvoir législatif de s'opposer à lui? Curieusement, Montesquieu rejette cette possibilité. Il affirme certes que le pouvoir législatif a le droit de contrôler l'exécution des lois qu'il a votées, mais ce contrôle reste sans conséquences pratiques. Le pouvoir législatif peut tout au plus faire savoir au pouvoir exécutif qu'il exécute tyranniquement les lois. Mais cette notification sera sans effet, le parlement n'ayant pas le droit de se soulever contre le pouvoir exécutif.

Est-ce à dire que le pouvoir exécutif est illimité? Montesquieu estime que non, car les lois contiennent déjà en elles-mêmes les limites de leur exécution. Si le parlement vote une loi autorisant le pouvoir exécutif à percevoir tel montant d'impôts en respectant telle répartition et telles procédures, l'action du pouvoir exécutif est limitée par le contenu de la loi. Il suffit donc d'obliger le pouvoir exécutif à agir selon la loi et le tour est joué. Encore faut-il, bien sûr, que le pouvoir exécutif s'en tienne à la loi et que la lettre de cette dernière soit suffisamment précise pour lier de manière claire le pouvoir exécutif.

Pourquoi Montesquieu ne veut-il pas que le pouvoir législatif puisse freiner l'action du pouvoir exécutif, voire qu'il puisse faire traduire en justice le détenteur du pouvoir exécutif? Parce que permettre au pouvoir législatif d'empêcher l'action du pouvoir exécutif, voire de traîner son détenteur en justice, revient à détruire le pouvoir du pouvoir exécutif et à faire ainsi disparaître un contre-pouvoir. Il ne faut pas que le parlement soit à la botte du roi, mais il ne faut pas non plus que le roi soit à la botte du parlement. La disparition du pouvoir exécutif comme contre-pouvoir fera disparaître l'équilibre des pouvoirs, et avec cet équilibre disparaîtra aussi le sentiment de sûreté des individus, sûreté qui reposait en grande partie sur la confiance que l'on accordait aux différentes parties du pouvoir politique pour se contrôler mutuellement.

Que faut-il penser de la solution que Montesquieu propose au problème de la confiance politique? Peut-on faire confiance à un pouvoir politique fractionné? Ce qui est sûr, c'est que le fractionnement n'entraîne pas automatiquement les effets voulus. Il suffit que le pouvoir législatif ne soit que la chambre d'enregistrement des décisions prises par le pouvoir exécutif pour que le fractionnement des pouvoirs ne soit plus en fait qu'une façade. Et cette façade ne serait-elle pas la façade que présentent beaucoup de parlements contemporains, notamment là où les pouvoirs législatifs et exécutifs sont aux mains du même parti ou de la même coalition partisane? Un parlement à majorité chrétienne-sociale – libérale (pour

prendre un exemple fictif) contrôlera-t-il de manière efficace un gouvernement composé de membres de ces mêmes partis? Certes, il y a une opposition parlementaire. Mais soyons assez honnêtes pour avouer que la majorité peut lui rendre sa tâche difficile.

Ou bien posons un autre cas, à savoir celui d'un pouvoir législatif qui fait des lois tellement vagues et imprécises, qu'elles ne servent pratiquement plus à limiter l'action du pouvoir exécutif à un objet clairement défini et à des procédures précises. C'est là aussi un phénomène que nous ne connaissons que trop bien à une époque où l'administration s'arroge une latitude de plus en plus grande. Et comme nombre de projets de lois sont sinon faits, du moins préparés par l'administration, cette dernière cherchera à consolider de plus en plus sa latitude d'action. En fin de compte, il n'y aura plus que des lois-cadres, fixant des objectifs plus ou moins vagues.

Avant de faire confiance aux institutions proposées par Montesquieu et inspirées par le modèle anglais, il faudrait donc d'abord pouvoir faire confiance aux acteurs qui auront à jouer un rôle au sein de ces institutions. Autrement dit, avant de pouvoir faire confiance aux institutions, il faut d'abord pouvoir faire confiance à la volonté des individus. Là où je sais que les détenteurs des pouvoirs exécutif et législatif ne veulent pas préserver la liberté et respecter les droits des individus, il serait illusoire de croire que les institutions soient à même de les contrecarrer, car les institutions ne vivent qu'à travers la volonté des individus qui les animent. Si les institutions nécessitent, elles ne le font pas selon le modèle des lois naturelles. Ne faut-il dès lors pas chercher un fondement de la confiance au-delà des institutions?

John Locke: l'appel au ciel

Un bon demi-siècle avant Montesquieu, John Locke se faisait le champion de l'idée d'un contrôle du pouvoir politique par le peuple. Il ne faisait là que reprendre une idée dont il serait vain de retracer la généalogie, tant celle-ci est connue. Le droit – si ce n'est même le devoir – populaire de résistance à la tyrannie a en effet été prôné par bon nombre d'auteurs, comme par exemple Du Plessis-Mornay, Théodore de Bèze, James Buchanan ou encore John Ponet, pour n'en citer que quelques-uns⁹.

Locke ne fait donc que se placer dans une lignée de penseurs anti-absolutistes, pour lesquels la confiance politique ne saurait exister que là où le peuple – où par «peuple» il ne faut pas entendre la populace, mais

⁹ Sur ce point, on consultera Mario Turchetti, *Tyrannie et tyrannicide de l'Antiquité à nos jours*. Presses Universitaires de France, Paris, 2001.

les gens de bien, disposant de lumières, d'un certain revenu et d'un statut social reconnu – a le droit à tout moment de reprendre le pouvoir politique, là où celui-ci est exercé de manière tyrannique. Dans ce contexte, il est significatif que Locke utilise le terme anglais de «trust» pour caractériser le type de relation qui existe entre le peuple et ses gouvernants. Le peuple *confie* le pouvoir politique à ses dirigeants, à condition toutefois qu'ils utilisent ce pouvoir dans le sens du bien commun. Mais contrairement à ce qui se passe chez Hobbes, le peuple lockéen se réserve le droit de retirer sa confiance aux dirigeants, si ceux-ci ne remplissent plus leur tâche comme ils devraient le faire. Les individus lockéens ne signent donc pas un chèque en blanc ou un chèque non opposable, mais ils posent des conditions et se réservent le droit de vérifier si ces conditions sont remplies. Et là où elles ne le seraient pas, le peuple retire la confiance et avec elle aussi le pouvoir à ses dirigeants. Le peuple est donc lui-même juge de la confiance qu'il peut accorder à ses dirigeants. Et si ceux-ci ne veulent pas céder, le peuple en appellera au Ciel, c'est-à-dire qu'il procédera par la violence contre ses gouvernants, en espérant que Dieu sera à ses côtés. Écoutons Locke dans le *Second Treatise*: «For in Cases where the Prince hath a Trust reposed in him, and is dispensed from the common ordinary Rules of the Law; there, if any Men find themselves aggrieved, and think the Prince acts contrary to, or beyond that Trust, who so proper to Judge as the Body of the People, (who, at first, lodg'd that Trust in him) how far they meant it should extent? But if the Prince, or whoever they be in Administration, decline that way of Determination, the Appeal then lies no where but to Heaven»¹⁰ (§ 242).

Cette solution lockéenne fait ressurgir un nouveau problème. Accorder au peuple un droit de résistance, voire de révolution, c'est certes lui accorder un bien dont il peut se servir pour se défendre de manière légitime contre des gouvernants qui abusent du pouvoir qui leur a été confié, mais c'est aussi lui accorder un bien dont il peut éventuellement abuser, et dont il peut donc aussi se servir pour troubler l'ordre dans une communauté qui n'est pas soumise à la tyrannie des dirigeants. Comment dès lors faire en sorte que le droit de résistance ne soit pas revendiqué par des individus avides de pouvoir qui, sous prétexte que le gouvernement en place est tyrannique – et l'on trouvera toujours des moyens pour le faire apparaître tel –, voudront renverser ce gouvernement pour se saisir eux-mêmes des rênes du pouvoir, quitte à déclencher une longue et sanglante guerre civile? C'était précisément là l'une des raisons principales qui avaient poussé Hobbes à refuser la reconnaissance d'un droit de résistance au peuple – une autre étant que le peuple n'existe en tant que peuple qu'à

¹⁰ John Locke, *Two treatises of government*, op.cit. Ici: *Second Treatise*, paragraphe 242.

travers la volonté de souverain, de sorte qu'il n'y a dans sa conception aucune place pour un droit de résistance du peuple. Chez Hobbes, un tel droit de résistance ne peut revenir qu'à l'individu directement menacé dans sa vie ou dans ce qui lui est nécessaire pour vivre – cet individu ne faisant alors qu'obéir à la plus fondamentale des lois de nature qui lui prescrit comme fin ultime sa propre conservation.

Si nous nous permettons de lire parfois Locke entre les lignes, nous découvrirons chez lui une sorte de confiance en l'homme – entendons: l'homme blanc propriétaire, imposable et éclairé. Cet individu saura résister aux chants de sirène des candidats-conquérants, de ceux qui veulent le pouvoir non pas pour s'en servir en vue du bien commun, mais pour satisfaire leurs intérêts particuliers, fût-ce aux dépens du bien commun. Car cet homme en qui Locke a confiance a beaucoup à perdre dans une guerre civile, et il ne courra le risque de lancer le fameux appel au Ciel que lorsque le pouvoir s'en prendra vraiment à ses biens, lorsque l'injustice sera flagrante. Nous retrouvons le même schéma de pensée chez la grande majorité des autres auteurs anti-absolutistes. Ainsi, lorsque Théodore de Bèze parle d'un droit de résistance au pouvoir politique, il prend soin de préciser qu'il s'agit là d'un droit réservé aux seuls magistrats.

Mais qu'en est-il du peuple, de ce «rabble» tant dénigré par les classes aisées – auxquelles Locke appartenait par ailleurs? Il va sans dire que l'on ne pouvait pas lui faire confiance, car il était capable de réclamer ce qu'aujourd'hui nous appelons la justice sociale. Cela étant, il va de soi que le droit de révolution ne s'étend pas à lui. Il s'agissait de faire en sorte que les membres des classes aisées puissent faire confiance au pouvoir politique. Lui faire confiance pour qu'il ne les prive pas de leur «life, liberty and property» et lui faire confiance pour qu'il les protège contre les revendications sociales venant des classes inférieures de la société. Certes, les choses ne sont pas dites si clairement par Locke, mais à nouveau, une lecture entre les lignes nous apprend ce qu'il en est vraiment de la pensée lockéenne.

John Locke: la confiance et le problème de la prérogative

Un autre point sur lequel il faut attirer l'attention chez Locke est celui de la prérogative – il se trouve d'ailleurs mentionné dans l'extrait que nous venons de citer. Par prérogative, Locke entend un droit que possède le pouvoir exécutif et qui lui permet de violer la lettre de la loi ou d'agir sans fonder son action sur une loi pour sauver la communauté politique: «*Prerogative* being nothing, but a Power in the hands of the Prince to provide for the publick good, in such Cases, which depending upon unforeseen and uncertain Occurrences, certain and unalterable Laws could not

safely direct, whatsoever shall be done manifestly for the good of the People, and the establishing the Government upon its true Foundations, is, and always will be just *Prerogative*»¹¹.

On voit tout de suite surgir le problème de la confiance: en supposant que les sujets soumettent le pouvoir exécutif à des lois afin de pouvoir lui faire confiance, le fondement de la confiance n'est-il pas radicalement remis en question par le fait que le pouvoir exécutif peut se permettre de ne pas respecter les lois qui tracent des limites à son action ou qu'il peut se permettre d'agir sans loi? Ce problème surgit en raison du fait que les lois sont générales et qu'elles ne peuvent jamais prévoir à l'avance tous les cas particuliers. Il se pourrait donc bien qu'un jour apparaisse un cas où le bien commun exige le non-respect de la loi.

Il convient ici de faire une distinction entre deux types de loi. Un premier type de loi est finaliste: les lois de ce type ordonnent à la puissance publique de poursuivre une certaine fin et ne se prononcent pas sur les moyens à utiliser. Un second type de loi est – dénomination que nous choisissons faute de mieux – déontologique: les lois de ce type imposent à la puissance publique de procéder d'une certaine manière, c'est-à-dire qu'elles lui imposent des limitations. Le problème surgit lorsque les lois déontologiques empêchent d'atteindre la fin fixée par les lois finalistes.

Quel est, devra-t-on demander dans ce contexte, l'objet précis de la confiance? Les sujets font-ils confiance au gouvernement parce qu'ils savent qu'il respectera toujours la lettre de la loi, ou lui font-ils confiance parce qu'ils savent qu'il fera toujours ce qui est requis par le bien commun, dût-il pour cela violer la loi? La confiance qu'on lui accorde est-elle une confiance portant sur la volonté du gouvernement de poursuivre les fins qui lui ont été assignées, ou bien est-ce une confiance qui porte sur la volonté du gouvernement de n'agir que selon les lois de type déontologique?

On pourrait dire qu'en temps normal, les sujets veulent que le gouvernement s'en tienne scrupuleusement à la lettre de la loi et qu'il n'agisse pas en dehors du cadre des lois de type déontologique, mais que lorsque des situations exceptionnelles se présentent, ils attendent de leur gouvernement qu'il agisse en conséquence et qu'il fasse ce qui est requis. Locke ne reprend-il d'ailleurs pas la célèbre formule de la Loi des Douze Tables: *Salus populi suprema lex esto* (Que le salut du peuple soit la loi suprême) – une formule que reprennent en chœur tous les grands penseurs politiques de l'époque, et que même Kant n'hésitera pas à faire sienne, en remplaçant toutefois *populi* par *rei publicae*? En tant que telle, cette loi ne

¹¹ Ibid., paragraphe 158.

fait qu'indiquer un objectif et ne se prononce pas sur des limitations quant aux moyens à utiliser pour atteindre cet objectif. Si l'on estime que la lettre de la loi ne permet pas toujours de réagir de manière adéquate à des situations extraordinaires, il faut envisager une action hors de la loi, quitte à faire une loi autorisant le pouvoir exécutif à agir hors du cadre de la loi.

Le recours au pouvoir discrétionnaire est un problème important dans le cadre de la question de la confiance politique. Le but ultime de la philosophie politique libérale est de concevoir une communauté pouvant vivre sans pouvoir discrétionnaire, où tout peut être décidé selon les lois et où il n'y a donc plus de place pour l'arbitraire humain. Car l'arbitraire humain est l'ennemi commun du libéralisme et de la pensée jusnaturaliste ancienne – dont les principaux représentants modernes sont, en faisant abstraction des différences parfois importantes qui les séparent, Léo Strauss, Michel Villey ou encore Blandine Kriegel. Tous ces auteurs pensent que la volonté politique doit être soumise à quelque chose qui la transcende et qui est indisponible.

Il convient toutefois de noter que même un penseur aussi libéral que Benjamin Constant ne parvient pas à ne pas reconnaître la nécessité d'un pouvoir discrétionnaire. Dans ses *Fragments d'un ouvrage abandonné sur la possibilité d'une constitution républicaine dans un grand pays*, Constant note sans ambage: «Il faut dans tous les gouvernements une autorité non pas illimitée, mais discrétionnaire»¹². Mais il s'empresse d'ajouter: «Il faut que cette autorité discrétionnaire ne porte jamais sur les hommes, parce que les hommes doivent toujours être à l'abri de l'arbitraire. Elle doit porter sur les pouvoirs et doit être remise à des mains qui ne puissent jamais s'emparer de ces pouvoirs, ou les donner à leurs créatures»¹³. Si quatre des cinq prérogatives que Constant reconnaît à ce pouvoir discrétionnaire portent bien sur les pouvoirs, une cinquième porte sur les hommes: le droit de grâce.

Constant croit pouvoir éviter la méfiance vis-à-vis de ce pouvoir discrétionnaire nécessaire en affirmant qu'il n'est pas illimité et qu'il doit être confié à un pouvoir que l'auteur appelle «pouvoir neutre». Ce pouvoir vise plutôt à empêcher d'agir qu'à agir. Il peut dissoudre l'assemblée, mais il ne peut pas prendre de décisions législatives.

Loin de ces hautes sphères de la philosophie politique, la Chambre des Députés luxembourgeoise vote chaque année une loi conférant des pouvoirs extraordinaires au gouvernement – extraordinaires, mais limités.

¹² Benjamin Constant, *Fragments d'un ouvrage abandonné sur la possibilité d'une constitution républicaine dans un grand pays*. Aubier, Paris, 1991. Ici: page 451.

¹³ Ibid., pages 451-452.

Elle autorise le gouvernement à prendre par arrêtés grand-ducaux des décisions qui en principe ne devraient être prises que par le pouvoir législatif, mais que, l'urgence faisant nécessité, le pouvoir législatif ne pourrait pas prendre en temps utile. Lors des discussions qui ont lieu chaque année à l'occasion du vote de cette loi, les députés de la majorité expriment toujours leur confiance dans leur gouvernement, alors que les députés de l'opposition expriment toujours leur méfiance vis-à-vis du gouvernement des autres.

Peut-on faire confiance au peuple?

Locke ne faisait pas confiance au peuple au sens où nous entendons aujourd'hui ce dernier terme. Lorsque le philosophe anglais parle de «peuple» et qu'il fait de ce «peuple» le juge terrestre ultime des actions du Prince, allant jusqu'à lui accorder le droit naturel de se soulever, il entend par «peuple» une élite sociale à laquelle n'appartiennent pas les millions de manœuvres, de serviteurs, etc. qui constituaient la majorité de la population à l'époque – et ne parlons pas des femmes. Il n'accorde donc le droit de faire la révolution qu'à une élite éclairée.

Lorsque la vie politique était devenue plus pacifique et que le droit à la révolution cédait de plus en plus la place au droit de vote – la révolution et le vote étant, soulignons-le, deux moyens pour poursuivre le même but: le remplacement des élites dirigeantes et le changement de politique –, les restrictions lockéennes allaient persister et se transmettre, si l'on peut dire, d'un droit à l'autre. Pendant des décennies, voire des siècles en effet, le suffrage était limité, en général censitaire et sexiste. Il a souvent fallu attendre le XX^e siècle pour assister à l'instauration généralisée et durable du suffrage universel – cette universalité n'étant d'ailleurs qu'une fiction, car certaines catégories de la population n'ont pas le droit de vote, comme par exemple les enfants et les adolescents, les gens ayant fait faillite ou encore les incapables mentaux.

La réticence à élargir la base du suffrage procède de diverses motivations, qui varient selon l'endroit de l'échiquier politique où l'on se trouve. En règle générale, la droite ne faisait pas confiance aux classes populaires – car elle supposait qu'elles visaient à renverser le régime de la propriété privée –, alors que la gauche ne faisait pas confiance aux femmes – car elle pensait qu'elles étaient manipulées par le clergé. La droite croyait que si l'on étendait le suffrage aux classes les plus basses de la population, c'en était fini de l'ordre. Et la gauche croyait que si les femmes se voyaient attribuer le droit de vote, les chances d'une victoire se réduisaient à une portion congrue.

Il ne saurait être question de retracer ici l'histoire du suffrage universel – un travail qu'a magistralement réalisé, e. a., Pierre Rosanvallon

dans son livre *Le sacre du citoyen*¹⁴. Il s'agit seulement pour nous de faire apparaître la relation entre le suffrage et la confiance, et ce sous un double aspect. D'une part, c'est par le biais du vote que les individus élisent des hommes politiques auxquels ils pensent pouvoir faire confiance. Aujourd'hui, nos dirigeants ne nous sont plus imposés, mais c'est nous qui les élisons: un homme politique qui ne récolte que peu de suffrages n'a pratiquement aucune chance d'accéder à des fonctions politiques importantes. Mais le suffrage pose aussi, d'un autre côté, la question de la confiance que les individus peuvent mutuellement se faire, car chaque électeur contribue par son suffrage, et ne serait-ce que de manière minimale, à l'élection de tel ou tel homme politique et à la victoire de tel ou tel parti. Au début des années 1930, l'Allemagne nous a montré que les citoyens allemands juifs ne pouvaient plus faire confiance aux citoyens allemands qui se verront plus tard décerner l'honneur d'être de bons aryens.

La question de la confiance a marqué toute l'histoire de l'extension du droit de suffrage. Le droit de vote peut en effet être perçu comme un droit permettant de confier le pouvoir de décider des limites de la liberté. Et dans notre société actuelle, il n'y a pas de consensus au sujet de l'endroit précis où ces limites pourraient ou devraient être tracées, de sorte que différents groupes sociaux sont amenés à s'inquiéter de la montée en puissance de telle ou telle formation politique. Ainsi, certains partis d'extrême-droite sont fortement homophobes et leur victoire électorale conduirait sans aucun doute à une remise en question plus ou moins radicale de certains acquis en matière d'orientation sexuelle – comme par exemple la décriminalisation de relations homosexuelles. Comme dans un pays démocratique ces partis ne peuvent accéder aux leviers du pouvoir que par le biais des élections, c'est en premier lieu du corps électoral qu'il faudra se méfier.

Ce que d'aucuns appellent la démocratie purement majoritaire ne compte que les voix et part du principe que tous les suffrages doivent être traités de manière égale. Lors d'un référendum sur l'introduction d'une nouvelle monnaie par exemple, le vote d'une personne qui n'a aucune notion d'économie ni de politique a tout autant de poids que le vote d'une personne qui a fait des études d'économie et de science politique. La démocratie repose sur le principe que chaque électeur possède une compétence équivalente dans tous les domaines et que chaque électeur a un

¹⁴ Pierre Rosanvallon, *Le sacre du citoyen. Histoire du suffrage universel en France*. Gallimard, Paris, 1992. Voir aussi les deux ouvrages qui font suite à cette première étude, à savoir *Le peuple introuvable* (Gallimard, Paris, 1998) et *La démocratie inachevée* (Gallimard, Paris, 2000).

intérêt équivalent en jeu dans toutes les questions importantes, un principe que l'on ne saurait remettre en question sans provoquer un tollé général et sans s'embourber dans des problèmes insolubles. Dans la démocratie actuelle, le choix d'une majorité incompétente peut être imposé à une minorité compétente. De même, une majorité ultra-conservatrice peut ouvertement ou de manière déguisée – par exemple par le biais de désavantages au niveau fiscal – imposer son style de vie à des minorités qui ne veulent pas partager ce style de vie.

Le problème auquel nous faisons ici face est celui de la tyrannie de la majorité, une notion qui occupe une place de choix dans la philosophie politique de John Stuart Mill – qui en serait d'ailleurs le père – et d'Alexis de Tocqueville – qui en a clairement montré les risques dans les deux tomes de son oeuvre majeure *De la démocratie en Amérique*. Alors que les penseurs du XVII^e et même encore du XVIII^e siècles pensaient avant tout à se prémunir contre la tyrannie d'un seul ou de plusieurs, les théoriciens du XIX^e siècle se voient confrontés au phénomène démocratique, à l'idée d'un pouvoir exercé par des gouvernants qui peuvent affirmer exprimer la volonté du peuple. Est en droit de gouverner celui ou ceux qui ont réussi à se faire élire par la majorité de la population.

Mais pourquoi la minorité devrait-elle faire confiance à la majorité? Parce que, diront certains, les prochaines élections feront de la majorité une minorité et vice-versa. C'est là une raison dont il faut certes tenir compte, mais elle ne vaut que pour des minorités fortes. Elle a un sens dans un cadre bipartiste où chaque électeur – de rares abstentionnistes mis à part – vote soit pour l'un, soit pour l'autre parti en course. Mais cette raison est de bien moindre force si nous prenons une vraie minorité, qu'elle soit ethnique, sexuelle, religieuse ou autre. Pourquoi quelques milliers de Témoins de Jéhovah feraient-ils confiance à quelques millions de catholiques, qui pourraient à tout moment élire un gouvernement qui limiterait la liberté religieuse en ne permettant plus que le culte catholique?

Pour nous aujourd'hui, les choses ne sont pas aussi faciles que pour Locke – si tant est qu'elles l'étaient à son époque. Personne ne songe plus à identifier une *sanior pars* de la population à laquelle on pourrait faire confiance et à laquelle on pourrait donc accorder le droit de vote – et par là aussi le droit de destituer, mais pacifiquement, ceux qui ne méritent plus le *trust*. Le mouvement démocratique décrit avec génie par Tocqueville nous a fait accepter l'idée que le vote d'une personne qui ne connaît rien à la politique et au droit a autant de valeur que celui d'un professeur de droit constitutionnel. Nous sommes pratiquement obligés de faire comme si nous faisons confiance à la majorité. Car comment ériger un juge au-

dessus de la majorité? Qui pourrait s'arroger le droit de remettre en question une décision prise par les représentants de la Nation?

Le juge comme nouveau pôle de confiance

Nul besoin de trop chercher pour trouver une réponse. A l'heure actuelle en effet, le juge apparaît comme un nouveau pôle de confiance. Notons toutefois qu'il n'en a pas toujours été ainsi. Pendant des siècles, le juge était bien plutôt un objet de méfiance qu'un pôle de confiance. Dans sa *Rechtsphilosophie*, Reinhold Zippelius le constate dans les termes suivants: «Im Frühliberalismus und im Frühkonstitutionalismus vereinigte sich das Vertrauen in die von der Volksvertretung beschlossenen oder wenigstens mitbeschlossenen Gesetze mit einem gewissen Mißtrauen gegen den Richter, dessen Stellung als eines Fürstendiener noch in der Erinnerung haftete. Eine begrifflich-logische Methode sollte daher eine feste und jederzeit kontrollierbare Bindung des Richters an die Normen sichern»¹⁵. Que ce soit chez Beccaria ou chez Voltaire, on trouvera toujours l'idée que la loi ne doit pas être interprétée par les juges. Le juge doit être un automate qui, si on lui donne la majeure (la loi) et la mineure (la description des faits), en tirera la seule et unique conclusion possible (le verdict). Il ne faut en aucun cas permettre au juge d'apprécier le cas de manière subjective ou d'interpréter la loi.

Cette vision du juge a bien changé depuis, notamment aux Etats-Unis, où Ronald Dworkin se fait, depuis des décennies, le champion d'un activisme judiciaire. Et ce qui est intéressant pour notre propos, c'est que Dworkin prône cet activisme au nom de la démocratie. C'est en quelque sorte grâce à la possibilité d'intervention du juge que la minorité peut à nouveau avoir confiance en la démocratie.

Dans ses écrits¹⁶, Ronald Dworkin s'attaque à ce qu'il juge être un modèle purement statistique de la démocratie. A ses yeux, la démocratie n'est pas seulement une affaire de *counting heads* afin de donner ensuite les pleins pouvoirs au parti qui aura su rassembler le plus grand nombre de suffrages. Partant du modèle américain, Dworkin tente de montrer que le fait que la majorité parlementaire soit liée par une constitution n'entame en rien l'idéal démocratique, au contraire. De même, cet idéal n'est pas

¹⁵ Reinhold Zippelius, *Rechtsphilosophie*. C.H. Beck, München, 1994 (3. Auflage). Ici: page 254.

¹⁶ Indiquons ici les titres suivants: *Taking rights seriously* (Duckworth, London, 1977), *A matter of principle* (Clarendon Press, Oxford, 1986), *Law's empire* (Harper Collins, London, 1991) et *Freedom's law. The moral reading of the american constitution* (Oxford University Press, Oxford, 1996).

entamé par le fait que des juges – 9 au total – se voient accorder – ou pour être précis et en se rappelant *Madison vs. Marbury*, se sont eux-mêmes accordé – le droit de juger le législateur et d'invalidier les lois. Le juge apparaît ainsi comme le vrai gardien de la démocratie¹⁷ et comme le gardien de la vraie démocratie, d'une démocratie qui n'est plus statistique, mais communautaire, et dans laquelle chaque individu est perçu comme méritant un respect équivalent.

Le nouveau slogan serait donc: Faites confiance aux juges. A ainsi surgi au cours des 50 dernières années, et ce non seulement aux Etats-Unis, mais aussi dans de nombreux pays européens et à l'échelle inter-étatique, un nouveau pôle de confiance: le pouvoir judiciaire. Il suffit, pour s'en rendre compte, de voir ce qui s'est passé en Italie dans la dernière décennie du XX^e siècle – opération *mani pulite* – ou ce qui se passe encore actuellement en France. On ne fait guère plus confiance à la classe politique, mais on soutient les juges qui mettent en examen les anciens ou nouveaux détenteurs du pouvoir politique – pour autant que ceux-ci ne soient pas protégés par des immunités en tout genre.

Il faut ici prendre soin de bien distinguer deux rôles ou deux fonctions du juge. Dans sa fonction pénale, le juge ne fait qu'appliquer la loi commune à ceux qui jusqu'ici avaient tendance à s'en croire affranchis. On pourra certes discuter sur le fait de savoir si c'est aux juges, aux instances dirigeantes des partis ou aux électeurs qu'il incombe de juger un homme politique qui s'est rendu coupable d'actes de corruption, active ou passive. Dans la mesure où les hommes politiques ont eux-mêmes voté des lois permettant aux juges de les poursuivre, ils doivent s'en prendre à eux-mêmes. Si les hommes politiques ne veulent plus que leurs malversations en tout genre fassent l'objet de poursuites judiciaires, ils n'ont qu'à revenir sur les lois qu'ils ont votées ou à s'en dispenser – ce qu'ils font parfois par le biais d'une loi d'amnistie.

Ce n'est pas tant la montée en puissance des juges dans leur fonction pénale qui préoccupe actuellement le plus les théoriciens du politique – alors qu'elle inquiète le plus les hommes politiques. Après tout, le juge pénal est lié par la loi votée par le parlement et il n'a pas le droit de se faire ses propres lois pénales. Et même en ce qui concerne l'application des lois pénales, le juge est lié par le principe de l'interprétation stricte. Les risques sont donc minimes qu'un juge se réfère à la notion de dol criminel pour sanctionner un homme politique qui n'a pas tenu ses promesses électorales. Sur ce point, les électeurs sont et restent les juges ultimes.

¹⁷ Voir aussi à ce sujet, Antoine Garapon, *Le gardien des promesses. Justice et démocratie*. Odile Jacob, Paris, 1996.

Ce qui préoccupe les théoriciens du politique et les philosophes du droit, c'est la montée en puissance de la juridiction constitutionnelle, c'est-à-dire d'une juridiction qui se réfère à un texte supérieur à la loi – la Constitution ou des traités ou conventions internationaux – pour juger le résultat de l'activité purement législative du législateur – ou réglementaire du pouvoir exécutif. Le juge constitutionnel ne cherche pas à savoir si les députés ont touché des pots de vin pour voter une loi X – c'est là une affaire qui concerne le juge pénal et qui ne saurait valoir comme raison pour invalider la loi. Le juge constitutionnel ne s'occupe que du contenu de la loi, et non pas des mobiles plus ou moins vertueux qui ont présidé à sa genèse. Si ce contenu est incompatible avec un certain texte de référence, les juges constitutionnels ont le pouvoir de déclarer la loi totalement ou partiellement invalide.

La justice constitutionnelle est souvent présentée comme un auxiliaire important des libertés individuelles – du moins là où le texte de référence contient des clauses relatives à ces libertés. Là où la croyance en un législateur vertueux et soucieux du respect des libertés individuelles s'est transformée en superstition à laquelle on croit de moins en moins, l'existence d'un frein judiciaire à l'activité législative semble à nouveau pouvoir redonner confiance. Mais cette confiance est-elle bien placée? La juridiction constitutionnelle ne risque-t-elle pas de devenir la poursuite de la politique par d'autres moyens?

Ce qui s'est passé aux Etats-Unis au cours du XX^e siècle, et surtout vers la fin du siècle, peut susciter certains doutes. Des présidents républicains comme Ronald Reagan ou George Bush I^{er} n'ont pas caché leur intention de nommer à la plus haute juridiction des juges aux idées conservatrices, voire ultra-conservatrices. Il s'agissait pour eux de revenir sur des arrêts plus libéraux de la Cour Suprême – comme par exemple les arrêts sur l'avortement ou l'action affirmative. La constitution américaine devait recevoir une lecture plus, voire franchement conservatrice, et certaines parties de la jurisprudence de la Cour Suprême devaient être écartées comme des erreurs, perdant par là leur caractère de point d'orientation. Les intentions déclarées par les deux présidents ont été suivies d'effets: à chaque départ à la retraite de l'un des neuf juges, le président proposait au Sénat un candidat dont les principaux mérites étaient souvent d'avoir soutenu haut et fort certaines idées chères au cœur de la droite – voire de la droite de la droite – américaine. Il y a bien entendu eu des candidats malheureux, comme le tristement célèbre Robert Bork, et d'autres qui ont passé de justesse, comme Clarence Thomas. Mais il n'en reste pas moins qu'à l'heure actuelle, la Cour Suprême des Etats-Unis a une majorité conservatrice qui semble aussi vouloir donner une lecture conservatrice de la constitution.

Pleinement conscient de tous ces problèmes, Ronald Dworkin estime pourtant que nous avons de meilleures raisons de faire confiance aux juges qu'aux législateurs, ou du moins qu'il n'y a pas de raisons plausibles pour lesquelles nous devrions accorder une moindre confiance aux juges qu'aux législateurs. Comme Dworkin le montre à l'aide d'exemples concrets, il est arrivé que des juges qui avaient avant leur nomination défendu des idées conservatrices incompatibles avec ce que notre auteur estime être l'esprit de la constitution américaine ainsi qu'avec des arrêts paradigmatiques – *Griswold, Brown, Roe,...* –, soutiennent ensuite des positions opposées, comme si l'esprit de la constitution – dont Dworkin affirme, il faut le noter, qu'il est susceptible d'interprétations différentes – était descendu sur eux au moment où ils sont entrés en charge. En tant que juges de la Cour Suprême, ils avaient donc abandonné leur politique partisane au profit de la moralité politique contenue dans la constitution.

Le juge ou le législateur

L'optimisme de Dworkin a été sérieusement mis en question par Jeremy Waldron, e.a. dans son livre *Law and Disagreement*. Selon Waldron, mieux vaut une mauvaise décision du législateur en ce qui concerne le sens exact et l'envergure précise à donner aux présupposés de la démocratie – comme par exemple la liberté d'expression – qu'une bonne décision des juges constitutionnels. Contrairement à ce qu'affirme Dworkin, Waldron estime que la définition précise des droits constitutionnellement garantis – c'est-à-dire leur portée et leur sens – devrait être l'œuvre du peuple et de ses représentants et non pas celle d'une aristocratie de juges, aussi sages fussent-ils par ailleurs.

Il convient ici de distinguer entre deux objets sur lesquels peut porter la confiance: la compétence et la bonne foi. Ce n'est en effet pas la même chose que de faire confiance à la compétence du législateur ou de faire confiance à sa bonne foi. Des législateurs incompetents peuvent vouloir prendre les décisions qu'ils pensent être le mieux compatibles avec le bien commun – alors qu'elles ne le sont pas –, et des législateurs ultra-compétents peuvent vouloir prendre les décisions qui sont le moins compatibles avec le bien commun – tout en sachant qu'elles ne le sont pas. Waldron part du principe que nonobstant toutes les Cassandres qui veulent nous convaincre du contraire, la très grande majorité des parlementaires est de bonne foi et elle veut réellement découvrir ce qui est dans l'intérêt commun. Waldron nous appelle donc à faire confiance à la bonne foi du législateur.

Etant des hommes comme nous tous, les parlementaires sont néanmoins susceptibles de se tromper, de croire fermement qu'une certaine loi sera dans l'intérêt commun, alors qu'en fait elle ne l'est pas. Mais il en va

de même pour les juges: pourquoi neuf juges constitutionnels auraient-ils plus de compétences que plusieurs centaines de parlementaires? *A priori* du moins, les juges n'ont aucun avantage sur les parlementaires. Et en ce qui concerne l'argument de la bonne foi, Waldron présuppose, comme nous l'avons déjà dit, qu'il n'y a pas de raison pour croire que les parlementaires seraient de plus mauvaise foi que les juges. A ce que Dworkin pourrait appeler la *dignity of constitutional jurisprudence*, Waldron oppose la *dignity of legislation* – titre de l'un de ses derniers livres¹⁸.

Waldron en appelle donc à abandonner ce que l'on pourrait appeler un présupposé anthropologique, à savoir que les hommes, et notamment les parlementaires, agissent toujours comme leur intérêt particulier le leur dicte et, de mauvaise foi, drapent cet intérêt particulier dans les habits resplendissants d'un discours où il n'est question que d'intérêt général et de bien commun. Comme Waldron le dit très clairement dans *Law and disagreement*, les gens sont la plupart du temps «motivated in their disagreement not by what's in it for them but by a desire to get it right»¹⁹. Si sur certaines questions comme l'avortement, l'euthanasie, la liberté d'expression, le recours à la torture dans certaines situations exceptionnelles, etc. les parlementaires ne tombent pas d'accord, c'est parce que ces problèmes sont d'une extrême complexité et qu'il n'est pas facile de faire accepter par tout le monde la solution que l'on croit être la bonne – chacun croyant, bien sûr, que sa solution est la bonne. Il ne faut donc pas réduire ces divergences à des preuves de la force de la mauvaise foi.

Waldron remet radicalement en question une certaine conception de l'homme, une conception qui a donné lieu aux problèmes que nous avons discutés tout au long de cette contribution. C'est parce que les hommes ne peuvent pas se faire mutuellement confiance qu'ils se soumettent à un pouvoir politique qui doit faire des lois les protégeant les uns des autres. C'est parce qu'ils ne peuvent pas faire confiance à ce pouvoir politique qu'ils doivent le soumettre à des lois et instaurer une instance qui interviendra pour sanctionner un pouvoir qui voudrait violer ou aura déjà éventuellement violé ces lois. Pour les théoriciens absolutistes, ce pouvoir ne pouvait être que le pouvoir divin, le roi étant le pouvoir suprême sur terre. Pour Locke, ce pouvoir était le pouvoir de la *sanior pars* du peuple, qui pouvait renverser le tyran par le biais de la révolution. Pour les théoriciens du suffrage universel, ce pouvoir était le pouvoir de la *maior pars* du

¹⁸ Jeremy Waldron, *The dignity of legislation*. Cambridge University Press, Cambridge, 1999.

¹⁹ Jeremy Waldron, *Law and disagreement*. Oxford University Press, Oxford, 2001. Ici: page 305.

peuple, qui pouvait, par le biais des élections, remplacer un gouvernement par un autre. Mais qui nous protégera alors de la *maior pars* et de ses représentants élus au suffrage universel et prétendant parler et agir au nom de cet être mythique qu'est la Nation ou la volonté générale? Pour Dworkin – mais Tocqueville l'avait déjà remarqué de son temps –, ce sera une élite aristocratique – neuf juges – qui protégera les individus et les minorités contre une éventuelle tyrannie de la majorité. Mais qui nous protégera d'un éventuel arbitraire de juges pratiquement inamovibles qui décident en dernière instance? A l'heure actuelle, bon nombre de femmes américaines ne font plus confiance à la Cour Suprême, car elles savent que cette Cour attend la première occasion venue pour restreindre la liberté d'avorter qu'elles avaient obtenue par le célèbre arrêt *Roe vs. Wade* au début des années 1970.

Conclusion

Comme on a pu le voir dans cette contribution, le problème de la confiance en matière politique est on ne peut plus complexe. Tout commence avec des individus qui ne se font plus spontanément confiance, mais qui doivent ou veulent quand même vivre ensemble. Pour eux se pose le problème de créer des conditions artificielles de la confiance, les conditions naturelles ayant disparu – où par «conditions naturelles» nous entendons cette confiance spontanée qui existerait entre des êtres qui ne se sont jamais fait de mal et qui n'ont jamais pensé à se faire du mal. Lorsque de tels êtres – hypothétiques – se rencontrent, ils ne conçoivent tout simplement pas que leur vis-à-vis puisse leur faire du mal et ils n'éprouvent donc pas le besoin de créer un cadre artificiel qui leur donne une quasi-garantie que leur vis-à-vis ne leur fera pas de mal. Ce besoin ne naît que là où chacun sait que son vis-à-vis pourrait lui faire du mal. Et dans une communauté tant soit peu complexe, personne ne peut plus spontanément faire confiance à son vis-à-vis.

Par quel artifice peut-on recréer la confiance? Car c'est après tout la confiance qui tient ensemble une communauté et qui l'empêche de tomber dans la violence et dans la guerre. Dans un article intitulé «Zusammenhalt durch Ängste?», Karl Fürst zu Schwarzenberg écrit: «Unsere Gesellschaft befindet sich in einem tiefgreifenden Wandel. Ich habe meine Zweifel, ob eigentlich noch von einer Gesellschaft als strukturierte Gesellschaft gesprochen werden kann, und man statt dessen nicht besser von der 'Bevölkerung' reden sollte, die von Ängsten und Erwartungen zusammengehalten wird. Was aber eine strukturierte Gesellschaft bildet und zusammenhält, scheint derzeit alles eher im Verschwinden. Aber zweifellos wird eine neue Gesellschaft geboren werden. Dies pflegt allerdings ein langer,

schmerzvoller Prozeß zu sein»²⁰. La peur constitue bien entendu aussi un lien social, mais aucune communauté ne pourrait reposer que sur la peur. Si la peur fédère, elle le fait toujours autour d'une instance à laquelle on fait confiance. Les individus hobbesiens qui se soumettent au souverain ont peur les uns des autres et font confiance au souverain pour qu'il leur ôte cette peur.

La question que nous avons à nous poser aujourd'hui est la suivante: en qui ou en quoi placer notre confiance politique? Devons-nous plutôt faire confiance à des institutions ou à des hommes? Suffit-il de créer un certain ordre institutionnel – comme par exemple la séparation des pouvoirs – pour qu'ensuite la confiance surgisse spontanément? Croire cela serait illusoire. Les institutions n'ont pas de vie qui leur est propre. Tocqueville l'a très bien vu dans *L'état social et politique de la France avant et depuis 1789*: «Il y a des temps où les peuples les plus amoureux de leur indépendance se laissent aller à la regarder comme un objet secondaire de leurs efforts. La grande utilité des institutions libres est de soutenir la liberté pendant ces intervalles où l'esprit humain s'occupe loin d'elle, et de lui donner une sorte de vie végétative qui lui soit propre, et qui laisse le temps de revenir à elle. Les formes permettent aux hommes de se dégoûter passagèrement de la liberté sans la perdre»²¹. L'homme peut passagèrement faire confiance aux institutions. Celles-ci peuvent freiner provisoirement les velléités totalitaires et liberticides. Mais il serait illusoire de croire que la séparation des pouvoirs constitutionnellement garantie puisse empêcher le pire. Dans l'Allemagne du début des années 30, un juif ne pouvait plus avoir de confiance politique, malgré la Constitution de Weimar et tous ses éléments libéraux.

Mais si l'on ne peut faire qu'une confiance provisoire aux institutions, à qui devra-t-on alors faire confiance? Aux hommes politiques, aux juges, ...? Peut-on donner carte blanche aux hommes politiques pour qu'ils rétablissent ce climat de confiance dont toute société a besoin? Doit-on leur permettre de faire usage de tous les moyens à leur disposition pour permettre à tout un chacun de prendre le métro tard le soir sans crainte de se faire agresser, de prendre l'avion sans crainte d'un attentat, etc.? Nous ne faisons pas confiance à cet individu en blouson noir que nous apercevons au loin et qui se dirige vers nous. Nous sentons une appréhension toujours plus grande au fur et à mesure qu'il s'approche de

²⁰ Karl Fürst zu Schwarzenberg, «Zusammenhalt durch Ängste?». In: Erwin Teufel, *Was hält die moderne Gesellschaft zusammen?* Suhrkamp, Frankfurt am Main, 1996. Ici: page 55.

²¹ Alexis de Tocqueville, *Œuvres complètes. Tome II: L'ancien régime et la révolution. Volume I*. Gallimard, Paris, 1952. Ici: page 64.

nous. Devons-nous, pour éviter d'être victime d'une telle appréhension, donner les pleins pouvoirs à l'Etat pour qu'il nous évite de nous trouver dans une situation de ce genre? Nous n'aurons alors plus à craindre l'individu en blouson noir, mais ne faudra-t-il pas alors craindre tout autant l'Etat et ceux qui le servent?

Nous nous contenterons ici de poser ces questions et nous concluons en adaptant une formule de Tocqueville et en disant que si l'homme n'a pas de confiance, il faut qu'il serve, et s'il est libre, qu'il fasse confiance. Renouer des liens de confiance au niveau social, c'est œuvrer en faveur de la liberté. Le Léviathan est l'enfant de la méfiance.

Bibliographie sommaire

Pour approfondir les problèmes abordés de manière bien trop brève dans cette contribution, je me permets de renvoyer à certains de mes livres et articles parus ou à paraître et qui traitent de ces problèmes de manière bien plus détaillée que cela n'a pu être fait dans ce texte:

- Démocratie, vertu et religion. (Avec une réponse de Gaston Thoma). Luxembourg 1998. Publications du Centre Universitaire. 137 pages (+ 19 pages).
- Thomas Hobbes. L'ordre et la liberté. Paris 2000. Michalon. 121 pages.
- Die Moralisierung der Demokratie. Cuxhaven/Dartford 2001. Traude Junghans Verlag. 341 pages.
- Montesquieu - Zur Einführung. Düsseldorf 2001. Parerga Verlag. 191 pages.
- Machiavelli - Zur Einführung. Berlin 2003. Parerga Verlag. Environ 180 pages.
- La nature, le droit et la volonté. Paris 2004. L'Harmattan. Environ 200 pages.
- Michel Villey. Le droit et les droits. Paris 2004. Michalon. Environ 120 pages.
- Démocratie, libéralisme et république. Publications de l'Institut Grand-Ducal. Luxembourg 1998. 44 pages.
- Leviathan und Rechtsstaat. In: Archiv für Rechts- und Sozialphilosophie. Volume 84. Heft 3. 1998. pp. 340-353.
- Politique et religion chez Benjamin Constant. In: Revue de Théologie et de Philosophie de Lausanne. Volume 130. 1998. pp. 285-300.
- Das Gesetz, die Richter und die Gesetzesauslegung im Leviathan. In: Der Staat. 38. Band. 1999. Heft 4. pp. 519-546.
- Auf der Suche nach einem rechtsphilosophischen Humanismus. In: Prima philosophia. Band 13. Heft 1. 2000. pp. 53-64.
- Figuren des Liberalismus. In: Zeitschrift für philosophische Forschung. Band 54. Heft 3. pp. 408-424.
- Leviathan and its judges. In: Archiv für Rechts- und Sozialphilosophie. Volume 86. Heft 4. pp. 499-517.
- Michel Villey: Die Zugeständnisse eines anti-modernen Rechtsphilosophen an die Moderne. In: Archiv für Rechts- und Sozialphilosophie. Volume 87. Heft 1. pp. 16-30.
- Humanisme juridique et loi naturelle. In: Revue de Théologie et de Philosophie de Lausanne. Volume 133. 2001. pp. 19-34.

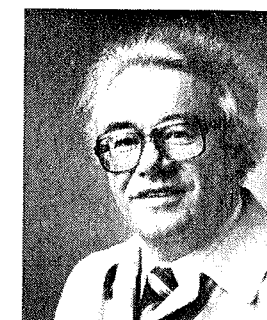
- Benjamin Constant und die naturrechtliche Tradition. In: Archiv für Geschichte der Philosophie. 83. Band. pp. 160-179.
- Prärogative und Rechtsstaat. Die Notstandsgewalt bei Locke und Constant. In: Der Staat. 40. Band. Heft 4. pp. 553-579.
- Which humanism? Which law? About a debate in contemporary French legal and political philosophy. In: Ethical theory and moral practice. Volume 4. pp. 285-304.
- Democracy under judicial control. In: Jean-Paul Harpes (éd.), *Enquête sur les normes éthiques et politiques II*. Luxembourg. pp. 151-173.
- Hobbes und die Liberalen. In: Winfried Löffler/Edmund Runggaldier (Hrsg.), *Vielfalt und Konvergenz der Philosophie*. Wien. pp. 453-457.
- Montesquieu: Le libéralisme et la religion. In: Institut Grand-Ducal. Actes de la Section des Sciences Morales et Politiques, Vol. IV, 1999. Luxembourg. pp. 33-77.

[1]

Séance du 19 novembre 2002

SCIENCE ET CONFIANCE

 par
 Edmond Wagner

**SOMMAIRE**

I. L'esprit scientifique et la méthode de recherche	3
II. Nécessité et avantages de la recherche scientifique et technique	4
A. Considérations générales	4
B. L'essor de la physique à partir de Newton	5
1. La mécanique classique	5
2. La théorie de la Relativité	7
3. L'évolution de la théorie des quanta	8
4. Particules élémentaires et forces fondamentales	9
C. Quelques résultats positifs impressionnants (biologie)	10
1. La biotechnologie classique	10
2. La procréation médicalement assistée	11
3. Les analyses, les tests et la thérapie génétiques	11
D. L'origine et l'avenir de l'univers	13
1. L'explosion primitive et l'évolution de l'univers	13
2. L'avenir présumé du cosmos	14
III. La confiance de l'homme dans la science	16
IV. Les limites de la connaissance scientifique	19
V. Dangers de la recherche scientifique et de ses applications	22
VI. Considérations finales	25
A. Nécessité de notre confiance dans le progrès scientifique ...	25
B. Restrictions à notre confiance dans la science	26
C. Nécessité d'une prise de conscience de nos responsabilités ..	27
D. Conséquences	30
1. Nécessité d'une sérieuse éducation morale	30
2. Nécessité d'un humanisme scientifique	33
E. Conclusion	36

Avec l'essor de la mécanique classique, de l'électrodynamisme, de la relativité, des quanta, mais aussi avec les progrès vertigineux de la chimie et de la biologie, les sciences de la nature ont acquis tant de poids que beaucoup les considéraient comme les seules connaissances valables, voire inébranlables.

Certes, une confiance profonde dans l'utilité, l'importance, la valeur et la nécessité des résultats acquis par la science s'impose, car, sans les progrès scientifiques et leurs applications techniques, l'humanité ne saurait survivre. D'ailleurs, la science constitue une des bases de toute véritable éducation humaine et du progrès réel de l'humanité. Notre confiance dans la science est donc justifiée et indispensable à bien des égards.

Mais, à elles-seules, les sciences ne sauraient suffire à assurer le progrès et l'émancipation de l'humanité.

D'un côté, il faut toujours se rendre compte des limites de la méthode purement scientifique. En effet, la science ne saurait nous imposer les valeurs morales indispensables pour la bonne application des résultats scientifiques ni pour l'utilisation éthiquement valable des produits techniques. « ohne ethische Kultur gibt es keine Rettung für die Menschen » (Albert Einstein).

En outre, la science ne saurait résoudre les problèmes métaphysiques, théologiques ou religieux que l'humanité rencontre dans toutes les étapes de son évolution ni donner un sens à notre existence.

Pourtant, les deux domaines, la science d'un côté, la métaphysique ou la religion de l'autre, ne s'excluent pas, mais, sans que l'une puisse donner une réponse valable à tels problèmes de l'autre, elles peuvent et elles doivent entrer dans une consciencieuse coopération, voire dans une certaine coordination. A cette condition nous pouvons accorder notre pleine confiance à la recherche et au progrès scientifiques.

A notre époque, nous demeurons à juste titre éblouis par les connaissances merveilleuses que ne cessent de nous fournir les différents domaines de la science en progression vertigineuse: nous avançons à pas de géant dans l'exploration de l'infiniment grand, de l'infiniment petit, des mystères de la vie et nous nous émerveillons face aux éclatantes applications techniques des résultats scientifiques ou face aux succès captivants remportés dans la lutte contre telles maladies jugées naguère incurables. La science, qui repose sur le terrain jugé solide de l'observation et de la mesure contrôlée, mais qui relève aussi de la raison et de la confirmation par des faits estimés

certain, ne nous procure pas seulement des connaissances objectives et fécondes, mais, pour beaucoup, elle ne cessera d'éclaircir progressivement tous nos problèmes et mystères et elle procurera, tant à l'individu qu'à l'humanité, le bien-être dont nous rêvons tous. Cette confiance se justifie-t-elle? Une telle appréciation exige d'abord une analyse de l'esprit et de la méthode de l'investigation scientifique.

I. L'ESPRIT SCIENTIFIQUE ET LA METHODE DE RECHERCHE

a. La science constitue une manière d'investigation des phénomènes conforme à la méthode dite inductive. La constatation de problèmes, suggérés soit par l'observation des faits soit par des difficultés surgissant au sein d'une théorie, suscite des hypothèses (lois ou théories présumées) permettant la déduction de conséquences dont la comparaison avec les faits réellement constatés conduit soit à la confirmation soit à la réfutation des propositions initiales. L'application de l'hypothèse à d'autres domaines de faits conduit souvent à l'élargissement des possibilités d'application, mais elle peut susciter aussi des problèmes nouveaux.

b. L'objet de la recherche scientifique, ce sont les phénomènes, c.-à-d. le réel tel qu'il se présente à nos instruments d'observation et de mesure. Précisons que le recours systématique à des procédés de mesure réduit le plus souvent la démarche scientifique à l'exploration des seules structures quantitatives des phénomènes et à en négliger les aspects qualitatifs et, souvent, le substrat des aspects mesurables. « Der Typus der Methode bedingt denjenigen des Resultats. Wenn man misst, so müssen die Resultate Mass-Relationen, Mass-Resultate sein » (J. Meurers). P. ex. la loi newtonienne de l'attraction universelle énonce une relation observable entre les phénomènes, mais elle ne nous révèle pas quelle est la nature de la matière ni celle de la force d'attraction ni pourquoi cette force agit entre les masses.

c. Le fait scientifique n'est pas le fait concret dans toute sa richesse (p. ex. telle pomme tombée à tel moment de tel arbre), mais il est le résultat d'un processus de dépouillement et d'abstraction (masse, plan incliné, charge électrique). En outre, c'est le plus souvent un fait mesuré, éventuellement corrigé, exprimé dans le langage des mathématiques. Ainsi tel bâton plongé dans l'eau est un fait concret, mais le physicien en retient surtout l'indice de réfraction, c.-à-d. le rapport entre le sinus de l'angle d'incidence (i) et le sinus de l'angle de réfraction (r), la réfraction étant la marche du rayon lumineux passant de l'air dans l'eau. Ajoutons que le fait scientifique est un fait qui se

répète, car il n'y a de scientifique dans un fait que ce qui peut entrer dans une loi supposée valoir pour tous les cas semblables du présent, du passé et de l'avenir.

On verra même que le fait scientifique demeure finalement le résultat d'une interprétation faite à partir d'un «paradigme préconçu» (Kuhn), de sorte que, pour le scientifique, il n'a de sens qu'à l'intérieur d'une théorie dominée par des principes abstraits, voire de conventions pouvant varier d'époque en époque. «In Wirklichkeit gibt es selbst in physikalischen Theorien keine reinen, theorieleeren Fakten... Wenn wir Wissenschaft treiben, kommen, von uns selbst, instrumentale Festsetzungen..., funktionale Festsetzungen..., axiomatische Festsetzungen..., judikale Festsetzungen..., normative Festsetzungen» (P. Good).

d. Le but de la science réside dans la découverte de lois, c.-à-d. de relations universelles et constantes servant à l'explication des phénomènes connus et à la prévision de phénomènes encore inconnus. A son tour, l'explication scientifique consiste dans la déduction de faits à partir d'un état initial, admis tel quel (du moins pour le moment), et cela à l'aide d'au moins une loi. De leur côté, les lois s'insèrent dans un contexte théorique englobant et cohérent destiné à systématiser, à coordonner, à expliquer les lois connues d'un domaine et à en prévoir d'autres.

e. Cette investigation présuppose que le monde est connaissable (du moins partiellement et en tant que phénomène), que ces phénomènes sont accessibles à l'expérience et soumis à des lois (déterministes ou probabilistes). Vu ces présuppositions, une certaine «foi» dans la science et une confiance dans la validité et l'efficacité de la méthode sont donc, pour la plupart des hommes, indispensables. Et cette confiance se justifie généralement par les résultats obtenus. D'ailleurs, on verra que la recherche scientifique et l'application des résultats acquis se révèlent nécessaires pour assurer l'essor de l'humanité.

II. NECESSITE ET AVANTAGES DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE SES APPLICATIONS

A. CONSIDERATIONS GENERALES

La recherche scientifique s'impose à l'homme avec nécessité. Dans le domaine du comportement conscient l'homme doit tout apprendre. La recherche de connaissances en général, donc aussi de connaissances scientifiques, nous est imposée par notre constitution

cérébrale naturelle qui nous oblige à aménager nous-mêmes, du moins en grande partie, les conditions générales de notre subsistance et de notre émancipation, contrairement à l'animal qui dispose des instincts et des organes nécessaires pour vivre, mais qui, en cas d'inadaptation au milieu changeant, est éliminé par la sélection naturelle.

Sur cette route vers l'autonomie et l'émancipation humaine la science et beaucoup de ses applications nous ont fourni un appui efficace, voire indispensable. Ainsi la physique a connu un progrès merveilleux et une extension vertigineuse depuis l'élaboration de la mécanique classique jusqu'à l'exploration des structures nucléaires et ses révélations sur l'origine et l'avenir de l'univers. De son côté, la recherche biochimique a connu des progrès aussi éblouissants depuis la biotechnologie classique jusqu'aux analyses et aux manipulations génétiques comportant tant de promesses fantastiques. Vraiment, on verra que notre confiance dans l'acquisition de plus en plus de connaissances indispensables n'a pas été déçue et l'avenir s'annonce tout aussi prometteur.

En outre la connaissance scientifique se montre indispensable à notre émancipation intellectuelle (p. ex. les mathématiques favorisent le raisonnement correct et l'application de la méthode scientifique procure des habitudes de recherche dans tous les domaines). Nous constaterons même que la science fournit un apport substantiel à toute formation humaniste: elle éclaire nos origines biologiques et dégage les liens qui nous rattachent à l'évolution biologique et cosmique tout en soulignant une certaine unité de la nature. A leur tour, de nombreuses applications se montrent tout aussi fécondes. Bref, on verra que la science demeure une des valeurs fondamentales et indispensables pour l'émancipation de la personne humaine dotée de raison et de conscience, ainsi que pour l'essor de l'humanité. Illustrons cette vertigineuse évolution de la science par quelques exemples.

B. L'ESSOR DE LA PHYSIQUE A PARTIR DE NEWTON

1. La mécanique classique

Après Copernic, Galilée et Kepler, qui ont jeté, par leurs analyses des systèmes planétaires, les bases d'une nouvelle explication des phénomènes de la nature, Newton, dans ses «Philosophiae Naturalis Principia Mathematica», nous propose une conception fort abstraite, mais grandiose de l'univers. Ainsi, grâce à la loi fondamentale de la gravitation universelle, selon laquelle toutes les masses de l'univers s'attirent l'une l'autre avec une force directement proportionnelle au produit de leurs masses, mais inversement proportionnelle au carré de

leur distance, Newton ne pouvait pas seulement rendre compte des lois de Kepler concernant les mouvements planétaires, mais, par la gravitation universelle, il a posé les bases d'une impressionnante physique, la mécanique classique, qui se considérait comme universelle et qui attirait la confiance des hommes.

En effet, l'univers de Newton, qui se laisse exprimer dans le langage abstrait des mathématiques, se réduit à un espace tridimensionnel, homogène, isotrope, continu et illimité. A ce vaste réceptacle à structure euclidienne s'ajoute un temps unidimensionnel, flux uniforme, continu, homogène, qui impose aux phénomènes un déroulement irréversible. Dans ce cadre aux dimensions infinies évoluent, comme nous l'avons vu, des masses en nombre infini et dotées d'inertie, masses entre lesquelles s'exercent des forces d'attraction et de répulsion. Tous les phénomènes physiques s'interprètent en termes de masse et de mouvement, demeurent soumis à un déterminisme implacable et relèvent du calcul infinitésimal qui permet des prévisions rigoureuses. Ainsi Laplace affirme qu'un esprit, qui, à un moment donné, connaîtrait toutes les forces dont la nature est animée ainsi que les positions relatives de toutes les masses de l'univers, pourrait, grâce aux lois de la mécanique, avoir une prévision rigoureuse des états futurs de ce monde dans lequel il n'y a ni contingence ni séries causales indépendantes. Les mouvements de ces masses s'enchaînent inéluctablement, sans commencement, sans fin temporelle, sans orientation téléologique. Quel tableau magnifique de l'univers des masses cosmiques. Mais déjà le progrès continue.

Dans la suite, le mécanisme classique fut complété et, en partie du moins, dépassé par la thermodynamique, par les théories ondulatoires de la lumière et par l'électromagnétisme. P.ex. c'est en 1831 que Faraday découvrit l'induction électromagnétique, principe des transformateurs, des générateurs et des champs de force mobiles, mais indépendants de la matière. D'après Maxwell, le mouvement de champs magnétiques engendre des champs électriques et celui de champs électriques provoque des champs magnétiques. La formulation mathématique de ces phénomènes physiques nouveaux aboutit à la reconnaissance d'ondes électromagnétiques se propageant dans l'espace à la vitesse de 300.000 km/sec. L'électricité, le magnétisme et l'optique se révélaient être des aspects divers d'une réalité englobante. Dorénavant des champs mobiles et des masses mobiles étaient considérés comme des partenaires équivalents de l'inventaire de l'univers. Quels progrès merveilleux! Ils suscitaient la confiance inébranlable du monde entier. Mais déjà d'autres conquêtes plus vertigineuses encore se préparaient.

2. La Théorie de la Relativité

Dès 1905, Albert Einstein substituait sa théorie de la relativité restreinte au mécanisme traditionnel.

a) La Relativité Restreinte.

D'après elle, il n'y a plus de vitesse supérieure à celle de la lumière (300.000 km p. sec = c). Elle est constante dans toutes les circonstances et dans toutes les directions. Désormais la mécanique classique ne vaut que pour les petites vitesses.

Mais, reconnaissant la vitesse de la lumière comme vitesse-limite, la relativité restreinte se voit obligée de relativiser les mesures de distances et de durées, de sorte qu'il nous faut admettre autant de distances entre A et B, autant de durées entre t et t' qu'il y a de systèmes de coordonnées, c.-à-d. d'observateurs en mouvement relatif l'un par rapport à l'autre. L'espace newtonien et, surtout, le temps ont donc perdu leur caractère absolu et il n'y a plus de système d'observation privilégié pour le temps ni pour l'espace; les notions de longueur, de durée, de simultanéité n'ont de sens que par rapport à un système de références précis.

Enfin, la matière et l'énergie fusionnent. D'après l'équation $E = m \cdot c^2$, toute masse équivaut à une certaine quantité d'énergie et toute énergie comporte une masse précise. La transformation de l'une dans l'autre se fait continuellement dans la nature. D'ailleurs, la masse d'un corps augmente avec la vitesse.

Ce mouvement révolutionnaire, qui effectue une certaine fusion entre la mécanique classique et l'électrodynamisme, sera encore complété et accéléré par La Relativité Générale.

b) La Relativité Générale.

Cette fois-ci, c'est la gravitation, force autonome par laquelle les masses s'attirent, qui était supposée se propager, dans l'espace newtonien, à une vitesse infinie, mais dont la force diminuerait avec le carré de la distance, qui perdait son autonomie. Désormais, c'est la répartition de la matière (des masses) qui détermine le système de référence non-euclidien dans lequel le plus court chemin entre deux points n'est plus la ligne droite, mais une ligne courbe conforme à la géométrie de Riemann. Cette courbure n'est plus uniforme, mais elle relève de la présence de masses et de leur équivalent, de l'énergie. Seul dans l'univers, un engin décrirait une trajectoire curviligne sans rencontrer de limites et, après une chevauchée fantastique, il reviendrait à son point de départ pour poursuivre sa route indéfiniment au sein de cette sphère immense dont rien ne peut sortir.

A son tour, le temps est intégré, comme quatrième dimension, dans l'espace et forme, avec l'espace, un continuum espace-temps à quatre dimensions et à courbure riemannienne variable, courbure qui relève de la présence de masses et d'énergie ainsi que de l'accélération des masses. Vraiment, la science connaît des progrès merveilleux qui fortifient tous notre confiance dans son efficacité et dans son pouvoir d'explication.

Mais, tandis que la Relativité posait la base de l'exploration ultérieure de l'infiniment grand, celle de l'infiniment petit progressait également à pas de géant.

3. L'évolution de la théorie des quanta

En effet, dès 1900, Max Planck, étudiant le rayonnement du corps noir, s'est vu obligé, afin de faire accorder la répartition spectrale théorique de ce rayonnement avec les données de l'expérience, d'admettre, au niveau microphysique, l'émission de l'énergie par quanta indisséables, selon l'équation de base fondamentale: $E = h \cdot \nu$ ($h = 6,6 \cdot 10^{-27}$ erg. sec.) L'énergie manifeste donc également une structure quantique. Quelques années plus tard, en 1905, Einstein introduit la discontinuité au sein de la lumière sous forme de photons (effet photoélectrique). A son tour, Ernest Rutherford, explorant la structure encore inconnue des atomes, constate que la charge positive de cet atome est concentrée dans le noyau au moins cent mille fois plus petit que l'atome, alors que les électrons gravitant autour sont chargés négativement. C'est ensuite Niels Bohr qui découvre, en 1913, que les électrons ne peuvent contourner le noyau que sur des orbites précises, sur lesquelles ils n'émettent pas de rayonnement, et qu'ils ne peuvent changer de trajectoire que par sauts quantiques instantanés d'une orbite sur une autre. Louis de Broglie montre ensuite que ces orbites s'expliquent par l'attribution à l'électron d'une onde à longueur et à fréquence précise. Enfin, dans l'infiniment petit, le déterminisme classique trouve également ses limites au profit d'un indéterminisme fondamental exprimé par la formule de Heisenberg ($\Delta p \cdot \Delta q \geq \frac{h}{4\pi}$) énonçant l'impossibilité de déterminer à la fois et avec précision la position et la vitesse d'une particule dans le domaine du subatomique. Par conséquent, le déterminisme classique perd sa signification dans ce domaine des interactions microphysiques indisséables, inanalysables, donc imprévisibles. Mais, en vertu du nombre incroyablement élevé des entités microphysiques en jeu, les valeurs statistiques assignées à l'état initial d'un système permettent le calcul de ses états futurs expri-

mables, eux aussi, en valeurs statistiques qui suffisent aux exigences de la prévision scientifique.

Parmi d'autres notions clés de la microphysique soulignons le «mur de Planck» (10^{-43} sec. après l'explosion primitive). C'est la limite pour toute investigation scientifique se proposant d'éclaircir le début et l'origine de l'univers. En ce moment-là l'univers se trouve dans un état «d'incertitude quantique» où le temps et l'espace n'existent pas encore. D'ailleurs, le «vide quantique», caractérisé par \hbar , connaît pourtant des fluctuations d'énergie dont une subite augmentation peut engendrer des particules, p. ex. une paire de positron-électron dont l'existence ne dépasse pas 10^{-21} sec. En outre, soulignons que ces recherches magnifiques ont dégagé à la fois la «double nature» de la lumière et de la matière (p. ex. des électrons se manifestent, dans nos dimensions macrophysiques, tantôt comme ondes tantôt comme corpuscules). Du même coup s'effrite la notion classique de substance permanente, car l'électron, se présentant tantôt comme onde tantôt comme corpuscule, est considéré, en vertu du principe de Pauli, comme une structure pure sans noyau immuable préservant son identité. Vraiment, par ses progrès inouïs, cette microphysique a largement dépassé toutes nos attentes et, tout en déroutant nos habitudes journalières, elle s'est montrée digne de toute notre confiance.

4. Particules élémentaires et forces fondamentales

Quelques indications doivent suffire au sujet de ces domaines de base que j'ai exposés plus en détail dans d'autres publications mentionnées dans la bibliographie ci-jointe.

Actuellement la science nous révèle un nombre vraiment impressionnant de particules élémentaires retenues par les théories en vigueur. Les particules actrices (fermions à spin demi-entier) se divisent en hadrons (protons, neutrons, pions, kaons) et en leptons (électrons, positrons, muons, tauons, neutrinos), alors que les particules vectrices, qui permettent des interactions et des relations entre les premières, comprennent des photons, des bosons intermédiaires, des gluons, des gravitons et des particules de Higgs. En fait le nombre des constituants fondamentaux frôle, avec les anti-particules, le chiffre impressionnant de plusieurs centaines (p. ex. les hadrons sont des assemblages de quarks qui n'existent pas à l'état libre). Parmi ces constituants quelques-uns se révèlent fort stables, alors que d'autres connaissent une durée de vie inimaginablement courte: p. ex. celle de tels baryons ne dépasse guère la dix milliardième partie d'une seconde. En outre, tandis qu'un corps macroscopique présente une apparente

immobilité de surface, les électrons dits planétaires effectuent entre 200.000 et 6 millions de milliards de révolutions/sec. autour du noyau; s'y ajoutent les mouvements prodigieux des milliards de milliards d'échanges entre protons, neutrons et pions au coeur du noyau, échanges grâce auxquels les participants changent d'individualité ou s'évanouissent pour réapparaître sous d'autres formes et dans d'autres contextes. C'est pourtant à ce prix que la cohérence de l'ensemble se maintient.

Enfin, mentionnons les quatre forces fondamentales: la gravitation, l'interaction forte, qui assure la cohésion du noyau atomique, la force électromagnétique, qui maintient les électrons dans leur évolution autour du noyau et engendre les champs magnétiques, la force nucléaire faible, base de la radioactivité. Vraiment la physique quantique nous éblouit par ses conquêtes prodigieuses de connaissances dépassant toutes nos attentes et justifiant largement toute notre confiance et nos espoirs de nous combler de connaissances nouvelles et, surtout, inattendues.

Cette évolution vertigineuse de la physique nous exalte certainement. Mais elle nous montre également qu'aucune théorie scientifique n'est définitive, inébranlable et que, du moins jusqu'ici, aucune ne s'applique à la totalité du réel. Pourtant, le même tableau nous assure également que notre confiance dans le progrès est bien justifiée. Et le même tableau nous révèle qu'une théorie, même dépassée, n'est pas fausse. Elle vaut toujours, d'une certaine manière, dans les limites qui ont servi à son élaboration. P.ex. la mécanique classique s'applique toujours aux masses animées de petites vitesses. Donc, ici encore, la confiance de nos ancêtres était justifiée. Mais nous savons aujourd'hui qu'il faut reconnaître des limites possibles et ne jamais réclamer une validité illimitée ni absolue pour une « science de la nature ».

C. QUELQUES RESULTATS POSITIFS IMPRESSIONNANTS DE LA RECHERCHE BIOLOGIQUE

Ici encore quelques indications doivent suffire.

1. La biotechnologie classique

Elle utilise surtout des microorganismes (bactéries, ferments, champignons, algues), mais aussi des cellules et des tissus d'animaux ou de plantes plus évoluées ainsi que des produits isolés de ces organismes (p. ex. des enzymes) pour fabriquer un vaste réseau de produits (des aliments, des médicaments, des produits écologiques etc.). Relevons, à titre d'exemple, l'amidon, des hormones, des

antibiotiques, des phéromones, certaines bactéries, produits dont l'utilité pratique est incontestable.

2. La procréation médicalement assistée

Comme un désir non satisfait d'avoir un enfant peut conduire à une grave maladie psychique et relève souvent de dérèglements biologiques, beaucoup de méthodes de l'insémination artificielle et de la fertilisation in vitro sont à considérer comme un procédé thérapeutique et efficace, surtout pour les couples à risques, c.-à-d. porteurs d'imperfections génétiques.

3. Les analyses, les tests et la thérapie génétiques

La génotechnologie s'efforce d'isoler, au niveau génétique, des structures héréditaires ou de les transformer afin de les rendre utilisables pour des projets biotechnologiques. A cet effet, la recherche fondamentale est orientée vers l'analyse des structures, des fonctions et de la régulation du patrimoine génétique. Signalons, à titre d'exemple, l'analyse de la structure fine de l'ADN, qui comporte une séquence déterminée de nucléotides, ou celle du code de traduction de l'ADN en protéines caractérisées, à leur tour, par une séquence déterminée d'acides aminés. Sur cette base la science pourra dépister, avant la naissance de l'enfant, la présence de facteurs génétiques responsables d'une maladie ou la prédisposition à une maladie multifactorielle. De cette manière, la génotechnologie somatique ou germinale permet de diagnostiquer avec une certaine probabilité des maladies héréditaires, même avant la naissance d'un enfant, et de prendre des mesures thérapeutiques contre ces maladies à base de dispositions héréditaires, mais aussi d'établir des plans pour l'organisation des structures familiales futures. En effet, le nombre des maladies dépisables par ces procédés scientifiques est impressionnant. Citons, à titre d'exemple, l'hémophilie, telles formes d'anémie ou de thalassémie, la galactosémie, la mucoviscidose, la myopie de Duchenne, la chorée de Huntington, la trisomie 21, la dystrophie musculaire, telles manifestations de diabète, le syndrome du cri de chat, la maladie de Lesch-Nyhan, le lymphome de Burkett, le syndrome de Turner, telles maladies cardio-vasculaires, le sida, les hépatites virales, voire tels cas de cancer. Il est vrai que peu de ces maladies sont, actuellement, tout à fait guérissables, mais l'avenir justifiera certainement beaucoup de ces promesses encourageantes. En outre, la science éclaircira davantage certains processus de développement organique, de même que la différenciation de cellules et le vieillissement. A son tour, la gènothérapie somatique s'applique à remplacer des gènes défectueux ou manquants dans des cellules corporelles, alors que la gènothérapie

germinale, qui porte sur les cellules de reproduction mâles ou femelles ou sur l'embryon au stade pluripotentiel, comporte également des perspectives étonnantes concernant le dépistage et la guérison de maladies redoutables ou l'élimination de déficiences génétiques.

Insistons brièvement sur deux découvertes spectaculaires récentes qui promettent des miracles en médecine: le clonage et la mise en culture de cellules souches humaines embryonnaires, mais, surtout, la combinaison des deux (voir le rapport de Monsieur P. Heuschling). Le transfert nucléaire consiste à éliminer par irradiation le noyau cellulaire d'un ovocyte, de le remplacer par un noyau prélevé dans une cellule corporelle d'un organisme donneur de la même espèce, de susciter, par des manipulations de synchronisation, des processus de segmentation aboutissant à un stade pluricellulaire (blastocyte) transféré ensuite dans une femelle porteuse qui portera l'embryon jusqu'à la naissance. De son côté, la mise en culture de cellules souches embryonnaires est possible parce que, après la fécondation, les divisions de segmentation de l'œuf produisent rapidement une centaine de cellules qui s'organisent dans une sphère creuse au centre de laquelle se forme l'embryon dont les cellules restent totipotentes au début et ne se différencieront que plus tard vers les divers types cellulaires de l'organisme adulte. Ces cellules totipotentes peuvent se maintenir très longtemps en culture (au laboratoire), mais, dans certaines conditions, un procédé de différenciation irréversible peut se déclencher et fournir une large échelle de différents types cellulaires pouvant être utilisés, par la médecine des transplantations, pour remplacer des cellules d'organes malades. Il est vrai que ces cellules de culture n'ont peut-être pas arrêté leur processus de différenciation et risquent de se développer en tumeurs ou d'être rejetées par l'organisme. Mais la science trouvera sans doute une solution dans un proche avenir.

En effet, une combinaison des deux méthodes permettra la réalisation du clonage thérapeutique. Par transfert nucléaire le noyau d'une cellule somatique du patient est injecté dans un ovocyte énucléé qui possède alors le même génome nucléaire que le malade et qui pourra se développer en blastocyte. Dans la suite, un traitement chimique pourra libérer des cellules souches dont la culture au laboratoire, sous l'influence de facteurs de différenciation, aboutira à la constitution de cellules du type souhaité, capables de s'intégrer dans les tissus à réparer. Cette technique permettra de traiter des cancers, « la maladie de Parkinson, la sclérose en plaque, la maladie d'Alzheimer, la sclérose amyotrophique latérale, l'infarctus du myocarde, le diabète

insulinodépendant, certaines formes d'hépatites, certaines dystrophies musculaires, mais aussi des maladies moins graves comme la répression du cartilage articulaire » (P. H). Des greffes de peau et de cornée deviendront également possibles. La science permettra aussi de développer des alternatives, comme la réalisation de banques de cellules souches embryonnaires, ce qui réduira le nombre d'embryons utilisés, l'obtention de cellules souches de l'organisme adulte, surtout du cerveau et de la moelle osseuse, la reprogrammation de cellules déjà différenciées. (P.H). Même si, actuellement, les méthodes énumérées sont encore en voie de développement, on peut s'attendre à de multiples applications médicales dans un proche avenir. Quels bénéfices pour l'humanité et, surtout, pour les malades dont la confiance dans la biochimie et la médecine se justifie chaque année davantage.

Mais la science n'a pas déçu non plus nos espoirs concernant nos connaissances de l'origine et de l'avenir de l'univers dont nous sommes un produit fort évolué.

D. LE CADRE DE L'EVOLUTION DE LA VIE ET DE L'HOMME: L'ORIGINE ET L'AVENIR DE L'UNIVERS (tels que la science actuelle les présente)

Ici encore il me faut me limiter à quelques indications essentielles.

1. *L'explosion primitive et l'évolution de l'univers jusqu'à nos jours*

Le tout a débuté, il y a quelque 15 milliards d'années, par l'explosion primitive à partir d'un état de singularité, c.-à-d. de compression et de température infinies ne comprenant ni espace ni temps. La raison de cette explosion reste inconnue, mais le rayonnement micro-ondes cosmique, libéré plus de 100.000 ans après, en demeure le témoin principal.

L'exploration scientifique de l'évolution subséquente débute à partir de 10^{-43} sec. (limite de Planck) après le big-bang. Le diamètre de l'univers se limite alors à 10^{-28} cm, mais sa température s'élève à 10^{32} K, l'espace et le temps apparaissent. Dans la suite, cet univers naissant connaît une phase inflationnaire (de 10^{-35} à 10^{-32} sec.) au cours de laquelle il triple ses dimensions 10^{50} fois, inflation qui explique à la fois l'équilibre surprenant entre la force explosive et

l'attraction gravitationnelle ainsi que l'isotropie du cadre d'évolution subséquent. Les dimensions du cosmos atteignent alors 10 cm; la force nucléaire forte se sépare de l'électrofaible, ce qui libère d'énormes quantités d'énergie et, dans cette concentration inouïe, surgissent des bosons et des photons. Vers 10^{-20} sec., apparaissent, dans cette soupe bouillante de quarks constituant l'univers d'alors, des mini-trous noirs et la force électrofaible se divise en force électromagnétique et en force nucléaire faible. A env. 10^{-3} sec., des trios de quarks forment des protons et des neutrons auxquels s'ajoutent ensuite des électrons et des positrons formés à partir du rayonnement. Vers 1 sec., la masse du cosmos existe surtout sous forme de radiations contenant des photons, des électrons, des protons, des neutrons, des neutrinos et antineutrinos. Aucune autre seconde dans la formation de l'univers n'a eu autant d'importance que la première.

Dans la suite, une énorme chute de température permet, à partir de 10 sec., la constitution de noyaux atomiques et, vers 100.000 ans, le cosmos est une mer bouillante de noyaux et d'électrons, mais l'équilibre des températures entre «matière» et rayonnement s'accroît. Vers 300.000 ans, l'existence du rayonnement cosmologique est assurée, les particules commencent à se constituer en atomes (hydrogène, hélium), la lumière se propage librement dans l'espace, le rayonnement perd sa suprématie sur la matière et des nuages cosmologiques donnant naissance à des «monstres stellaires» se forment. Après 100 millions d'années, des éléments lourds (oxygène, carbone, fer) s'élaborent, ce qui favorise la formation d'étoiles se rassemblant plus tard en galaxies, supergalaxies et amas de galaxies. Vers 10 milliards d'années après l'explosion primitive (donc il y a $4,5$ à $5 \cdot 10^9$ ans) se constitue notre système solaire où la vie apparaît vers 3,5 milliards d'années de notre ère. Enfin, les ancêtres de l'homme se profilent il y a $4,5 \cdot 10^6$ ans et l'Homo Sapiens surgit il y a 50.000 ans. Vraiment, notre confiance que la science éclaircirait nos origines physiques et biologiques les plus lointaines n'a pas été déçue. Mais cette science s'efforce également de dévoiler l'avenir du genre humain et du cosmos.

2. L'avenir présumé du cosmos

D'ici 4 à 5 milliards d'années, notre Soleil aura épuisé la plupart de ses réserves de combustible (hydrogène), il se gonflera et deviendra un «géant rouge» tout en engloutissant les planètes les plus proches. Par contre, son noyau se contractera et l'astre, ayant consommé ses réserves d'hélium, se réduira aux dimensions actuelles de notre Terre pour terminer son existence comme «naine noire».

Quant au cosmos, son avenir dépend du rapport entre la gravitation et la vitesse de l'expansion, suite de l'explosion initiale. Sa densité effective est très proche de la densité critique. Voilà pourquoi certains spécialistes estiment que l'expansion se ralentira, s'arrêtera et que le tout commencera à se contracter, d'abord lentement, puis à une vitesse de plus en plus accélérée. Les étoiles se réduiront à un état de braise incandescente et exploseront, les structures matérielles s'évaporeront, les atomes se dissiperont dans l'espace et leurs noyaux se détruiront. La phase finale se révélera inversement proportionnelle à l'explosion primitive et cette catastrophe finale aboutira, d'ici quelque 100 milliards d'années, à une nouvelle «singularité» aux dimensions inférieures à celle d'un atome actuel, qui pourrait pourtant donner naissance à un nouveau cycle d'expansion-contraction.

La plupart des scientifiques estiment, par contre, que l'expansion continuera indéfiniment et que les amas de galaxies s'éloigneront de plus en plus les uns des autres. Mais, après plus de 5 milliards d'années, les réactions nucléaires, productrices de lumière et de chaleur, s'arrêteront et les étoiles s'effondreront, les plus massives en «trous noirs stellaires». D'ici quelque 20 milliards d'années, 90 % de ces «étoiles» seront arrachées de leurs galaxies et fusionneront en «trous noirs galactiques» et même «supergalactiques» qui, ensemble avec des planètes et des poussières, formeront alors le cosmos. Puis, d'ici 10^{500} à 10^{1500} ans, tous les noyaux atomiques se seront transformés en noyaux de fer qui s'évaporeront également en radiations (phase terminée en $10.000.000.000^{76}$ ans $[(10^{10})^{76}]$). Finalement le cosmos se réduira à un espace en extension parsemé de photons, de neutrinos et de fluctuations quantiques dont l'expansion se poursuivra indéfiniment.

De leur côté, les êtres intelligents de notre système solaire, s'ils existent encore, devront s'installer, avant que le Soleil n'arrive au bout de sa carrière, dans des milieux plus cléments de notre galaxie, plus tard autour du trou-noir supergalactique de la Vierge où la disparition de la matière, d'ici quelque 10^{50} ans, leur enlèvera toute chance de survie. Toutefois, si le genre humain ne compromet pas son existence par l'application criminelle de telles inventions scientifiques et techniques dont il endosse la responsabilité, la science actuelle nous permet de garder toute confiance dans un avenir lointain de notre espèce, avenir qui, grâce aux connaissances acquises et à leurs applications, pourra réserver à nos descendants des avantages encore insoupçonnés à l'heure actuelle. De toute façon, on verra que, en dehors de ces promesses rassurantes, la science fournira aussi une contribution

indispensable à l'élaboration d'un humanisme conforme à notre époque. Vraiment, cette science nous éblouit par des résultats si nombreux et si importants que tant la majorité des hommes que la presque-totalité des scientifiques manifestent une confiance inébranlable à son égard.

III. LA CONFIANCE DE L'HOMME DANS LA SCIENCE

Beaucoup d'hommes éprouvent une grande confiance dans la science et dans son évolution parce qu'elle nous fournit des connaissances merveilleuses, connaissances qui possèdent une valeur éminente parce qu'elles nous révèlent tant de vérités sur le monde, contribuent au progrès culturel et promettent une amélioration intellectuelle et matérielle de l'existence humaine. D'une certaine manière, la plupart des domaines de l'activité humaine profitent des progrès de la science sans laquelle l'humanité, actuelle et surtout future, ne saurait survivre. A cet égard nous dépendons tous des connaissances scientifiques et de leurs applications; par suite notre confiance dans ce domaine est indispensable.

Certes, le commun des citoyens ne saurait discuter au sujet de la validité théorique des conquêtes scientifiques, mais il manifeste une grande confiance dans la valeur et l'efficacité des résultats obtenus et des progrès futurs. En effet, de nombreuses applications pratiques de la science renforcent cette confiance. Ne citons que quelques exemples. Le livre, la radio, la télé, l'internet fournissent une contribution essentielle à la formation de l'esprit et à l'organisation des loisirs. La science et la technique sont indispensables pour rendre la terre habitable et pour assurer l'avenir de l'humanité qui, sans l'apport des deux, ne saurait survivre. Inutile d'ajouter que la science et la technique rendent, très souvent, le travail plus facile et même plus humain (p. ex. pour les mineurs et les agriculteurs), qu'elles augmentent notre niveau de vie, qu'elles permettent une lutte efficace contre la faim, la pauvreté et des faiblesses de toute espèce, qu'elles fournissent les moyens pour suffire à nos besoins énergétiques et qu'elles nous offrent, par la conquête de l'espace, de nouvelles surfaces qui seront, peut-être un jour, également indispensables à la survie de l'humanité. Ne nous étonnons donc pas que les sciences justifient à tant d'égards la confiance que même les non-initiés leur consacrent.

Il est vrai que le citoyen ordinaire éprouve aussi une certaine méfiance à l'égard de telles applications (p. ex. vis-à-vis des missiles nucléaires de toute espèce) et à l'égard des abus possibles dont

pourraient être responsables des milieux politiques et financiers. Des informations sérieuses fournies par une éducation permanente s'imposent donc.

D'autre part, les milieux politiques et financiers affichent, à leur tour, une grande confiance dans les progrès scientifiques. En effet, ces milieux peuvent efficacement contribuer à faire avancer la recherche dans beaucoup de domaines; mais, malheureusement, cette confiance ne repose souvent pas sur une appréciation véritable de la valeur de la science pour la formation humaine ou pour le progrès social, mais sur l'espoir que les progrès scientifiques et leurs applications contribuent à la consolidation de leur pouvoir politique ou à l'accroissement de leurs revenus financiers.

Mais concentrons-nous maintenant sur la confiance des scientifiques à l'égard de certaines particularités de la méthode de recherche dans leurs propres disciplines. En général, ils éprouvent une grande confiance dans la validité de la méthode scientifique qu'ils jugent capable de nous procurer toujours de nouvelles connaissances valables et utiles, de nous assurer toujours de nouveaux progrès dans tous les domaines auxquels elle est appliquée, d'écarter continuellement des obstacles au progrès. Ensuite, le scientifique véritable doit avoir confiance que sa recherche est éthiquement valable et qu'elle contribue effectivement au bien-être de l'humanité. Heureusement, cette confiance se justifie à tant d'égards.

En outre, le scientifique doit avoir confiance non seulement dans la fertilité de sa méthode, mais celle-ci implique des présuppositions indémonstrables qui exigent de tout le monde une confiance indispensable. Ainsi le scientifique doit avoir confiance que le réel est, du moins en partie, accessible à la raison humaine, car son rationalisme ne saurait se justifier, sous peine de circularité, par un recours à la raison. Cet acte de foi dans l'activité rationnelle s'accompagne nécessairement d'une confiance dans l'évidence empirique, qui constitue l'ultime fondement de la science expérimentale, et dans l'évidence rationnelle pour garantir la validité de l'application correcte des règles d'inférence d'un raisonnement. Mais on ne saurait démontrer rationnellement la valeur absolue de l'évidence. En effet, toute argumentation en faveur de l'évidence en général constitue un cercle vicieux, car, à supposer qu'elle réussisse, elle présuppose cette validité dès le début du raisonnement, alors que la démonstration de la non-validité de l'évidence en général est contradictoire, car elle démontrerait avec évidence qu'il n'y a pas d'évidence. Il est tout aussi impossible de démontrer la validité de certaines évidences (p. ex. celles utilisées en

science). Du même coup quiconque se consacre à l'exploration scientifique du réel doit avoir confiance que ce réel est (en tout ou en partie) accessible à la raison.

A son tour, l'induction, passage de l'observation à la loi par l'intermédiaire d'une hypothèse dont les conséquences prédites sont confirmées par l'expérience (du moins pour le moment), exige une confiance également forte. En effet, elle comporte une double extrapolation, de quelques cas observés à tous les cas semblables et du passé à l'avenir. Or, une induction ne se justifie pas par une démonstration purement logique dont le contenu ne dépasse jamais celui des prémisses. Se justifie-t-elle donc par un principe universel et synthétique (p. ex. par le principe de déterminisme strict ou statistique)? Mais ce principe demande, à son tour, une justification qui ne peut être fournie ni par l'expérience empirique de quelques cas ni par un principe supérieur qui exigerait, à son tour, une justification. Même le recours aux probabilités ne nous tire pas de l'embarras, car qu'est-ce qui nous assure que les fréquences du passé se maintiendront à l'avenir? Bref, l'activité du scientifique demande toujours une profonde confiance dans l'efficacité de la raison, dans l'intelligibilité et dans la légalité de la nature, ainsi que dans la rationalité des structures du réel, et cette confiance ne saurait s'appuyer, tant que nous restons sur le seul plan scientifique, sur une base rationnelle inébranlable.

Pourtant, grâce à ces multiples actes de confiance indispensables dans l'efficacité, l'utilité, la valeur de la science, les scientifiques sont parvenus à élaborer, dans de multiples domaines, un gigantesque édifice de connaissances qui figure incontestablement parmi les réussites les plus impressionnantes réalisées par le genre humain, réussites indispensables pour assurer l'avenir physique et culturel de l'humanité. Mais parfois ces mêmes scientifiques exagèrent et proclament que le savoir scientifique est la seule connaissance valable et constitue le seul but désirable de l'activité humaine. Telle était p. ex. la position de Monod, un des fondateurs de la théorie biomoléculaire: «Le seul but, la valeur suprême, le "souverain bien" dans l'éthique de la connaissance, ce n'est pas, avouons-le, le bonheur de l'humanité, moins encore sa puissance temporelle ou son confort, ni même le connais-toi toi-même socratique, c'est la connaissance objective elle-même». De telles déclarations non justifiées nous inspirent un certain effroi, mais elles nous obligent à nous rendre compte des limites de la connaissance scientifique et à reconnaître qu'il existe des problèmes essentiels auxquels la science ne saurait donner de réponse.

IV. LES LIMITES DE LA CONNAISSANCE SCIENTIFIQUE

On a vu que le but de la science réside dans la découverte de lois servant à l'explication de phénomènes connus et à la prévision de phénomènes inconnus. Ces lois s'insèrent, le plus souvent, dans un contexte théorique englobant et cohérent destiné à systématiser, à coordonner, à expliquer les lois connues d'un domaine et à en prévoir d'autres.

A cet effet, la théorie scientifique, comme on l'a vu tout à l'heure, présuppose la validité de certains principes (p. ex. de celui du déterminisme strict ou statistique) qui demeurent des indémontrables, mais qui, en tant qu'hypothèses universelles, assurent aux constructions théoriques cohérence et intelligibilité et à la recherche une certaine fécondité. En outre, le schéma de la recherche revêt le caractère d'une implication logique (si... alors). Mais, comme la confirmation du conséquent d'une telle implication n'est pas une garantie de la vérité de l'antécédent, la connaissance scientifique demeure toujours un savoir hypothétique provisoirement confirmé ou non encore réfuté (Popper). «Jede Haltung, die sicheres Wissen postuliert, gerät in eine unendliche Begründungskette, einen logischen Zirkelschluss oder an eine Stelle, wo sie gewisse Sätze einfach behaupten muss (dogmatische Evidenz, Mehrheit, angeborene Ideen, Offenbarung, Autorität...)» (W. Nagl). Donc, même pour la science, il n'y a pas de vérité absolue, mais seulement des vérités relatives, des théories qui se modifient avec l'accumulation de nouvelles données.

D'ailleurs, le recours systématique aux procédés de mesure et aux expressions mathématiques réduit la démarche scientifique, du moins en grande partie, à l'exploration et à la saisie des seules structures et relations quantitatives des phénomènes et à en négliger les aspects qualitatifs et le substrat des propriétés mesurables. Ainsi les constituants fondamentaux de la matière, p. ex. les particules élémentaires comme le proton, le neutron ou l'électron, se caractérisent exclusivement par ces trois paramètres quantitatifs que sont la masse, la charge et le spin. Il s'ensuit que la science ne vise pas la découverte de la «nature» des choses, mais celle de leurs structures quantitatives et des lois qui régissent la coexistence ou la succession des phénomènes. Il s'ensuit que, appliquée aux différentes manifestations de la vie, la pure méthode physico-chimique, qui est celle de l'exploration scientifique, ne nous révèle également que les seules structures physico-chimiques ou quantitatives. «Wenn auf das Lebendige die physiko-chemischen Methoden angewandt werden, dann müssen die Resultate notwendig physiko-chemisch sein, gleichgültig welches ihr wissenschaftlicher Inhalt ist» (J. Meurers).

Soulignons également que toute explication scientifique part d'un état initial et implique au moins une loi, données qui se ramènent le plus souvent à des états antérieurs et à une loi plus fondamentale. Mais on arrive ainsi à un état initial et à des ou à une loi fondamentale(s) que le scientifique doit accepter tels quels et dont il ne recherche plus d'explication ultérieure. Par conséquent, en dernier lieu, l'explication de l'état initial proprement dit ou celle de la (des) loi(s) fondamentale(s), donc la recherche de la raison d'être des choses échappent à la méthode scientifique. A titre d'exemple, l'astrophysique essaie de nous expliquer l'évolution de l'univers à partir des conditions initiales et des lois fondamentales telles qu'elles se sont présentées à partir de 10^{-43} sec. après l'explosion primitive. Mais la raison d'être de cette explosion, la raison d'être des conditions initiales et de leur étonnants rapports (p. ex. de la constante de Planck, de la charge de l'électron, des rapports entre les quatre forces fondamentales) ainsi que la raison d'être de la ou des loi(s) primitive(s) échappent à la science à cause des particularités de la méthode scientifique.

Il en est de même de la fin des choses. La science présuppose que les lois du réel s'appliqueront indéfiniment de la même manière sans orientation téléologique transcendante ni immanente, sans coordination vers un but quelconque. Ainsi l'évolution cosmique connaîtra soit un effondrement universel, suivi éventuellement de nouvelles expansions et collisions, soit une extension continue. Du même coup, toute question sur le sens de cette évolution, le sens de la vie, le sens de l'existence de l'homme ou de la société humaine se dérobe à l'emprise de la science. On peut même dire que des convictions philosophiques fondamentales, mais scientifiquement indémontrables, étaient parfois à l'origine de la recherche scientifique. P. ex. les deux théories de la relativité d'Einstein s'appuyaient sur l'idée de l'unité de la nature, idée incompatible, d'un côté, avec les différences entre la mécanique classique et l'électrodynamisme, de l'autre, sur l'opposition entre la relativité restreinte et la théorie de la gravitation. Mais cette idée de l'unité et de l'uniformité de la nature repose, à son tour, sur la certitude de voir dans les lois de la nature l'expression de la Raison Cosmique. En outre, la science rencontre des limites indiscutables dans les domaines du bonheur et de l'amour. La plupart des efforts que fait l'homme n'ont d'autre but que de le rendre heureux. A cet égard, il est incontestable que la science et la technique peuvent assurer d'une manière plus ou moins efficace certaines conditions matérielles du bonheur (p. ex. la nourriture, le travail, le logement, le niveau social). De même, elle réussit à améliorer notre santé, à prolonger notre vie, à garantir les infrastructures indispensables à la formation profession-

nelle, à l'instruction du citoyen, aux loisirs nécessaires à notre vie culturelle. Du même coup, elle nous délivre de certaines angoisses et nous procure maintes satisfactions (surtout aux chercheurs en pleine réussite). Mais l'application de la seule méthode scientifique ne suffit généralement pas pour assurer le bonheur du commun des hommes. Il en est de même de l'amour qui se trouve fort souvent à la base du bonheur, alors que le cerveau le plus érudit peut se montrer totalement insensible à cette manifestation la plus haute de la nature humaine. En outre, les aspects essentiels de l'art échappent à la science. Ce n'est pas l'analyse scientifique des couleurs ou des blocs de marbre utilisés ni la constatation de la fréquence de certains mots qui expliquent un chef-d'œuvre de Rembrandt, de Michel-Ange ou de Goethe, de même que la description mathématique des mouvements vibratoires ne rend pas compte d'une symphonie de Beethoven. Notre foi dans la science ne devrait pas nous faire oublier ces limites.

Enfin, cette science, orientée vers la découverte des lois régissant les structures quantitatives des phénomènes, ne saurait légitimer des valeurs ni des obligations ou interdictions morales ni nous délivrer de nos responsabilités éthiques, car l'exploration de ce qui est ne pourra justifier ce qui doit être. Le bien et le mal échappent donc à la science. Pourtant, de nos jours, l'acquisition de connaissances ne se laisse souvent plus séparer des multiples expériences faites pour les établir ni des nombreuses possibilités et tentatives d'applications pratiques qui relèvent de l'éthique et dont beaucoup pourraient compromettre non seulement notre propre existence, mais aussi celle des générations futures. « Aus der Tatsache, dass innerhalb der Biologie Moral nicht vorkommt, folgt nun aber nicht, dass es Moral nicht gibt, sondern dass die Biologie an ihrem Anfang von Moral abstrahiert, diese Abstraktion aber in allen ihren Anwendungen unter moralischen Kriterien steht » (Löw).

Il en résulte que la science, malgré les connaissances impressionnantes qu'elle seule est capable de nous fournir et qui se révèlent d'une importance décisive pour la satisfaction de nos besoins intellectuels, pour l'orientation de la vie humaine et pour la survie de l'humanité, se montre incapable d'avancer une réponse à certaines questions fondamentales, p. ex. à celles de l'amour et du bonheur, de la raison d'être, de la nature, de la fin, du sens des choses, ainsi qu'au problème crucial de la justification des valeurs de notre conduite et de nos obligations morales. Ces questions les plus authentiquement humaines relèvent de la philosophie, de l'éthique ou de la théologie qui demeurent donc le complément indispensable de la connaissance scientifique. « Wichtige Bereiche sind nicht ausreichend innerhalb des

wissenschaftlichen Denksystems definierbar, (wie Gut und Böse, Wert, Mitleid, Begeisterung, Humor, Liebe, Glaube, Würde, Lebensqualität, Glückseligkeit etc.). Ganze Formen menschlicher Kreativität sind von denjenigen der Wissenschaft recht verschieden, werden von der Wissenschaft nicht einmal berührt, ja dürfen gar nicht gestellt werden, wollen die Wissenschaftler als seriös gelten, wie Kunst, Ethik, Philosophie, Religion u.a.» (W. Nagl). Même la confiance la plus profonde dans l'efficacité de la science ne devra pas nous amener à ignorer ces limites. Au contraire, la connaissance de ces limites est indispensable pour orienter, justifier, mais aussi pour délimiter notre confiance dans la science dont surtout telles applications peuvent comporter certains dangers qu'il ne faut pas ignorer.

V. LA PRISE DE CONSCIENCE DE LA POSSIBILITE DE CERTAINS DANGERS DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE SES APPLICATIONS

C'est un fait que de nombreux contemporains, tout en admirant tels progrès scientifiques, se rendent conscients de certains dangers de la recherche, dangers dont la plupart résultent, il est vrai, de certaines expériences faites au cours des recherches et, surtout, de diverses applications des connaissances obtenues. L'indication de quelques exemples suffit.

En effet, dans un univers dominé par la science et la technique, l'importance de la personne humaine et sa liberté risquent de s'éclipser, alors que le principe de performance ou de profit prédomine et que l'esprit bureaucratique l'emporte. L'homme se voit remplacé par la machine, il se sent étouffé par tels produits techniques dont les effets négatifs deviennent alarmants. La pénurie d'eau, la pollution de l'air, les effets des insecticides et des herbicides, les avalanches d'ordures, l'effet de serre risquent de dévaluer le facteur humain et même de menacer l'existence de l'humanité. A titre d'exemple, le Club of Rome a chargé des scientifiques du MIT de faire une étude sur l'évolution future du progrès technique et industriel, étude qui dévoile que ces progrès ne sauraient empêcher l'effondrement. Certes, l'utilisation de l'énergie nucléaire économise les matières premières disponibles, l'émission de substances nuisibles peut être réduite d'une manière impressionnante, seuls naîtront des enfants désirés. Mais... «das System überschreitet seine Wachstumsgrenzen... und kollabiert vor dem Jahre 2100 in Folge von Bodenerosion und Umweltverschmutzung» (H. Storck). L'effet de serre, provoqué, entre autres, par la destruction des grandes forêts, pourra se montrer tout aussi néfaste. Un autre facteur inquiétant est la course à l'armement qui coûte chaque

année des centaines de millions de dollars, somme énorme qui nous manque dans la lutte contre la faim, les maladies multiples et les catastrophes naturelles. Ainsi l'explosion de 1 % des armes nucléaires disponibles, lancées contre l'ennemi, à la suite de décisions prises en grande partie par des ordinateurs, rendrait la terre inhabitable, de sorte que la cible véritable de ces engins n'est ni New York, ni même tout un continent, mais l'humanité tout entière dont nous avons confié le sort à des machines. «Jetzt ist es eine gegenüber dem Bündnis Wissenschaft, Technik, Wirtschaft und Politik misstrauig geworden und sich bedroht fühlende Öffentlichkeit, welche von Physikern, Ingenieuren, Energiewirtschaftlern, Energiepolitikern Rechenschaft über die Verantwortung von Atomkraftwerken fordert... Die aus Wissenschaft u. Technik erwachsenen kollektiven Handlungen bedrohen die kosmische Ordnung selbst, zerstören die ganze Biosphäre, entscheiden über die Zukunft der Gattung Mensch, haben irreversible Folgen» (Paul Good). Ainsi ces mêmes hommes qui, grâce à la science, ont la possibilité d'une amélioration indéfinie de leur condition, pourraient se faire détruire par une machine qu'ils ont eux-mêmes construite. «C'est trop con!» (A. Jacquard).

D'autres esprits critiques ne cessent de nous rappeler tels dangers de la recherche biochimique appliquée à l'homme. Par exemple, la procréation médicalement assistée permet aux couples stériles ou aux personnes à risques de réaliser leurs rêves d'avoir un enfant. Mais, d'autre part, la fertilisation in vitro a toujours besoin d'embryons supplémentaires, c.-à-d. de personnes potentielles dont la destruction subséquente ou l'utilisation pour la recherche posent des problèmes éthiques sérieux. Dans le même cadre, un enfant pourrait avoir cinq «parents», de sorte que la notion clé de famille pourrait perdre son sens traditionnel. Surtout la «mère porteuse» risque de se voir ramenée à une simple couveuse obligée même de consentir à l'avortement si, par exemple, l'enfant n'a pas le sexe désiré. Et si ce dernier est un handicapé, personne n'est prêt à l'adopter. De même, la constitution de banques d'embryons destinées à la sélection de telles qualités du futur enfant équivaut à une véritable instrumentalisation du fœtus. Et des embryons, achetés à bas prix dans des pays sous-développés, assurent parfois les beaux jours de telles industries de produits de beauté.

Même tels tests, analyses et expériences, en général fort utiles pour les concernés, pourraient se révéler dangereux, surtout s'ils entraînent des discriminations sociales. Ainsi des patrons d'entreprises pourraient utiliser ces tests pour départager les candidats à un emploi, alors que des Compagnies d'Assurances pourraient en abuser pour

fixer le montant des contrats à établir avec les clients. Tout aussi révoltantes se montrent certaines expériences scientifiques pratiquées sur l'homme, p. ex. pour tester, surtout sur des infirmes, sur des prisonniers ou sur d'autres handicapés, de nouvelles méthodes thérapeutiques ou pour constater les effets de certains médicaments nouveaux.

Plus inhumaines encore se révèlent certaines promesses de manipulation génétique. La première consiste à «extraire et à isoler des gènes ou même toute la constellation génétique d'êtres vivants, à les transférer éventuellement d'un organisme donneur à un organisme récepteur et à modifier les structures de certains gènes» (P. H.). N'insistons pas sur l'éventualité de maladies nouvelles que pourrait provoquer le remplacement de tels gènes défectueux, mais ces opérations risquent d'aboutir à la perspective d'un homme totalement déchiffré et entièrement transparent qui ne possède plus d'identité ni de sphère personnelle inaccessible aux autres. Mais beaucoup plus redoutable s'annonce l'eugénisme positif, la tentative d'améliorer les propriétés actuelles de l'homme ou même d'en produire de nouvelles. Ainsi des programmes actuels préconisent une amélioration de l'intelligence, une meilleure adaptation à toute espèce de pollution de l'atmosphère et du lieu de travail, aux radiations radioactives ou une augmentation des qualités individuelles, surtout des qualités intellectuelles. Mais déjà on invoque la perspective de créer en masse des génies semblables à Mozart ou à Einstein. D'autres proposent la brevetabilité de ces embryons qui sont donc assimilés à de purs produits industriels.

C'est surtout par le clonage qu'on pourrait réaliser la production artificielle en masse de jumeaux génétiquement identiques entre eux et identiques avec la personne d'origine. Ces copies pourraient servir de fournisseurs d'organes à leurs parents et la vente d'embryons clonés de célébrités scientifiques, politiques, artistiques et sportives à un prix énorme deviendrait possible. Fletcher envisage même de créer ainsi, pour la conquête spatiale, des astronautes dotés d'une forte résistance aux radiations, mais de grandeur et de poids réduits. Mais ces clones, privés d'identité et d'unicité personnelles, sont de purs produits, de véritables instruments au service de projets imposés, mais pas des personnes libres, responsables, autonomes. La même critique s'adresse à la production de chimères, c.-à-d. d'êtres mi-hommes mi-animaux.

On voit donc que la dignité humaine, base des Droits de l'Homme, est systématiquement méprisée dans le cas des mères porteuses, dans des expériences génétiques sans finalité thérapeutique, mais orientées vers la réalisation de projets eugéniques, dans telles

opérations de clonage et d'hybridation. Si donc la science et la technique sont indispensables pour rendre notre vie plus humaine, voire viable et pour assurer l'avenir de notre espèce, elles risquent également, surtout par certaines applications, de rendre notre existence franchement inhumaine, voire de compromettre la survie de notre espèce.

VI. CONSIDERATIONS FINALES

Quelles conséquences ces constatations nous imposent-elles? En dépit de ces appréhensions, tant les scientifiques que le commun des hommes manifestent une grande confiance dans la science et dans ses progrès qui demeurent indispensables à tous les niveaux concernés.

A. LA NECESSITE DE NOTRE CONFIANCE DANS LE PROGRES SCIENTIFIQUE ET DANS LES RESULTATS OBTENUS

1. C'est d'abord le scientifique qui doit éprouver une confiance fondamentale: a) dans la valeur et l'efficacité de la méthode appliquée; b) dans la valeur de ses recherches scientifiques et des résultats obtenus qui nous dévoilent tant d'aspects substantiels de la nature et nous font avancer tellement sur une des voies de la conquête de la vérité; c) dans la contribution de la science et de ses applications au bien-être de l'humanité et à sa formation intellectuelle; d) dans la fertilité des différents domaines d'application; e) dans la collaboration loyale avec d'autres scientifiques; f) dans la bonne utilisation des résultats obtenus dans les divers domaines d'application.

2. Mais la confiance du commun des hommes dans le progrès scientifique est également indispensable. Dans l'état actuel de notre société, la confiance du citoyen s'étend généralement à la qualité des résultats obtenus par le progrès scientifique, à la solution de beaucoup de nos problèmes, à la contribution de la science et de ses applications à l'amélioration de la condition humaine (p. ex. des conditions de travail et de la santé). La plupart des «non-initiés» sont également convaincus que la science n'a pas manqué à sa mission de nous fournir des connaissances valables et indispensables, qu'elle a rendu notre vie plus humaine et qu'elle fournira un appui substantiel à l'avenir de l'humanité.

3. Enfin les milieux politiques et financiers manifestent également leur confiance dans la science. On a vu que c'est surtout au niveau professionnel qu'ils s'attendent à encaisser des bénéfices substantiels (financiers ou mandataires) dans une société qui, grâce à

la science, vit dans une certaine aisance. Mais il est vrai aussi que la confiance du scientifique et même celle du citoyen normal dans les deux groupes mentionnés demeure relativement faible.

B. RESTRICTIONS A NOTRE CONFIANCE DANS LA SCIENCE

Mais cette confiance dans le progrès scientifique et dans ses applications ne saurait être ni totale ni aveugle, elle doit s'accompagner d'une prise de conscience de certaines limites et de maints problèmes que j'ai déjà soulignés, mais que je voudrais reprendre d'une manière succincte ici.

1. D'abord l'activité scientifique présuppose un acte de foi dans l'intelligibilité et la légalité de la nature, dans la rationalité des structures du réel, acte de foi qui ne s'appuie, tant que nous restons sur le seul plan scientifique, sur aucune base rationnelle inébranlable. Nous devons nous rendre compte que toute science comporte, elle aussi, des conventions, des décisions, des définitions, des principes, voire des dogmes (p. ex. celui du déterminisme universel dans le domaine à explorer). On a vu que les problèmes de la nature, de l'origine, de la fin, de la raison d'être, du sens des choses, ainsi que la justification des valeurs éthiques échappent à la science. Il en est de même de beaucoup d'autres aspects spécifiquement humains: la conscience de soi, l'amour, la haine et le dévouement, le bonheur et l'enthousiasme, l'amitié, la dignité humaine et l'esprit de sacrifice, la foi, le sens du devoir et de la responsabilité, au même titre que le bien et le mal, ne se comprennent pas par les seuls substrats physico-chimiques de notre organisme, tout comme la pensée ne se laisse pas comprendre par la seule description des processus neuro-physiologiques du cerveau. De même la méthode scientifique se montre insuffisante pour rendre compte, à elle seule, de ces grandes créations humaines que sont la musique, l'art, la poésie, la religion, la philosophie. Même le prix Nobel J. Eccles souligne énergiquement: «Die Reduktion von Geist, Seele, Menschlichkeit, Freundschaft, Liebe auf molekular-biologische und biophysikalische Funktionen muss zum Verlust dieser typisch menschlichen Eigenschaften führen». L'erreur de certains scientifiques consiste donc à présupposer que la méthode scientifique soit seule capable de nous procurer dans tous les domaines des connaissances valables, c.-à-d. que, par des relations quantitatives (lois) ou par la description de procédés bio-chimiques, elle puisse «expliquer» l'homme en entier et qu'elle suffise à nous orienter dans la vie.

2. On a vu que d'autres problèmes très sérieux surgissent, non pas par l'acquisition de connaissances théoriques, mais avec leurs

applications. A part les quelques domaines qu'on appelle la science pure (p. ex. les mathématiques), la plupart des recherches aboutissent finalement à des applications pratiques immédiates ou lointaines. Mais, avec l'application, nous quittons le domaine de la science théorique et nous pénétrons sur le terrain de la technique, de l'industrie, des finances et des gains, de la politique, de la stratégie militaire. C'est ici que surgissent la plupart des problèmes que la science, à elle seule, ne saurait résoudre. Ce n'est donc que la société toute entière (donc aussi l'économie et la politique) qui, s'appuyant sur une éthique valable, peut et doit se montrer capable de garantir la bonne application et l'utilisation correcte des connaissances disponibles (p. ex. celle de l'énergie nucléaire ou de la génotechnologie). Il est vrai que la société moderne ne saurait survivre sans science ni technique, mais c'est justement dans ses applications que la connaissance scientifique peut devenir dangereuse, même mortelle pour des parties de l'humanité, voire pour l'ensemble du genre humain. Peut-on éviter ces menaces? Ces considérations imposent, à tous les concernés, une prise de conscience de leurs responsabilités.

C. NECESSITE D'UNE PRISE DE CONSCIENCE DE NOS RESPONSABILITES A TOUS LES NIVEAUX

1. La responsabilité fait partie de la nature humaine. L'homme, doté de raison et de cœur, se caractérise par une dimension foncièrement culturelle et, depuis l'éclosion de la pensée réfléchie, une atmosphère civilisatrice toujours plus intense, formée de valeurs religieuses, morales et esthétiques, d'idées philosophiques, de conceptions sociales, mais aussi de connaissances scientifiques, s'est lentement tissée autour de notre globe. Mais ce même être culturel qu'est l'homme demeure aussi une personne morale obligée d'agir dans la responsabilité à la fois individuelle et collective tant pour l'organisation de sa propre vie que pour celle de la communauté. «Das Phänomen Verantwortung... meint Verpflichtung, Sollen. Es fordert Rechenschaft, Antwort. Es auferlegt Konsequenzen, Folgen» (P. Good). Et cette responsabilité s'étend aussi au bien-être et à la survie de l'espèce; elle implique une conscience d'obligations, de valeurs, de buts à atteindre, de relations à établir et à maintenir. Il existe donc une responsabilité de l'individu devant la société actuelle et future, une responsabilité de la société à l'égard de ses membres et à l'égard de son propre avenir. A cet effet, les connaissances acquises et leurs applications imposent à l'individu comme à la société des responsabilités concernant le bon usage de la science et de ses applications. «Handle so, dass die Wirkungen deiner Handlung verträglich

sind mit der Permanenz echten menschlichen Lebens auf Erden» (H. Jonas).

2. Cette responsabilité concerne aussi le scientifique. Certes, on ne peut jamais attribuer au scientifique une faute pour la recherche de nouvelles connaissances si cette recherche respecte certaines règles éthiques universelles. En outre, on ne saurait rendre le scientifique responsable de toutes les conséquences lointaines et imprévisibles de ses découvertes théoriques. Ni Planck, ni Bohr ni Heisenberg ne sont responsables des dégâts causés par la bombe atomique. Pourtant Otto Hahn et Robert Oppenheimer, qui avaient fourni tant de contributions substantielles à la connaissance et à l'exploration de l'énergie nucléaire, ont avoué une nette responsabilité personnelle concernant l'utilisation effective, présente et future, de la bombe atomique. «Wissenschaft hat eine humanitäre Verantwortung. Für sie darf nicht gelten: gemacht wird, was getan werden kann; das Axiom der möglichen Machbarkeit und Planung darf nicht der oberste Wert sein. Der theoretische Wert der Wahrheit muss in Relation zur Menschlichkeit gebracht werden» (C.F. v. Weizsäcker). Le scientifique devrait donc refuser sa collaboration à certains projets conçus par des régimes politiques qui méprisent les droits de l'homme et la dignité humaine, car les résultats obtenus risquent d'être utilisés au détriment de personnes humaines. De même il devrait refuser sa contribution à des recherches dont le seul but réside finalement dans l'unique bénéfice matériel de telles entreprises, surtout si elles s'effectuent au détriment de toute considération humaine et au mépris des valeurs fondamentales d'une éthique de base. Ainsi déjà Robert Oppenheimer s'est demandé si nous n'avons pas trahi l'esprit de la science en abandonnant nos travaux de recherche aux militaires sans penser aux suites éventuelles.

3. Mais cette responsabilité est-elle compatible avec la liberté de la recherche? Certes, l'exploration scientifique de l'univers est un droit fondamental de l'homme, la liberté de la recherche est inséparable de la liberté de la pensée et, comme nous l'avons vu, les progrès étonnants de la science n'enrichissent pas seulement nos connaissances d'une manière prestigieuse, mais ils apportent à l'homme des avantages inouïs. Le respect de la science s'impose donc. Mais ce respect n'est pas absolu. Les résultats théoriques de la recherche scientifique ne sont certainement pas «mauvais» en eux-mêmes, mais tout change avec l'application industrielle, politique ou militaire de ces applications. Face à telles applications ou dans des recherches orientées vers telles applications, la liberté de la science doit rester

subordonnée au respect des Droits de l'Homme et de la dignité humaine. Certes, la liberté de la recherche se fonde également sur les Droits de l'Homme, mais cette liberté n'est pas absolue, elle trouve comme limites les droits fondamentaux de la personne, notamment le droit à l'identité et à l'intégrité personnelle. «L'intérêt et le bien-être de l'être humain doivent prévaloir sur le seul intérêt de la société et de la science» (Conv. Européenne, art. 2). «Aucune recherche ne saurait prévaloir sur le respect des droits de l'homme, des libertés fondamentales et de la dignité humaine» (Rapp. des experts). Encore une fois, la protection de la dignité, de l'identité ainsi que le respect de l'intégrité de la personne humaine l'emportent en principe sur les résultats de la recherche scientifique.

Il en résulte que, si le scientifique s'engage pour un projet financé par les seuls intérêts pécuniaires de telles firmes ou lancé par tel régime politique non-démocratique, il perd souvent toute liberté pour l'orientation, la modification et l'application de ses recherches. La liberté de la recherche est alors éliminée par des intérêts financiers ou par des visées politiques. Ainsi Monod accuse certains hommes de science d'avoir manqué à leur véritable mission et notre confiance à l'égard de leur travaux ne se justifie plus intégralement. «In keinem anderen Gebiet wird häufiger nach dem Grundsatz verfahren, dass der Zweck die Mittel heiligt» (Schrey).

4. Par suite, la responsabilité principale à cette diminution de notre confiance incombe en premier lieu aux milieux financiers et à la politique, comme l'attestent l'utilisation éventuelle de la bombe à hydrogène, la destruction de la nature (p. ex. celle de la forêt vierge), l'appauvrissement de certaines régions terrestres à la suite d'une exploitation totale, les projets de production de «surhommes» par la manipulation génétique, la fabrication de produits de beauté à partir d'embryons etc. Mais cette responsabilité s'impose également, du moins en partie, à la société toute entière et, d'une certaine manière, à chacun de nous. Les connaissances acquises nous imposent des responsabilités individuelles et collectives. «Les deux missions les plus importantes et les plus nobles de l'homme sont probablement d'accroître la connaissance et de transmettre la connaissance. Mais voici qu'avec le progrès de la connaissance, une troisième mission apparaît, à savoir le bon usage de la connaissance, le devoir de favoriser les effets heureux, d'en limiter les effets pervers» (Jean Bernard). «Die unvorstellbare Zunahme an Wissen – und damit an Macht – macht die Verantwortung zum zentralen Moment einer neuen, dem wissenschaftlich-technischen Zeitalter entsprechenden Ethik» (W. Nagl). La reconnaissance de cette responsabilité constitue, certes,

une des bases de notre confiance future dans les applications scientifiques.

D. CONSEQUENCES

Mais à quelles conditions cette confiance peut-elle se maintenir?

1. *Nécessité d'une sérieuse éducation morale pour tous les concernés*

a) D'abord pour les scientifiques. Certes, la science, bien qu'elle ne puisse justifier des valeurs morales, impose au chercheur une certaine éthique de la recherche. Entendons-nous sur certains aspects fondamentaux. Doivent être garanties: la liberté de pensée et la liberté de la recherche qui ne doit pas être assujettie à des facteurs imposés par des considérations non scientifiques. Il n'existe pas « d'index » de matières que la science pourrait, mais ne doit pas explorer. Au contraire, la connaissance en elle-même, donc aussi la connaissance scientifique, est, éthiquement, une valeur réelle à condition qu'elle s'obtienne dans le respect d'une éthique universelle plus fondamentale (p. ex. en ce qui concerne les expériences pour acquérir certaines connaissances).

En outre, on a vu que l'esprit scientifique présuppose, du côté du scientifique, un certain nombre de qualités morales, p. ex. l'amour désintéressé de la vérité, l'impartialité (surtout à l'égard de ses propres préférences), l'esprit critique (ni dogmatisme ni scepticisme), l'aspiration à l'objectivité (ne retenir que ce qui est, intersubjectivement, confirmé par l'observation, par l'expérimentation et ce qui est communicable), beaucoup de courage (surtout pour abandonner les thèses non confirmées par l'expérience), la ténacité (ne pas se laisser décourager), la précision, la rigueur, l'exactitude, à la fois une grande prudence (pour éviter le chimérique) et une certaine audace (pour trouver des résultats nouveaux). Tout cela est dominé par le souci de la recherche de la vérité (scientifique) qui demeure, dans cette perspective, la force motrice principale de la recherche. Vraiment, la connaissance constitue une valeur éminente et, tant que le scientifique travaille pour la seule acquisition de connaissances nouvelles, il ne commet pas de faute morale s'il ne recourt pas à des expériences éthiquement inadmissibles pour en arriver à des résultats. Voilà une base indispensable.

b) Mais cette « éthique scientifique », quelque efficace qu'elle soit, n'est qu'une éthique partielle (Partialethos). Elle est orientée vers un but précis: la conquête de la vérité scientifique, c.-à-d. vers l'acquisition de connaissances précieuses. Mais cette éthique, tout indispen-

sable qu'elle demeure pour la recherche, n'est pas une éthique complète. En effet, la science, répétons-le encore une fois, nous fournit un savoir hypothétique provisoirement confirmé, elle évolue et doit souvent être corrigée avec le progrès. En outre, cette vérité scientifique relève de la méthode scientifique qui explore les seuls aspects quantitatifs des phénomènes dont elle permet l'explication (scientifique) et la prévision. Mais la science ne saurait ni imposer ni fonder les valeurs éthiques fondamentales, universelles, mais indispensables pour l'application pratique des ses résultats, pour l'accomplissement de nos devoirs à tous les niveaux et pour l'organisation de la vie individuelle et collective. Comme je l'ai déjà souligné, la conscience de soi, le bien, le mal, le devoir, la responsabilité, l'amour, la haine, la pitié, l'enthousiasme, le sens de notre existence et celui de l'univers, la foi, la dignité humaine, l'art (la beauté), la religion, pour ne citer que quelques domaines, ne se laissent pas comprendre ni justifier, quant à leur fond, par la méthode scientifique ni exprimer par des lois ou par d'autres formules mathématiques ou par des moyens techniques (p. ex. par l'ordinateur). « Sie kann keine Sinnkriterien außerhalb ihrer selbst entwickeln und deshalb keine Normen des allgemeinen Sollens begründen. Sie kann nichts sagen über das Ziel der Welt » (H. Mohr).

c) La soumission du scientifique à ces quelques règles guidant ses recherches professionnelles ne suffit donc pas, il lui faut reconnaître également toutes les valeurs fondamentales orientant le comportement humain dans une société pluraliste et ouverte, valeurs qui doivent aussi orienter l'acquisition et l'application de nos connaissances: la règle d'or (ne pas faire aux autres ce que nous ne voulons pas qu'on nous fasse), les Droits de l'Homme, le respect de la dignité humaine, la responsabilité à l'égard des autres hommes présents et futurs et à l'égard de la société humaine. A titre d'exemple, les Droits de l'Homme comprennent, entre autres, le droit à la vie, l'inviolabilité de la personne, la liberté de pensée, le droit à l'autodétermination raisonnée et responsable. Insistons sur quelques autres aspects.

Cette règle d'or que toutes les grandes religions reconnaissent est énoncée par Saint-Mathieu sous une forme positive: « Tout ce que vous désirez que les autres fassent pour vous, faites-le vous-mêmes pour eux ». Comme aujourd'hui beaucoup d'individus et de groupes réclament aveuglément leurs droits sans se soucier de leurs obligations, la règle d'or constitue un « véritable code éthique de l'humanité » (J.-M. Pelt) et elle se trouve en plein accord avec l'impératif catégorique de Kant: « Handle so, dass die Maxime deines Willens stets als Prinzip einer allgemeinen Gesetzgebung gelten können ».

D'autre part, comme je l'ai déjà souligné, une des valeurs principales qui se dégagent des différentes versions des Droits de l'Homme, c'est la dignité humaine, fondement du respect dû à la personne et revenant tant à l'individu qu'à l'espèce. « La notion de dignité de l'être humain constitue la valeur essentielle à maintenir » (Rapport explicatif, p. 6). « La dignité de la personne humaine, véritable principe-directeur de l'éthique » (Groupe de Conseillers...). « Das Grundgesetz... muss das Recht des Menschen auf die Unverletzlichkeit seiner Würde als oberstes Gebot garantieren » (E. Benda). Donc la dignité humaine, qui doit être respectée dès le commencement de la vie et qui ne se perd pas, au cours de notre existence, par des incapacités physiques ou psychiques, constitue la norme essentielle que la loi et l'éthique, mais aussi la science doivent considérer comme supérieure à tout idéal cognitif et, évidemment, à tout intérêt financier. Bref, la personne humaine ne doit jamais être traitée comme une chose, comme une marchandise vendable et brevetable en vue de gains pécuniaires et cela vaut aussi pour les applications des connaissances scientifiques.

Ajoutons que le scientifique, comme tout homme moderne, devrait également retrouver et appliquer partout les quatre vertus cardinales de l'éthique classique: la sagesse, c.-à-d. le souci de se demander si notre activité est bonne ou mauvaise, la justice, i.e. l'effort d'agir toujours aussi pour le bien d'autrui, le courage, à savoir la décision de se mettre toujours au service du bien et de la vérité, enfin la modération. « Die gezielte Abwertung der Kardinaltugenden Klugheit, Tapferkeit, Maß und Gerechtigkeit lähmt uns ebenso wie die Diffamierung der Sekundärtugenden Fleiß, Leistungsbereitschaft, Ehrlichkeit, Treue, Zuverlässigkeit » (H. Mohr). Si nous étions sûrs que les scientifiques respectaient partout ces préceptes fondamentaux, notre confiance dans leurs travaux augmenterait automatiquement.

Il est vrai que le respect de ces règles morales universelles s'impose aussi, et même surtout, aux milieux financiers et politiques. Ce n'est qu'alors que nous pourrions retrouver toute notre confiance, non pas dans la fertilité des travaux scientifiques dont personne ne doute, mais dans la justification éthique des applications des connaissances obtenues. N'oublions pas que l'enseignement à tous les niveaux peut et doit fournir sa contribution à cette tâche, surtout à l'éducation morale des concernés, c.-à-d. de toute la société. Il est vrai encore que le commun des hommes n'attend pas en premier lieu de la science l'acquisition de connaissances théoriques nouvelles difficilement compréhensibles, mais une aide efficace pour l'organisation de sa vie, la délivrance de maladies, de travaux pénibles et d'autres angoisses, une sécurité assurée, sinon un niveau de vie élevé. Mais il n'existe pas

d'incompatibilités entre ces attentes et les obligations éthiques du scientifique et celles de la société entière, surtout quant à l'acquisition et à l'application des résultats de la recherche. Pourtant une certaine coordination s'impose.

2. *Nécessité de l'élaboration d'un humanisme valant pour tous les hommes et tenant compte des apports de la science*

a) Une des conditions de la réalisation de ce but à grande échelle consiste dans l'élaboration d'un humanisme adapté à notre époque, humanisme qui ne contredit pas la conception traditionnelle, mais qui tient compte de l'esprit scientifique, des merveilleuses conquêtes de la recherche et de la bonne utilisation des résultats obtenus.

Cet humanisme comprend évidemment la reconnaissance des valeurs fondamentales et des règles substantielles de conduite que nous venons de souligner; donc une éthique universelle est indispensable, sans elle l'avenir de l'humanité est compromis. « Das Schicksal der menschlichen Rasse hängt mehr denn je von ihrer moralischen Stärke ab... Ohne ethische Kultur gibt es keine Rettung für den Menschen » (Albert Einstein).

En outre, cet humanisme doit comprendre une certaine coordination, ou du moins la possibilité d'une coordination, entre les conceptions philosophique, théologique et scientifique de la réalité. Certes, aucun de ces domaines ne saurait imposer les principes ni les résultats ni les conséquences de ses recherches aux autres. Surtout, il ne saurait y avoir d'humanisme exclusivement scientifique. Tout humanisme se demande quelle est la nature de l'univers et de l'homme, quelle est la raison d'être de l'univers dans lequel nous vivons, quel est le sens de notre existence individuelle et collective, quelle sera notre destinée et celle de l'univers, d'après quelles valeurs il nous faut orienter notre conduite individuelle et sociale, mais aussi la recherche scientifique, quelle est la justification de ces normes, en quoi consiste le bonheur de l'individu et celui de la société, quelle est l'essence du beau et du vrai. Mais, comme nous l'avons vu, la science ne saurait donner de réponse valable à ces questions que nous trouvons au cœur de tout humanisme.

Mais il ne saurait y avoir aujourd'hui d'humanisme valable sans l'apport indispensable de la science. Comprendre l'homme signifie en effet connaître les liens qui nous rattachent à l'évolution cosmique et à l'évolution organique dont nous sommes le produit et dont nous emportons un héritage complexe. En fait, c'est la science qui intègre l'homme dans l'évolution cosmique et qui dégage tant de liens nous rattachant aux premiers instants de l'histoire cosmique dont nous

sommes inséparables. Voilà pourquoi, ces dernières années, l'homme commence à comprendre que l'univers lui est moins étranger qu'il ne l'a cru et peu à peu s'affermir en lui la conviction qu'il est l'enfant de ces espaces immenses secoués par d'incroyables secousses, mais engagés dans une évolution canalisée par des coordinations et des lois accessibles à l'esprit.

Et puis, au moins sur un de ces corps célestes, l'évolution a repris sa progression engendrant des molécules toujours plus complexes jusqu'au moment où la vie, produit fragile, mais infiniment fertile en ressources insoupçonnées, a commencé sa prodigieuse aventure dont la dernière réussite, l'homme, découvre les liens qui le rattachent à ses ancêtres organiques. « Sur une même trajectoire de feu, les tâtonnements instinctifs de la première cellule rejoignent les tâtonnements savants de nos laboratoires. L'onde que nous sentons passer ne s'est pas formée en nous-mêmes. Elle nous arrive de très loin, partie en même temps que la lumière de nos étoiles. Elle nous parvient après avoir tout créé en chemin » (Teilhard de Chardin).

Nous restons donc attachés par une infinité de liens à l'univers. Mais en profondeur une modification s'est produite et l'humanisation dote notre planète d'une dimension supérieure: celle de la conscience réfléchie, de la liberté, de la pensée logique, de la conduite orientée d'après des normes éthiques, du sens et de la signification. Avec la Noosphère, vaste réseau psychique dont la densité s'accroît avec le nombre et la qualité des consciences humaines, naît « le monde de l'abstraction, du choix raisonné, des inventions conscientes, l'univers des mathématiques, de l'art, de la littérature, des anxiétés, des exaltations et des rêves, le monde de l'imagination, de la poésie et de l'amour » (Teilhard). Voilà pourquoi l'homme, tel que la science nous le présente en toute objectivité, est effectivement le plus riche, le plus significatif des êtres de la nature telle que nous la connaissons. A l'élaboration d'un tel humanisme conforme à notre époque la science a fourni une contribution essentielle.

Mais, en fait, cet humanisme ne peut être élaboré que dans la perspective de la complémentarité entre les sciences dites humaines (philosophie, littérature, histoire, théologie) inspirées par l'art, d'un côté, et les sciences de la nature, de l'autre. Chacune fournit une contribution de poids irremplaçable. Une réelle complémentarité active est donc de rigueur. « Die Ideale von heute können unter zwei Thesen subsumiert werden: Humanismus und wissenschaftlicher Geist. Zwischen den beiden herrschte lange ein offener Konflikt, aber der große Fortschritt des Denkens von heute... gibt eine wachsende

Synthese zwischen Humanismus und wissenschaftlichem Denken, und das Resultat wird eine Art wissenschaftlicher Humanismus sein » (Nehru, cité p. W. Nagel). « Die wissenschaftliche Welt entdeckt nun selbst... das Ausmaß und die Ernsthaftigkeit ihrer Verantwortung. Sie entdeckt, dass Wissenschaft nicht wertneutral ist, vor allem in Hinsicht auf die Zukunft des Menschen. Dadurch wird die noch so spezialisierte Forschung zu einem hochethischen und spirituellen Akt. Aber hinter der Spezialisierung sollte doch der Drang stehen, dem Universellen und Absoluten näher zu kommen, der Humanität und Weisheit » (Pape Jean-Paul II devant des porteurs du prix Nobel).

Heureusement, de nos jours, un certain climat de confiance semble s'établir entre la science et la religion chrétienne. Tel n'était pas toujours le cas. On se rappelle bien quelles disputes avaient déclenché les condamnations de Copernic, de Galilée et d'autres scientifiques qui avaient proclamé la position centrale du Soleil dans notre système solaire, contrairement, disait-on, à tels textes bibliques. Et, encore en 1950, le Pape Pie XII proclama, dans l'Encyclique « Humani Generis », l'incompatibilité entre la théorie de l'évolution (surtout biologique) et la foi chrétienne. Heureusement que, aujourd'hui, les Eglises Chrétiennes ont abandonné cette position. En 1986, Jean-Paul II souligna, devant le symposium « Evolutionisme et Christianisme », que la foi dans la création divine et la science de l'évolution ne s'opposent pas quant à leur fond; l'évolution universelle présuppose la création et la création, dans la perspective évolutionniste, peut être comprise comme une création continue. Depuis un certain temps, d'éminents représentants des deux camps n'ont cessé d'affirmer la possibilité d'une certaine coordination entre les deux points de vue, à condition que, de part et d'autre, on reconnaisse les limites de sa propre interprétation, mais aussi le sens et la valeur des autres perspectives. Du côté religieux, Teilhard de Chardin, Altner, Küng, Mosis, Bosshard, Boschke, pour ne citer que quelques représentants, nous le répètent souvent. A titre d'exemple, « Teilhard hat in seiner lebenslangen, tiefgründigen Schau ein zusammenhängendes Weltbild entworfen, zu dem ihn philosophische und religiöse Einsichten und Erkenntnisse führten » (H. Sprockdorf). Du côté scientifique, Planck, Einstein, Jordan, Heisenberg, v. Dithfurth, Eigen, v. Weizsäcker, mais aussi tant de représentants de la physique toute récente de l'expansion cosmique, expriment, de leur point de vue, des suggestions analogues. « Wohin wir auch blicken mögen, zwischen Religion u. Naturwissenschaft finden wir nirgends einen Widerspruch, wohl aber gerade in den entscheidenden Punkten volle Übereinstimmung. Religion und Naturwissenschaft, sie schließen sich nicht aus... sondern sie ergänzen und

bedingen einander» (M. Planck). «Das kosmische Erlebnis der Religion ist das stärkste und edelste Motiv naturwissenschaftlicher Forschung»...«Seine Religiosität (die des Forschers) liegt im verzückten Staunen über die Harmonie der Naturgesetzlichkeit, in der sich eine so überlegene Vernunft offenbart, dass alles Sinnvolle menschlichen Denkens und Anordnens dagegen ein gänzlich nichtiger Abglanz ist. Dies Gefühl ist Leitmotiv seines Lebens und Strebens... Unzweifelhaft ist dieses Gefühl nahe verwandt demjenigen, das die religiös schöpferischen Naturen aller Zeiten erfüllt hat» (A. Einstein). Certes, Einstein ne se prononce jamais en faveur de telle religion précise, mais nous voyons qu'aujourd'hui une certaine coordination, voire une complémentarité entre la science, la théologie et l'éthique sont possibles. Espérons que cette complémentarité deviendra le fondement d'un nouvel humanisme qui, appliqué à tous les niveaux concernés, peut effectivement constituer une base solide de notre confiance dans la science et dans l'avenir de l'humanité.

E. CONCLUSION

1. Dans le monde dans lequel nous vivons l'avenir de notre culture et de notre civilisation est incontestablement lié à celui de la science. «Es gibt keinen Weg zurück. Die Zukunft unserer Kultur ist untrennbar verknüpft mit der Zukunft der Wissenschaft» (H. Mohr). Mais, justement à notre époque dominée par le progrès scientifique, nous voyons s'esquisser une nouvelle synthèse entre la science, la philosophie, l'art et l'esprit religieux qui, au fond, sont complémentaires et dont chacun doit fournir sa contribution à la compréhension de ce cosmos en formation évolutive depuis quelque 15 milliards d'années et en déploiement vers un avenir qui, du moins sur notre globe, dépend en partie de nous. Comprendre l'homme, c'est autant le rattacher à l'univers et à l'évolution organique qu'accéder à des réalités qui dépassent le substrat énergétique et biomoléculaire au profit, espérons-le, d'une humanisation progressive de l'humanité, à savoir d'une ascension vers plus de liberté et de conscience, plus de vérité et de science, plus de justice sociale et de responsabilité, plus de pensée logique et d'inventions raisonnées, mais aussi vers plus d'amour, de beauté, d'art et de bonheur.

2. Dans cette perspective se rétablira certainement et se stabilisera notre confiance non seulement dans l'acquisition de plus en plus de connaissances valables, ce qui se fera incontestablement, mais aussi dans la bonne application des résultats scientifiques au profit de l'homme. Et avec la coopération espérée des représentants des différentes orientations de notre civilisation se fortifiera notre confiance

dans l'avenir de notre société et de notre espèce, avenir auquel la science fournira une contribution substantielle.

3. Certes, comme je l'ai souligné, tels aspects de l'état actuel de notre société risquent de nous décourager. «Dies ist meine größte Sorge: die Wertunsicherheit, der Verfall politischer Kultur, hemmungsloser Opportunismus, rücksichtslose Indoktrination, die parteipolitische Ausbeutung von Angst und Sorge» (H. Mohr). Mais nous devons garder notre confiance dans l'homme, comme B. Brecht l'a déclaré par la bouche de Galilée: «Ich glaube an des Menschen, und das heißt, ich glaube an die Vernunft! Ohne diesen Glauben würde ich nicht die Kraft haben, am Morgen aus meinem Bett aufzustehen». Et cette confiance doit s'étendre aussi au progrès scientifique et, espérons-le, à ses applications.

BIBLIOGRAPHIE

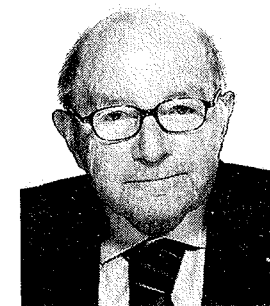
- Bernard Jean: De la biologie à l'éthique (Buchet, 1990).
 Boshard St. N.: Erschafft die Welt sich selbst? (Herder, 1985).
 Dauber/Muller: Der dreifache Urknall, (Wiss. Buchgesellschaft 1999).
 v. Dittfurth H.: Kinder des Weltalls, (Hoffmann u. Campe, 1978).
 Einstein A.: Mein Weltbild (Ullstein, 1986).
 Fischer A.: Die phil. Grundlagen der wissenschaftlichen Erkenntnis, (Springer, 1967).
 Frey P.: Philosophie und Wissenschaft, (Kohlhammer, 1970).
 Good P.: Von der Verantwortung des Wissens, (Suhrkamp, 1982).
 Greene B.: Das elegante Universum, (Wiss. Buchges, 2001).
 Heisenberg W.: Das Naturbild der heutigen Physik, Rohwolt, 1955.
 Heuschling P.: Clonage thérapeutique et cellules-souches (contribution à un avis de la commission d'éthique, 2002).
 Jonas H.: Das Prinzip Verantwortung, (Frankfurt a. M., 1984).
 Kant E.: Kritik der praktischen Vernunft, (R. Meiner, 1955).
 Kuhn T.: Die Struktur wissenschaftlicher Revolutionen, Suhrkamp, 1976).
 March A.: Das neue Denken der modernen Physik, (Deutsche Buchgemeinschaft, 1958).
 Meurers J.: Metaphysik und Naturwissenschaft, (W. B. 1976).
 Monod J.: Le Hasard et la Nécessité, (Ed. Seuil, 1970).
 Mohr H.: Natur und Moral (Ethik in der Biologie), (Wiss. Buchges. 1987).

- Pelt J. M.: Dieu et l'univers, (Fayard, 1985).
- Planck M.: Vorträge und Erinnerungen, (Wiss. Buchg., 1979).
- Popper K.: Objektive Erkenntnis, (Hoffmann u. Campe, 1974).
- Popper K./Eccles J.: Das Ich und sein Gehirn, (Piper, 1982).
- Avis des Conseillers Européens pour l'éthique de la biotechnologie de la commission européenne, (1991-97).
- Schrey H. H.: Einführung in die Ethik, (Wiss. Buchges., 1977).
- Sexl R.: Was die Welt zusammenhält, (Ullstein, 1984).
- Sprockhoff H.: Naturwissenschaft u. christlicher Glaube, Ein Widerspruch? (Wiss. Buchges., 1992).
- Stegmüller W.: Wissenschaftliche Erklärung u. Begründung, (Springer, 1974).
- Storck H.: Einführung in die Philosophie der Technik, (Wiss. Buchges., 1977).
- Teilhard de Chardin: Le phénomène humain, (Seuil, 1955).
- Wagner Edmond: Le roseau pensant dans l'univers en évolution, (Institut Grand-Ducal, 1991).
- L'homme dans l'univers, (RTL, 1995).
- L'origine et l'évolution de l'univers (Institut Grand-Ducal, 2001).
- Problèmes éthiques du clonage, (Institut Grand-Ducal, 1999).
- Science, métaphysique et théologie à l'échelle de l'évolution cosmique, (Centre Univ., 1990).
- Science et responsabilité, (Institut Grand-Ducal, 1999).
- Spécificité, présuppositions et limites de la connaissance scientifique, (Centre Univ., 1999).
- Théories biologiques et théories cognitives, (Institut Grand-Ducal, 1980).
- Weizsäcker v. K. F.: Die Einheit der Natur, (Hanser, 1971).

Séance du 14 janvier 2003

DROIT FISCAL ET CONFIANCE

par
André Elvinger



SOMMAIRE

Introduction	1
Trois notions fondamentales régissant l'impôt:	
Justice, égalité, légalité	2 - 3
La non-rétroactivité de la loi fiscale et ses tempéraments ...	3 - 5
La confiance dans l'Etat percepteur:	
L'application de la loi	5
La juridiction fiscale et les voies de recours	5 - 7
La sécurité juridique:	
La pratique des « rulings »	8
La continuité de la pratique administrative et l'exigence de l'égalité	8

Résumé

La confiance n'est pas au même rang, en droit fiscal, que le principe fondamental de l'impôt que doit être la justice. La confiance n'est pas non plus ancrée dans la Constitution sous le chapitre consacré aux finances de l'Etat, comme le sont l'égalité et la légalité.

Mais le respect de ces principes devrait permettre au contribuable d'être confiant dans une application juste, égale et légale de l'impôt.

Encore doit-il accepter que ces principes mêmes imposent des limites à sa confiance: égalité ne signifie pas charge égale et la légalité de l'impôt implique que la loi fiscale ne sera pas toujours la même.

Quant à la justice dans l'impôt, elle ne peut être absolue. Non seulement elle ne s'adaptera que difficilement à la situation de chaque contribuable, mais elle n'est elle-même que le reflet de choix politiques non seulement pour le prélèvement de l'impôt, mais encore dans l'emploi des ressources qu'il procure à l'Etat. Dans la mesure où le contribuable est aussi citoyen, il trouvera une consolation dans le fait que, dans une société démocratique, il partage la responsabilité de ce qu'il donne et de ce qu'il reçoit.

1. Le lecteur non averti du titre de cette communication pourrait avoir un moment de recul. Pour beaucoup le fisc est l'ennemi, pour certains l'ennemi numéro un, puisqu'il vient partager les revenus que nous croyons avoir durement mérités. A l'inverse, pour le fisc, le contribuable n'est pas nécessairement innocent. Le terme «contribuable» – et non «contributeur» ou «contribuant» – se rapproche beaucoup du «corvéable». Alors faut-il d'emblée dire que la confiance ne règne pas, que donc notre sujet n'en est pas un et qu'il faut s'arrêter là? Il n'en est rien.

Nous constaterons en effet que le droit fiscal connaît bien un principe général du droit à la confiance légitime dont la portée et les limites sont tracées par une jurisprudence bien établie.

2. Mais avant d'y arriver, voyons si l'objet du droit fiscal, c'est-à-dire l'impôt lui-même, mérite la confiance.

NOTIONS FONDAMENTALES RÉGISSANT L'IMPÔT

Trois notions fondamentales priment celle de la confiance tout en en assurant la base. Ce sont la justice, l'égalité et la légalité.

3. La notion la plus générale est celle de la **justice fiscale**. L'impôt est juste parce qu'il est indispensable pour que l'Etat puisse assumer les charges qui lui incombent pour le bien de ses citoyens. Mais l'impôt peut être injuste. Il l'est avant tout lorsqu'il devient confiscatoire et qu'il porte atteinte à un droit garanti par la Constitution en son article 16 et par la Convention Européenne des Droits de l'Homme. Notre confrère Alain Steichen, qui a consacré sa thèse de doctorat à «La justice dans l'impôt»¹, cite dans son Mémento de Droit Fiscal (p. 25) un arrêt du Bundesverfassungsgericht du 22 juin 1995 qui juge que l'impôt sur le revenu cumulé avec l'impôt sur la fortune ne respecte pas le droit de propriété si la charge globale venait à dépasser sensiblement les 50 % et

¹ Alain Steichen, La justice dans l'impôt. Thèse de doctorat, Editions du Centre Universitaire, Luxembourg, 1994.

allait donc au-delà de ce que la juridiction suprême allemande qualifie de «hälftige Teilung».

4. Le principe de justice fiscale est lui-même à la base d'une règle qui, elle, se trouve inscrite comme norme de droit positif à notre Constitution: le principe de **l'égalité devant l'impôt**. En application de la disposition plus générale de l'article 10bis de la Constitution, selon laquelle les Luxembourgeois sont égaux devant la loi, l'article 101 de la Constitution précise qu'«il ne peut être établi de privilège en matière d'impôt»². Ce principe d'égalité ne veut évidemment pas dire que chacun paie le même impôt. L'égalité est donc elle-même tempérée par la justice que nous appelons généralement, et de manière significative, contributive.

Il arrive que, au-delà de la recherche de la justice selon les facultés contributives, la politique fiscale se fasse politique tout court et vise, au moyen de l'impôt, la redistribution des richesses³.

5. Si le principe de justice est ainsi à géométrie variable, le troisième principe général, celui de la **légalité** de l'impôt, est ancré dans la loi fondamentale avec des contours plus nets.

Article 99 de la Constitution:

«Aucun impôt au profit de l'Etat ne peut être établi que par une loi...»

Article 100:

«Les impôts au profit de l'Etat sont votés annuellement. Les lois qui les établissent n'ont de force que pour un an, si elles ne sont renouvelées.»

Dans un Etat démocratique, le citoyen peut donc, grâce au principe de la légalité de l'impôt, être confiant de ne pas être corvéable à merci, et l'annualité de l'impôt peut inspirer sa confiance, ou au moins son espoir, qu'un impôt est régulièrement revu au point de vue de sa nécessité et de sa justice.

6. La confiance exige aussi la **non-rétroactivité** de la loi dont la règle de l'annualité inscrite à l'article 100 de la Constitution est une application. La non-rétroactivité n'est toutefois pas absolue. L'annualité du vote de l'impôt ne signifie pas que l'impôt devrait être voté avant l'exercice fiscal, la date du fait générateur de l'impôt, en matière d'impôts sur le revenu du moins, étant la fin de l'année de calendrier.

² Jean Olinger, Introduction à l'étude du droit fiscal luxembourgeois. n° 48, Etudes fiscales 93, 94, 95, 2^e édition, septembre 1994.

³ Alain Steichen, Mémento, p. 18.

7. Surtout, la non-rétroactivité ne signifie pas que la loi ne puisse pas changer en défaveur du contribuable. L'annualité de l'impôt entraîne une certaine imprévisibilité, et cela même au regard de situations économiques acquises. Or, le citoyen, à beaucoup d'égards, règle sa conduite sur la situation fiscale du moment.

On trouvera de bons exemples dans la loi du 21 décembre 2001 qui, dans l'ensemble, a apporté, avec effet au 1^{er} janvier 2002, une réforme fiscale considérée comme favorable, non sans aggravant l'imposition à certains autres égards.

8. L'exemple le mieux connu d'un changement qui affecte des situations acquises est l'**abolition** progressive de la loi du 27 avril 1984, modifiée en 1992, dite **loi Rau** d'après le nom de l'auteur de la proposition de loi qui est à l'origine d'un régime d'abattement à l'investissement mobilier⁴ qui avait connu un grand succès. La loi-réforme du 21 décembre 2001 fait que l'abattement à l'investissement mobilier est réduit de 1.500 à 1.000 € pour l'an 2003 et à 500 € pour l'année 2004 à la fin de laquelle le régime expire. De même le taux d'investissement en valeurs luxembourgeoises exigé des SICAV est réduit à 75 % pour 2002, à 50 % pour 2003 et à 25 % pour 2004 et supprimé à partir du 1^{er} janvier 2005.

9. Un exemple moins connu est la modification de l'article 100, alinéa 2, de la loi concernant l'impôt sur le revenu, qui règle les conditions d'imposition des **plus-values sur les participations** dans des sociétés. La loi-réforme du 21 décembre 2001 abaisse le taux-critère pour la définition d'une participation importante de 25 % à 10 %. Cet abaissement en taux est également applicable pour le privilège des sociétés mère et filiales, ce qui est une mesure bien accueillie. Mais ce changement fait aussi que les contribuables qui disposaient, surtout dans les petites et moyennes entreprises, d'une participation de moins de 25 % mais supérieure à 10 % pouvaient se croire à l'abri d'une imposition de la plus-value qu'ils réaliseraient sur la vente d'une telle participation. Or, le taux de 10 % est réalisé si la participation atteint ce taux «à un moment quelconque au cours des cinq années antérieures au jour de l'aliénation». Il en aurait résulté que la diminution du taux de 25 % à 10 % se reporte cinq années en arrière.

Le Gouvernement a bien voulu reconnaître le problème de sorte que le taux ancien de 25 % est maintenu jusqu'à l'année d'imposition 2007.

10. Troisième exemple: L'article 10 de la loi-réforme du 21 décembre 2001 introduit à la loi du 7 août 1920 concernant les droits d'enregis-

⁴ Actuellement article 129 c de l'impôt sur le revenu.

trement une disposition selon laquelle les cessions à titre onéreux de parts d'associés dans des sociétés non soumises à l'impôt sur le revenu des collectivités, notamment les sociétés civiles, dont le patrimoine comprend des immeubles ou fractions d'immeubles sis au Luxembourg, sont censées avoir pour objet ces immeubles, les cessions de ces parts étant donc assimilées à la vente de biens immeubles.

Cette disposition introduit par la voie législative une thèse que l'Etat a défendue sans succès dans deux instances devant le tribunal d'arrondissement et la Cour d'appel⁵. La disposition n'est en elle-même pas rétroactive mais elle atteint les contribuables dans les structures qu'ils ont légitimement adoptées sous le régime antérieur et dont l'application pratiquement immédiate de la loi ne leur permet pas de se dégager.

CONFIANCE DANS L'ETAT PERCEPTEUR

11. Si la confiance dans l'Etat législateur n'est ainsi que relative, quel est le degré de confiance que mérite l'Etat percepateur? On se réfère à cet égard, au-delà de la légalité de l'impôt lui-même, à la légalité administrative. Comme le dit Alain Steichen, «l'administration doit appliquer la loi, c'est-à-dire agir exclusivement conformément au droit. Le rôle de l'administration fiscale n'est donc pas de maximiser les recettes du trésor»⁶.

12. Mais la meilleure administration est celle qui est judiciairement contrôlée. Un important facteur de confiance du contribuable consiste donc dans la faculté de recours contre les décisions d'imposition.

A cet égard on ne peut insister assez sur l'importance des réformes institutionnelles qui ont eu lieu au cours de l'année 1996. La loi du 7 novembre 1996 a institué les **juridictions de l'ordre administratif**, réforme qui a rendu nécessaire la modification de la Constitution. L'article 95 bis de celle-ci déclare désormais que le contentieux administratif est du ressort du tribunal administratif et de la Cour administrative et que ces juridictions connaissent du contentieux fiscal. La Constitution affirme solennellement que la Cour administrative constitue la juridiction suprême de l'ordre administratif.

13. Il faut rappeler que le dessaisissement du Conseil d'Etat de toute fonction judiciaire, qui en fait désormais un organe exclusivement législatif, consécration de la séparation des pouvoirs, par la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat, avait été déclenché par deux arrêts de jurisprudence internationale. L'arrêt Corbiau de la Cour de

⁵ Cour d'appel, 9 mai 2001, n° 23.939 du rôle.

⁶ Mémento, p. 22.

Justice des Communautés Européennes du 30 mars 1993⁷ avait sonné le glas de la conception juridictionnelle des décisions du Directeur des contributions en lui déniait la faculté de saisir la Cour à titre préjudiciel sur la base de l'article 177 du Traité CEE, et l'arrêt Procola de la Cour Européenne des Droits de l'Homme du 28 septembre 1995⁸ ébranlait la confiance dans l'impartialité du Conseil d'Etat⁹.

Dorénavant donc le contribuable dispose d'un recours véritablement judiciaire avec double degré de juridiction¹⁰.

14. Cette loi supprime également, pour le recours du contribuable, la véritable barrière que constituait l'absence, en matière fiscale, d'un recours contre le **silence de l'administration**. L'article 8 (3), alinéa 3, permet dorénavant le recours direct devant le tribunal administratif lorsque, sur réclamation devant le Directeur des contributions, aucune décision définitive n'est intervenue dans le délai de six mois à partir de la demande.

15. Le recours devant les juridictions administratives en matière fiscale est un recours de pleine juridiction (article 8 (3)), ces juridictions statuant comme juge du fond avec toutefois l'exception remarquable et regrettable de certaines décisions qualifiées de « discrétionnaires » (« Ermessensentscheidungen »), dont les amendes pour remise tardive de déclarations d'impôts où, par un jeu de dispositions complexes, l'on ne se trouve que devant un recours en annulation¹¹.

16. Une question qui intéresse notre sujet de la confiance en matière fiscale est celle de la **reformatio in peius**. La réformation aggravante devant les juridictions administratives se trouve exclue par l'article 97 (3) 8) de la loi du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif.

Il reste que l'article 243 (3) de la « Abgabenordnung », qui en lui-même est maintenu en vigueur, dispose, à propos des pouvoirs de l'administration fiscale, que « sie (die Finanzämter) können die Entscheidung auch zum Nachteil desjenigen, der das Rechtsmittel eingelegt hat, ändern ».

⁷ Affaire C 2492, Pasicrisie 29, p. 174.

⁸ Série A, n° 326.

⁹ Marc Elvinger, Bulletin des Droits de l'Homme, n° 5, janvier 1996, p. 79.

¹⁰ André Elvinger, La réforme du contentieux fiscal, Annales de droit luxembourgeois, volume 6-1996, n° 1-3.

¹¹ André Elvinger, Le règlement de procédure devant les juridictions administratives, une loi qui n'est pas que de procédure, Annales de droit luxembourgeois, volume 9-1999, n° 47, p. 105.

La reformatio in peius est donc encore possible à la suite des réclamations portées devant le Directeur des contributions. Il faut rappeler à cet égard que la loi du 7 novembre 1996 a maintenu, en son article 8 (3) 1), le préalable administratif obligatoire. Le contribuable qui introduit une réclamation ne peut donc pas exclure que le Directeur des contributions non seulement n'y fasse pas droit, mais aggrave ou étende l'imposition. D'éminents auteurs estiment que la possibilité de la reformatio in peius répond à l'exigence primordiale de l'égalité des contribuables¹².

Par contre, ainsi qu'il a été rappelé ci-dessus, la reformatio in peius est exclue dans les recours devant le tribunal administratif et la Cour administrative. Le législateur a ainsi suivi ceux qui estimaient que cette faculté faisait du juge un prolongement de l'administration, voire un investigateur et un taxateur et constataient que la reformatio in peius avait été abrogée en Allemagne par la loi du 22 octobre 1997¹³.

On se trouve devant un compromis. Le contribuable s'expose, par sa réclamation, à une révision dans le sens de l'aggravation par le Directeur des contributions. Si une telle décision n'intervient pas, il est à l'abri d'une reformatio in peius de la part des juridictions administratives.

Notre regretté confrère Jean Olinger¹⁴, tout en reconnaissant que la législation nouvelle « met à la disposition des justiciables des juridictions administratives et fiscales qui répondent pleinement aux plus exigeants standards dans le domaine juridictionnel », ajoutait à ce sujet, non sans une pointe de regret, que « le législateur s'est décidé pour une configuration de procédure contentieuse où le but du procès doit être, non pas de découvrir la vérité, la cote d'impôt juste, mais d'accorder une protection juridictionnelle au plaideur ».

La question de la confiance se pose cependant encore dans deux contextes plus particuliers.

SÉCURITÉ JURIDIQUE

17. Le droit fiscal est une science complexe et son application aux situations de fait extrêmement diverses est plus complexe encore. Le contribuable court donc, dans l'appréciation de la position que prendra, souvent des années plus tard, l'administration dans le bulletin

¹² Jean Olinger, La procédure contentieuse en matière d'impôts directs, Etudes fiscales, 81-85, n° 208; Alain Steichen, Précis de droit fiscal, p. 600.

¹³ André Elvinger, La réforme du contentieux fiscal, Annales de droit luxembourgeois, volume 6-1996, n° 51.

¹⁴ Etudes fiscales n° 108, p. 38, n° 52.

d'imposition, à propos de l'application de la loi fiscale à la solution qu'il a mise en place, le risque d'une interprétation contraire à la sienne.

Il en est ainsi tout particulièrement dans les restructurations d'entreprises qui, en principe, en tant que telles, ne devraient pas entraîner des charges d'impôt dont l'ampleur pourrait être catastrophique.

C'est ce qui a conduit à la **pratique du «ruling»**. Le contribuable, en présence d'une opération qu'il se propose de faire – souvent il s'agit d'un groupe international de sociétés qui désire en particulier s'assurer du maintien du privilège des sociétés-mères et filiales –, s'adresse à l'avance à l'Administration des contributions pour obtenir la confirmation de celle-ci de ce que son interprétation coïncide avec la sienne. Ces demandes peuvent être adressées soit au Directeur des contributions, soit au préposé du bureau d'imposition compétent. Lorsque l'administration donne ainsi son opinion, ce qui est souhaitable dans l'intérêt de la sécurité juridique, est-elle liée par une telle prise de position, étant rappelé que le caractère d'ordre public de la loi fiscale et les principes d'égalité et de légalité, consacrés par la Constitution, interdisent tout «privilège» en matière d'impôts?

Les auteurs l'admettent en général sur le fondement de la bonne foi, qui répond au principe allemand de «Treu und Glauben», et à la confiance légitime que le contribuable doit pouvoir avoir dans les avis qu'émet l'administration et sur lesquels il règle sa conduite pour des actes souvent importants.

On se trouve là devant une application directe du principe de confiance. On notera que la pratique du «ruling» est sous la critique de la Commission de l'Union Européenne et plus particulièrement d'un groupe de travail qui procède à des investigations sur les «pratiques fiscales dommageables» interdites par un Code de conduite européen. Une autre critique qui a été adressée au système réside dans son caractère secret. Les confirmations et opinions de l'administration n'étant pas publiées, on y a vu parfois une infraction au principe de transparence.

18. Un autre domaine d'intervention du principe de confiance dans le domaine fiscal est celui de la **continuité dans la pratique administrative**. Lorsque, dans la procédure d'imposition annuelle, l'administration admet un certain mode d'imposition ou d'exemption pour un ou pour plusieurs exercices fiscaux successifs, est-elle liée par là dans les décisions qu'elle prend pour les exercices subséquents?

La jurisprudence paraît à cet égard plus respectueuse de l'égalité et de la légalité que de la confiance. Elle décide en particulier que «le principe de la légalité matérielle de l'impôt exige dans chaque cas

d'imposition un examen de la situation de droit et de fait et que tant l'égalité de traitement des contribuables que le principe général du droit de la confiance légitime ne peuvent jouer que dans les strictes limites de la légalité». On aura noté la référence à la confiance légitime pour la subordonner au principe de légalité.

Elle applique cette conception en disant qu'«une pratique antérieure suivie par l'administration à l'égard de l'intéressé qui ne fut pas conforme à la loi ne peut pas être invoquée pour exiger que l'administration s'y perpétue»¹⁵.

Bibliographie

- ELVINGER André: La réforme du contentieux fiscal, Annales de droit luxembourgeois, volume VI-1996;
- Le règlement de procédure devant les juridictions administratives, une loi qui n'est pas que de procédure, Annales de droit luxembourgeois, volume IX-1999;
- ELVINGER Marc: Le contentieux de l'annulation des actes administratifs individuels face à l'exigence du contrôle de pleine juridiction au sens de la Convention européenne des Droits de l'Homme, bulletin des Droits de l'Homme, n° 5, 1996;
- Le contentieux administratif luxembourgeois après la loi du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, Mélanges Fernand Schockweiler, Bulletin Cercle Laurent 1998 IV;
- OLINGER Jean: Introduction à l'étude du droit fiscal, 1974, Etudes fiscales, n°s 44-46;
- Eléments de finances publiques, 1983, Etudes fiscales 69-73;
- Réflexions sur l'instauration d'un tribunal fiscal, 1993, Etudes fiscales, n° 89;
- La procédure contentieuse en matière d'impôts directs, 1989, Etudes fiscales, 81-85;

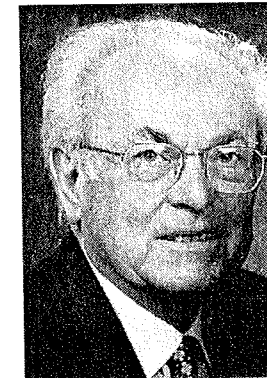
¹⁵ Tribunal administratif, 3 mai 2000, n° 7.340 du rôle, Pas. adm. 2001, vo impôts, n° 7, p. 217; tribunal administratif, 4 février 2001, n° 13.559 du rôle, et Cour administrative, 28 mai 2002, n° 14.689 C.

- La procédure administrative non contentieuse, Imprimerie Saint-Paul, 1992;
- Regards sur la première période d'activité du tribunal administratif en matière d'impôts directs, Pasicrisie, n° 1-1999;
- SCHAFFNER Jean: Droit fiscal international, Luxembourg, Promoculture 1999;
- SCHOCKWEILER F.: Quelle juridiction administrative et fiscale pour un Etat de droit moderne? Bulletin de Liaison St-Yves n° 88, juin 1996;
- STEICHEN Alain: La justice dans l'impôt, thèse de doctorat, Editions du Centre Universitaire, Luxembourg, 1994;
- Manuel de droit fiscal, tome 1, deuxième édition 2000, tome 2, première édition 2002, Les cours du Centre Universitaire, Editions Saint-Paul;
- Mémento de droit fiscal, Les cours du Centre Universitaire de Luxembourg, deuxième édition 2002, Editions Saint-Paul;
- La justice fiscale entre la justice commutative et la justice distributive, Dalloz, 2002, Archives de philosophie du droit, tome 46, page 243;
- WINANDY J.-P.: Les impôts sur le revenu et sur la fortune, Luxembourg, Editions Promoculture, 2002, 1011 p.

Séance du 1^{er} juillet 2003

LE PRINCIPE DE CONFIANCE DANS LA THÉORIE ET LA PRATIQUE DU MANAGEMENT

par
Henri Entringer



SOMMAIRE

1. Signification des notions de management et de confiance	2
1.1. Le champ du management	2
1.2. La confiance comme perception idéaliste et réalité vécue .	4
2. Prise en compte de la confiance par les théories de base du management	9
2.1. Les doctrines de la gestion autoritaire	10
2.2. Les conceptions du leadership privilégiant les aspirations des individus et des groupes	11
2.3. Les théories situationnelles du management	13
3. Courants de pensées contemporains du management face à l'idée de confiance	14
3.1. Daniel Goleman: l'intelligence émotionnelle	14
3.2. Peter Senge: la pensée systémique	17
3.3. Ikujiro Nonaka: la connaissance créatrice	18
4. Impact des mutations récentes sur les comportements, les normes déontologiques et les règlements juridiques en matière de confiance	20
4.1. Les répercussions des nouvelles données économiques, technologiques et sociétales sur les relations de confiance à l'intérieur des organisations	21
4.2. Mise en œuvre de mesures en vue de restaurer à l'extérieur la confiance dans le management	24
5. Considérations finales	28

Les considérations suivantes ont été élaborées à l'occasion d'un cycle de conférences sur le rôle de la confiance dans différentes disciplines des sciences humaines. Elles portent sur trois aspects. D'abord, il s'agira de préciser les notions de management et de confiance. Nous verrons, ensuite, quelle place les théories de base du management et des courants de la pensée managériale contemporaine accordent aux dimensions de la confiance. Enfin, la dernière partie traitera de l'influence des mutations récentes sur les comportements ainsi que sur les normes déontologiques et les règlements juridiques en matière de confiance.

1. SIGNIFICATION DES NOTIONS DE MANAGEMENT ET DE CONFIANCE

Les notions de management et de confiance peuvent être interprétées très différemment. C'est pourquoi il convient d'entrée de jeu d'en circonscrire les significations, compte tenu de l'objet de cette contribution.

1.1. Le champ du management

La pratique du management se caractérise par l'exercice de l'autorité et de la responsabilité en vue d'accomplir les missions des entreprises, des administrations et des institutions, c'est-à-dire d'organisations ou de systèmes sociaux hiérarchisés. Les fonctions à remplir à cet effet concernent trois catégories d'activités: la direction générale des opérations, la conduite des hommes et la gestion des affaires.

La direction générale des opérations consiste à concevoir la stratégie à suivre, à prendre les décisions fondamentales et à représenter l'organisation à l'extérieur. La conduite des hommes porte sur la coordination de l'activité d'une unité de travail, la communication avec ses membres, la motivation de ceux-ci et l'évaluation de leur performance. La gestion des affaires a trait aux fonctions de planification, d'organisation et de contrôle.

Entre ces trois catégories d'activités il existe une étroite interdépendance, de sorte que la ligne de partage entre les fonctions qui s'y rattachent est souvent incertaine. Par ailleurs, l'importance relative de ces activités varie considérablement selon l'autorité et la responsabilité confiées au manager, ainsi que d'après le contexte interne et externe dans lequel ce rôle est exercé.

La notion de management désigne, d'une part, une activité professionnelle et, d'autre part, une discipline enseignée dans les écoles de

commerce et à l'université. Ce mot anglais, d'origine italienne, est aujourd'hui adopté dans un grand nombre de langues¹.

Le management moderne est né au début du XX^e siècle; l'Américain Frederick Taylor et le Français Henri Fayol, tous les deux ingénieurs dans l'industrie sidérurgique, en sont les fondateurs. Au cours des années 1920, sous l'impulsion de la Harvard Business School, le management est reconnu comme discipline autonome. Des chercheurs et praticiens de différentes nationalités ont contribué à son développement, mais c'est aux Etats-Unis que les progrès les plus significatifs ont été accomplis.

La théorie du management porte sur l'étude des conditions et des moyens qui sont de nature à améliorer les résultats des organisations. Elle se caractérise par une approche pluridisciplinaire, comportant deux aspects:

- d'une part, des disciplines relatives à l'aspect subjectif-relational du management (psychologie du travail, théorie des organisations, sociologie, anthropologie ...), dont l'exercice efficace exige des compétences d'ordre émotionnel et social;
- d'autre part, des disciplines concernant l'aspect objectif-rationnel du management (planification stratégique, comptabilité, marketing, droit commercial, informatique, science économique, analyse systémique ...), dont la pratique exige des compétences de nature technique et cognitive.

Dans son ouvrage sur l'administration industrielle et générale, publié en 1916, Henri Fayol, un des pères du management moderne, classe l'activité des entreprises en six groupes de fonctions essentielles: la fonction technique, la fonction commerciale, la fonction financière, la fonction de sécurité, la fonction comptable et la fonction administrative. Au sujet de cette dernière fonction, Fayol remarque qu'«à mesure qu'on s'élève dans la hiérarchie des entreprises, l'importance relative de la capacité administrative augmente tandis que celle de la capacité technique diminue²».

¹ Le terme de management, qui provient du verbe «maneggiare» (manier), dont la racine latine est «manus» (la main), a été entériné, avec la prononciation française, par l'Académie française (communiqué du 27 février 1969). Le Journal officiel de la République française en donne les définitions suivantes: «direction, administration, gestion» (J.O. du 18.01.1973, p. 741) et «ensemble des techniques d'organisation et de gestion de l'entreprise» (J.O. du 03.01.1974, p. 96). Dans un article du journal *Le Monde* des 25 et 26 juin 1978, Jacques Cellard a proposé de retenir le mot «managériat», qui existe en français depuis la fin du XIX^e siècle.

² Henri Fayol, *Administration industrielle et générale*, Dunod, 1979, p. 12.

Fayol décrit la fonction administrative, qui dans la terminologie actuelle correspond aux fonctions managériales, par cinq verbes: prévoir, organiser, commander, coordonner et contrôler. Ces tâches ne diffèrent que peu des cinq principes de base du management que retient Peter Drucker, qui, avec Henry Mintzberg, est probablement le théoricien le plus prestigieux et le maître à penser le plus reconnu des méthodes modernes de gestion: fixer des objectifs; organiser le travail; motiver et communiquer; établir des normes de performance; former les gens.

1.2. La confiance comme perception idéaliste et réalité vécue

La confiance est considérée comme une valeur sociale positive qui s'oppose à l'incertitude et à la peur. Elle crée entre les hommes un lien social fort et fécond. Aussi est-il indiscutable que la confiance constitue un fondement essentiel de la vie en société.

Selon Alain Peyrefitte, la croissance économique s'explique par deux facteurs matériels, le capital et le travail, ainsi que par un tiers facteur immatériel, qui est l'ethos³ de confiance. Ce concept décrit les dispositions mentales et les comportements cohérents qui aboutissent à un climat de confiance qui, d'après cet auteur, a été à l'origine de la société de développement⁴.

Jacques Attali estime même que la confiance est le «pilier de toute civilisation», dont elle mesurerait par ailleurs le déclin. Mais il est également d'avis qu'à l'avenir la confiance sera de plus en plus difficile à maintenir, en raison de «la précarité croissante des relations humaines, la réversibilité des choix...». «La culture du marché dévalorisera l'éthique de la confiance, laquelle sera progressivement remplacée par le Droit et l'appareil de justice⁵.»

En revanche, le philosophe Peter Sloterdijk écrit: «Die Gesellschaft der Zukunft ist zum Vertrauen verurteilt.»

Voilà ce qu'un scientifique, Richard Dawkins, professeur à l'université d'Oxford et l'un des meilleurs représentants de la nouvelle école de

³ Le concept d'ethos se rapporte aux représentations morales, aux valeurs, aux normes informelles intériorisées qui conditionnent le comportement d'un individu dans ses relations sociales. Selon le sociologue Max Weber, l'ethos fondé sur les principes puritains de l'éthique protestante a été à l'origine du capitalisme. De nos jours, on se réfère à l'ethos démocratique, l'ethos de classe, l'ethos petit-bourgeois, l'ethos de confiance...

⁴ Alain Peyrefitte, *La société de confiance*, Éditions Odile Jacob, 1995, p. 413.

⁵ Jacques Attali, *Dictionnaire du XXI^e siècle*, Fayard, 1998, p. 91.

biologie, dit à propos de cette notion. «Dans un monde où les autres individus sont constamment à l'affût d'occasions pour exploiter l'altruisme sélectionné par parenté et l'utiliser à leurs propres fins, une machine à survie doit savoir à qui elle peut faire confiance, de qui elle peut être sûre.⁶»

Dans le langage familier, la confiance est une notion passe-partout, une clef utilisée pour expliquer de multiples situations et justifier les événements les plus contradictoires. Sur le plan éthique, le principe de confiance ne permet pas de fournir des maximes valables en toute circonstance. C'est pourquoi, à défaut de spécifications sur la situation concernée, la confiance est une notion aux contours flous et au contenu mou. L'analyser sous l'angle pratique suppose savoir à qui elle s'adresse, quel en est l'objet et quels sont les risques qu'elle crée. Une réflexion quelque peu approfondie du rôle de la confiance présuppose de prime abord de faire une nette distinction entre la confiance en tant qu'idéal, vertu éthique ou valeur morale, et la confiance comme réalité vécue soit sur le plan privé soit dans un cadre professionnel (rapports hiérarchiques ou relations d'affaires).

La confiance telle qu'elle est envisagée ici porte exclusivement sur les attitudes et les comportements qui se manifestent à l'occasion d'activités professionnelles.

Quel que soit le type de confiance et peu importe le contexte où elle intervient, la confiance interpersonnelle présente trois particularités principales. Premièrement, elle comporte à la fois un aspect émotionnel et un aspect cognitif⁷; deuxièmement, elle implique des risques pour celui qui l'accorde; troisièmement, ses conséquences sont conditionnées par la situation qui prédomine à un moment donné.

La distinction entre «cognitive trust» et «emotional trust» a été mise en évidence par J. David Lewis et Andrew Weigert dans l'article «Trust as a Social Reality», qui étudie la confiance sous l'angle sociologique. La confiance est, en effet, fondée pour une part sur des connaissances, des informations et des expériences et pour une autre part – généralement prépondérante – sur des affinités, des inclinations, des croyances. Dans les

⁶ Richard Dawkins, *Le gène égoïste*, Éditions Odile Jacob, 1996, p. 149.

⁷ La différenciation faite ici entre deux aspects caractéristiques du management (aspect subjectif-relationnel et aspect objectif-rationnel) et de la confiance (aspect émotionnel et aspect cognitif) peut être comparée à l'opposition entre ce qui est proprement psychologique et ce qui est proprement logique dans notre pensée.

relations qui ont lieu sur le plan professionnel, l'aspect émotionnel joue normalement un rôle moins décisif que quand la confiance est accordée sur le plan privé. Au cas où un comportement résulte d'un choix purement rationnel, il ne paraît pas approprié de parler d'une démarche pouvant être qualifiée de confiante.

Faire confiance est un pari sur l'avenir qui comporte des risques. Ceux-ci sont d'autant plus grands que l'enjeu est important et que la confiance est spontanée, non réfléchie. Le risque inhérent à la confiance peut être évalué en confrontant le gain escompté à la perte possible. Afin de limiter les conséquences négatives éventuelles liées à l'incertitude du comportement du destinataire de la confiance, il faut s'efforcer de connaître et de contrôler le risque. Le sociologue américain James Coleman dit à ce sujet dans «Foundations of Social Theory» (p. 91): «Situations involving trust constitute a subclass of those involving risk. There are situations in which the risk one takes depends on the performance of another actor.»

Enfin, le principe de confiance conduit dans ses applications pratiques à des résultats contingents (non nécessaires), dont la nature dépend des caractéristiques des personnes impliquées et de la condition dans laquelle elles agissent. Autrement dit, les conséquences positives ou négatives, obtenues grâce à la confiance accordée, auraient pu ne pas se produire.

En matière de relations professionnelles dans une structure hiérarchique, il convient de distinguer quatre types de confiance:

- la confiance que le responsable d'un groupe obtient de ses collaborateurs;
- la confiance que le responsable d'un groupe accorde à ses collaborateurs;
- la confiance du manager en soi ou la confiance d'une équipe en elle-même;
- la confiance entre collaborateurs de même grade.

Il est clair que la confiance dans une relation hiérarchique constitue un atout considérable. En effet, elle facilite l'acceptation interpersonnelle, incite à la franchise, rend plus efficaces l'identification et la résolution des problèmes ainsi que la prise de décision. Toutefois, celui qui exerce le pouvoir, c'est-à-dire dont la mission est de fixer les objectifs, de donner des instructions, d'évaluer les résultats, de récompenser et de sanctionner

perçoit la confiance de façon différente que celui qui se trouve dans une situation de subordination.

La confiance obtenue

En ce qui concerne la confiance obtenue d'autrui, La Rochefoucauld dit à juste titre: «la confiance plaît toujours à celui qui la reçoit...». Ainsi chaque manager cherche à créer et à développer son capital-confiance à l'intérieur de l'entreprise (subordonnés, collègues, supérieurs hiérarchiques) et vers l'extérieur (actionnaires, clients, fournisseurs, autorités administratives et politiques).

Inspirer confiance dans des relations de travail renforce à l'évidence la position hiérarchique du responsable du groupe. Cependant, cette confiance ne se décrète pas; normalement elle se construit, elle est conquise progressivement à la lumière de l'expérience faite. Elle est donnée aux dirigeants en raison de leurs qualités personnelles et professionnelles: charisme, vision motivante, empathie (l'aptitude à comprendre les autres et à se mettre à leur place), compétences dans certains domaines, résultats accomplis. La confiance est parfois gagnée par la ruse, la flatterie, la dissimulation de la vérité... Dans certains cas, les collaborateurs font preuve d'une confiance aveugle, non justifiée, irrationnelle. Mais en règle générale la confiance dans le supérieur hiérarchique, et donc l'acceptation sans contrainte de son autorité, exige une information correcte des collaborateurs, leur participation à l'élaboration des décisions, le sentiment qu'ils sont équitablement traités et aussi l'adhésion à la culture, aux valeurs et aux buts de l'organisation.

Les relations existant entre confiance et autorité du supérieur hiérarchique sont résumées comme suit par Bernd Lahno à partir d'une étude effectuée aux Etats-Unis:

- «Vertrauen hat nur dann einen signifikanten Einfluss auf die Bereitschaft, die Autorität des Vorgesetzten anzuerkennen, wenn es mit einem persönlichen Verhältnis zu dem Vorgesetzten gepaart ist.
- Vertrauen hat nur dann signifikanten Einfluss auf die Autorität eines Vorgesetzten, wenn eine andauernde Beziehung in der Zukunft erwartet wird.
- Besonders signifikant ist der Einfluss, wenn der Beschäftigte angibt, die Werte der Organisation zu teilen, sonst ist er insignifikant.

- Besonders signifikant ist der Einfluss, wenn der Beschäftigte seine *Identität* als entscheidend durch seine Arbeit bestimmt ansieht, sonst ist er insignifikant.
- *Instrumentelle Erwägungen*, wie die Frage, ob der Arbeitsplatz sicher ist, oder inwiefern der Beschäftigte auf seine Stelle angewiesen ist, spielen für den Zusammenhang von Vertrauen und Autorität keine signifikante Rolle⁸.

Le réseau de relations durables que les dirigeants et les cadres réussissent à établir à l'intérieur et à l'extérieur de l'organisation est en mesure d'accroître considérablement leur pouvoir. Le rendement de ce «capital social» dépend, bien entendu, du degré de confiance régnant entre les personnes concernées.

La confiance accordée

Pour ce qui est de la confiance accordée aux collaborateurs, le responsable d'un groupe encourt forcément le risque de déléguer à mauvais escient, ce qui rend sa position vulnérable et peut avoir de graves inconvénients. Comme il n'existe aucune certitude en matière d'utilisation de la confiance, celle-ci ne doit pas être témoignée à la légère. Cette imprévisibilité explique que la sagesse des nations, les philosophes et les politologues préconisent dans les relations sociales davantage la prudence, le contrôle et les sanctions que la confiance.

Cependant, pour qu'une organisation⁹ puisse normalement fonctionner, ses dirigeants doivent partager le pouvoir avec leurs collaborateurs, ce qui signifie déléguer, donc faire confiance. Afin que cette confiance soit bénéfique, il faut que la personne à qui la confiance est accordée possède les qualifications permettant de remplir efficacement la tâche confiée, adhère aux objectifs fixés par le supérieur hiérarchique et exerce un contrôle exigeant sur ses propres prestations. D'où l'importance décisive revenant au recrutement de collaborateurs compétents, motivés et loyaux. Enfin, il s'avère indispensable que les prestations obtenues dans le poste de confiance soient régulièrement évaluées. Or, tandis que déléguer motive les collaborateurs, évaluer leurs performances les rend méfiants.

⁸ Bernd Lahno, *Der Begriff des Vertrauens*, mentis Verlag, 2002, p. 268.

⁹ Au sens large du terme, est à considérer comme une organisation un groupe poursuivant sur le plan économique, administratif ou social un but commun dans le cadre d'une structure hiérarchique.

Comment réussir à déléguer, sans perdre le contrôle des opérations et des résultats, tout en gardant la confiance des collaborateurs, tel est sans doute un des plus grands défis de la conduite des hommes. D'aucuns pensent que la solution consiste à appliquer des procédures de vérification, sans vraiment contrôler. D'autres conseillent de parler de feedback, de follow-up et de review au lieu de contrôle.

La confiance en soi et la confiance de l'équipe en elle-même

La confiance du manager en lui-même et la confiance d'une équipe en elle-même contribuent normalement au succès d'une organisation. La confiance en soi constitue en effet une qualité indispensable d'un meneur d'homme. Elle donne au dirigeant la force, l'assurance, le courage de prendre des décisions difficiles. Cependant, une confiance inébranlable des dirigeants en eux-mêmes risque d'aboutir à des abus. La confiance de l'équipe en elle-même développe sa capacité à organiser, à apprendre, à s'engager, à décider ensemble. Elle est source d'épanouissement et de motivation des collaborateurs; elle crée le consensus autour de valeurs et de projets partagés.

La confiance entre homologues

La confiance que les membres de l'organisation ont dans leurs collègues de même rang joue un rôle crucial dans le développement d'un climat de motivation. Pour qu'une telle confiance s'instaure, il faut qu'il y ait reconnaissance d'une compétence professionnelle et volonté de coopérer à l'accomplissement des tâches d'autrui. Il s'avère également nécessaire que les qualités personnelles soient appréciées sur le plan du travail.

2. PRISE EN COMPTE DE LA CONFIANCE PAR LES THÉORIES DE BASE DU MANAGEMENT

Pour ce qui est des relations hiérarchiques et donc des rapports de confiance à l'intérieur des organisations, les théories de base du management sont à classer en trois catégories:

- les doctrines de la gestion autoritaire: elles préconisent un style de commandement directif, principalement orienté vers la réalisation des tâches, et une hiérarchie rigide;

- les conceptions du leadership privilégiant les aspirations des individus et des groupes: elles recommandent un management qui accorde une grande importance aux relations humaines;
- les théories situationnelles du management: elles se prononcent en faveur d'un leadership adapté au contexte interne et externe des organisations.

Ces modèles de management, prédominants à différentes époques, reflètent les conditions économiques et sociales, le système de valeurs de la société, de même que l'état des recherches en sciences humaines. Les doctrines du management rationnel et autoritariste se sont imposées au début du XX^e siècle, à une période d'intense industrialisation, de faible productivité, ainsi que de main-d'œuvre abondante, bon marché et peu protégée. L'approche psychologique de la conduite des hommes est prônée pendant les «trente glorieuses» (1945-1975), années de forte expansion économique et d'important progrès social, allant de la fin de la deuxième guerre à la crise qui a suivi le choc pétrolier de 1973. Enfin, les théories situationnelles du management, selon lesquelles il n'existe pas de style de commandement valable en toute circonstance, prédominent depuis les dernières décennies du siècle passé, entre autres, en raison d'une conjoncture devenue plus difficile.

2.1. Les doctrines de la gestion autoritaire

Les premières doctrines du management préconisent une gestion autoritaire des organisations. Frederick W. Taylor (1856-1915) et Henri Fayol (1841-1925) sont les auteurs les plus représentatifs de ce courant de pensée. Tandis que l'Américain Taylor est le fondateur de l'organisation scientifique du travail dans les ateliers, le Français Fayol est à l'origine de la théorie générale du management.

Selon ces auteurs, l'efficacité est le mieux assurée par une structure d'organisation très formalisée, un style de commandement directif, la décomposition du travail selon des normes scientifiques, la recherche de la rationalité, une motivation du personnel basée sur l'intérêt matériel, la centralisation du pouvoir, le contrôle des performances réalisées et une définition précise des responsabilités et de l'autorité.

Les théories conseillant un management autoritaire ne recommandent pas spécialement ni de gagner la confiance des salariés ni de les faire adhérer aux projets des dirigeants. En revanche, le but prioritaire de la gestion taylorienne du travail est d'imposer le «one best way» par la planification, l'organisation et le contrôle.

Bien que les conceptions directives de la gestion ne correspondent plus aux normes sociétales des pays de civilisation occidentale, leurs préceptes dominent largement sur le plan pratique, quelle que soit la nature de l'organisation (entreprise privée, administration publique, partis politiques, syndicats, etc.).

Plusieurs raisons expliquent cet état de fait. Ainsi la plupart des managers de tous les niveaux ont tendance à garder pour eux-mêmes un maximum de pouvoir. Ils savent aussi que des conflits délicats à gérer surgissent presque toujours en cas de retrait d'une délégation. Mais il est également vrai qu'un certain nombre de gens ne souhaitent pas exercer davantage de responsabilité. Il arrive, en outre, qu'en raison de la complexité des problèmes à résoudre et de l'insuffisante compétence des collaborateurs, faire confiance comporterait de trop grands risques pour l'organisation.

2.2. Les conceptions du leadership privilégiant les aspirations des individus et des groupes

Les conceptions du management qui sont orientées vers la prise en considération des besoins des individus et des groupes dans les relations de travail ont d'abord été élaborées par réaction au taylorisme. Toutefois, il ne s'agissait pas de mettre en question la rationalisation du travail, mais de tenir compte de l'importance des facteurs psychologiques dans la recherche de l'efficacité, notamment aux échelons subordonnés de la hiérarchie.

L'approche psychologique de la conduite des hommes préconise une organisation souple, un style de commandement démocratique, la participation des collaborateurs à tous les niveaux, une confrontation ouverte en cas de conflit, la décentralisation du pouvoir, l'enrichissement des tâches, la conciliation entre l'intérêt des individus et l'intérêt de l'organisation.

Les auteurs particulièrement représentatifs de cette conception sont Elton Mayo, Abraham H. Maslow, Douglas McGregor, Frederick Herzberg, Rensis Likert, Chris Argyris. Les idées de Maslow et de McGregor ont au cours des années 1970 et 1980 exercé une influence considérable sur la théorie du management.

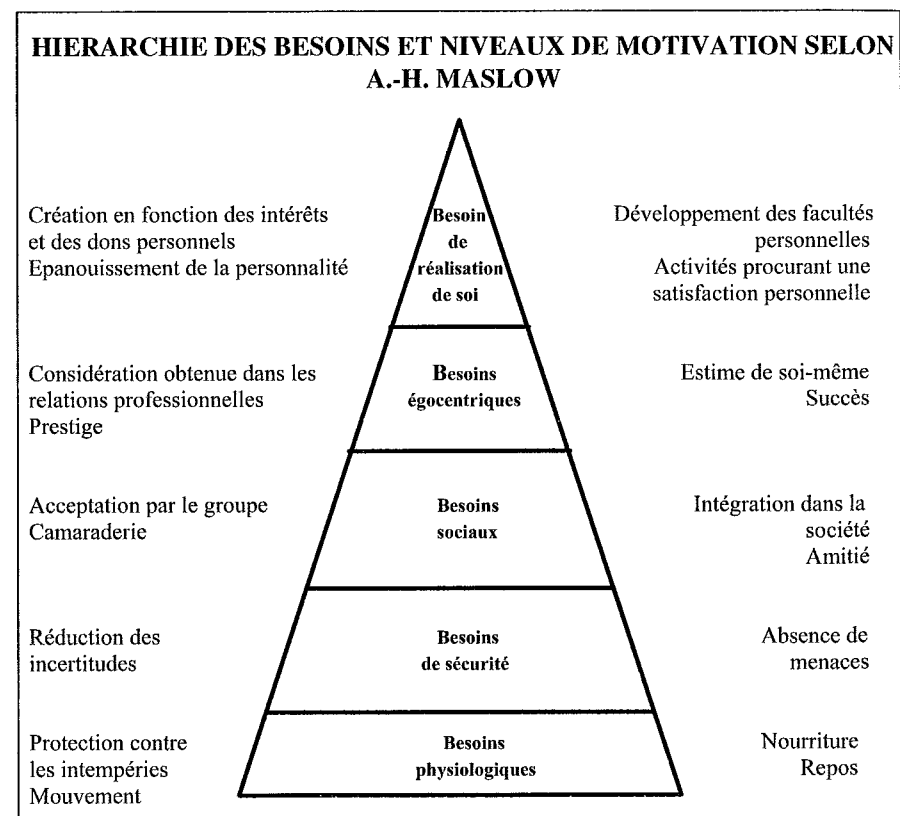
Les travaux d'Elton Mayo, entrepris de 1927 à 1932 sur les relations humaines dans l'industrie, ont pour la première fois montré l'importance des facteurs de motivation dans la gestion des organisations. Ces recherches sont à l'origine de la tendance «humaniste» du management.

Selon Maslow, les besoins qui motivent les hommes à agir concernent les cinq niveaux suivants: les besoins physiologiques, les besoins de sécu-

rité, les besoins sociaux, les besoins égocentriques et les besoins de réalisation de soi.

La hiérarchie des besoins, et par conséquent les niveaux de motivation, est représentée sous la forme d'une pyramide à cinq niveaux (voir graphique ci-après) dont la base est constituée par les besoins qui doivent être satisfaits pour survivre (faim, repos, etc.) et le sommet par les besoins qui sont le plus difficilement et le plus rarement satisfaits (épanouissement de la personnalité), bien que leur portée comme facteur de motivation soit souvent décisive.

Maslow pense que la satisfaction des besoins est un moyen efficace pour motiver les hommes dans le cadre professionnel, c'est-à-dire pour influencer leur comportement dans un sens positif. La hiérarchie des besoins fixe le niveau de motivation sur lequel il est possible d'agir. Quand les besoins inférieurs sont satisfaits, ils ne permettent plus de changer le comportement et seuls les besoins supérieurs peuvent alors intervenir comme motivateurs.



D'après McGregor, le style de management est déterminé par l'attitude à l'égard de la nature humaine. Cet auteur distingue dans ce contexte deux théories: la théorie X, selon laquelle l'homme moyen est paresseux, n'aime pas les responsabilités et n'est intéressé que par l'argent et la théorie Y, qui admet que l'homme trouve des satisfactions personnelles dans le travail, désire avoir des responsabilités et peut se contrôler lui-même et donc est digne de confiance. La théorie X, qui correspond aux hypothèses traditionnelles, est considérée par McGregor comme une conception erronée de la nature humaine qui ne retient que les besoins des niveaux inférieurs de la pyramide de Maslow.

La théorie Y, adoptée par McGregor, souligne l'importance des besoins supérieurs pour la motivation des collaborateurs et considère le style démocratique comme étant le plus approprié. Selon cet auteur, l'organisation doit créer des conditions qui favorisent la satisfaction des besoins supérieurs. La participation, la délégation, l'enrichissement des tâches sont, d'après la théorie Y, des moyens permettant d'y parvenir.

Les conceptions du management orientées vers la prise en considération des aspirations des individus et des groupes préconisent de faire confiance aux collaborateurs, sans toutefois exclure un contrôle de leurs prestations.

Au cours des années 1970 et 1980, de multiples méthodes de management, visant à améliorer les relations interpersonnelles et à motiver les individus et les groupes, ont été enseignées dans des séminaires de formation. La plupart de ces programmes attirent utilement l'attention sur certains aspects du fonctionnement des organisations, mais ne peuvent évidemment pas prétendre constituer une panacée.

L'approche humaniste du management, donc celle qui fait confiance aux gens, est de nos jours politiquement correcte, réussit normalement le mieux à motiver le personnel et se prête le plus facilement à un enseignement systématique. Il n'est donc pas étonnant que le style de direction démocratique soit fortement recommandé par la grande majorité des formateurs, bien que son application se heurte dans bien des cas à des obstacles difficiles à surmonter.

2.3. Les théories situationnelles du management

Depuis les années 1980, l'idée s'est de plus en plus imposée que la pratique du management doit être adaptée au contexte interne et externe de l'organisation. Autrement dit, différentes circonstances exigent différents styles de leadership.

Plusieurs expressions sont utilisées pour désigner cette conception: théorie situationnelle du management, théorie de la contingence, théorie du contexte, théorie des contraintes situationnelles, approche néo-rationaliste du management. Le mot «contingence», qui est souvent employé à propos de ce style de commandement, exprime l'idée de relativité, de conditionné, de dépendance par rapport aux facteurs formant le contexte global de l'organisation. La contingence implique en conséquence l'incertitude, c'est-à-dire exige l'acceptation de risques.

Les théories situationnelles du management ne constituent pas la synthèse entre une thèse autoritaire et son antithèse démocratique. Elles préconisent un leadership adapté aux qualifications des collaborateurs, aux conditions de production et à l'environnement externe, donc un leadership pouvant, en fonction de la situation, être directif ou participatif.

Cette conception réaliste du management s'oppose aux présupposés idéologiques. Ainsi, ses partisans ne prétendent pas que la confiance produit forcément des résultats positifs. Il faut l'accorder là où la situation y est favorable. L'abandon de vérités absolues et d'explications simples qui en résulte rend l'enseignement de la discipline du management plus difficile. Aussi les pionniers de ces théories, tels que par exemple F.E. Fiedler, n'ont-ils pas connu la notoriété dont bénéficient les adeptes de la gestion autoritaire et les défenseurs de l'approche psychologique de la conduite des hommes.

3. COURANTS DE PENSÉES CONTEMPORAINS DU MANAGEMENT FACE À L'IDÉE DE CONFIANCE

Parmi les conceptions du management internationalement reconnues dans le monde académique au début du XXI^e siècle figurent celles qui se réfèrent aux nouvelles recherches en psychologie et en biologie, celles centrées sur l'apprentissage organisationnel et celles qui mettent l'accent sur la création et la gestion de nouvelles connaissances (on parle à ce sujet de Knowledge Management, généralement traduit par management des savoirs). Nous évoquerons à propos des idées managériales récentes les travaux de Daniel Goleman, Peter Senge et Ikujiro Nonaka. Compte tenu du thème de ce cycle de conférences, il s'agit d'examiner ici dans quelle mesure la dimension de la confiance intervient dans leurs réflexions.

3.1. Daniel Goleman: l'intelligence émotionnelle

Pour le psychologue américain Daniel Goleman, la clé du succès du leadership doit être recherché dans l'intelligence émotionnelle qui est

transformée en compétence émotionnelle appliquée dans des situations de travail en groupe.

Goleman a d'abord publié deux best-sellers: «Emotional Intelligence» en 1995 et «Working with Emotional Intelligence» en 1998, consacrés à l'intelligence émotionnelle en général. En 2002 a paru l'ouvrage, écrit en collaboration avec deux experts en management, intitulé «Primal Leadership», traduit en français sous le titre «L'intelligence émotionnelle au travail». Les idées et recommandations de Goleman sont basées sur des recherches récentes en psychologie. Elles présentent pour cette raison un intérêt scientifique plus grand que maintes autres théories sur la conduite des hommes dans les organisations.

L'intelligence émotionnelle est définie comme «notre capacité à reconnaître nos propres sentiments et ceux des autres, à nous motiver nous-mêmes et à bien gérer nos émotions en nous-mêmes et dans nos relations avec autrui¹⁰».

Goleman distingue deux volets de la compétence émotionnelle dans l'exercice du leadership: la compétence personnelle (maîtrise de soi) et la compétence sociale (compréhension des autres). Tout en précisant que «la tâche première du leadership est d'ordre émotionnel», à savoir «de susciter l'enthousiasme, l'optimisme et la passion pour le travail à accomplir ainsi que de cultiver une atmosphère de coopération et la confiance», les protagonistes de cette conception indiquent clairement que les managers d'excellence utilisent une ou plusieurs approches du leadership et passent d'un style à l'autre en fonction de la situation. Il est ainsi proposé d'appliquer un style autoritaire «en phase de crise, pour initier rapidement un changement radical, ou avec les collaborateurs à problème» (voir typologie ci-après).

La confiance en soi et un climat de confiance et de respect mutuels sont, bien sûr, regardés comme des facteurs positifs du management. Toutefois, cet aspect est très peu développé et il est plutôt considéré comme une conséquence de bonnes relations humaines.

Le tableau suivant fournit un aperçu des six styles de leadership retenus par Goleman et ses coauteurs en fonction des situations auxquelles est confronté le manager.

¹⁰ Daniel Goleman, L'intelligence émotionnelle 2, Robert Laffont, 1999, p. 368.

TYPOLOGIE DES STYLES DE LEADERSHIP

VISIONNAIRE

Mode de construction de la résonance: fédère les individus autour de rêves partagés

Impact sur le climat: extrêmement positif

Quand l'utiliser: lorsque le changement requiert une nouvelle vision ou lorsqu'une orientation claire est nécessaire

ENTRAÎNEUR

Mode de construction de la résonance: relie les aspirations d'un individu aux objectifs de l'entreprise

Impact sur le climat: très positif

Quand l'utiliser: pour aider un collaborateur à améliorer ses performances en développant des capacités à long terme

PARTENAIRE

Mode de construction de la résonance: crée l'harmonie en reliant les individus

Impact sur le climat: positif

Quand l'utiliser: pour soigner les désaccords au sein d'un groupe, motiver en période de tension ou renforcer les liens interpersonnels

DÉMOCRATIQUE

Mode de construction de la résonance: valorisation de la contribution des individus et engagement personnel des individus à travers leur implication

Impact sur le climat: positif

Quand l'utiliser: pour construire l'adhésion ou le consensus, ou obtenir une contribution de valeur de la part des collaborateurs

GAGNEUR

Mode de construction de la résonance: atteinte d'objectifs difficiles et motivants

Impact sur le climat: souvent très négatif parce que trop fréquemment mal exécuté

Quand l'utiliser: obtenir des résultats de grande qualité de la part d'une équipe motivée et compétente

AUTORITAIRE

Mode de construction de la résonance: apaise les peurs en donnant une orientation claire dans une situation d'urgence

Impact sur le climat: très négatif parce que souvent utilisé à mauvais escient

Quand l'utiliser: en phase de crise, pour initier rapidement un changement radical, ou avec les collaborateurs à problème

Source: Daniel Goleman et autres, *L'intelligence émotionnelle au travail*, Éditions Village Mondial, 2002, p. 79.

3.2. Peter Senge: la pensée systémique

Le deuxième auteur, représentatif des conceptions récentes du management, sur lequel nous attirons l'attention est l'Américain Peter Senge. Ce professeur au Massachusetts Institute of Technology (MIT) met au centre de ses réflexions sur le management le concept de pensée systémique. Il a publié en 1990 l'ouvrage intitulé dans sa traduction française «La cinquième discipline» traitant de l'art et de la manière des organisations qui apprennent. En 1994 a paru un manuel d'application sous le titre: «La cinquième discipline – le guide de terrain», que Senge a rédigé avec quatre collègues et qui porte sur les stratégies, les méthodes et les outils considérés comme étant les plus performants en matière d'organisation apprenante.

Peter Senge distingue cinq disciplines ou techniques de développement personnel sur lesquelles se fonde le travail de l'apprentissage organisationnel, c'est-à-dire l'apprentissage en équipe. Le tableau ci-après énumère ces disciplines et les caractérise succinctement.

La pensée systémique (capacité cognitive des individus), appelée «la cinquième discipline», est censée intégrer et fusionner les quatre autres disciplines «dans un corps cohérent de théorie et de pratique». En effet, l'approche systémique analyse des éléments caractérisant la structure et le fonctionnement de l'organisation dans leur interdépendance réciproque et leur relation par rapport à la mission à remplir. Elle a pour objet d'envisager les phénomènes dans leur intégralité.

Voici l'opinion de Senge et de ses coauteurs du «Guide de terrain» sur l'impact de cette stratégie: «Bien que la pensée systémique soit considérée par beaucoup comme un outil puissant de résolution de problèmes, nous considérons qu'il est encore plus puissant en tant que langage pour améliorer et changer notre façon habituelle de penser et de parler de problèmes complexes¹¹».

¹¹ Peter Senge et autres, *La cinquième discipline – le guide de terrain*, Éditions Générales First, 2000, p. 104.

LES CINQ DISCIPLINES DU TRAVAIL DE L'APPRENTISSAGE ORGANISATIONNEL

- La maîtrise personnelle: apprendre à développer notre capacité personnelle à obtenir les résultats que nous désirons le plus et inventer un environnement organisationnel qui encourage tous ses membres à atteindre les buts et les objectifs qu'ils ont choisis.
- Les schémas mentaux: réfléchir, préciser constamment et améliorer notre perception interne du monde et nous rendre compte de la manière dont ces schémas mentaux façonnent nos actions et nos décisions.
- La vision partagée: construire un sens de l'engagement dans un groupe, par la mise au point d'une vision commune de l'avenir que l'on cherche à créer et des pratiques et principes directeurs par lesquels on espère y arriver.
- L'apprentissage en équipe: transformer les capacités collectives de réflexion et de conversation des groupes qui travaillent ensemble pour qu'ils puissent en confiance développer une intelligence et une compétence plus grandes que la somme des talents individuels.
- La pensée systémique: disposer d'un mode de pensée et d'un langage pour décrire et comprendre les forces et les relations qui façonnent le comportement des systèmes. Cette discipline nous permet de voir comment changer les systèmes plus efficacement et comment agir davantage en accord avec le mode de fonctionnement du monde économique et de la nature.

Source: Peter Senge et autres, La cinquième discipline – le guide de terrain, Éditions Générales First, 2000, p. 10 et 11.

C'est la raison pour laquelle la pensée systémique est considérée comme un moyen d'accroître la capacité des organisations à apprendre plus vite que leurs concurrents.

Les auteurs du «Guide de terrain» n'insistent pas particulièrement sur le rôle de la confiance comme valeur de base des stratégies et outils pour construire une organisation apprenante. On y lit cependant (p. 86): «Lorsqu'il y a intimité (au sens de volonté de communiquer à d'autres des informations honnêtes), vous devez être digne de confiance, parce que vous savez que vous êtes lié à votre équipe sur le long terme par l'objectif commun. Le manque de confiance évident dans la plupart des organisations n'est pas la cause du manque d'intimité mais la résultante.» Selon les défenseurs de cette conception, il importe de mettre sur pied une organisation qui sache apprendre, afin de maîtriser les savoirs conférant des avantages concurrentiels.

3.3. Ikujiro Nonaka: la connaissance créatrice

La théorie de la création de connaissances organisationnelles, développée par le Japonais Ikujiro Nonaka, professeur à l'université de Californie à Berkeley, a pour but d'accroître «la capacité d'une entreprise dans

son ensemble à créer de nouvelles connaissances, à les diffuser en son sein et à les incorporer dans ses produits, services et systèmes¹²». Cette stratégie, comme celle proposée par Senge, vise à développer la dynamique apprenante de l'entreprise.

Dans cette perspective, trois objectifs sont poursuivis:

- bâtir une nouvelle théorie de la création de connaissances organisationnelles;
- fournir une explication nouvelle de la raison pour laquelle certaines entreprises japonaises ont réussi à innover continuellement;
- développer un modèle de management universel qui fait converger les pratiques de management que l'on trouve au Japon et en Occident.

Selon Nonaka, le savoir constitue l'unique ressource qui procure un avantage concurrentiel durable. C'est pourquoi chaque collaborateur de l'entreprise doit devenir un travailleur du savoir. Ce théoricien des organisations estime que «L'activité primordiale de l'entreprise créatrice de savoir est de rendre le savoir individuel accessible aux autres¹³».

L'ouvrage «La connaissance créatrice – La dynamique de l'entreprise apprenante» que Nonaka a rédigé avec Takeuchi, comporte une partie consacrée aux considérations théoriques et une partie d'exemples d'applications concrètes, réalisées dans de grandes sociétés japonaises. La confiance ne figure pas parmi les conditions requises pour promouvoir la création de connaissances et n'est pas évoquée dans les recommandations en vue de mettre en œuvre un style de management efficace. Ce qui frappe à la lecture de cet ouvrage, c'est l'importance accordée à l'épistémologie – dans le sens de théorie de la connaissance – pour expliquer la différence fondamentale dans la façon dont les managers de l'Occident et du Japon abordent la création de connaissances. Aucun autre livre traitant du management se réfère probablement autant à la pensée philosophique, en évoquant, entre autres, Platon, Descartes, Locke, Kant, Hegel, Husserl, Heidegger, Sartre, Wittgenstein.

¹² Ikujiro Nonaka et Hirotaka Takeuchi, La connaissance créatrice, De Boeck Université, 1997, p. 21.

¹³ Ikujiro Nonaka, L'entreprise créatrice de savoir, in Le Knowledge Management, Éditions d'Organisation, 1999, p. 41.

Les auteurs de cet ouvrage mentionnent sept mesures, énumérées dans le tableau suivant, permettant de mettre en œuvre, par l'expérience directe, un programme de création de connaissances organisationnelles.

**LIGNES DIRECTRICES DE LA MISE EN ŒUVRE
D'UN PROGRAMME DE
CRÉATION DE CONNAISSANCES AU SEIN D'UNE ENTREPRISE**

1. Créer une vision de connaissances
2. Développer un équipage de connaissances
3. Construire un champ d'interactions à haute densité sur les lignes de front
4. Se concentrer sur le processus de développement de nouveaux produits
5. Adopter un style de management milieu-haut-bas
6. Se transformer dans une organisation hypertexte
7. Construire un réseau de connaissances dans le monde extérieur

Source: I. Nonaka – H. Takeuchi, La connaissance créatrice, De Boeck Université, 1997, p. 248.

Il paraît intéressant de signaler ici que selon le politologue américain Francis Fukuyama, le succès économique que le Japon a connu repose en partie sur l'héritage culturel du pays. Il estime en effet que la loyauté, qui compte parmi les principales vertus du confucianisme, permet aux Japonais de nouer des relations de confiance, notamment entre individus de rang social et de pouvoir de décision différents.

**4. IMPACT DES MUTATIONS RÉCENTES SUR LES
COMPORTEMENTS, LES NORMES DÉONTOLOGIQUES
ET LES RÈGLEMENTS JURIDIQUES EN MATIÈRE DE
CONFIANCE**

La pratique du management est à la fois un art et une science. Un art, parce que sa performance dépend en grande partie de l'intuition, de la sensibilité et de la motivation des responsables des organisations; une science, car l'acquis des études entreprises dans ce domaine permet d'en rendre l'exercice plus efficace.

Les mutations intervenues à la fin du siècle passé se sont traduites de deux façons. D'une part, elles ont souvent rendu plus difficiles l'établissement et le maintien de comportements de confiance à l'intérieur des organisations et, d'autre part, certaines réalités nouvelles ont miné la confiance dans les managers à l'extérieur des entreprises.

**4.1. Les répercussions des nouvelles données économiques,
technologiques et sociétales sur les relations de confiance
à l'intérieur des organisations**

L'impact des transformations récentes sur les relations de confiance entre membres de l'entreprise est ici évoqué par rapport à trois sphères: l'économie, l'informatique et la société.

Modifications dans le domaine économique

Parmi les modifications intervenues au cours des années 1990 dans le domaine économique et qui ont exercé une influence sur les relations de travail et la réputation des managers, nous en retiendrons six:

- Depuis l'écroulement du système totalitaire à l'Est, l'économie sociale de marché, avec ses contraintes sur la direction des entreprises, est généralement considérée comme la seule voie possible.
- La mondialisation de l'économie a intensifié la concurrence au niveau international.
- À partir de l'automne 2000, la croissance du PIB s'est fortement ralentie sur le plan mondial. Aux États-Unis et en Europe occidentale, ce ralentissement a abouti à une récession de la production industrielle. Au Luxembourg, le PIB s'était accru en 1999 de 7,8 % et en 2000 de 9,1 %, alors qu'en 2001 le taux de croissance n'a été que de 1,2 % et en 2002 de 1,3 %.
- Au printemps 2000, s'est produit un retournement spectaculaire sur les marchés des actions, dont les valeurs ont commencé à chuter, et fin 2000, la bulle spéculative des «start-up» de la «nouvelle économie» a éclaté.
- En 2002, ont eu lieu des scandales financiers et des faillites retentissantes.
- Enfin, on a assisté à l'émergence d'un capitalisme patrimonial, qui privilégie les intérêts des actionnaires.

Les conditions économiques ainsi détériorées et la précarité de l'emploi qui en résulte créent une ambiance générale de pessimisme et de crainte du futur. Celle-ci rend la gestion des ressources humaines plus rigide, renforce la compétition entre managers, réduit l'embauche et allonge la durée de recherche d'emploi. Les compétences relationnelles et comportementales sont alors moins recherchées que le savoir-faire en matière de marketing et de finance et les dirigeants ont tendance à centraliser les décisions.

Dans un tel climat, il devient évidemment plus difficile d'instaurer des comportements de confiance.

Nouvelles technologies

En ce qui concerne l'influence sur les relations de travail des nouvelles technologies, un rôle capital revient à celles relatives à l'information et à la communication. Tel a été d'abord le cas de l'informatisation des entreprises et de la généralisation, dès les années 1990, du micro-ordinateur (PC = Personal computer) dans les travaux administratifs. On assiste ensuite à la vague d'équipement, à partir de 1991, en Internet, le plus important réseau informatique mondial. Enfin, c'est le développement des télécommunications, c'est-à-dire le regroupement des réseaux de téléphone, de télévision et d'Internet, qui a contribué à révolutionner la gestion des entreprises.

Dorénavant, le progrès technique accroît la productivité du travail aussi bien dans le tertiaire que dans l'agriculture et l'industrie, ce qui augmente l'insécurité de l'emploi. La technologie informatique remplacera un grand nombre de cadres et d'employés des services administratifs par une poignée de spécialistes.

L'Internet et les réseaux électroniques internes permettent à un grand nombre de collaborateurs un accès direct à l'information. D'où l'importance de pouvoir compter sur des collaborateurs de confiance.

Les mutations dans ces domaines ont renforcé l'autorité des spécialistes, qui, dans certains cas, deviennent des acteurs relativement autonomes au sein de l'entreprise.

Les nouvelles technologies, qui remplacent les moyens d'information et de communication traditionnels, exigent un effort constant d'adaptation et de formation, tout en offrant de nouvelles voies d'apprentissage: Computer Based Training (CBT), Web Based Training (WBT), E-Learning.

En outre, l'éclosion de la bulle «new economy» a ébranlé la confiance dans la contribution des nouvelles technologies à la croissance économique.

Changements sur le plan sociétal

Sur le plan sociétal, il y a lieu de relever, comme signe des temps dont l'émergence se situe pour tel sociologue autour de 1985, la contestation de l'autorité et le refus de normes éthiques naguère presque unanimement reconnues; la mort des idéologies politiques, sociales et religieuses; le triomphe de l'individualisme et l'affaiblissement de la conscience collective; la crise de légitimité des élites. La société postmoderne au commencement du troisième millénaire se caractérise ainsi par la poussée des valeurs individualistes, la recherche de toujours plus de bien-être, la valorisation des loisirs, l'aspiration à la réduction du temps de travail au

profit des vacances. L'idée de devoir individuel et l'obligation de solidarité par le travail ne sont plus considérées comme des valeurs essentielles.

Ces attitudes n'empêchent pas que l'intérêt rationnel des individus et des groupes soit recherché dans la coopération réciproque. À l'aide d'ordinateurs, programmés pour un tournoi du jeu bien connu en sciences sociales sous la dénomination «Le dilemme du prisonnier¹⁴», il a pu être constaté que la stratégie la plus efficace, en vue d'obtenir la coopération de l'autre, est celle appelée en anglais «tit for tat» («donnant, donnant» ou «rendre la pareille à quelqu'un»). Cette démarche consiste à commencer par coopérer, puis répondre par le même comportement que celui adopté par votre partenaire, donc réagir à la non-coopération par la non-coopération¹⁵. Ainsi, compte tenu des prises de position de celui avec qui on est en relation, soit un comportement de confiance (de loyauté), soit un comportement de méfiance (de trahison) assurera le mieux, par la répétition des représailles, la coopération.

Par ailleurs, l'appartenance à des groupes formant traditionnellement une communauté (Gemeinschaft), tels que la famille, l'Église, les relations de voisinage, les associations, joue un rôle moins important au profit de groupements communautaristes, très actifs et dynamiques, représentant des minorités ethniques, religieuses, sexuelles, culturelles. Cette évolution affaiblit l'esprit de citoyenneté, l'engagement social, la prise en compte de l'intérêt général et conduit de cette façon à une perte de confiance dans les institutions et les décideurs politiques, c'est-à-dire des représentants de la société (Gesellschaft).

Ces changements d'attitude se traduisent forcément par un moindre prestige accordé au travail et un plus faible engagement vis-à-vis de l'entreprise. Une telle situation de repli favorise une ambiance moins confiante entre dirigeants, cadres et personnels d'exécution. La perte de confiance dans le management est renforcée par de moins bonnes ou de mauvaises perspectives de carrière, ce qui encourage la rotation (le turnover) des cadres. Toutefois, le management à l'ère postmoderne ne se caractérise pas par des comportements sans foi ni loi. La responsabilité individuelle, la conscience professionnelle, la confiance réciproque, la recherche de l'excellence et le souci de réussir font partie de la culture du management préconisée au début du XXI^e siècle.

¹⁴ «Le dilemme du prisonnier» est une application de la théorie des jeux concernant une situation d'interaction sociale de deux personnes, ayant chacune deux options: soit coopérer, soit faire cavalier seul et cela sans connaître la décision de l'autre. Le jeu montre que la stratégie qui paraît correspondre à l'intérêt individuel conduit au pire résultat pour les deux, donc est collectivement néfaste.

¹⁵ Robert Axelrod, *The Evolution of Cooperation*, Basic Books, New York, 1984; trad. fr. sous le titre *Donnant donnant - Théorie du comportement coopératif*, Éditions Odile Jacob, 1992.

4.2. Mise en œuvre de mesures en vue de restaurer à l'extérieur la confiance dans le mangement

Pour contrecarrer la perte de confiance d'acteurs externes à l'organisation, due aux évolutions récentes, les milieux professionnels ont adopté des recommandations et pris des engagements, tandis que les pouvoirs publics ont promulgué des textes de loi.

Normes déontologiques édictées par la profession

Il paraît assez paradoxal sinon quelque peu contradictoire de parler d'éthique à propos du monde des affaires. Si tel est aujourd'hui couramment le cas, c'est que les concepts d'éthique, de morale et de déontologie (éthique professionnelle) sont considérés comme plus ou moins équivalents. L'éthique appliquée au business se traduit par des règles de bonne conduite qui devraient guider les membres d'une profession ou d'une partie de celle-ci.

C'est notamment à partir des années 1980 – suite aux scandales concernant la sécurité des produits et les escroqueries boursières – qu'aux États-Unis l'éthique des affaires est devenue un thème enseigné dans les écoles de commerce et proposé par des séminaires de management. Depuis lors, les préoccupations en matière d'environnement (on parle d'«éthique écologique»), de santé, de développement durable exercent de fortes contraintes pour respecter certains devoirs professionnels. À cet effet, non seulement de nombreuses lois ont été promulguées, mais les milieux professionnels ont pris toute une série de mesures. Par ailleurs, on a créé dans le domaine des finances des fonds éthiques, dont l'objet est de concilier éthique et placements boursiers, préoccupation qui est née aux États-Unis dans les années 1960.

Lors d'une conférence organisée à Luxembourg par Fund-Market, on apprenait qu'au 31 décembre 2001 il existait à travers le monde 266 fonds éthiques d'un volume de 14.675 millions d'euros. L'asbl «Etika», fondée au Luxembourg en 1996, finance des projets écologiques, sociaux, culturels et de solidarité internationale. La Fédération européenne des banques éthiques et alternatives (Febea), créée en 2001 et dont le siège social se trouve à Bruxelles, regroupe des institutions financières de six pays qui se sont engagées à financer des projets de développement et de proximité, avec pour objectif de fonder une Banque européenne alternative. La «Luxembourg Association of Investment Professionals», créée au début de 2003, s'est fixé comme objectif de promouvoir, entre autres, des standards déontologiques et professionnels du plus haut niveau.

Signalons également que parmi les projets retenus en 2002 par le Fonds national de la recherche, dans le cadre du programme «Vivre

demain au Luxembourg», figure le projet du Centre de recherche public Gabriel Lippmann sur «L'avenir de la place financière du Luxembourg – À la recherche d'un cadre juridique, économique et éthique porteur».

Pour ce qui est de la moralité générale des firmes, les recommandations suivantes paraissent assez bien refléter l'attente du grand public.

LES DIX COMMANDEMENTS DU MANAGER «ÉTHIQUE»

I	La pollution de tes usines, tu réduiras.	VI	La santé de ton personnel, tu préserveras.
II	Tes consommations d'énergie, tu limiteras.	VII	Le travail des enfants, tu interdiras.
III	Des produits recyclables, tu fabriqueras.	VIII	Les grandes causes humanitaires, tu soutiendras.
IV	Des transports propres, tu utiliseras.	IX	La corruption, tu banniras.
V	À tes clients et actionnaires, rien tu ne cacheras.	X	L'avis des syndicats, en compte tu prendras.

Source: La revue *Capital* de juin 2003, p. 125.

Les principes de responsabilité, de précaution et de développement durable, qui sont à la base de l'éthique des affaires, présupposent des patrons crédibles. Or, notamment pendant l'année 2002, la confiance dans la compétence et l'honnêteté des managers a été ébranlée en raison du ralentissement économique, du taux élevé de chômage, du système des stock-options, de compromissions, de faux en écriture, d'abus de biens sociaux, de délits d'initiés, de dissimulation de situations financières réelles par des cabinets d'audit, du caractère mégalomane de certains dirigeants, du non-respect de l'environnement, de l'insécurité des installations, de la multiplication des faillites. On pense, à ce sujet, à des sociétés comme Enron (la plus grosse affaire de comptes truqués jamais découverte), WorldCom, Vivendi Universal, Crédit Lyonnais, Arthur Andersen.

Selon un sondage Gallup, réalisé en 2002 auprès de 36.000 personnes dans 47 pays, la majorité des citoyens (52 %) n'ont pas ou peu confiance dans les dirigeants d'entreprise (voir *Le Monde* du 19/20.01.2003). Il n'est donc pas étonnant que le Forum économique mondial de Davos, qui s'est tenu du 23 au 28 janvier 2003, ait eu pour thème «Building Trust».

La défiance des gens envers ceux qui se trouvent à la tête des grandes entreprises a sans doute monté au cours des dernières années. Selon une étude entreprise en février 2003 par la Sofres, 54 % des Français doutaient de la sincérité de leurs dirigeants, alors qu'ils étaient seulement 38 % en décembre 2001 (voir *Le Monde* du 18.03.2003).

La confiance de la population du Luxembourg dans les autres et dans les institutions a constitué un des aspects de l'enquête sur «Les valeurs au Luxembourg». Cette analyse a été effectuée en 1999, par le SESOPI – Centre Intercommunautaire, au moyen d'interviews approfondies en face à face, au domicile d'interlocuteurs formant un échantillon représentatif de la population résidente du pays, âgée de 18 ans et plus.

D'après cette étude – qui portait sur les valeurs (attitudes, mentalités) déclarées des personnes et non pas sur leurs comportements dans des situations réelles – seulement 25 % ont affirmé qu'on peut faire confiance à la plupart des gens, tandis que 63 % étaient d'avis qu'on peut faire confiance aux Luxembourgeois. 71 % ont estimé qu'on n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres, mais il n'y avait que 3 % à dire ne pas avoir confiance dans les Luxembourgeois (voir p. 332).

En ce qui concerne la confiance du public dans les institutions, selon cette enquête les «grandes entreprises» arrivent en queue de peloton, à l'avant-dernière position, avec 40 % de réponses favorables, avant les partis politiques (33 %) (voir p. 484). Il faudrait savoir ce que les participants au sondage entendent par «grandes entreprises» au Luxembourg. Ceci étant dit, signalons que les femmes (36 %) sont moins confiantes à cet égard que les hommes (44 %) et que par classe d'âge le score le plus faible est enregistré chez ceux de 35 à 44 ans (34 %) et le pourcentage le plus élevé (45 %) dans le groupe des 25 à 34 ans et celui des 65 ans et plus. Les Portugais accordent plus de confiance dans les «grandes entreprises» (42 %) que les Luxembourgeois (38 %) (voir p. 485).

Considérée d'après le niveau d'études de la population, la confiance dans les «grandes entreprises» est la plus élevée chez les personnes à niveau d'études primaires (50 %) et le plus faible chez celles à niveau d'études professionnelles (32 %). Les interviewés à niveau d'études supérieures ont exprimé un taux de confiance de 41 %. Quant aux catégories socioprofessionnelles, les fonctionnaires et assimilés se singularisent par leur peu de confiance dans les «grandes entreprises» (31 %), tandis que les indépendants (48 %) et les ouvriers qualifiés (46 %) leur témoignent le plus de confiance (voir p. 489).

Pour retrouver la confiance des actionnaires, des investisseurs, des fournisseurs, des clients et des consommateurs, les entreprises doivent accepter et respecter des codes de bonne conduite éthique. Cependant,

cette condition, certes nécessaire, de même que des appels à la vertu et l'offre de placements éthiques sont insuffisants au redressement moral de la finance en l'absence d'une stricte réglementation des pouvoirs publics.

Règlements juridiques

En vue de rétablir et de garder un niveau satisfaisant de crédibilité des managers et de leurs firmes, il faut, en plus des incitations émanant de la profession, que les pouvoirs publics légifèrent, contrôlent et sanctionnent. En effet, il n'est pas facile de concilier la recherche de la performance de l'entreprise avec le respect de règles déontologiques librement consenties. C'est pourquoi l'intervention de groupes de pression et les recommandations des professionnels doivent être complétées par l'action des autorités publiques. Aux États-Unis, les règles d'application d'avril 2003 de la loi Sarbanes-Oxley, adoptée le 30 juillet 2002, sur la sécurité des marchés financiers vont même jusqu'à obliger toute entreprise cotée en Bourse «à fournir à ses salariés un numéro vert où ils pourront dénoncer, de façon anonyme, les agissements comptables douteux dont ils seraient témoins» (voir *Le Monde* du 21.05.2003). En France, l'Assemblée nationale a adopté, le 17 juillet 2003, la loi sur la sécurité financière. Celle-ci impose des comportements plus prudents et engage plus systématiquement la responsabilité des professionnels et des établissements financiers.

Dans la communication de la Commission européenne du 21 mai 2003, sur la modernisation du droit des sociétés et le renforcement du gouvernement d'entreprise dans l'Union européenne (UE) (voir Doc. COM [2003] 284 final), il est dit au sujet des raisons militent en faveur de nouvelles initiatives de l'UE: «Bien que les sociétés appartiennent à leurs actionnaires, et non à leurs dirigeants, on constate trop fréquemment que leurs droits sont foulés aux pieds par des équipes dirigeantes aux comportements mesquins, voraces, voire frauduleux. Un nouveau sens de la mesure et de l'équité est d'évidence indispensable.»

Parmi les mesures à prendre dans le domaine du gouvernement d'entreprise¹⁶, la Commission considère: «Une approche d'autorégulation par le marché, fondée uniquement sur des recommandations non contraignantes, n'est pas, d'évidence, toujours suffisante pour garantir l'adoption de règles de gouvernement d'entreprise saines. Ce n'est qu'en présence d'un certain nombre de règles taillées sur mesure que les marchés sont incités à jouer leur rôle de discipline de manière efficace. En raison de

¹⁶ La notion de gouvernement d'entreprise est généralement comprise comme le système par lequel les entreprises sont dirigées et contrôlées, notamment les relations entre la direction d'une entreprise, son conseil d'administration et ses actionnaires.

l'intégration croissante des marchés de capitaux européens, il conviendra, au niveau de l'UE, d'adopter une approche commune pour quelques règles essentielles et d'assurer une coordination adéquate des codes de gouvernement d'entreprise.»

5. CONSIDÉRATIONS FINALES

Que la confiance facilite considérablement les relations professionnelles, alors que la défiance les détériore, est une vérité d'évidence. Cependant, la confiance des collaborateurs en leur chef, de même que celle que celui-ci leur témoigne, ne contribue au succès du groupe que si un certain nombre de conditions, difficiles à établir et à maintenir, sont remplies. C'est pourquoi peu de théoriciens et de praticiens du management recommandent de faire confiance sans qu'au préalable aient été examinées les conséquences positives et négatives qui risquent d'en découler. Certes, il arrive que les excellents résultats d'une organisation s'expliquent principalement par la confiance mutuelle qui y règne. Mais, en règle générale, ce sont les facteurs de motivation, tels que la participation, la réussite, la responsabilité, la reconnaissance, qui créent une atmosphère de confiance, tandis que la confiance obtenue ou accordée n'est à elle seule pas en mesure de produire un sentiment de satisfaction du personnel. C'est dans ce sens que l'on peut dire que la confiance ne constitue pas un préalable d'une gestion efficace, mais en est la conséquence.

Ainsi dans l'hypothèse où les membres d'un groupe déterminé possèdent les connaissances, l'expérience et la créativité requises pour bien remplir leurs tâches, qu'ils sont en plus très motivés à obtenir des résultats ambitieux et qu'ils font en outre preuve d'une grande loyauté envers l'entreprise qui les emploie, il va de soi que dans de telles conditions idéales la confiance réciproque représente un facteur supplémentaire contribuant à assurer une efficacité managériale élevée. Cependant, même de très fortes relations de confiance ne seraient pas en mesure de suppléer en l'occurrence aux autres circonstances exceptionnellement favorables. C'est pourquoi la confiance constitue un complément non négligeable, mais pas décisif, dans la recherche de prestations imposantes.

En raison de ces particularités, la notion de confiance ne se prête guère à une analyse rigoureuse en l'absence d'un certain nombre de précisions. La meilleure preuve en semble fournie par l'index des concepts majeurs figurant dans des livres intellectuellement exigeants traitant de questions philosophiques, sociologiques ou économiques. La confiance n'y est que très rarement mentionnée. En revanche, la littérature d'idées, notamment celle portant sur des questions politiques, évoque fréquem-

ment, et parfois avec beaucoup d'insistance, le rôle décisif revenant à la confiance.

Certes, dans la masse de la littérature managériale on trouve des prises de position très contradictoires en ce qui concerne la place à réserver à la confiance dans le fonctionnement des organisations. (Rien qu'en Grande-Bretagne, 3.203 livres traitant du management ont été publiés en 2000. Il paraît intéressant de signaler à ce propos que le livre sur le management le plus vendu jusqu'à présent, avec cinq millions d'exemplaires pour la seule édition en langue anglaise, est «In Search of Excellence» («Le prix de l'excellence») de Tom Peters et de Bob Waterman, voir «Toutes les théories du management» de Carol Kennedy, Maxima, 2003, p. 12 et 271.

Parmi les théoriciens actuels du management, dont les travaux sont reconnus par les milieux académiques, quelques-uns insistent plus particulièrement sur le rôle de la confiance dans la conduite des hommes. Tel est, par exemple, le cas du psychiatre américain Ronald Heifetz qui pense que la confiance est la condition de base pour qu'un leadership non autoritaire puisse s'exercer avec succès. On peut également citer les travaux de Chan Kim et Renée Mauborgne, professeurs à l'INSEAD, qui montrent que l'efficacité des salariés était à son meilleur niveau lorsque la confiance était totale dans le processus de prise de décision en matière de gestion.

Il existe par ailleurs des publicistes qui croient pouvoir fournir aux managers des recettes toutes faites garantissant le succès et dont la confiance constitue le principal ingrédient. Ainsi Reinhard K. Sprenger estime «daß es für wirtschaftlichen Erfolg nur einen einzigen Erklärungsansatz gibt: das Maß gelebten Vertrauens¹⁷».

Cette littérature grand public contient normalement, outre beaucoup d'exagérations et de simplifications, aussi des recommandations tout à fait fondées. Ce genre d'écrits se distingue des ouvrages débattus au niveau universitaire, entre autres, par l'absence de références à des recherches scientifiques effectuées dans ce domaine. (Ce qui a été fait de mieux dans cette catégorie de publications populaires est sans doute le livre de Dale Carnegie intitulé en traduction française «Comment se faire des amis – L'art de réussir dans la vie», paru en 1936 sur la base de cours donnés à New York à partir de 1912, et restant au début du XXI^e siècle toujours un best-seller.)

Faire confiance, c'est d'une certaine façon croire en l'homme, tandis que la méfiance porte atteinte à la dignité. Il n'en demeure pas moins que

¹⁷ Reinhard K. Sprenger, *Vertrauen führt – Worauf es im Unternehmen wirklich ankommt*, Campus Verlag, 2002, p. 12.

la confiance n'est pas une notion centrale de la théorie et de la pratique du management. Les théoriciens de réputation internationale du management ne préconisent pas de donner la priorité à la recherche d'une ambiance de confiance. Car pour être bénéfique, dans le cadre de relations hiérarchiques, la confiance doit résulter d'un processus adapté aux exigences de l'environnement interne et externe.

Il existe de nos jours un large consensus parmi les dirigeants et les cadres des entreprises pour se préoccuper des relations humaines et donc d'instaurer la confiance à tous les niveaux. Mais cette bonne intention se traduit encore trop rarement dans les réalités quotidiennes. Parmi les motifs objectifs qui s'y opposent, il y a lieu de mentionner tout particulièrement l'inadéquation des qualifications intellectuelles, morales et professionnelles de tel collaborateur aux exigences du poste occupé.

La confiance accordée ou obtenue correspond à des comportements exprimant des sentiments, des aspirations et des espérances, dont le bien-fondé ne peut être jugé que par l'expérience acquise. Insister sur l'avantage d'une plus grande confiance est certes louable. Cependant, seule l'étude des réalités concrètes, changeant avec chaque situation, permet de se prononcer dans ce domaine avec pertinence.

Le principe de confiance doit donc être relativisé par le principe de contingence. Autrement dit, accorder sa confiance peut être la meilleure ou la pire des choses. Ainsi, le patriote prussien Reichsfreiherr vom Stein a eu raison de dire «Zutrauen veredelt den Menschen» et le révolutionnaire russe Lénine n'avait pas tort en affirmant «Vertrauen ist gut, Kontrolle ist besser» (mot lui attribué, souvent cité en allemand). Dans certaines circonstances, il s'avère même opportun de suivre le conseil donné par Talleyrand à Napoléon: «Ne vous fiez à personne.»

La confiance se réfère aux sphères personnelle, sociale, professionnelle, religieuse, mais est surtout utilisée dans le discours politique. Or, les partis politiques forment l'institution auquel le public témoigne le moins de confiance.

La notion de confiance ne permet pas d'établir des normes éthiques valables en toute circonstance. On peut énoncer en cette matière des maximes, dans la mesure où elles sont peu contraignantes, telles que le souhait que dans les relations sociales la confiance devrait être la règle et la méfiance l'exception. En d'autres termes, la confiance n'est pas un principe «universalisable», à savoir un principe ne souffrant aucune exception.

Dans la pratique du management il faudrait, en toute logique, que le principe de confiance soit appliqué en prenant en compte les conditions changeantes auxquelles l'organisation fait face. Cette attitude prudente correspond sur le plan moral au mieux à un «oui, mais...», n'entraînant

pas d'engagement. Seuls les résultats montreront si la confiance accordée a été soit honorée, et alors le choix était bénéfique, soit trahie, et dans ce cas la décision était néfaste. C'est dire que pour être gratifiante, la confiance vécue doit correspondre à la logique des situations. Sa persistance dans des relations de travail constitue très largement une récompense liée à la réussite des individus et des groupes.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

(L'année de la première édition originale des ouvrages est indiquée entre parenthèses)

ARGYRIS, C. et SCHOEN, D. A., *Organizational Learning: A Theory of Action Perspective*, Addison-Wesley, 1978.

COLEMAN, J. S., *Foundations of Social Theory*, Harvard University Press, 1990.

CROZIER, M. et FRIEDBERG E., *L'acteur et le système*, Éditions du Seuil, 1977.

DRUCKER, P., *La pratique de la direction des entreprises* (1955), Les Éditions d'Organisation, 1957.

DRUCKER, P., *La nouvelle pratique de la direction des entreprises* (1973), Les Éditions d'Organisation, 1977.

FAYOL, H., *Administration industrielle et générale* (1916), Dunod, 1970.

FIEDLER, F. E., *A Theory of Leadership Effectiveness*, New York, McGraw-Hill, 1967.

FUKUYAMA, F., *Trust: The Social Virtues and the Creation of Prosperity*, New York, The Free Press, 1995.

GOLEMAN, D., *L'intelligence émotionnelle 2* (1998), Laffont, 1999.

GOLEMAN, D., BOYATZIS, R., McKEE, A., *L'intelligence émotionnelle au travail* (2002), Éditions Village Mondial, 2002.

HERZBERG, F., *Le travail et la nature de l'homme* (1966), *Entreprise Moderne* d'Édition, 1971.

LAHNO, B., *Der Begriff des Vertrauens*, mentis Verlag, 2002.

LEWIS, J. D. & WEIGERT, A., *Trust as a Social Reality*, 1985, *Social Forces* 63(4).

LIKERT, R., *Le gouvernement participatif de l'entreprise* (1961), Gauthier-Villars, 1974.

LPOVETSKY, G., *Le crépuscule du devoir*, Gallimard, 1992.

LUHMANN, N., Vertrauen – Ein Mechanismus der Reduktion sozialer Komplexität, Enke Verlag (Stuttgart), 1989.

MASLOW, A. H., Motivation and Personality, Harper & Row, 1970.

MAYO, E., The Human Problems of an Industrial Civilisation, Macmillan, 1933.

McGREGOR, D., La dimension humaine de l'entreprise (1960), Gauthiers-Villars, 1971.

MINTZBERG, H., The Nature of Managerial Work, Harper & Row, 1973.

MINTZBERG, H., The Manager's Job: Folklore and Fact, Harvard Business Review, juillet-août 1975.

NONAKA, I.-TAKEUCHI, H., La connaissance créatrice, De Boeck Université, 1997.

NONAKA, I., L'entreprise créatrice de savoir, in Le Knowledge Management, Les Éditions d'Organisation, 1999.

PEYREFITTE, A., La société de confiance, Éditions Odile Jacob, 1995.

SENGE, P., La cinquième discipline (1990), Éditions Générales First, 1991.

SENGE, P., ROBERTS, C., ROSS, R., SMITH, B., KLEINER, A., La cinquième discipline – le guide de terrain (1994), Éditions Générales First, 2000.

TAYLOR, F. W., La direction scientifique des entreprises (1911), Dunod, 1965.

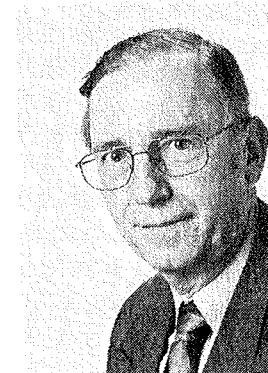
TULLOCK, G., The Prisoner's Dilemma and Mutual Trust, Ethics 77, 1967.

ZAND, D. E., Trust and Managerial Problem Solving, Administrative Science Quarterly, June 1972.

Séance du 23 septembre 2003

DÉMOGRAPHIE, FAMILLE, SOCIÉTÉ ET CONFIANCE AU LUXEMBOURG

par
Gérard Trausch



SOMMAIRE

1. Notion de confiance dans la vie sociale	2
2. La confiance en démographie	4
3. La famille traditionnelle au Luxembourg	4
4. La femme mariée et le code civil	6
5. La société luxembourgeoise préindustrielle et la famille	7
5.1. Présentation générale	7
5.2. L'optique de la politologie	9
6. La société industrielle luxembourgeoise et la famille	10
6.1. Une nouvelle bourgeoisie	10
6.2. Industrialisation, classe ouvrière et prolétarisation	13
6.3. Intervention de quelques facteurs socio-économiques liés à la petite dimension du pays	16
6.4. Conclusion	17
7. La nouvelle famille	19
7.1. Société luxembourgeoise et famille après la Seconde Guerre mondiale	19
7.2. Des signes annonçant des changements dans la structure familiale	21
7.3. Apparition de la nouvelle famille	22
7.3.1. Transformations du mariage de l'extérieur	22
7.3.2. Transformations du mariage de l'intérieur	23
7.3.3. Famille « moderne » et société	24
7.3.4. Résumé sur l'histoire de la famille	25

8. Famille, enfants et retraite	26
8.1. Les comportements des Luxembourgeois face à la reproduction	27
8.2. Retraite et nombre d'enfants	30
8.3. La retraite, une obsession luxembourgeoise!	30
8.4. Des arguments économiques contre la famille: un résumé	32
8.5. La coexistence de plusieurs générations	33
9. Conclusion générale	36
10. Annexes	41
10.1. Quelques développements complémentaires	41
10.2. Renseignements statistiques	44
NOTES	47-58

La présente contribution est axée sur la famille, elle-même située dans la société luxembourgeoise du 19^e et 20^e siècle. Cette société est placée dans l'optique démographique. La confiance – dans la vie sociale – est un élément de liaison entre famille, société et démographie.

1. NOTION DE CONFIANCE DANS LA VIE SOCIALE

La notion de confiance est au cœur des relations économiques et sociales. Sur un marché – surtout atomistique – existe en général une certaine distance entre les divers partenaires. Il n'y a pas forcément des liens d'amitié ou des relations quelconques entre les différentes parties prenantes du marché. A priori il ne faut pas nécessairement s'attendre – de leur part – à un comportement honnête et coopératif. L'*homo oeconomicus*¹ n'a pas encore renoncé à l'imposture, à la fraude, à la tricherie, à la manipulation, ...

La solution peut intervenir sur trois niveaux.

• Niveau de la morale.

Chaque partie intervenante se comporte de manière honnête et sincère. L'attitude «morale» des co-contractants d'un contrat exige une stricte

Les chiffres en exposants renvoient aux notes in fine.

observation des règles de bonne foi et de concurrence dans la vie économique et sociale. Un tel comportement moral est ni certain ni garanti par des *gentlemen means*. Les normes morales, faisant appel à la mauvaise conscience, n'évitent pas des attitudes et comportements malhonnêtes et frauduleux.

• Niveau des arrangements institutionnels.

Des arrangements, destinés à éviter des fraudes et autres impostures, peuvent être prévus: par exemple prestations de garantie, cautions, tribunal arbitral, appel à la protection des consommateurs, recours à des médiateurs, etc. Contrairement au premier niveau, des sanctions de la loi peuvent favoriser le respect des contrats ou au moins rendre coûteux leur violation. Tout contractant a alors un intérêt personnel à observer des contrats librement conclus.

• Niveau de la confiance.

La confiance entre co-contractants se construit par exemple entre partenaires sur un marché quelconque par des relations antérieures, qui ont démontré la justification des relations de confiance. C'est évidemment le cas par exemple de livraisons sur commande payées antérieurement, et aussi dans de nombreux autres cas. Sans l'intervention de la confiance la vie économique et sociale risque l'effondrement. «La confiance est le fondement de l'échange»².

• • •

Retenons brièvement le point de vue d'un grand économiste et d'un enseignant en philosophie sur la confiance en économie.

Keynes n'a pas oublié la notion de confiance (surtout en relation avec l'investissement), sans pour autant expliquer sa nature et son origine.

«(Par suite) l'état de la prévision à long terme ne dépend pas seulement de l'éventualité la plus probable qu'on puisse envisager. Il dépend aussi de la *confiance*³ avec laquelle on la prévoit, ... Lorsqu'on s'attend à des variations profondes, mais qu'on est très incertain de la forme qu'elles revêtiront, on n'a qu'une confiance limitée.

L'état de la *confiance*⁴, comme disent les hommes d'affaires, est une chose à laquelle ils prêtent toujours l'attention la plus stricte et la plus vigilante»⁵.

Voici le point de vue d'un professeur de philosophie (spécialiste en philosophie sociale et politique).

«Pour fonctionner, la machine économique a besoin d'autre chose que de l'égoïsme intéressé de chacun. Il lui faut ce fluide mystérieux, dont

le nom évoque plus les élans de la religion que la froide rationalité du calcul: la confiance. ... C'est, en dernière analyse, d'un déficit de confiance que souffrirait notre économie!»⁶

2. LA CONFIANCE EN DÉMOGRAPHIE

La démographie s'intéresse à l'évolution quantitative de la population et à l'analyse des causes de cette évolution. De ce fait la démographie est liée à l'économie, à la statistique, à la sociologie, à la philosophie, à l'histoire, à la géographie, etc. La notion de confiance en démographie est donc elle aussi en relation avec ces disciplines. La confiance a ainsi plusieurs significations possibles, par exemple: confiance dans la société, confiance dans la famille, confiance dans la vie, confiance dans l'avenir, etc. Ces quelques notions sont elles-mêmes assez complexes et la confiance, toujours en démographie, reste difficile à cerner exhaustivement.

Toutefois une signification correcte et plutôt facile à saisir est la confiance dans le secret statistique des recensements de la population.

Aucune donnée individuelle, indiquée par un ménage dans une feuille de recensement ne peut être communiquée à un tiers (par exemple à l'Administration des contributions directes). Le Statec est «étanche» par rapport au secret statistique; par ailleurs c'est une condition de qualité des statistiques.

La famille est toujours la «cellule» fondamentale de la société, car elle exprime sa double composition masculine et féminine. Il ne faut pas s'étonner que la famille, dans l'analyse démographique, reste une «unité» centrale incontournable.

Examinons l'évolution et les transformations de la famille au Luxembourg.

3. LA FAMILLE TRADITIONNELLE AU LUXEMBOURG⁷

Elle s'appuie sur trois piliers.

- *La hiérarchie des sexes*

Le partenariat juridique entre époux n'existe pas encore: la femme mariée est juridiquement incapable.

- *La maternité des femmes*

L'inégalité des sexes a comme «corollaire» la vraie «vocation» des femmes: maternité et éducation des enfants.

- *L'indissolubilité du mariage*

A l'inégalité des sexes est associée «l'indissolubilité» du mariage. La dépendance financière et juridique vis-à-vis du mari est «compensée» par un mariage placé dans la durée. Le divorce est mal «vu» du point de vue social. Entre 1841 et 1890 le nombre des divorces atteint tout juste 35 unités. Le divorce n'est pas encore un problème social.

Cette configuration a persisté longtemps au Luxembourg. Trois facteurs sont intervenus.

- *L'emprise de l'Eglise*

Le catholicisme – bien implanté dans le pays et fort attaché aux traditions – est réformé sous la houlette du dynamique vicaire général Jean-Théodore Laurent (1842-1848). La présence de l'Eglise se répercute sur trois axes.

- Axe des manifestations religieuses: processions diverses, pèlerinages, cours de doctrine chrétienne dans les écoles, ...

- Axe des organisations religieuses: *Gesellenverein* lié à l'artisanat, organisations liées à la jeunesse (scouts, guides, JEC, JOC, ...), Action catholique, Caritas, ...

- Axe des soins aux malades et aux personnes âgées en l'absence de l'Etat dans ces domaines.

L'influence de l'Eglise sur la vie sociale persiste au moins jusque dans les années 1960.

- *La ruralité*

L'industrialisation du pays n'a pas séparé nettement la sphère industrielle de la sphère rurale; c'est là un trait caractéristique de notre industrialisation. Retenons deux indications numériques.

- Des 66.663 personnes qui exercent – en 1907 – une activité accessoire, 48.719 (73 %) le font dans l'agriculture, c'est-à-dire elles travaillent à titre principal dans une autre activité (par exemple industrie sidérurgique, industrie du bâtiment, transport, ...)⁸.

- En 1960 le recensement de la population indique encore 630 (7,6 %) agriculteurs-patrons exerçant à titre accessoire sur un total de 8.284⁹.

- *Le système éducatif*

L'histoire de notre enseignement peut être résumé en trois étapes¹⁰.

- En 1843 l'enseignement primaire est complètement réorganisé. Les cours sont communs aux garçons et aux filles, sauf les travaux à l'aiguille réservés à celles-ci. A partir de 1845 l'École normale assure la formation des instituteurs; dix années plus tard c'est le tour des

institutrices. Leurs programmes diffèrent. Ainsi les instituteurs ont des branches «techniques» (histoire naturelle, dessin linéaire et géométrie, éléments de physique), remplacées par des ouvrages de mains (tels que tricot, couture, broderie, ...) dans la formation des institutrices.

- La loi du 23 juillet 1848 représente le fondement de notre enseignement supérieur et moyen. L'Athénée comprend alors le Gymnase pour les études classiques (latin, grec) et l'école industrielle pour des études «modernes» (les langues classiques sont remplacées par des branches «techniques»). L'enseignement reste entièrement réservé aux garçons. Il en est de même de la réforme de 1892 créant l'Ecole industrielle et commerciale et de la réforme de 1908 créant les sections A (langues), B (mathématiques) et C (sciences naturelles).
- En 1911 sont créés les lycées de jeunes filles de Luxembourg et d'Esch/Alzette. Cet enseignement diffère sensiblement de celui des garçons. Ainsi les jeunes filles sont discriminées à l'égard de deux branches importantes: moins de latin et moins de mathématiques.

La discrimination entre garçons et filles dans notre enseignement persiste jusqu'en 1968. La loi du 10 mai de cette année fait disparaître définitivement cette discrimination. L'enseignement secondaire est désormais rigoureusement le même pour garçons et filles; il y a mixité dans les lycées. Cette harmonisation est bien tardive au Luxembourg. En France, c'est en 1924 «que l'enseignement féminin est assimilé à l'enseignement masculin»¹¹.

4. LA FEMME MARIÉE ET LE CODE CIVIL

Le code civil de 1804 réorganise la société luxembourgeoise: l'égalité juridique est devenue une règle intangible. Deux remarques s'y rattachent.

- Il s'agit d'une égalité des droits indépendante de la fortune qui par ailleurs est largement protégée – ou peut-être même surprotégée – par le nouveau code.
- Le principe individualiste – contrairement à l'Ancien régime – prédomine et favorise l'émergence d'une bourgeoisie de notables qui dirigent le pays jusqu'à l'introduction du suffrage universel en 1919.

Cette égalité des droits n'est pas universelle, car la femme mariée en est partiellement exclue. Deux articles du code civil impliquent «une position de totale subordination à leur égard»¹².

Article 213: *La femme doit obéissance à son mari.*

Article 1124: *Les personnes privées de droit sont les enfants mineurs, les femmes mariées, les criminels et les débiles mentaux.*

C'est le règne de la toute-puissance maritale: le mari fixe la résidence et l'épouse a l'obligation de cohabitation, il exerce l'autorité parentale, il assiste son épouse quant à divers actes juridiques, il autorise son épouse à exercer certaines activités, il administre la fortune de sa femme, etc.

Cette configuration nous mène à trois remarques.

- «L'idéologie de l'individu» souligne bien les droits de propriété, mais de manière singulièrement atténuée par rapport à la femme mariée.
- Cet étau législatif serré – quant au statut de la femme mariée – ne relâche son emprise que bien tardivement dans notre pays. En fait – à part quelques aménagements – il persiste jusqu'en 1972¹³.
- Il ne faut pas s'étonner de ce que les jeunes filles n'ont pas accès à l'instruction publique. Tout au long du 19^e siècle il n'y a pas d'enseignement secondaire pour elles dans notre pays. Elles sont absentes de l'espace public où s'élabore la politique, seul l'espace domestique leur est réservé.

...

La famille traditionnelle reste liée à une certaine infériorité sociale de la femme. «L'asymétrie» des rôles de l'homme et de la femme est une constante de ce modèle¹⁴. Écoutons Jean Etienne Portalis (1746-1807) devant le Conseil d'Etat (discours préliminaire prononcé le 1^{er} pluviôse de l'an IX – ou 21 janvier 1801). «L'autorité maritale est fondée sur la nécessité de donner, dans une société de deux individus, la voix pondérative à l'un des associés, et sur la prééminence du sexe auquel cet avantage est attribué»¹⁵.

5. LA SOCIÉTÉ LUXEMBOURGEOISE PRÉINDUSTRIELLE ET LA FAMILLE

5.1. Présentation générale

La société préindustrielle du pays, antérieure à 1840-1870, se compose – en un résumé rapide – de la bourgeoisie, de la classe des travailleurs (ouvriers et journaliers) et de la masse des paysans.

- Les caractéristiques de la bourgeoisie sont en relation avec les facteurs suivants.
- Elle est liée à la propriété foncière et – dans une moindre mesure – à l'activité commerciale et industrielle.

- Elle est conservatrice et même réactionnaire.
- Elle reste attachée à des méthodes et techniques archaïques (par exemple quant à la sidérurgie ancienne).
- Elle s'étend aux notaires, hauts fonctionnaires, magistrats, médecins, etc. qui - encore peu nombreux - s'imposent par le prestige social que la population leur attribue. L'expression «notables-fonctionnaires» est bien justifiée; on est loin du capitalisme moderne.

A la limite on peut se demander si cette bourgeoisie a été «efficace» pour le pays, du moins dans une optique économique. Numériquement faible, elle est libérale, autoritaire et orangiste.

- Le monde ouvrier est peu nombreux¹⁶. La sidérurgie occupe environ 700 ouvriers à plein temps et une main-d'œuvre temporaire paysanne de 8.000 à 10.000 personnes provenant de l'agriculture. La dissémination géographique de cette main-d'œuvre fait un contraste saisissant avec la concentration industrielle moderne. La faïencerie occupe 520 ouvriers; la papeterie 300; la ganterie 250, plus 1.800 ouvrières à domicile¹⁷ - les femmes actives ne sont pas absentes du milieu ouvrier.
- Le gros de la population fait partie de la paysannerie. Moins de 4 % de la population sont urbanisés; de loin la grande majorité des habitants vit de la terre directement (agriculture) ou indirectement (par exemple sidérurgie ancienne). Artisans, petits commerçants et boutiquiers sont souvent liés à la terre: ils exploitent quelques lopins de terre ou ont un peu de bétail. Tout en bas de l'échelle il y a des journaliers, des mendiants et des vagabonds.

La grande masse de la population est liée à la pauvreté et même à la misère. Cette situation - d'ordre structurel - est en relation avec les facteurs suivants.

- Les guerres, la fiscalité et la conscription de l'Empire ont appauvri le pays, «... sauf pour quelques industriels...»¹⁸.
- L'isolement géographique - contrairement aux autres régions du royaume - pèse lourdement sur le pays.
- L'absence généralisée de voies de communication prend des allures catastrophiques.
- Les méthodes et procédés restent archaïques et dépassés, tant dans l'agriculture que dans l'industrie. Ce retard est accentué par l'isolement du pays.

Deux traits caractéristiques sont liés à la pauvreté.

- La mendicité. «En 1847, près de 12,3 % de la population sont considérés comme indigents et incapables de subsister sans secours»¹⁹.
- La famine. Elle sévit encore dans notre pays à divers moments du 19^e siècle: «en 1816/17, 1831, 1840, 1846/47, et en 1853/54»²⁰.

Dans cette société préindustrielle la propriété immobilière, bâtie ou non, est très prisée. Le large morcellement de la propriété agraire - sous l'Ancien régime - en est un signe: «... le nombre des propriétaires à la campagne est plus grand que celui des non-propriétaires»²¹. Par la suite l'industrialisation ne parvient pas à briser cette préférence - ou faut-il parler d'engouement - pour la propriété foncière.

Les paysans sont en fait mi-ruraux, mi-ouvriers/artisans, leur lot commun est la pauvreté. Même notre bourgeoisie est loin de l'opulence; le contraste avec la bourgeoisie néerlandaise - occupant les centres de consommation - en est encore amplifiée.

La prédominance du monde rural est omniprésente. Notons une différence par rapport à l'Ancien régime: l'absence de solidarité qui a caractérisé la société rurale de cet Ancien régime. Cette solidarité repose sur deux piliers²².

- La participation à la vie religieuse (charité chrétienne).
- La jouissance d'un ensemble de droits collectifs (vaine pâture, droit de glanage, droit de chaumage, droits d'usage dans les forêts).

Sous le régime néerlandais l'Etat «n'exerce qu'une influence très indirecte sur les établissements de bienfaisance qui appartiennent exclusivement à une ville ou à une commune; ce sont les administrations locales qui en arrêtent les comptes»²³.

Dans une telle situation la famille constitue une réelle «valeur-refuge». Le repli sur la famille peut aider à expliquer - au moins partiellement - la persistance dans le temps du modèle traditionnel de la famille. L'industrialisation du pays va changer la société du pays, mais ne modifie guère la famille traditionnelle.

5.2. L'optique de la politologie

La constitution de 1841, un vrai «pis-aller»²⁴ et bien loin de la constitution libérale de 1848, permet tout de même le démarrage d'une vie politique effectivement luxembourgeoise. Dans cette société différentes tendances politiques²⁵ se dégagent, avec toutefois des nuances plus ou moins prononcées.

- Les *libéraux doctrinaires*, au pouvoir entre 1841 et 1848 et entre 1856 et 1868, sont représentés par les propriétaires fonciers et les hauts fonctionnaires. Ils sont conservateurs, anticléricaux, proches du principe dynastique. C'est une véritable caste de notables, sans réelles racines dans le pays.
- Les *libéraux progressistes*, au pouvoir de 1848 à 1856 et à partir de 1868, sont favorables à des réformes constitutionnelles à caractère libéral (renforcement du pouvoir de la Chambre des Députés et limitation des pouvoirs du souverain, libertés individuelles, etc.). Cette bourgeoisie a réalisé l'industrialisation du pays.
- En dehors du courant libéral (en deux tendances) apparaît le *courant catholique* sous l'influence du dynamique vicaire apostolique Jean-Théodore Laurent (1804-1884). Ce courant entre sur la scène politique en 1848 (cf. année de création du *Luxemburger Wort*).

6. LA SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE LUXEMBOURGEOISE ET LA FAMILLE

6.1. Une nouvelle bourgeoisie

L'industrialisation affaiblit la bourgeoisie foncière au profit d'une bourgeoisie d'affaires. Caractérisons-la brièvement.

- Elle joue un double rôle. Portée par l'industrialisation, elle détient le pouvoir économique et en même temps elle prend une part active au pouvoir politique. A la faveur de la constitution libérale de 1848 et bien protégée par le bouclier censitaire (jusqu'en 1919), elle s'est lancée à la conquête du pouvoir politique.
- Elle finit par former de véritables dynasties bourgeoises, engagées à la fois dans le monde économique et dans le monde politique. Ce sont par exemple les Metz, Pescatore, Brasseur, Munchen, Servais, Wurth. «Les grandes familles ont constamment un des leurs à la Chambre des députés, sont représentées au Conseil d'Etat et dans les Conseils communaux. (...) De 1842 à 1889 il y a eu à la Chambre des députés six Metz, six Pescatore, cinq Servais, quatre Wurth, trois Tornaco et trois Collard»²⁶. Elles fournissent «30 des 150 députés qui siègent à la Chambre de 1842 à 1889»²⁷.
- Elle a évidemment sa place dans les conseils d'administration des sociétés anonymes et elle est présente à la Chambre de commerce. Mais elle est aussi engagée dans la société civile: ses représentants siègent dans les comités des fanfares et harmonies municipales, de la Croix Rouge, de diverses œuvres de charité, etc. Elle est présente dans diffé-

rentes commissions de surveillance (par exemple Athénée, École industrielle et commerciale, hospices, etc.)²⁸.

- Elle est libérale et paternaliste envers les salariés, mais reste protectionniste dans le domaine économique (cf. Zollverein).
- Elle est plus anticléricale que la bourgeoisie traditionnelle.
- Elle effectue une réelle accumulation de capitaux et introduit le capitalisme «moderne» dans notre pays. L'expression «bourgeoisie conquérante»²⁹ convient parfaitement. Le lien étroit entre pouvoir économique et pouvoir politique a assuré la domination de cette nouvelle bourgeoisie.

• • •

Un dernier mot sur l'emploi des langues³⁰, en relation avec la bourgeoisie. Le partage de 1839 a laissé au Grand-Duché le seul quartier germanophone. Néanmoins la loi sur les communes de 1843 rend le français obligatoire à l'école primaire. Deux facteurs ont joué.

- Pour notre petit pays il y a nécessité de participer à la fois au monde francophone et au monde germanophone: c'est une condition de l'ouverture économique et sociale de notre pays.
- La langue française est un contre-pouvoir culturel vis-à-vis de la Prusse (et plus tard de l'Allemagne) qui se sert de la Confédération germanique et de l'Union douanière allemande comme leviers d'influence dans notre pays.

Le Mémorial du Grand-Duché est bilingue (français et allemand), de sa parution en 1816³¹ jusqu'à la Seconde guerre mondiale. Le français est la langue de la haute administration, entièrement entre les mains de juristes qui ont fait leurs études dans cette langue. Selon Gilbert Trausch, «... le Luxembourg s'accroche avec ténacité au Code Napoléon, créant par là même une barrière supplémentaire avec les pays d'Allemagne»³². En fait toute la bourgeoisie se sent à l'aise avec le français. Par ailleurs les discussions à la Chambre se font en français ou en allemand, pas en luxembourgeois. En 1896 le député Spoo³³ fait sensation lorsqu'il y intervient en luxembourgeois.

La langue française a été longtemps un signe d'identité de notre bourgeoisie. Le clergé, par contre, utilise toujours l'allemand que la masse de la population comprend mieux.

Au 19^e siècle et même après – avec une extension encore modeste de notre enseignement secondaire³⁴ – le français a été une ligne de fracture

entre la bourgeoisie et le reste de la population qui s'exprime mieux en allemand.

• • •

Nous venons de parler de bourgeoisie. En fait – avec l'industrialisation – il faudrait parler plutôt de «bourgeoisies». L'éventail est assez large: de la bourgeoisie détenant à la fois le pouvoir politique et économique à la moyenne et petite bourgeoisie, se démarquant du monde ouvrier. L'École industrielle et commerciale a favorisé cette petite et moyenne bourgeoisie: ingénieurs, cadres techniques et commerciaux, etc. L'expression «bureoisie³⁵» est appropriée. Il s'agit de l'ensemble des couches sociales liées au bureau: cadres administratifs et commerciaux, employés et fonctionnaires.

S'y ajoute une palette d'artisans, de boutiquiers, de petits patrons, etc. On peut parler de «petite bourgeoisie ou bourgeoisie populaire»³⁶. Retenons deux indications numériques, d'ailleurs de sens contraire.

- Entre les recensements des activités économiques de 1846 et de 1862³⁷ l'évolution économique semble tourner au ralenti: le nombre de «maîtres et aides» diminue de 17.770 à 15 725 (-23,5%), face à une augmentation de la population totale de 186.140 à 197.731 (+6,2%) entre 1846 et 1861³⁸. Cette période préindustrielle semble peu dynamique, au moins par rapport à la période d'industrialisation galopante qui va suivre.
- De 1862 à 1907 l'industrialisation fait bouger les choses. En 1907³⁹ le canton d'Esch accapare 39% de toutes les personnes actives dans une exploitation et 31% d'actifs dans la branche *Commerce et transport y compris hôtels, cafés, restaurants, musique et théâtre*. Cette branche explose littéralement, signe d'une amélioration notable du niveau de vie.

De 1862 à 1907 le nombre de commerçants passe de 3.520 à 15.766⁴⁰. Deux remarques s'y rattachent.

- La comparaison des données numériques de 1862 à celles de 1907 reste difficile. Elles sont acceptables, si l'on se place résolument dans une optique de l'ordre de grandeur.
- Des 15.766 personnes actives dans la branche *Commerce et transport*... 61% sont de sexe féminin. Contrairement à une idée reçue les femmes ont travaillé au cours de la «Belle Epoque».

6.2. Industrialisation, classe ouvrière et prolétarisation

L'industrialisation est évidemment liée à la notion de classe ouvrière; son émergence a donné lieu à une prolétarisation parfois brutale. S'il n'y a pas – au Luxembourg – absence, il y a en tout cas atténuation sensible de ce phénomène; ce n'est pas le cas dans les pays voisins.

6.2.1. Quelques critères généraux

Examinons les quatre conditions de la prolétarisation.

- La reproduction «prolétarienne».

La famille ouvrière est confrontée à une véritable quadrature du cercle: boucler le budget. Même des enfants sont obligés de travailler (à partir de 7/8 ans): «... la famille nombreuse, donc la non-adoption d'une contraception sont des formes ouvrières de réponse aux conditions de prolétarisation imposées par les premiers temps du capitalisme»⁴¹.

- L'absence de propriété immobilière.

Ce trait caractéristique de l'industrialisation – surtout à ses débuts – est lié aux conditions misérables de logement des ouvriers. Encore ceux-ci ont-ils souvent payé un loyer disproportionné pour de simples taudis. Au Luxembourg la situation ne semble pas avoir atteint ce degré de détresse. Écoutons Quasten: «*Ein charakteristischer Zug in der Mentalität des Minettvolkes, der seinen Niederschlag sehr deutlich im Siedlungsgebiet findet, ist die traditionelle Vorliebe für das eigene Haus. Es gibt im ganzen Industriegebiet, wenn man von den Neubauten der letzten Jahre absieht, so gut wie keine Mietshäuser. Dadurch unterscheiden sich die Siedlungen sehr von den Industriestädten der anderen westeuropäischen Industrieländer*»⁴².

Par la suite cette optique est nuancée. Écoutons par exemple Denis Scuto: «Des ouvriers dormant dans des lits indignes de ce nom, quotidiennement exposés au froid, continuellement au bord de la maladie, avec la tuberculose qui guette, entassés les uns sur les autres, voilà le tableau qui se dresse devant nous derrière les parois de ces baraques»⁴³. Ou encore: «Insalubrité et loyers sont aussi les leitmotivs...»⁴⁴.

D'ailleurs les services de statistique – au début du siècle – ont déjà mis en évidence l'épineux problème du logement des ouvriers de l'industrie:

«... stehen hohe Mietpreise und Wohnungsnot in inniger Beziehung zu einander, denn sobald die Mietpreise nicht dem Einkommen des Arbeiters entsprechen, herrscht für diesen Wohnungsnot. Allgemein wird jede

Arbeiterwohnung als zu teuer betrachtet, welche über 1/5 des Einkommens verschlingt.

..., daß vielfach menschenunwürdige Räume, welche eher Höhlen oder Viehställen gleichen (...), zu horrenden Mietpreisen an Arbeiter abgelassen werden»⁴⁵.

L'industrialisation du pays a déclenché une double ruée vers le sud du pays. D'abord la migration du monde rural vers la région industrielle du sud du pays. S'y ajoute l'immigration d'étrangers dans la même direction. Ces deux phénomènes ont un double effet: le problème du logement est mis en évidence et la question ouvrière est posée au Luxembourg.

Retenons que la situation a atteint son paroxysme vers 1895/1900. Les services de statistique ont fait des relevés en 1871, 1880, 1885, 1890, 1895, 1900, 1905 et peu après. Prenons par exemple la ville de Differdange (la situation est analogue pour Dudelange⁴⁶). En 1871 – donc juste avant l'industrialisation – le nombre d'habitants par maison est de 4,23, de 9,98 en 1900, de 8,93 en 1905 et de 8,79 un peu plus tard⁴⁷. La loi du 29 mai 1906⁴⁸ fait évoluer les choses.

- Organisation de combat de la part des ouvriers.

En fait les ouvriers du Luxembourg commencent seulement à s'organiser sous la pression des événements liés à la Première guerre mondiale⁴⁹. La grève de 1921 est un échec. «Le mouvement ouvrier repart pour ainsi dire à zéro»⁵⁰.

- Une structure familiale fragilisée.

La prolétarianisation est liée à un risque de marginalisation sociale de ces populations. Le danger d'une dislocation de la famille est particulièrement important: unions libres⁵¹, enfants naturels, rupture de l'union, violence, alcoolisme, etc. Écoutons la sociologue M. Segalen: «L'illégitimité est liée à la prolétarianisation»⁵². Un manque d'intégration du prolétariat, liée à l'affaiblissement de la structure familiale peut même mettre en danger la cohésion nationale d'un pays. A aucun moment une telle situation ne s'est présentée au Luxembourg.

Des quatre conditions de la prolétarianisation seule celle liée au logement semble remplie, au moins partiellement.

6.2.2. Quelques facteurs spécifiques au Luxembourg

- La révolution industrielle tardive.

Lorsque le Luxembourg entame sa révolution industrielle, la Belgique est déjà un pays industrialisé. Le retard relatif évite à notre pays les abus les plus criants inhérents en général aux débuts de l'industrialisation. Sous

l'influence de la législation sociale allemande – Zollverein oblige – la situation du monde ouvrier est moins dramatique.

- Une part élevée d'ouvriers étrangers.

Le fort pourcentage d'ouvriers étrangers dans l'industrie sidérurgique empêche, ou du moins atténue, la formation d'une conscience de classe. Les ouvriers de notre métallurgie ne forment guère un groupe homogène comme dans les pays voisins.

L'industrie en général occupe en 1907⁵³ 32.101 Luxembourgeois et 15.161 étrangers (32 %), dont 18 % d'Italiens, 10 % d'Allemands et, loin derrière, les Belges avec 2 %.

Considérons maintenant les ouvriers travaillant dans les mines et auprès des hauts fourneaux. On y dénombre 14.189 ouvriers au total dont 8.782 étrangers (62 %). Ces étrangers comprennent 71 % d'Italiens, 21 % d'Allemands et 3 % de Belges. Les 8.841 Italiens (dont 105 femmes) travaillant dans notre pays sont un monde d'ouvriers: 97,5 % (8.621) sont classés dans la rubrique «aides et ouvriers».

- Lien entre monde ouvrier et monde agricole.

Il n'y a pas, au Luxembourg, de séparation nette entre sphère rurale et sphère industrielle: des ouvriers – surtout dans le sud du pays – s'occupent souvent de quelques lopins de terre. Bornons-nous, pour illustrer, à deux indications statistiques.

□ En 1907 on dénombre 48.719 cas d'exercice d'une profession accessoire liés à l'agriculture: 30.798 (63,2 %) de ces cas sont en relation avec des ouvriers⁵⁴ (voir précédemment sous le n° 3. *La famille traditionnelle au Luxembourg*).

□ «Les ouvriers avec une ou plusieurs professions accessoires sont le plus nombreux dans les cantons d'Esch et de Luxembourg-campagne où ils forment 61,19 resp. 57,11 % de toutes les personnes qui sont occupées accessoirement»⁵⁵. Il y a une certaine continuation de la société rurale dans un environnement industriel.

- Absence d'effet de «massification».

A la concentration industrielle correspond une concentration démographique. Toutefois les villes industrielles du sud du pays restent en fait de petites villes. La population de la ville d'Esch/Alzette – notre métropole industrielle – reste inférieure à 30.000 habitants, même au zénith de son industrialisation. Dans ce contexte la petite dimension est un avantage. Écoutons Leibbrandt: «Les lieux d'habitation de la région industrielle du

Grand-Duché n'ont jamais présenté les dimensions considérables des centres industriels de l'Europe»⁵⁶.

Tous ces facteurs ont abouti à une sensible atténuation sinon à une absence de prolétarianisation au cours du processus d'industrialisation de notre pays.

En plus quelques facteurs socio-économiques spécifiques au Luxembourg interviennent; ils sont liés à la petite dimension du pays.

6.3. Intervention de quelques facteurs socio-économiques liés à la petite dimension du pays

- L'immigration a été indispensable à l'industrialisation du pays: la production sidérurgique a été telle que la main-d'œuvre indigène a été insuffisante. L'apport du facteur humain extérieur a été une solution rapide. Elle est d'autant plus efficace qu'elle a permis une régulation de la main-d'œuvre aux besoins du pays par renvoi – en cas de crise – de la partie de main-d'œuvre excédentaire. Ce mécanisme, non dépourvu de brutalité, a été d'une efficacité économique réelle. Nous sommes en présence d'un phénomène d'ajustement entre population résidente et emplois disponibles. Leibbrandt note «que la misère d'un chômage de long terme a été en général épargnée à la population ouvrière luxembourgeoise»⁵⁷.

Enfin le passage du secteur primaire vers le secteur secondaire apporte des bouleversements de la structure de la population. Le Luxembourg ne fait pas exception, c'est bien connu. Le mécanisme d'ajustement a pu au moins atténuer quelque peu la sévérité de ce passage.

- P. Bairoch⁵⁸ indique deux facteurs socio-culturels qui sont souvent plus favorables aux petits pays.

□ La distribution de la propriété.

Au Luxembourg la propension à posséder un logement familial est très prononcée, aussi et surtout dans les couches populaires.

□ Le niveau d'instruction.

A l'enseignement classique s'ajoute en 1835 – bien avant le démarrage du processus d'industrialisation – un enseignement secondaire, axé sur les sciences et les techniques, réformé en 1848. En 1892 s'y ajoute un volet commercial. Les deux enseignements, classique et technique, sont d'un niveau élevé.

A ces deux facteurs on peut en ajouter un autre, lié à la position particulière du Luxembourg. Les Luxembourgeois s'adressent à la fois à la

sphère culturelle française et à la sphère culturelle allemande. C'est là un avantage que le Luxembourg a su exploiter aussi du point de vue économique.

- Dans notre petit pays les circuits administratifs sont assez courts. Ainsi une entreprise étrangère, qui s'installe au Luxembourg, peut toucher facilement le ministre compétent. Les contacts sont faciles et directs, par rapport aux pays voisins au moins.

6.4. Conclusion

Entre l'Ancien régime et le régime néerlandais la famille est un point commun. Elle constitue une cellule de survie, une cellule de reproduction, une cellule de production. D'abord la famille de l'époque consomme peu, et ensuite elle consomme surtout ce qu'elle a produit elle-même.

Contrairement aux pays voisins la bourgeoisie luxembourgeoise – même riche – n'atteint pas, et de loin, le degré de richesse de ces pays. L'absence de prolétarianisation brutale empêche la misère la plus noire. Bien sûr, il y a des familles bourgeoises riches, des pauvres et de la misère dans notre pays industrialisé, mais certainement pas dans la même mesure que dans les régions industrielles des pays limitrophes.

L'éventail des fortunes et des revenus est moins étendu au Luxembourg, au moins dans la comparaison internationale. Une large absence de prolétarianisation a aidé à réduire les distances sociales. Dans le sud du pays s'y ajoute – encore bien après la Seconde guerre mondiale – «des traces typiques de structure rurale-artisanale»⁵⁹. Par contre à Esch/Alzette le «modèle moderne-bourgeois prévaut»⁶⁰.

Les maisons unifamiliales des ouvriers avec jardin renforcent ce modèle. «Le jardin contribue à fixer l'homme au foyer»⁶¹. Ce jardin a aussi «une vocation pédagogique, ..., destinée à l'enfant»⁶².

Ce qui nous mène de nouveau à la famille. La grève des ouvriers de juin 1917 est liée à la hausse des prix et à des salaires dérisoires, ce qui en fait porte atteinte à leur dignité et, partant à leur vie de famille. Le député Herschbach prend l'exemple d'une famille de cinq personnes. Selon ce député «... will der Arbeiter genügend verdienen zum Unterhalt seiner Familie sowie noch etwas auf die Seite legen können, ...»⁶³.

Les quelques développements précédents – en partie spécifiques au Luxembourg – nous mènent à deux remarques.

- Divers facteurs, comme une prolétarianisation «légère», ont probablement contribué à la fameuse paix sociale dans notre pays.

□ La famille est le trait commun à toutes les couches de la population: le type de la famille bourgeoise est idéalisé. La femme y est valorisée en tant que mère de famille. Tout au long du 19^e et partiellement au 20^e siècle ses vertus sont exaltées. Dans cette famille traditionnelle⁶⁴, le mari travaille à l'extérieur et l'épouse s'occupe du ménage et des enfants. La persistance de ce modèle de famille dans notre pays est probablement liée au fait qu'il a été accepté par l'ensemble de la population.

• • •

Revenons à la notion de confiance. Les Luxembourgeois du 19^e siècle ont-ils confiance dans la société, dans les institutions de l'époque?

La création du Luxembourg par le Congrès de Vienne relève de préoccupations politiques et diplomatiques, mais ne procède pas d'une quelconque expression de la volonté populaire: la population n'a pas été partie demanderesse. Elle a plutôt une attitude passive, voire même indifférente. Les habitants ont la nostalgie du régime autrichien, idéalisé après 20 ans de régime français avec, pour la première fois, un service militaire obligatoire (cinq classes d'âge).

Tout au long du régime néerlandais la pauvreté reste une constante. Au cours des années 1840 les fondements de l'Etat sont posés. En 1842 c'est l'ouverture vers l'extérieur (Zollverein). La première constitution libérale apparaît en 1848; celle de 1856 est beaucoup plus autoritaire. Enfin celle de 1868 est de nouveau libérale.

Les crises extérieures – mettant en péril l'existence même du pays – ne manquent pas, par exemple: révolution belge en 1830, démantèlement de la forteresse en 1867, guerre franco-allemande de 1870/71.

L'industrialisation du pays, à partir de 1870, bouleverse les structures économiques, sociales et démographiques.

Un point est commun à toute cette époque: c'est la famille, une valeur «sûre», pleinement acceptée par la population. Le divorce est rare. L'Eglise garde la main sur le mariage, bien au-delà de la Seconde guerre mondiale: «... la majorité écrasante des mariages se célèbrent toujours à l'église et ceci jusque dans les milieux et les familles qui sont le plus éloignés de toute pratique religieuse»⁶⁵.

Le type traditionnel de la famille persiste longtemps au Luxembourg, jusque vers le début des années 1970. Nous venons d'en analyser les causes principales. Lorsqu'on parle de confiance au 19^e siècle, c'est aussi en relation avec la famille.

7. LA NOUVELLE FAMILLE

7.1. Société luxembourgeoise et famille après la Seconde Guerre mondiale

La Seconde Guerre mondiale a été un triple choc pour notre pays. D'abord les pertes⁶⁶ humaines ont été importantes: enrôlés de force et autres victimes (résistance, persécutés raciaux, déportation, camp de concentration, prison, etc.). Ensuite les dégâts matériels ont été considérables⁶⁷, bien qu'à long terme cet aspect soit moins dur. Enfin les ravages moraux, les souffrances endurées persistent longtemps dans la mémoire collective.

La Résistance préconise un nouveau départ lié à de profondes réformes institutionnelles, par contre les partis politiques (réorganisés) reprennent leur place, «comme si de rien n'était». Le résultat des élections législatives du 21 octobre 1945 penche plutôt du côté des partis politiques.

Après les «tumultes» de l'après-guerre apparaît peu à peu l'absurde inhumain de cette guerre fratricide, l'horreur allant jusqu'à l'extermination; tous les principes de l'humanité ont été bafoués.

La population tend de plus en plus à juger la légitimité des institutions – inchangées, dans notre pays, depuis le lendemain de la Première Guerre mondiale – en liaison avec ses capacités «à créer ou à maintenir une certaine image du bonheur»⁶⁸.

L'enfant devient une valeur centrale, un espoir d'avenir: la promotion de l'enfant reste la légitimité essentielle de la famille. Deux arguments interviennent.

- Il s'agit d'assurer l'avenir de l'enfant par sa promotion sociale.
- Ce que le père n'a pas su ou pu atteindre (par exemple du fait de la guerre), il le destine à l'enfant qui assure ainsi la promotion sociale de la famille.

Une famille nombreuse fait obstacle à une telle attitude. Effectivement il n'y a pas – au Luxembourg – de «baby boom» au cours des premières années de l'après-guerre, contrairement à ce qui s'est passé en France. Il n'y a pas non plus de «rattrapage» de naissances après la guerre.

Les taux nets de reproduction sont retenus dans le tableau suivant. Le remplacement d'une génération est tout juste assuré si le taux est égal à l'unité.

Année	Taux net de reprod.	Année	Taux net de reprod.
1947	0,86	1959	1,05
1948	0,88	1960	1,07
1949	0,87	1961	1,09
1950	0,91	1962	1,10
1951	0,93	1963	1,08
1952	1,00	1964	1,12
1953	1,01	1965	1,13
1954	1,03	1966	1,10
1955	1,03	1967	1,06
1956	1,01	1968	1,01
1957	1,03	1969	0,95
1958	1,03	1970	0,92

* Taux calculés par l'auteur de cette contribution.

Peut-on réellement parler de «baby-boom» lorsque les taux nets de reproduction assurent à peine le renouvellement des générations? Le taux net atteint un maximum de 1,13 en 1965.

La reprise économique après la guerre est rapide, la sidérurgie luxembourgeoise n'a guère subi de dégâts au cours de la guerre. C'est parti pour les «Trente Glorieuses». Il y a inflation, bien sûr, mais elle «réduit» les dettes. Voilà qui est favorable à l'immobilier, toujours fort prisé au Luxembourg. Le pays ne tarde pas à basculer dans la société de consommation⁶⁹; jamais le niveau de vie des Luxembourgeois n'a été aussi élevé⁷⁰; la comparaison internationale reste tout à fait favorable au pays.

Quelques mots sur le patrimoine immobilier, tellement apprécié des Luxembourgeois. En 1997 et selon Frédéric Berger⁷¹, «71,8 % des ménages sont propriétaires du logement qu'ils habitent ou sont en voie de l'être, les ménages de moins de 30 ans sont moins de 32 % à être dans cette situation. Après 30 ans, la part des ménages propriétaires de leur résidence principale connaît un envol pour atteindre 87 % entre 60 et 64 ans». Selon la même source «La moitié des ménages qui disposent d'une résidence secondaire sont de nationalité étrangère alors que ces ménages ne représentent que 27,6 % des ménages résidant sur le territoire luxembourgeois».

...

Au Luxembourg deux facteurs⁷² n'ont pas réussi à faire bouger les choses.

- Au cours de la Seconde Guerre mondiale l'occupant a mobilisé de force 3.614 jeunes filles sur 13.373 pour servir dans le «Arbeitsdienst» ou le «Kriegsdienst»⁷³. L'effectif réellement mobilisé est relativement faible, car la plupart des jeunes filles qui ont un travail sont dispensées de cette obligation. C'est là une mobilisation unique de jeunes femmes dans notre pays. Mais après la guerre la plupart d'entre elles abandonnent leur travail, au plus tard à l'occasion de leur mariage. Bien plus tard elles poussent leurs propres filles à des études, à un travail rémunéré.
- En 1919 les femmes ont accès à la citoyenneté, le droit de vote leur est accordé; en France les femmes doivent attendre jusqu'en 1944.

En fait ces deux réalisations ne déclenchent pas de dynamique dans le domaine des revendications féminines.

7.2. Des signes annonçant des changements dans la structure familiale

Les signes précurseurs de changements dans la structure de la famille peuvent être ramenés à trois axes.

- Axe «technique».

La nouvelle méthode de contraception, la pilule, sépare sexualité et fécondité. Le risque de conception non désirée disparaît: garçons et filles se retrouvent dans des situations analogues. La sexualité, désormais maîtrisée, se justifie par elle-même. Ne faut-il pas alors accepter «l'idée qu'entre adultes consentants la sexualité ne devrait pas connaître d'entraves»⁷⁴. L'aspect «technique» a débouché sur de véritables changements de comportement.

- Axe idéologique.

L'illusion soviétique s'est estompée: c'est le déclin des idéologies. De nouvelles libertés apparaissent, par exemple la liberté sexuelle. L'Eglise, support traditionnel de la légitimité de l'institution du mariage et d'une morale sexuelle stricte, perd de son crédit. D'aucuns lui déniaient sa compétence dans le domaine sexuel.

- Axe égalitaire.

Les familles n'ont pas été un lieu de démocratie: les jeunes et les épouses y ont le statut de mineurs. Ces deux groupes contestent cet état des choses. La révolte des jeunes aboutit en France à mai 1968 («il est interdit d'interdire»). Dans notre pays cette contestation est moins brutale, probablement parce qu'il n'y a pas d'université. Les femmes mariées revendiquent l'égalité sur les niveaux juridique et économique. Elles visent un monde⁷⁵ de bonheur et de liberté.

7.3. Apparition de la nouvelle famille

Les transformations du mariage de l'extérieur (droit⁷⁶, évolution des mœurs, phénomènes de société, etc.) et de l'intérieur (exigences accrues à l'égard du couple et du conjoint, etc.) mènent au «nouveau» couple. Résumons ce cheminement.

7.3.1. Transformations du mariage de l'extérieur

Retenons les principaux facteurs qui sont intervenus.

- La loi du 15 mai 1967 ratifie la Convention numéro 100 de l'OIT (Organisation Internationale du Travail) du 6 janvier 1951. L'article 2 parle «du principe de l'égalité de rémunération entre la main-d'œuvre masculine et la main-d'œuvre féminine pour un travail de valeur égale»⁷⁷. Le but de cette loi – à l'heure actuelle – n'est toujours pas entièrement atteint.
- En 1972 l'incapacité juridique de la femme mariée disparaît: la notion de chef de famille est abolie. Le principal obstacle à la démocratisation du lien conjugal a disparu.
- L'entrée massive des femmes⁷⁸ dans la vie active, à l'extérieur du ménage, débouche sur l'indépendance financière de la femme mariée. Une liberté sociale plus grande est apparue: une dépendance mutuelle moins prononcée des conjoints. Il y a «affranchissement des femmes de la sphère familiale et de l'espace privé»⁷⁹. On peut parler de «l'irrésistible montée de l'autonomie»⁸⁰ des femmes. Finalement la femme mariée est à la fois et pleinement engagée dans le domaine professionnel et dans le domaine familial⁸¹.
- L'allongement de la vie pèse sur la stabilité du couple. Au 19^e siècle la famille – considérée comme groupe d'intérêts – repose sur des fondements solides; la mort d'un partenaire met fin à ce couple. «L'union actuelle, fondée sur l'amour charnel ou romantique et sur l'individualisme, se trouve déstabilisée»⁸². La promesse d'éternité (un jeune couple a une espérance de vie commune autour de 40/45 ans) est en contradiction avec la liberté des partenaires, qui recourent davantage au divorce pour échapper au «risque d'éternité», si l'amour n'est plus au rendez-vous. «La vie en commun d'aujourd'hui légitime de plus en plus des amours successives, à l'essai ou pour un temps limité»⁸³. L'interdit social de jadis a disparu.

7.3.2. Transformations du mariage de l'intérieur

- Les rapports familiaux échappent désormais au principe d'autorité: le caractère «oppressif» (puissance paternelle et puissance maritale) disparaît. C'est l'avènement de la famille individuelle et relationnelle. Il s'agit d'un individualisme «positif», lié à la démocratisation de la vie pour chaque conjoint. On peut parler de la «petite démocratie» (dans la famille) et de la «grande démocratie» (dans la société)⁸⁴.
- Les comportements ont changé: les réformes du droit de la famille reflètent l'évolution des mœurs. La démocratisation du lien conjugal succède au règne du «patriarcat».
- Une nouvelle liberté est apparue: le couple décide librement de son échec ou de sa réussite. L'insatisfaction d'un conjoint, son manque d'épanouissement personnel peut mener facilement à la rupture.
- «La procréation est choisie et maîtrisée»⁸⁵: cette maîtrise – et c'est nouveau – est exercée par l'épouse.
- La tendance vers l'individualisme s'est accentuée et a été favorisée par les «Trente Glorieuses»⁸⁶ qui, à leur tour, ont déclenché une réaction en chaîne: abondance, recherche de liberté et de bonheur individuels. «Chacun se met à rechercher le sens de sa vie dans l'autonomie»⁸⁷.

• • •

Quelques mots rapides à propos de cette notion d'individualisme⁸⁸, deux remarques peuvent s'y rattacher.

- L'individualisme est une «conquête» du code Napoléon, mais la femme mariée n'en a profité pleinement que bien plus tard (cf. sous 4.). D'ailleurs nombreux sont ceux qui pensent que le processus d'individualisation est loin d'être achevé, ... «les structures familiales ou les hiérarchies traditionnelles restreignent encore trop notre liberté individuelle. (...) La liberté moderne a fini par discréditer de telles hiérarchies»⁸⁹.
- Au contraire l'individualisme trop poussé a des répercussions néfastes sur notre société. «... la face sombre de l'individualisme tient à un repliement sur soi, qui aplatit et rétrécit nos vies, ...»⁹⁰. Il y a là «un souci de soi démesuré»⁹¹. Deux conséquences peuvent en découler:
 - la mise en cause de la cohésion familiale,
 - un manque de communication entre générations.

L'individualisme est probablement plus accentué au Luxembourg que dans les pays voisins. Les Luxembourgeois bénéficient d'une intersection

entre cultures française et allemande. Certains penchent plutôt vers l'une ou l'autre culture, d'autres aspirent à une «culture» authentiquement luxembourgeoise. Des choix sont possibles et on peut délaissier un choix au profit d'un autre. L'individualisme en est renforcé dans notre pays.

7.3.3. Famille «moderne» et société

L'avènement de la nouvelle famille⁹² a des répercussions sur la société luxembourgeoise. Résumons.

- Le divorce⁹³.

La montée du divorce est bien connue. Depuis quelques années (de 1997 à 2002) le nombre des divorces s'élève à environ la moitié du nombre des mariages (sauf en 2000, année où les divorces font 48 % des mariages)⁹⁴. Par contre de 1966 à 1970 le pourcentage des divorces par rapport aux mariages s'élève à environ 9 %⁹⁵. Le divorce est non seulement d'accès aisé, il est invoqué plus facilement. Le couple est ainsi plutôt installé dans la durée précaire que dans la longue période de jadis, où la rupture du mariage a été surtout liée à la mortalité d'un conjoint.

L'évolution de la législation sur le divorce depuis le début des années 1970 semble liée à un double paradoxe.

- Le législateur s'efforce de «simplifier» le divorce, sans le banaliser, entreprise périlleuse.
- Le divorce est, de nos jours, pleinement accepté par la société, mais il est toujours mal vécu par les intéressés.
- Le recul de la fécondité.

Le couple est fondé sur la liberté individuelle des conjoints, dont le bonheur personnel est au centre de ce «nouveau» couple. L'enfant est «programmé» pour compléter le bonheur et l'épanouissement du couple, plutôt que pour lui-même. La venue de l'enfant est souvent fonction du travail de la mère. N'y a-t-il pas un recentrage – dans la famille – de l'enfant vers les parents?

Dans ce contexte un nombre limité d'enfants est la règle générale; ce n'est pas le refus de l'enfant. Le désir de l'enfant exprime la volonté de former une famille. C'est l'émergence de l'enfant unique. La famille nombreuse a presque complètement disparu: la part des enfants de 4^e rang et plus a baissé de 12,3 % à 3,3 % entre 1955 et 1995⁹⁶. «... la proportion de ménages composés d'un couple marié et d'enfants a baissé d'environ 5 points entre 1985 et 1999, passant de 38,7 % à 33 % de l'ensemble des ménages»⁹⁷. Certains parlent même de «surinvestissement» dans l'enfant. Voir en annexe (10.2.2.) le recul séculaire de la fécondité dans notre pays.

- Intervention de divers facteurs.

A titre d'exemple on peut retenir: le mariage n'est plus la seule forme possible du couple, dans le nouveau couple les deux conjoints travaillent à l'extérieur. On constate un certain recul du familial au profit du social.

7.3.4. Résumé sur l'histoire de la famille

Trois modèles de famille se dégagent dans le temps au Luxembourg.

- La famille «ancienne».

La famille de l'Ancien régime, à l'instar de la structure politique, «a été considérée comme une monarchie de droit divin»⁹⁸. Dans un tel contexte «l'autorité du père de famille et l'autorité de Dieu ne se sont pas seulement légitimées l'une l'autre: elles ont servi à légitimer toutes les autres autorités. Rois, seigneurs, patrons, ecclésiastiques se sont tous présentés comme des pères et comme des représentants de Dieu»⁹⁹. «L'infériorité sociale de la femme»¹⁰⁰ s'exprime jusque dans le rituel du mariage.

- La famille «patriarcale».

Le code Napoléon consacre pour longtemps le modèle patriarcal de la famille. Cette famille a besoin d'un chef pour la diriger; l'épouse y est considérée comme mineure, le principe «individualiste» s'applique au père de famille. Ce modèle de famille est inégalitaire, même si – plus tard – une législation favorable à la famille et à l'enfant est instaurée. «L'asymétrie des rôles de l'homme et de la femme»¹⁰¹ persiste dans ce modèle de mariage.

- La famille «moderne».

La famille moderne est fondée sur le «partenariat démocratique» des partenaires qui ont librement choisi cette situation, quitte à rompre ce lien – en cas d'insatisfaction – et à refonder une nouvelle famille. La trame de fond de cette union (sous forme de mariage ou de simple cohabitation) est le travail extérieur des deux conjoints.

Si l'on admet que le bonheur est le but de la vie, alors «le lieu par excellence de ce bonheur est la famille»¹⁰². Plusieurs manières de vivre la vie en couple coexistent: mariage, cohabitation, le pacte civil de solidarité (pacs) en France¹⁰³ et même couples non hétérosexuels. C'est qu'il existe diverses manières d'imaginer le bonheur.

Il est bien connu que dans notre pays un certain nombre de personnes vivent librement ensemble, sans se marier et donc sans se lier juridiquement. Le Gouvernement entend donner aux partenaires de ces unions un

cadre juridique indispensable et a déposé un projet de loi dans ce sens.¹⁰⁴ Trois objectifs principaux y sont visés¹⁰⁵:

- «— en droit civil, d'instaurer des règles minimales de solidarité et de responsabilité entre partenaires,
- en droit de la sécurité sociale, d'assurer une protection sociale aux partenaires, et
- en droit fiscal, de tenir compte de certains aspects découlant de ces partenariats».

Selon l'article 2 du projet les deux personnes peuvent être «de sexe différent ou de même sexe».

Retenons quelques indications numériques liées à l'union libre¹⁰⁶. En 1981 environ 2 % des couples vivent en union libre; entre 1985 et 1993 ce taux grimpe à 5 %; de 1994 à 1999 il oscille autour de 8 à 10 %. Enfin un quart des couples de moins de 30 ans ne sont pas unis par les liens du mariage.

• • •

Comparons brièvement les divers modèles. En fait dans les deux premiers les conjoints n'ont pas de choix réel. Le mariage est le seul horizon de vivre ensemble, accepté par la société. D'ailleurs le divorce est socialement encore peu accepté. La famille «moderne» a plusieurs choix de vivre en couple. Le mariage a bien tenu, surtout au Luxembourg. C'est là le signe d'une confiance dans cette institution d'une large majorité de la population.

La famille a la cote: l'enquête *sur les valeurs au Luxembourg* est catégorique à cet égard. «La famille est (...) une valeur sûre au sein de nos sociétés occidentales, dont le Luxembourg, puisque plébiscitée par 98 % des habitants du Grand-Duché comme *importante ou très importante*...».¹⁰⁷ Cette position est confirmée par 88 % de l'échantillon dès qu'on demande s'il faut accorder «davantage d'importance à la vie de famille» à l'avenir. 67 % pensent que le mariage n'est pas une institution dépassée, par contre près d'un tiers est d'accord. Ce dernier résultat ne doit pas étonner, puisqu'il y a plusieurs entrées possibles dans la vie de couple. Enfin retenons que cette enquête a été menée au cours de la seconde moitié de l'année 1999¹⁰⁸.

8. FAMILLE, ENFANTS ET RETRAITE

Dans le cadre de cette étude examinons brièvement les liens entre famille, enfants et retraite.

8.1. Les comportements des Luxembourgeois face à la reproduction

Dans la société luxembourgeoise le comportement de la population est caractérisé par quelques facteurs particulièrement actifs:

- le besoin de sécurité,*
- le niveau de consommation,*
- le «piège à rationalité» (Rationalitätsfalle),*
- la logique de réduction des dépenses dans le ménage.*

• Le besoin de sécurité.

Ce besoin de sécurité¹⁰⁹ s'étire comme un fil rouge à travers l'histoire du Grand-Duché. Il est vrai que la création du Grand-Duché par le Congrès de Vienne en 1815 et son indépendance en 1839 laissent la population passablement indifférente. D'abord parce que son avis n'a pas été sollicité et qu'elle a été habituée à suivre les différentes souverainetés que les péripéties de l'histoire lui ont octroyées.

Plusieurs étapes se dégagent¹¹⁰: à chaque fois le Luxembourg profite d'un territoire économique bien supérieur à sa petite géographie.

- Les craintes à l'entrée dans le Zollverein sont réelles dans la population de l'époque. D'ailleurs à ce moment la durée de départ de ce traité a été limitée à quatre ans, bien que les renouvellements successifs n'aient pas été mis en cause.
- La période — douloureuse pour le pays — entre la fin du Zollverein et le début de l'UEBL a fait la démonstration que notre pays ne peut pas vivre sans partenaire économique. Retenons deux remarques à propos de l'UEBL. La Belgique n'a pas été le choix de la population, mais la France, qui se désiste pour des raisons politiques. Enfin, le nouveau traité présente quelques désavantages¹¹¹ pour le Luxembourg par rapport au Zollverein.
- Les appréhensions de la population luxembourgeoise lors de l'entrée de notre pays dans la CECA (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier) et dans la CEE (Communauté Economique Européenne) sont bien connues. A chaque fois la population montre des signes évidents de réticence, sans que — à aucun moment — les craintes se soient avérées. D'ailleurs le Luxembourg a obtenu des mesures transitoires, par exemple (dans le domaine agricole) lors de la signature du traité de Rome par les Six le 25 mars 1957.
- Actuellement l'extension de l'Union Européenne de 15 à 25 pays-membres nourrit dans la population des craintes réelles ou imaginaires («nous serons submergés par des masses d'étrangers»).

Ce besoin de sécurité «extérieure», particulier au Luxembourg, car lié à son petit territoire, est une garantie d'ouverture des frontières, indispensable à son succès économique. À côté de ce besoin de sécurité «extérieure» à caractère plutôt objectif s'exprime un besoin de sécurité «intérieure», de tendance subjective. Il s'agit d'une notion bien large: des conditions de logement acceptables, une situation économique assurée, une perspective favorable au travail des deux partenaires. Ces éléments sont liés au comportement reproductif des familles. Écoutons le politologue allemand Thilman Mayer: «Nur wenn man das Sicherheitsbedürfnis der Paare respektiert, wird man familien- und frauenpolitisch weiterkommen»¹¹².

• *La norme de consommation.*

La norme de consommation est bien visée et non le seul niveau de consommation. C'est justement cette norme de consommation qui fait bouger les choses dans une économie de marché. Quels sont – dans une famille – des facteurs susceptibles de peser sur cette norme de consommation? On a par exemple: naissance d'un enfant, divorce, chômage, etc.

La venue d'un enfant (supplémentaire) se répercute non seulement sur la consommation du couple, mais «Kinder binden und legen Lebensläufe fest, weshalb sich manche Frauen diese Festlegung nicht mehr leisten können oder wollen»¹¹³.

• *Le piège à rationalité*¹¹⁴.

Toute société industrielle présume mobilité, bonne formation, taux d'activité élevé, flexibilité professionnelle appréciable, dispositions réelles d'adaptation à des changements de situation. Ces éléments sont en contradiction avec une fécondité élevée.

Admettons un comportement rationnel non seulement dans la sphère économique mais aussi dans la sphère privée (cf. annexes 10.1.2 et 10.1.3.). Déjà en 1942 J. Schumpeter parle «de l'extension de cette rationalisation au domaine de la vie privée»¹¹⁵. G. Becker, de l'École de Chicago, vise «à expliquer l'ensemble des comportements humains au moyen des principes de base de l'analyse néoclassique, fondés sur l'hypothèse de la rationalité des individus»¹¹⁶.

La règle de la rationalité, appliquée au comportement familial, peut mener – dans une société hautement développée – au *piège à rationalité*.

Ainsi des couples, qui décident de rester sans enfants, prennent une décision rationnelle, mais du point de vue de la société ou de la population les conséquences peuvent être graves. Les développements sous 8.2 permettent de creuser davantage cet aspect.

• *La logique de réduction des dépenses dans le ménage.*

Dans cette configuration un seul partenaire travaille à l'extérieur, l'autre tend à réduire les dépenses du ménage, afin d'approcher le niveau de revenu disponible d'un couple bi-actif. Divers facteurs favorisent ce phénomène.

- Le coût des crèches ou garderies (cette problématique sera reprise ultérieurement).
- La réduction des frais liés au couple bi-actif: femme de ménage, frais de transport en relation avec le travail et l'enfant, etc.
- L'ensemble du stress lié à la situation d'un couple bi-actif avec enfant(s) en bas âge.
- Le cumul des revenus en matière fiscale.

Ainsi un couple peut avoir un intérêt financier à rester mono-actif, le conjoint non actif aide à réduire les dépenses, par exemple: s'adresser moins à des plats préparés à l'extérieur du ménage, recourir le moins possible à des services en dehors du ménage, faire à l'occasion du travail clandestin, etc.

Finalement une telle attitude peut favoriser un effet déflationniste susceptible de peser sur la situation économique et sur le système social, sans parler de l'impact possible sur la situation de la main-d'œuvre. Ainsi il est possible qu'un couple mono-actif et un couple bi-actif se retrouvent dans une même position de revenu disponible, mais du point de vue macroéconomique ce n'est pas le cas.

Il n'est pas étonnant que le taux luxembourgeois de l'emploi féminin est un des plus bas de l'Union. En dehors de l'Espagne (44,0%) et de l'Italie (41,9%) seule la Belgique a un taux (légèrement) inférieur à celui du Luxembourg. Par ailleurs le taux de notre pays est largement inférieur à celui de l'Union (chiffres liés à l'année 2002).

Taux d'emploi féminin ¹¹⁷ (15 – 64 ans)	
Luxembourg	51,5 %
Belgique	51,1 %
France	56,4 %
Allemagne	58,8 %
Moyenne Union	55,5 %

• • •

Rapprochons brièvement comportement face à la reproduction et macroéconomie.

Le piège à rationalité met en évidence des approches différentes selon les points de vue de la collectivité ou de la famille. «... la valeur des enfants pour la collectivité serait supérieure à la valeur des enfants pour les seuls parents»¹¹⁸.

On admet en général deux facteurs démographiques interférant avec le domaine économique:

L'impact de la population sur la croissance économique.

L'impact de la population sur le régime de retraite par répartition.

Toutefois ces facteurs sont à très long terme, ce qui ne facilite pas leur mesure. Il n'est pas aisé d'apprécier si les transferts en faveur des familles ont une influence sur le comportement de reproduction des ménages. Ces transferts produisent-ils un «gain de surplus collectifs»¹¹⁹?

8.2. Retraite et nombre d'enfants

Reprenons la notion de piège à rationalité, mais dans un contexte de droits à la retraite. Admettons que les deux conjoints ont décidé de rester sans enfants. Deux aspects apparaissent.

- Les conjoints ont pris une décision rationnelle, résultant du principe de la maximisation d'une fonction d'utilité familiale¹²⁰ (sous contrainte d'un revenu total).
- Non seulement les droits à la retraite du couple sont indépendants du nombre de ses enfants, mais celui-ci a plutôt un intérêt économique à élargir ses droits à la retraite par un travail (soumis aux cotisations sociales), que d'investir dans plusieurs enfants.

Au lieu d'éduquer des enfants il vaut mieux améliorer ses prétentions à la retraite. Il n'est pas possible d'éduquer les jeunes dans un esprit d'économie de marché et d'attendre d'eux un comportement familial et même professionnel qui s'oppose à cette logique économique. Toute politique familiale ou nataliste doit tenir compte, pour avoir des chances de réussir, de l'environnement de marché, lui-même renforcé par la mondialisation.

8.3. La retraite, une obsession luxembourgeoise!

Le Luxembourg s'apprête-t-il à entrer dans une *civilisation de la retraite*? Les signes se multiplient¹²¹.

- Création d'un parti qui – au début au moins – avoue exclusivement des préoccupations de retraite. Son succès se fait aux dépens des partis traditionnels.

Le besoin de sécurité, ou faut-il parler au Luxembourg de «réflexe de sécurité», a particulièrement sensibilisé la population luxembourgeoise. Revenons à l'enquête sur les *valeurs au Luxembourg*¹²²: 40 % de l'échantillon attribuent à la *sécurité matérielle* une grande importance; pour les plus de 60 ans ce taux grimpe à 47 %.

- Les retraités – catégorie socio-démographique relativement cohérente – forment un pouvoir électoral non négligeable, face aux jeunes qui votent seulement après avoir atteint 18 ans.
- Au Luxembourg l'âge moyen du départ à la retraite est le plus bas de toute l'Union Européenne (année 2001): 56,8 ans, la moyenne de l'Union est de 59,1 ans, l'âge le plus élevé est de 63,1 ans en Irlande. Le Luxembourg occupe aussi la dernière place quant au taux d'activité de la tranche d'âge 55 à 64 ans (annexe 10.2.7.). Parler de relever l'âge de la retraite est – dans ce contexte – étonnant. Peut-être faudrait-il plutôt faire respecter la limite de 60 ans. Depuis 1987 la loi sur l'invalidité professionnelle a accéléré les départs précoces. A cette structure de départ à la retraite est associée un niveau élevé des pensions, au moins dans la comparaison internationale.

- On en vient ainsi à la préretraite; elle présente trois facettes.

- La facette démographique. Dans un contexte d'allongement continu de la vie, le départ prématuré de la vie active est un non-sens démographique.

- La facette charges. La préretraite peut présenter le caractère d'une subvention à l'industrie.

- La facette psychologique. La retraite constitue une rupture de la vie active; le passage à la retraite n'est pas toujours facile.

En fait il s'agit de tenter une «réconciliation de l'âge et du travail, de l'emploi et de la retraite, ...»¹²³. Une véritable «gestion des âges»¹²⁴ sera désormais exigée des entreprises.

- Rares sont les sujets dans notre pays qui ont autant fasciné l'ensemble du pays. Seul le parti politique, créé spécialement pour défendre l'intérêt des enrôlés de force, a réussi, bien avant le «parti des retraités», à déclencher des vagues. Ces deux partis politiques, à but déterminé, ont en commun un slogan, la *justice*: pour l'un c'est la justice pour les enrôlés de force, pour l'autre c'est la justice pour les retraités.

• L'enquête sur *les valeurs au Luxembourg* confirme les développements précédents¹²⁵. A la demande de classer quelques *réalités* de la vie (famille, travail, santé, sécurité matérielle, loisirs, amis et relations, ...) selon quatre degrés d'intensité (*très important, important, pas très important, pas important du tout*) les habitants du pays ont fait les choix suivants. Ont été plébiscitées les deux *réalités* (avec très important et important) *santé* (93 %) et *famille* (88 %). Le *travail* est classé en troisième position avec 52 %. Un préalable «absolu» à une paisible jouissance de la retraite est évidemment une bonne santé. Voilà qui éclaire mieux notre «préférence» pour la retraite et même pour la prérétraite. Plus on est jeune à entrer en retraite, plus la probabilité d'une bonne santé peut jouer.

Écoutons une enquête du CEPS: «Parmi les plus de 60 ans, les hommes plus que les femmes ont le sentiment d'être en bonne santé. Dans cette catégorie d'âge on trouve plus de 40 % des personnes appartenant à notre échantillon qui s'estiment en très bonne santé ou bonne santé. Seulement 12 % se sentent en mauvaise ou très mauvaise santé. Ce sentiment se détériore, normalement, avec l'avancement en âge. Les femmes se sentant en moins bonne santé que les hommes consomment aussi plus de médicaments»¹²⁶.

En France¹²⁷ (année 1999) le classement, lié au même questionnaire, est bien différent: famille (88 %), travail (69 %) et amis et relations (50 %). Malgré un même score pour la famille (88 %) dans les deux pays, les comportements des Français et des Luxembourgeois divergent quant à certaines *réalités* de la vie. Par exemple le facteur *santé* ne semble pas figurer parmi les premières préoccupations des Français¹²⁸.

8.4. Des arguments économiques contre la famille: un résumé

Nous venons d'examiner quelques facteurs susceptibles de faire obstacle à la constitution de la famille: besoins de sécurité, norme de consommation, piège à rationalité et logique de réduction des dépenses dans le ménage.

D'autres arguments vont dans le même sens.

- Une jeune femme, à formation poussée, qui quitte la vie professionnelle peut mettre en danger son emploi, sa carrière et même sa réintégration future dans le travail. Profession et carrière ne s'accordent pas toujours facilement avec la constitution d'une famille.
- La naissance d'un enfant est liée à une perte de niveau de vie, car le revenu par tête de famille baisse¹²⁹. Revenons à la question de la retraite.

D'un côté le système d'assurance pension a depuis longtemps rendu superflu un grand nombre d'enfants, mais de l'autre côté leur coût reste à la charge du ménage. Les allocations de famille ne compensent pas cette charge.

Il est donc absurde d'adresser des reproches à un jeune couple qui a décidé de rester sans enfant. Ce couple – dans notre économie de consommation – agit en «toute rationalité». Notre société de consommation et notre enseignement des sciences économiques sont axés sur la rationalité et l'utilitaire.

8.5. La coexistence de plusieurs générations

La succession des générations de jadis a fait place à la coexistence des générations: trois à quatre générations peuvent vivre en même temps. En d'autres mots «le nombre d'années vécues en qualité de grands-parents n'a jamais été aussi élevé qu'aujourd'hui»¹³⁰. Pour illustrer contentons-nous d'une seule indication numérique¹³¹. En 1901, et au Luxembourg, un homme a 45 % de chances d'atteindre l'âge de 60 ans, en 1995 ce taux grimpe à 84 %; pour une femme l'augmentation passe de 50 % à 93 %.

• • •

La baisse séculaire de la mortalité a changé la donne, car elle est à l'origine de bouleversements dans la structure par âge de la population.

- La transmission du patrimoine en est affectée. Au 18^e siècle les enfants héritent en moyenne vers 30 ans, aujourd'hui la moyenne est supérieure à 55 ans. Le fils ou la fille doit attendre l'âge de la prérétraite avant d'hériter. En fait la transmission du patrimoine s'étend sur l'ensemble du cycle familial. Les parents, qui survivent en moyenne 20/25 ans au mariage de leurs enfants, aident ceux-ci surtout à l'occasion de différents événements: installation dans une position professionnelle, lors de leur mariage, à la naissance d'un enfant, en cas de chômage ou de divorce, etc. L'intensité des relations affectives entre générations est réciproque: l'entr'aide entre générations est telle qu'il est permis de parler de réseaux familiaux. Dans la famille traditionnelle la dimension «horizontale» joue un rôle non négligeable: parents avec enfants et oncle(s) ou tante(s) célibataire(s). S'y ajoute encore un ou même plusieurs domestiques. La famille moderne par contre a évolué dans le «sens vertical»¹³², sous l'influence de l'irréversible allongement de la vie. Retenons quelques indications numériques quant à la cohabitation des générations. «... la majorité des individus de 45 à 64 ans (52,5 %) se situent dans une lignée à trois générations»¹³³.

Les conjoints de cette famille moderne sont tous actifs à l'extérieur du ménage. Les jeunes couples avec enfants en bas âge se rapprochent de leurs parents et beaux-parents pour la garde au moins partielle de leurs enfants. Une telle attitude prend un relief tout particulier dans notre pays, où plus des deux tiers de la population se regroupent dans un rayon de 30 kilomètres autour de la ville de Luxembourg. L'interdépendance entre générations peut pleinement jouer¹³⁴, d'ailleurs des liens affectifs réciproques se tissent entre trois ou même quatre générations.

- La cohabitation, fréquente dans la famille traditionnelle, et liée à la pénurie de logements après la Seconde guerre mondiale, cède à un mouvement de «décohabitation»¹³⁵. Ce n'est pas le signe d'un abandon des «vieux», au contraire. Les plus de 60 ans sont fiers de leur autonomie, avec des conditions de logement confortables; ils ont une résidence secondaire; ils ont des possibilités de voyager. L'état de leur santé n'a jamais été aussi éclatant: actuellement une personne de 60 ans a en moyenne une meilleure santé et une espérance de vie plus longue qu'une personne de 40 ans vers 1700. Toutefois il ne faut pas en conclure que – aux âges élevés – solitude et même détresse aient disparu. Enfin les «vieux» ne sont pas inactifs: ils sont engagés dans la vie sociale, ils sont indispensables à la vie associative, etc. Mais à partir de 75 ans l'activité diminue. La solidarité des générations peut être mesurée au moins partiellement par «le taux de contact au moins hebdomadaire des individus avec leur père/mère qui réside au Luxembourg»¹³⁶. Dans notre pays ce taux est de 67,9 % pour le père et de 71,7 % pour la mère. Deux phénomènes interviennent: les contacts sont à la fois en fonction directe de la proximité (même pour le petit Luxembourg) et du niveau de la formation¹³⁷. Au Luxembourg 60,1 % des individus rendent service à leur père et 59,8 % à leur mère au moins une fois par an (si les parents résident dans le pays)¹³⁸.
- La structure par âge a changé: la part des jeunes a baissé, celle des «vieux» a explosé, c'est bien connu. En fait un nouvel âge a émergé, la *post-adolescence*¹³⁹. L'allongement de la durée des études et de l'apprentissage, l'entrée massive aux études supérieures, l'accès de plus en plus difficile au marché de l'emploi ont favorisé l'éclosion d'une classe d'âge déjà adulte, mais financièrement dépendante de leurs parents.

Adressons-nous à une enquête du CEPS. L'âge médian à la fin des études a augmenté: il «est passé de 18 ans chez les jeunes nés entre 1966 et 1970 à 21 ans dans les générations 1975-1979»¹⁴⁰. Être autonome vis-à-vis des parents – à la fin des études (ou de l'apprentissage) – s'exprime surtout par «l'autonomie résidentielle». Dans notre pays «l'autonomie résidentielle a lieu en moyenne vers 23 ans pour les filles et vers 25 ans

pour les garçons nés entre 1961-1965. Dans les générations de 10 ans plus jeunes (1970-1974)» l'émancipation résidentielle est retardée d'une année, tant pour le sexe masculin que pour le sexe féminin¹⁴¹. Toutefois «les Luxembourgeois ont un calendrier d'émancipation résidentielle plus tardif que les non Luxembourgeois»¹⁴².

- Entre 1981 et 2003¹⁴³ la part des personnes de 80 ans et plus explose: pour les hommes l'augmentation est de 52 %, face à une augmentation totale du nombre de personnes de sexe masculin de 24 %. Pour le sexe féminin la situation est la suivante: le nombre de femmes de 80 ans et plus augmente de 76 %, tandis que celui de l'ensemble des femmes augmente seulement de 22 %. Or à partir de 80 ans des situations de dépendance¹⁴⁴ apparaissent parfois brutalement. Un lien direct peut s'établir entre personnes de 80 ans et plus et dépenses de sécurité sociale.
- Par contre l'évolution des 60 ans et plus est plus favorable. Leur part a certes augmenté de 1947 à 2001, mais entre les recensements de 1970 et 2001 cette part est restée remarquablement stable (annexe 10.2.4.), «en grande partie parce que les immigrés viennent gonfler les rangs des actifs, mais pas celui des personnes âgées»¹⁴⁵.

Enfin résumons une illusion actuelle de pas mal de gens: *mon entrée dans la vie active devient de plus en plus tardive, mon départ à la retraite se rapproche, mon espérance de vie s'allonge, mais mon train de vie, évidemment, ne sera pas affecté du tout.*

• • •

Rapprochons soins aux personnes âgées, dépenses publiques et fécondité. «Le grand âge oblige à repenser la protection sociale»¹⁴⁶. Deux thèses sont en lice.

- Ne pas trop investir dans les «vieux» revient à obliger davantage les familles à intervenir. C est un moyen d'alléger les dépenses publiques.
- «Plus l'Etat développe l'aide aux personnes âgées, plus le lien familial se renforce»¹⁴⁷. Le développement des aides à domicile aux personnes âgées permet de concilier autonomie des «vieux» et solidarité des familles; les relations sont réciproques: les personnes âgées bénéficient d'une aide extérieure et de ce fait ont davantage de temps et de moyens à consacrer à leur famille. Un autre aspect s'y ajoute.

La charge des personnes âgées dans une famille pèse en fait sur les femmes: «seuls les pays pratiquant des politiques de soutien direct aux familles parviennent à maintenir un taux de fécondité stable et à

augmenter le taux d'activité féminin, les deux seules armes décisives pour lutter contre les conséquences macroéconomiques du vieillissement»¹⁴⁸.

Revenons aux femmes qui s'occupent d'une personne âgée (père/mère). Si elles ont une occupation salariée, elles sont doublement mises à contribution: elles ont en charge – au moins partiellement – des personnes âgées et en plus paient des cotisations d'assurance dépendance, tout en étant elles-mêmes mères.

La loi du 19 juin 1998 a introduit l'assurance dépendance (au même titre que l'assurance maladie, l'assurance accident, l'assurance pension). Du 30 juin 2000 au 30 juin 2002 le nombre de cas passe de 2.678 (dont 1.054 cas avec maintien à domicile) à 6.217 (dont 3.688 cas avec maintien à domicile)¹⁴⁹.

9. Conclusion générale

Revenons une dernière fois au problème de la retraite. Une solution réelle ne peut ignorer le volet démographique, puisque la question de la retraite est liée à la structure par âge de la population. Cette liaison est double.

- Le nombre d'enfants du ménage doit être pris en compte, nous l'avons déjà mentionné. Établir un lien entre nombre d'enfants par ménage et le niveau de la pension n'est pas facile. Admettons ce lien: le taux plein de cette pension est par exemple atteint avec deux enfants. Avec moins d'enfant(s) la pension diminue d'un certain pourcentage, avec plus d'enfant(s) elle augmente évidemment. Dans un tel cas de figure la «valeur» d'un enfant varie selon le niveau de la pension touchée, piège à éviter. Considérons deux solutions possibles. D'abord la cotisation à l'assurance pension peut être allégée en fonction du nombre d'enfants à la charge du ménage. Ensuite l'enseignement primaire et secondaire est gratuit; ce n'est pas le cas pour les tout petits qui vont à la crèche, parce que les deux parents travaillent. Or ces jeunes ménages ont le plus besoin d'une aide: la crèche gratuite pourrait être un moyen pour favoriser la natalité. Moduler le prix de la crèche (système dit «conventionné») en fonction de la situation de revenu du ménage, c'est retomber dans le piège mentionné précédemment. Par ailleurs le plafond admissible pour bénéficier d'une réduction est presque toujours dépassé, si les deux conjoints travaillent à l'extérieur.

Pour terminer sur le sujet des crèches quelques mots rapides du CEPS¹⁵⁰. La grande majorité (82%) des futures mères – actives avant la naissance – pensent conserver leur activité professionnelle après la naissance. Les mères qui ont recours aux services de la crèche formulent deux

griefs matériels: le coût de la crèche, des horaires difficilement compatibles avec leur activité professionnelle. «Parmi ces femmes (employées privées) ayant au moins un enfant de moins de 12 ans, le recours à la famille reste le moyen privilégié puisque 54% d'entre elles y font appel dont 14% en complément avec une personne rémunérée»¹⁵¹. Le recours à la solidarité familiale joue toujours un rôle central au Luxembourg.

- Ce premier lien entre niveau de la pension et démographie n'est pas suffisant. L'espérance de vie augmente continuellement et le temps de la retraite risque à la longue de dépasser – en règle générale – la période active. Le remède consiste à relier l'âge de l'entrée en pension à l'évolution de l'espérance de vie à la naissance.

Ce double aspect démographique semble en fait un préalable à toute solution à long terme du financement des pensions. Peut-être, ce passage par la démographie est-il le seul moyen de rétablir pleinement la confiance dans notre système des retraites. Enfin, dans le cas de figure d'un lien entre niveau de pension et nombre d'enfants par ménage, la «préférence» des Luxembourgeois pour la retraite serait alors un avantage.

Vers le début du 20^e siècle notre système de sécurité sociale¹⁵² a été créé. A cette époque ce type de sécurité sociale, appelé «bismarckien», a été révolutionnaire. On peut se demander si une «nouvelle révolution» n'est pas nécessaire, mais cette fois-ci axée sur des facteurs démographiques, qui – au début du siècle – n'ont guère joué de rôle, face à une structure jeune de la population.

La fameuse paix sociale au Luxembourg a été souvent évoquée et expliquée à l'aide de l'attitude des syndicats, du patronat, du consensus à la luxembourgeoise, d'un environnement social et fiscal favorable, etc. C'est le fameux *modèle luxembourgeois*¹⁵³. N'a-t-on pas oublié la famille – facteur souvent négligé – qui a aidé à préserver cette paix sociale dans le pays? Encore faut-il y ajouter l'absence de prolétarianisation brutale, autre facteur négligé.

• • •

Quelques mots rapides sur les prestations familiales en espèces. Tous les indicateurs¹⁵⁴ y relatifs sont favorables pour le Luxembourg (chiffres liés à l'année 2000). Notre pays consomme le montant le plus élevé de prestations familiales en espèces par tête dans la famille: 4.687 unités standard de pouvoir d'achat ou SPA¹⁵⁵, réduites certes à 3.400 unités si l'on tient compte de ce qu'un quart environ des allocations familiales est payé à l'étranger, mais toujours devant l'Allemagne, en deuxième position avec 2.391 unités.

Le Luxembourg est encore en tête dès qu'on met en ligne la part des prestations familiales en fonction du PIB, ou en fonction des prestations sociales totales (cf. annexe 10. 2. 6.). Enfin admettons l'indice 100 des prestations familiales en 1991. En 2000 il grimpe à 255,8 au Luxembourg, face à 181,1 en Allemagne (deuxième position).

Entre 1991 et 2000 le Luxembourg, puis l'Allemagne ont enregistré les hausses les plus fortes de l'UE en relation avec les prestations familiales en espèces. Malgré ses efforts la fécondité en Allemagne a baissé au cours de cette période. Si l'Allemagne a visé une augmentation de sa fécondité, c'est raté. Le Luxembourg a fait mieux: l'indice synthétique de fécondité y est de 1,69 en moyenne au cours de la période 1991/95 et de 1,73 pendant la période 1996/00. Si les années 1997/01 sont sélectionnées, l'indice fléchit légèrement à 1,71.

Dans un contexte d'augmentation des dépenses familiales deux questions se posent.

- Quelle politique familiale faut-il mener (objectifs)?
- Quelle est «l'efficacité» de cette politique (résultats)?

Entre 1990 et 1995 les dépenses sociales liées à la seule famille ont augmenté de 157 %, face à une augmentation de 35 % de l'ensemble du budget social de l'Etat¹⁵⁶.

A la limite on peut se poser la question si, à l'avenir et en cas de progression continue de l'espérance de vie, il sera possible de garder tel quel le système généreux des droits dérivés. Peut-être faut-il lier toute pension à une longue période de travail, donc de cotisation, comme condition générale à l'obtention de cette pension. Des exceptions peuvent être prévues, par exemple si un conjoint s'occupe d'un enfant en bas âge ou d'un enfant handicapé.

Dans ce contexte le salaire de maternité peut aider à retenir les femmes au foyer: pas d'occupation rémunérée et pas de cotisations. Dans notre pays deux lois peuvent favoriser cette tentation¹⁵⁷: la loi du 1^{er} août 1988 sur l'allocation d'éducation et la loi du 28 juin 2002 qui a introduit – entre autres – le forfait d'éducation.

• • •

Au Luxembourg la femme mariée qui travaille est défavorisée au profit de celle qui n'a pas d'occupation rémunérée. Une telle situation est à la fois contraire:

- à l'emploi des deux conjoints,
- aux intérêts d'une société dépendant de l'immigration.

Contentons-nous de deux exemples types.

- La femme mariée sans occupation rémunérée est dispensée de cotiser pour l'assurance maladie. Elle bénéficie de celle de son mari qui, lui, est affilié. Il y a deux bénéficiaires, mais un seul cotisant. Par contre, les deux conjoints d'un couple (marié) qui ont une activité professionnelle sont à la fois cotisants et bénéficiaires vis-à-vis de l'assurance maladie.
- Une situation analogue existe dans notre système de retraite. La femme mariée sans travail rémunéré à l'extérieur du ménage touche une pension de conjoint survivant sans avoir cotisé. Par contre la femme mariée salariée cotise et peut toucher plus tard sa propre pension, mais sa rente de survie est réduite selon la règle dite anti-cumul. On peut penser que l'épouse, qui a un job, finance – au moins partiellement – la pension dérivée de celle qui ne travaille pas à l'extérieur du ménage.

• • •

Deux phénomènes contradictoires sont apparus dans la société luxembourgeoise, reflétant des tensions internes: le premier, nouveau, est lié à la reprise (légère il est vrai) de la fécondité, le second, ancien, exprime l'installation des Luxembourgeois dans une société de rentiers.

- Un signe d'optimisme, de confiance, est apparu au Luxembourg: la position plutôt favorable de notre fécondité, mesurée par l'indice synthétique de fécondité, nombre d'enfants par femme¹⁵⁸. A l'exception de l'Irlande (2,0) et de l'Albanie (2,0) le renouvellement des générations est loin d'être assuré en Europe, situation pour le moins préoccupante.

Parmi les neuf pays de l'Europe occidentale¹⁵⁹ notre pays se classe en deuxième position¹⁶⁰ (avec les Pays-Bas) au taux de 1,7, derrière la France avec 1,9. Quant aux pays de l'Europe orientale¹⁶¹ le Luxembourg fait figure de «champion», puisque le taux synthétique de fécondité y varie entre 1,1 et 1,3. Dans les dix pays de l'Europe septentrionale¹⁶² le Luxembourg occupe le troisième rang, derrière l'Irlande (2,0) et l'Islande (1,9). En fait la position de notre pays est davantage liée à une détérioration dans les autres pays européens et moins à une amélioration dans notre pays. Au moins le Luxembourg n'est plus la lanterne rouge dans ce domaine.

- Les Luxembourgeois sont-ils un peuple de rentiers?

Selon la statistique¹⁶³ des plus de 64 ans la réponse est *non*: au Luxembourg on compte 14 % dans ce cas. Dans les autres pays de l'Europe occidentale le taux des plus de 64 ans oscille entre 14 et 17 %, sauf le Liechtenstein (10 %) et Monaco (23 %), deux cas extrêmes et donc non représentatifs. En Europe septentrionale le Luxembourg est en troisième position, après l'Irlande (11 %) et l'Islande (12 %), tout comme pour

la fécondité. Mais la position luxembourgeoise reste moyenne parmi les pays de l'Europe orientale où le taux varie entre 10 et 17 %.

La réponse est *oui* quant à la mentalité dans le pays. La retraite est le seul sujet qui ait réussi à mobiliser les Luxembourgeois, et ceci depuis des années.

Les rentiers centralisent pouvoir économique (accumulation de richesses) et pouvoir politique (pouvoir électoral). Il est possible qu'un jeune participe aux élections à l'âge de 22/23 ans seulement, selon la date de clôture des listes électorales et la date de naissance du jeune.

Depuis la chute du régime soviétique, l'Europe a basculé dans la société à risques¹⁶⁴ (mondialisation, catastrophes naturelles ou technologiques, révolution des technologies de l'information et du vivant, ...). A cet égard la position du Luxembourg apparaît fragilisée par sa petite dimension¹⁶⁵. Seuls nos retraités semblent moins exposés aux aléas de cette société à risques (niveau élevé des retraites, accumulation de richesses, voyages, loisirs, etc.).

Selon Alain Cotta (professeur d'économie à Paris-Dauphine) «la politique libérale de l'Europe est aujourd'hui faite pour les rentiers. Le déclin démographique a définitivement installé dans le domaine politique le pouvoir des rentiers»¹⁶⁶. A cette situation le même auteur oppose les Etats-Unis, dont la politique est axée sur «la croissance, le profit d'abord mais le salaire ensuite et non pour une rente qui a toujours été considérée avec grande suspicion».

• • •

Les Luxembourgeois sont-ils heureux? A un questionnaire indiquant *heureux* ou *très heureux* et *malheureux* ou *très malheureux* la population du pays répond par 94 %¹⁶⁷ d'heureux et 6 % de malheureux. En Belgique les pourcentages sont de 92 % et 8 %, même situation en France. En Allemagne (de l'ouest) les taux sont de 87 % et 13 %¹⁶⁸.

A la question de savoir si les gens sont satisfaits de la vie qu'ils mènent (sur une échelle croissante de 1 à 10) la réponse moyenne est 7,87 au Luxembourg¹⁶⁹, contre 6,91 en France¹⁷⁰.

Selon un travail du CEPS¹⁷¹ «l'indice de confiance dans l'avenir du ménage» passe de 2,06 à 2,11 (sur une échelle de 0 à 3 points) au cours de la période 1997/98. «L'indice de confiance dans l'avenir du pays» passe même de 2,16 à 2,4, sur la même échelle et pendant la même période.

Retenons une dernière indication numérique. Dans notre pays il y a «des gens qui vivent dans le besoin»: 23 % de l'échantillon pensent «qu'il y a beaucoup d'injustices dans notre société»¹⁷². En France ce pourcentage atteint 44 %¹⁷³.

La société luxembourgeoise est-elle consensuelle? A cette question on peut répondre à la fois par oui et par non.

□ Oui, il existe un consensus sur des valeurs centrales: santé, famille, démocratie, ...

□ Non, il reste des minorités, peut-être peu nombreuses, mais bien réelles qui sont malheureuses ou/et qui n'ont pas accès au niveau de vie élevé du pays.

Revenons une dernière fois à la notion de confiance. Écoutons le politologue Mario Hirsch: «L'image de la confiance dans les institutions du pays, même si elle fait apparaître des contrastes assez marqués entre les différentes catégories socioprofessionnelles et selon les préférences politiques, montre cependant que dans l'ensemble, la confiance règne»¹⁷⁴.

10. ANNEXES

10.1. Quelques développements complémentaires

10.1.1. Regroupement de divers pays selon leur politique familiale¹⁷⁵

Divers pays européens peuvent être classés en cinq catégories d'après leur politique familiale.

- L'Europe du Nord. La politique est axée à la fois sur l'égalité des chances entre hommes et femmes (accent mis sur la conciliation entre famille et emploi) et sur les enfants. On parle de citoyenneté sociale.
- La Grande-Bretagne, l'Irlande et dans une moindre mesure les Pays-Bas. Cette fois-ci la politique familiale – libérale et peu interventionniste – vise surtout les familles pauvres et les enfants à risques sociaux.
- L'Europe du Sud. Les systèmes de protection sociale y sont en général faibles, situation compensée par des liens de solidarité familiale.
- La France, la Belgique et le Luxembourg. La politique familiale et les services publics de ces pays sont relativement généreux.
- L'Allemagne et l'Autriche. La politique familiale – plus conservatrice – y est moins développée.

10.1.2. Gary Becker, une application des règles économiques à la vie privée

Becker (prix Nobel de sciences économiques en 1992) applique à l'ensemble de la vie privée les principes découlant du comportement rationnel de chaque individu. Celui-ci compare le coût et le bénéfice qu'il retire, quelle que soit son activité exercée, par exemple consommer, se marier, faire des enfants, voler, etc. Dans le cas d'un délit ou même d'un crime, l'individu rationnel compare le gain retiré et le risque d'être pris et condamné.

Rapprochons la théorie de Becker de la famille et plus particulièrement du mariage. Selon cet auteur deux principes prévalent¹⁷⁶.

- Le mariage est un acte volontaire et les mariés touchent un niveau d'utilité supérieur à celui atteint par chacun individuellement hors du mariage.
- Hommes et femmes sont en concurrence quant à la recherche du partenaire; on parle alors d'un *marché* du mariage. Chacun cherche à y trouver le meilleur partenaire possible, dans l'optique restrictive de conditions imposées par le marché.

Becker y a ajouté en 1974 une analyse économique liée à la division du travail à l'intérieur du ménage. Celui-ci maximise une «fonction d'utilité familiale»¹⁷⁷. Il a intérêt à procéder à une spécialisation interne, dès qu'un avantage comparatif se réalise. Cette situation de spécialisation procure de nouvelles possibilités de gains mutuels aux deux conjoints. Revenons à la situation au Luxembourg. La théorie de Becker a expliqué le cas d'un seul conjoint travaillant à l'extérieur du ménage. En effet le niveau relativement élevé des salaires au Luxembourg permet – par la spécialisation interne du travail – une maximisation de l'utilité retirée par le ménage. Peut-être, cette logique, liée à un avantage comparatif, explique-t-elle, au moins partiellement, la longévité du modèle «patriarcal» au Luxembourg.

Deux facteurs ébranlent le modèle beckerien¹⁷⁸.

- La spécialisation à l'intérieur du ménage diminue au profit d'un modèle plus égalitaire des tâches ménagères. D'ailleurs plus le salaire de la femme mariée est élevé, plus la répartition interne des tâches est égalitaire.
- Le divorce peut perturber le modèle de Becker, dans le sens qu'il peut favoriser a priori une certaine non-spécialisation dans le ménage. Or au Luxembourg la probabilité de divorce, par rapport aux mariages de l'année, tourne autour de 0,5.

Becker considère les enfants comme un bien, dont l'utilité est représentée par un ensemble de courbes d'indifférence, en concurrence avec d'autres biens. L'allure de ces courbes d'indifférence est liée à la préférence relative pour les enfants. Selon Herter-Eschweiler¹⁷⁹ «geht Becker jedoch nicht mehr näher auf die Präferenzen ein und fasst sie als gegebene konstante Größen auf».

Toujours selon Herter-Eschweiler la théorie de Becker – en liaison avec la procréation – ne tient pas compte des facteurs suivants:

- die gewohnheitsmäßigen Verhaltensweisen,
- die handlungsrelevanten Sozialfaktoren,
- die emotionalen Faktoren,
- die biologische Lebenssphäre,
- Faktoren, die den Interaktionsprozess beeinflussen»¹⁸⁰.

Les critiques adressées à Becker sont parfois virulentes, comme le reproche «d'impérialisme», parce qu'il néglige – selon ces critiques – les sciences sociales et la psychologie: «... l'économie ainsi conçue devient en quelque sorte la théorie générale du comportement humain»¹⁸¹.

Pour terminer nous nous contentons de deux remarques.

- Le comportement humain n'est-il pas en réalité plus complexe? En d'autres mots la théorie beckerienne peut-elle expliquer exhaustivement le comportement à l'intérieur du ménage?
- A l'instar des historiens il faut se méfier des explications unilatérales.

10.1.3. Kenneth Arrow, sphère marchande et sphère socio-éthique¹⁸²

Arrow (prix Nobel en 1972 ensemble avec John R. Hicks) a démontré avec Gérard Debreu l'existence d'un équilibre général lié à quelques hypothèses sur la rationalité des entreprises et des consommateurs. De ce fait ils ont continué l'œuvre de Walras.

Selon le théorème d'Arrow (ou théorème de l'impossibilité) il n'existe aucune implication logique reliant les rationalités individuelles (choix individuel) à la rationalité collective (choix social). Arrow propose une solution originale pour concilier rationalité individuelle et rationalité collective. A cet effet il fait une distinction entre la sphère marchande et la sphère socio-éthique.

- Dans la sphère marchande la rationalité joue à fond.
- La sphère socio-éthique n'est pas marchande. Elle est liée au domaine éthique (de type kantien¹⁸³) et à un consensus social.

L'existence concomitante des sphères marchande et non marchande – complémentaires – permet à la fois de réduire le problème de l'incertitude et de réconcilier rationalité individuelle et rationalité collective.

Quelle est la situation du Luxembourg par rapport à l'approche d'Arrow? Notre société se caractérise par un certain consensus social, peut-être peut-on parler de «ciment social»¹⁸⁴. Ainsi cette démarche théorique d'Arrow peut s'appliquer – au moins partiellement – au Luxembourg.

10.2. Renseignements statistiques

10.2.1. Le Luxembourg et les pays voisins

indication	France	Belgique	Allemagne	Luxembourg
indice synthétique de fécondité	1,9	1,6	1,3	1,7
population (en %): inférieure à 15 ans	19	18	15	19
supérieure à 64 ans	16	17	17	14
espérance de vie à la naissance: Hommes	76	75	75	75
Femmes	83	81	81	81
projection population en 2025	63,4	10,8	78,1	0,6

Source: Gilles Pison (INED), Tous les pays du monde (2003), in: Population et sociétés, n° 392, juillet-août 2003, p. 4.

10.2.2. Evolution de la fécondité au Luxembourg: indice synthétique de fécondité (A)

année	indice (A)	année	indice (A)
1901	4,64	1955	2,24
1905	4,35	1960	2,28
1910	3,92	1965	2,40
1915	3,09	1970	1,97
1920	2,93	1975	1,54
1925	2,64	1980	1,48
1930	2,62	1985	1,38
1935	1,84	1990	1,61
1940	1,73	1995	1,73
1945	1,62	2000	1,78
1950	1,95	2001	1,66

Sources: calculs de l'auteur pour les années 1901 à 1995 et Annuaire statistique 2002 (Statec) pour les années 2000 et 2001, p. B50.

10.2.3. Espérance de vie à la naissance (e_o)

année	e_o masc.	e_o fém.	années	e_o masc.	e_o fém.
1901	47,0	49,0	1955	65,0	70,2
1905	44,5	48,0	1960	65,8	72,0
1910	48,2	51,2	1965	66,1	73,1
1915	50,2	52,8	1970	66,6	73,0
1920	53,5	55,8	1975	67,3	74,0
1925	52,3	57,4	1980	70,0	75,2
1930	54,7	59,0	1985	70,4	77,4
1935	57,1	61,2	1990	72,3	78,4
1940	59,8	64,2	1995	72,8	79,8
1945	41,3	57,9	1995/97	73,5	79,6
1950	63,6	68,0			

Sources: Trausch Gérard, La mortalité au Luxembourg, Cahier économique du Statec n° 88, Luxembourg, p. 12, pour les années 1901 à 1995 et Annuaire statistique 2002 (Statec) pour 1995/97, p. B50.

10.2.4. Diverses informations statistiques

□ Les indices de jeunesse (les moins de 20 ans) et de vieillesse (les 60 ans et plus).

	1947	1960	1970	1981	1991	2001
indice de jeunesse	28,0	27,6	29,3	26,2	23,1	24,5
indice de vieillesse	14	16	19	18	19	19

□ Population totale et étrangère au Luxembourg.

population:	RP 1991	RP 2001
luxembourgeoise	268.800	277.300
étrangère	114.000	162.300
totale	382.800	439.600

Remarque: RP signifie Recensement de la population, en 1991 et en 2001.

□ Le poids des 6 premières nationalités étrangères au Luxembourg (RP 2001):

<i>nationalité:</i>	<i>pourcentage</i>
portugaise	36,1
française	12,3
italienne	11,7
belge	9,1
allemande	6,2
yougoslave (plus le Kosovo)	4,6

Source: www.statec.lu

10.2.5. Les mariages et les divorces au Luxembourg

<i>année</i>	<i>mariages</i>	<i>divorces</i>	<i>% p. r. aux mariages</i>
1995	2.074	727	35,05
1996	2.105	817	38,81
1997	2.007	1.001	49,88
1998	2.040	1.017	49,85
1999	2.090	1.043	49,90
2000	2.148	1.030	47,95
2001	1.983	1.029	51,89

Source: Annuaire statistique 2002 (Statec), p. B40.

10.2.6. Les prestations familiales en espèces au Luxembourg et dans quelques pays européens

<i>pays</i>	<i>en SPA par habitant</i>	<i>en % du PIB</i>	<i>en % des prestations sociales totales</i>	<i>en % des prest. de l'ensemble famille/enfants</i>	<i>à prix constants indice 100 en 1991</i>
Luxembourg	4.687	2,6	12,9	77,6	255,8
Belgique	2.000	2,0	7,7	84,6	116,2
France	1.820	2,0	7,0	73,0	115,4
Allemagne	2.391	2,1	7,5	70,9	181,1
Pays-Bas	789	0,8	2,9	64,4	86,3
Italie	581	0,5	2,0	52,2	128,6
Portugal	386	0,5	2,7	48,9	115,4
moyenne UE	1.361	1,4	5,5	67,2	135,8

Source: Eurostat, Prestations familiales en espèces en 2000, communiqué de presse, 86/2003 - 30.07.03.

10.2.7. L'âge moyen d'entrée en retraite dans l'Union Européenne

<i>Country</i>	<i>Average exit age</i>	<i>Country</i>	<i>Activity rate 55-64</i>
IRL	63,1	S	68,4 %
UK	62,1	DK	58,9 %
S	62,0	UK	54,0 %
P	62,0	P	52,1 %
DK	61,9	FIN	50,0 %
FIN	61,6	IRL	47,9 %
NL	60,9	D	42,8 %
D	60,7	E	42,3 %
E	60,6	EU	41,0 %
EU	59,9	NL	39,9 %
EL	59,6	EL	39,6 %
A	59,6	F	32,6 %
I	59,4	A	29,0 %
F	58,1	I	28,2 %
B	57,0	B	26,0 %
L	56,8	L	24,9 %

Source: EUROPEAN COMMISSION - Employment and Social Affairs DG, Brussels, 2002-02-03 EMPL/A/1, p. 4.

NOTES

¹ Selon Karl Polanyi (1886-1964), l'homme est un être social, non économique. Pour une information rapide voir par exemple, Jean-Louis Laville, Avec Mauss et Polanyi, Vers une théorie de l'économie plurielle, in: Problèmes économiques, n° 2821, sept. 2003 pp. 17-23 et Carlo Trigilia, Sociologie économique, Paris, 2002, p. 92 et suivantes. Pour approfondir consulter: Karl Polanyi, La grande transformation - Aux origines politiques et économiques de notre temps (traduction de l'anglais de Catherine Malamoud et Maurice Angeno), Paris, 1983, 419 pages.

² Nicolas Postel, Les règles dans la pensée économique contemporaine (thèse de doctorat, Université de Lille I), Paris, 2003, p. 58.

³ C'est Keynes qui souligne.

⁴ De nouveau c'est Keynes qui souligne.

⁵ John Maynard Keynes, Théorie Générale de l'Emploi, de l'Intérêt et de la Monnaie, (traduction de Jean de Largentaye chez Payot), Paris, 1968, p. 163.

⁶ Jean-Pierre Dupuy (Professeur à l'École Polytechnique et à l'Université Stanford - Californie), Éthique et philosophie de l'action, Paris, 1999, p. 250.

⁷ Gérard Trausch, Mutations sociologiques et comportements démographiques, in: L'économie au 20^e siècle, Luxembourg (Statec), 1999, p. 209 et suivantes.

- ⁸ Recensement professionnel et industriel du 12 juin 1907, fascicule XXII (publication de la Commission permanente de Statistique), Luxembourg, 1912, pp. 167-170.
- ⁹ Recensement de la population du 31 décembre 1960, t. III, Luxembourg (Statec), 1967, p. 19 et p. 64.
- ¹⁰ Sur l'histoire de l'enseignement secondaire au Luxembourg voir par exemple Michel Schmit, Regards et propos sur l'enseignement supérieur et moyen au Luxembourg (publication de la Section Historique de l'Institut Grand-Ducal, volume CXVI), Luxembourg, 1999, 772 pages et Gérard Trausch, Les 400 ans de l'Athénée de Luxembourg, in: Actes de la Section des Sciences Morales et Politiques, volume VII, Luxembourg, 2003, 73 pages; Gérard Trausch, Coup d'œil historique sur l'Athénée dans l'optique de l'enseignement des sciences économiques et sociales, in: 400 Joer Kolléisch, Volume II, L'Athénée et ses grands anciens 1815-1993, Luxembourg, 2003, pp. 127-157.
- ¹¹ Michel Winock (professeur d'histoire contemporaine à Sciences Po), La Belle Epoque – La France de 1900 à 1914, Paris, 2002, p. 167.
- ¹² Sylvie Schweitzer, Les femmes ont toujours travaillé – Une histoire du travail des femmes aux XIX^e et XX^e siècles, Paris, 2002, p. 18. A titre d'information lire par exemple: Olivier Marchand et Claude Thélot, Le travail en France, 1800-2000, Paris, 1997, 269 pages.
- ¹³ Voir à ce sujet: La loi du 12 décembre 1972 relative aux droits et devoirs des époux et la loi du 4 février 1974 portant réforme des régimes matrimoniaux, Documents et débats parlementaires, Publication spéciale du Greffe de la Chambre des Députés; sans date, probablement vers le milieu des années 1970, 522 pages.
- ¹⁴ Note de lecture: Catherine Marand-Fouquet (agrégée d'histoire), La femme au temps de la Révolution, Paris, 1989, 417 pages.
- ¹⁵ François Ewald (dir.), Naissance du Code Civil, An VIII-an XII – 1800-1804, Paris, 1989, p. 56.
- ¹⁶ Gilbert Trausch, Le Luxembourg sous l'Ancien Régime, Luxembourg, 1993 (3^e éd.), p. 130 et du même auteur, Le Luxembourg à l'époque contemporaine, Luxembourg, 1981, p. 23.
- ¹⁷ Selon Gilbert Trausch, 1981, op. cit. p. 23.
- ¹⁸ Albert Calmes, Le Grand-Duché de Luxembourg dans le Royaume des Pays-Bas (1815-1830), Bruxelles, 1932, p. 33.
- ¹⁹ Gilbert Trausch, 1981, op. cit. p. 114.
- ²⁰ *ibid.*
- ²¹ Gilbert Trausch, 1993, op. cit. p. 105.
- ²² *ibid.* pp. 107-108.
- ²³ Pierre Ruppert, Les Etats Provinciaux du Grand-Duché de Luxembourg de 1816-1830, Luxembourg, 1890, p. 319.
- ²⁴ Gilbert Trausch, 1981, op. cit. p. 55.

- ²⁵ Gilbert Trausch, 1981, op. cit. p. 54 et suivantes et Daniel Spizzo, La nation luxembourgeoise – Genèse et structure d'une identité, Paris, 1995, p. 36 et suivantes.
- ²⁶ Gilbert Trausch, 1981, op. cit. p. 121.
- ²⁷ Denis Scuto, La naissance de la protection sociale au Luxembourg (Le contexte économique et social, les acteurs et les enjeux politiques), in: Bulletin luxembourgeois des questions sociales (100 ans de Sécurité sociale au Luxembourg), volume 10, Luxembourg, 2001, p. 46.
- ²⁸ Gilbert Trausch, 1981, op. cit. pp. 120-123.
- ²⁹ L'expression est de D. Scuto, op. cit. p. 46.
- ³⁰ cf. Intervention de Gilbert Trausch dans le Colloque *MOIEN!* (27 nov. – 05 déc. 1998), Luxembourg, pp. 20-29 et Ben Fayot, Langues, nationalité et identité nationale au Luxembourg, in: 400 Joer Kolléisch, volume IV, Hommage à l'Athénée, Luxembourg, 2003, pp. 73-83.
- ³¹ Le *Mémorial Administratif du Grand-Duché de Luxembourg* apparaît pour la première fois à la date du 1^{er} juillet 1816, 400 pages. Voir *Arrêté portant établissement du Mémorial administratif du Grand-Duché de Luxembourg*, n° 1, pp. 1-3.
- ³² Gilbert Trausch, Les Luxembourgeois devant la Révolution française, in: Du particularisme à la Nation – Essais sur l'histoire du Luxembourg de la fin de l'Ancien régime à la Seconde guerre mondiale, Luxembourg, 1989, p. 97.
- ³³ C. M. Spoo (1837-1914), premier député d'obédience socialiste, avant même la formation du parti social-démocrate, prononce sa première allocation en luxembourgeois, ce qui provoque un incident à la Chambre. Il faut attendre la vague patriotique de 1944/45 pour que le luxembourgeois s'impose de plus en plus.
- ³⁴ Sur l'enseignement secondaire à l'Athénée voir Gérard Trausch, 2003, op. cit. (note 6).
- ³⁵ Michel Beaud, Histoire du capitalisme de 1500 à 2000, Paris, 2000 (5^e édition), p. 146.
- ³⁶ Michel Winock, op. cit. p. 114.
- ³⁷ Ces recensements ont été effectués par la Chambre de Commerce; ils sont repris dans *Statistiques Historiques 1839-1989*, Luxembourg (Statec), 1990, pp. 156-157.
- ³⁸ *Statistiques historiques*, op. cit. p. 13.
- ³⁹ Berufs- und Gewerbezahlung vom 12. Juni 1907, Band XXX, (Publikation der ständigen Kommission für Statistik), Luxembourg, 1910, p. 19.
- ⁴⁰ *ibid.* p. 18 et *Statistiques historiques*, op. cit. pp. 156-157.
- ⁴¹ Martine Segalen, La révolution industrielle: du prolétaire au bourgeois, in: A. Burguière, Ch. Klapisch-Zuber, M. Segalen et F. Zonabend, Histoire de la famille, t. 3, Le choc des modernités, Paris 1986, p. 502.
- ⁴² Heinz Quasten, Die Wirtschaftsformation der Schwerindustrie im Luxemburger Minett, Saarbrücken, 1970, pp. 167-168.
- ⁴³ «... die Bezeichnung als Menschenwohnung nicht verdienen.» Les conditions de logement des ouvriers dans le bassin minier luxembourgeois (1870-1914),

in: *Le Luxembourg en Lotharingie* (Mélanges Paul Margue), Luxembourg 1993, p. 564.

⁴⁴ *ibid.*

⁴⁵ Publikationen der ständigen Kommission für Statistik, Häuser- und Wohnungsuntersuchung, Heft XVI, Luxemburg, 1908, p. 6.

⁴⁶ Voir D. Scuto, *op. cit.* p. 560 et suivantes.

⁴⁷ Publikationen der ständigen Kommission für Statistik, Heft XVI, *op. cit.* p. 12.

⁴⁸ Loi du 29 mai 1906, sur les habitations à bon marché, *Mémorial* 1906, pp. 1057-1064.

⁴⁹ cf. Gilbert Trausch, *Contributions à l'histoire sociale de la question du Luxembourg 1914-1922*, Luxembourg, 1974, 118 pages.

⁵⁰ Denis Scuto, *Le Grand-Duché de Luxembourg (1914-1939)*, in: R. Leboutte, J. Puissant et D. Scuto, *Un siècle d'histoire industrielle – Belgique, Luxembourg, Pays-Bas – Industrialisation et sociétés 1874-1973*, Paris, 1998, p. 184.

⁵¹ Sur la cohabitation ouvrière voir par exemple Henri Leridon et Catherine Villeneuve-Gokalp, *Constance et inconstances de la famille*, Travaux et Documents de l'INED, cahier n° 134, Paris, 1994, pp. 69-77.

⁵² Martine Segalen, 1986, *op. cit.* p. 503.

⁵³ Recensement professionnel et industriel du 12 juin 1907, fascicule XXIV, Luxembourg, 1913, p. 85 et p. 88.

⁵⁴ Recensement professionnel et industriel du 12 juin 1907, fascicule XXII, Luxembourg, 1912, pp. 169-171.

⁵⁵ *ibid.* p. 161.

⁵⁶ J. G. Leibbrandt (Sociologisch Instituut van de Rijksuniversiteit te Utrecht), *Zware industrie in een agrarische Omgeving*, Utrecht, 1957, p. 46. («De wooncentra hebben in het industriegebied van het groothertogdom nimmer de omvangrijke vormen aangenomen van de industriële centra in Europa»).

⁵⁷ J. G. Leibbrandt, *op. cit.* p. 45. («... dat de Luxemburgse arbeidersbevolking de ellende van langdurige werkloosheid over het algemeen bespaard bleef»).

⁵⁸ Paul Bairoch (Université de Genève), *Victoires et déboires – Histoire économique et sociale du monde du XVI^e siècle à nos jours*, t. I, Paris, 1997, pp. 576-577.

⁵⁹ J. G. Leibbrandt, *op. cit.* p. 46. («... typisch agrarisch-ambachtelijk trekken ...»).

⁶⁰ *ibid.* («... overheerst het modern-burgerlijke patroon ...»).

⁶¹ Martine Segalen, 1986, *op. cit.* p. 511.

⁶² *ibid.* p. 512.

⁶³ Lors de la séance du 18 juillet 1917 à la Chambre, *Compte Rendu des séances de la Chambre des Députés*, session législative 1916-1917, Premier volume, p. 1166. Bernard Herschbach est député du parti populaire de 1917 à 1925. Selon Nicolas Als, *La Chambre des députés – Histoire d'une Institution*, in: Nicolas Als et Robert L. Philippart, *La Chambre des Députés – Histoire et Lieux de Travail*, Luxembourg, 1994, p. 516.

⁶⁴ Sur l'histoire du mariage depuis l'Empire romain voir: Jean Gaudemet, *Le mariage en Occident*, Paris, 1987, 520 pages et Jack Goody, *L'évolution de la famille et du mariage en Europe*, (titre original: *The development of the family and marriage in Europe*, traduit de l'anglais par Marthe Blinoff), Paris, 1985, 303 pages. Voir également, dans le domaine de la sociologie cette fois, Martine Segalen, *Sociologie de la famille*, Paris, 1996, (4^e éd.), 296 pages. Enfin voir: J. Commaille et F. de Singly (dir.), *La question familiale en Europe*, Paris, 1997, 335 pages, ainsi que J. Commaille, *Misères de la famille*, Paris, 1996, 250 pages.

Sur la famille en langue allemande on peut consulter: Hans Bertram (Hrsg), *Die Familie in Westdeutschland – Stabilität und Wandel familialer Lebensformen*, Opladen, 1991, 568 Seiten; Thomas Bahle, *Familienpolitik in Westeuropa – Ursprünge und Wandel im internationalen Vergleich*, Frankfurt/Main, 1995, 175 Seiten; Johannes Huinink, *Warum noch Familie? – Zur Attraktivität von Partnerschaft und Elternschaft in unserer Gesellschaft*, Frankfurt/Main, 1995, 385 Seiten; Walter Bien (Hrsg), *Familie an der Schwelle zum neuen Jahrtausend – Wandel und Entwicklung familialer Lebensformen*, Opladen, 1996, 291 Seiten; Irene Gerlach, *Familie und staatliches Handeln – Ideologie und politische Praxis in Deutschland*, Opladen, 1996, 383 Seiten; Laszlo A. Vaskovics (Hrsg), *Familienleitbilder und Familienrealitäten*, Opladen, 1997, 435 Seiten.

⁶⁵ André Heiderscheid, *Aspects de sociologie religieuse du Diocèse de Luxembourg*, t. II, Luxembourg, 1962, p. 157.

⁶⁶ Gérard Trausch, *La mortalité au Luxembourg, 1901-1995*, Luxembourg (cahier économique n° 88 du Statec), 1997, pp. 46-57 et pp. 83-86.

⁶⁷ Georges Als, *La deuxième guerre mondiale et l'évolution de la population luxembourgeoise (1940-1973)*, in: *Bulletin du STATEC*, vol. XIX, n° 9, 1973, pp. 296-298.

⁶⁸ Louis Roussel, *L'enfance oubliée*, Paris 2001, p. 56.

⁶⁹ Pour des détails, voir Gérard Trausch, *La triple ouverture économique, démographique et socio-culturelle du Luxembourg vers l'extérieur*, in: *Actes de la Section des Sciences Morales et Politiques*, vol. VI, Luxembourg, 2002, p. 25 et suivantes.

⁷⁰ Sur l'évolution économique du Grand-Duché voir par exemple: Ferdy Adam, Patrice Pieretti, Robert Weides et Paul Zahlen, *La croissance de l'économie luxembourgeoise au cours du XX^e siècle – Mesure, résultats, facteurs de croissance*, in: Statec (édit.), *L'économie luxembourgeoise au 20^e siècle*, Luxembourg, 1999, pp. 35-89.

⁷¹ F. Berger (CEPS), *Revenus du capital et patrimoine immobilier*, in: *Population et Emploi*, n° 14, 1999, p. 7.

⁷² Gérard Trausch, 1999, *op. cit.* p. 212.

⁷³ Georges Als, *La deuxième guerre mondiale et l'évolution de la population luxembourgeoise (1940-1973)*, *op. cit.* p. 295.

⁷⁴ Louis Roussel, 2001, *op. cit.* p. 60.

- ⁷⁵ Lecture recommandée: Janine Mossuz-Lavau (politologue, directrice de recherche au CNRS), *Les lois de l'amour – Les politiques de la sexualité en France (1950-2002)*, Paris, 2002, 502 pages et Dominique Méda, *Le temps des femmes – Pour un nouveau partage des rôles*, Paris, 2001, 221 pages.
- ⁷⁶ Voir à ce sujet Michel Neyens, *Entwicklungen in der luxemburger Familienrechtspolitik*, in: *Familienwissenschaftliche und familienpolitische Signale (Festschrift zum 70. Geburtstag von Prof. Dr. Max Wingen – hrsg von Bernhard Jans et alii)*, Graftschaff, 2000, pp. 611-626. Voir aussi du même auteur, *Vers une politique familiale européenne*, in: *Bulletin luxembourgeois des questions sociales*, vol. 1 et 2, Luxembourg, 1996, pp. 73-95.
- ⁷⁷ Georges Schroeder et Paul Zahlen, *La protection sociale: progrès et rançon du progrès*, in: *L'économie luxembourgeoise au 20^e siècle*, Luxembourg (Statec), 1999, p. 160.
- ⁷⁸ Consulter par exemple: Collectif, *La Place des Femmes – Les enjeux de l'identité et de l'égalité au regard des sciences sociales*, Paris, 1995, 740 pages. Il s'agit de la publication des contributions du colloque *Femmes, hommes, identité, égalité, différences*, qui s'est déroulé à Paris les 6 et 7 mars 1995.
- ⁷⁹ Jacques Commaille, René Strobel et Michel Villac, *La politique de la famille*, Paris, 2002, p. 34.
- ⁸⁰ Claudine Attias-Donfut, Nicole Lapierre et Martine Segalen, *Le nouvel esprit de famille*, Paris, 2002, p. 42.
- ⁸¹ Consulter par exemple les deux ouvrages suivants, d'approche tout à fait différente, Jacques Commaille, *Les stratégies des femmes – travail, famille et politique*, Paris, 1993, 189 pages et Martine und Jürgen Liminski, *Abenteuer Familie – Erfolgreich erziehen: Liebe und was sonst noch dazu nötig ist*, Augsburg, 2002, 215 Seiten (Mit einem Vorwort von Prof. Dr. Paul Kirchhof, Bundesverfassungsrichter a. D.). Voir surtout: Helena Hirata et Danièle Senotier (dir.), *Femmes et partage du travail*, Paris, 1996, 281 pages.
- Enfin consulter par exemple les deux ouvrages suivants, le premier selon l'optique de la sociologie et le second dans la vue du psychiatre/psychanalyste/thérapeute de couple: Bernadette Bawin-Legros, *Le nouvel ordre sentimental – A quoi sert la famille aujourd'hui?*, Paris, 2003, 217 pages et Robert Neuberger, *Les rituels familiaux*, Paris, 2003, 176 pages.
- ⁸² Béatrice Majnoni d'Intignano (économiste, professeur à Paris-XII, membre du Conseil d'analyse économique auprès du Premier ministre), *Femmes, si vous saviez ...*, Paris, 1996, p. 340.
- ⁸³ *ibid.*
- ⁸⁴ Claudine Attias-Donfut et alii, *op. cit.* p. 28.
- ⁸⁵ *ibid.* p. 27.
- ⁸⁶ Jean Fourastié, *Les Trente Glorieuses*, Paris, 1979, 299 pages. Voir aussi, pour compléter: Nicolas Baverez, *Les trente piteuses*, Paris, 1997, 298 pages.
- ⁸⁷ Evelyn Sullerot, *La crise de la famille*, Paris, 2000, p. 98.

- ⁸⁸ Lecture recommandée: François de Singly, *Libres ensemble – L'individualisme dans la vie commune*, Paris, 2000, 253 pages et du même auteur, *Le soi, le couple et la famille*, Paris, 1996, 255 pages.
- ⁸⁹ Charles Taylor, *Le malaise de la modernité* (titre original: *The Malaise of Modernity*, traduit de l'anglais par Charlotte Melançon), Paris, 2000, p. 10 et p. 11.
- ⁹⁰ *ibid.* p. 12.
- ⁹¹ *ibid.*
- ⁹² Voir aussi Georges Als, *De la société traditionnelle à la crise de la famille – 150 ans de mutations démographiques 1839-1989*, in: Martin Gerges (dir.), *MÉMORIAL 1989 – La société luxembourgeoise de 1839 à 1989*, Luxembourg, 1989, pp. 105-130 et Georges Als, *Les femmes et l'économie*, Luxembourg (Action Familiale et Populaire), 1983, 40 pages.
- Lecture recommandée, *La crise de la famille* in: *Feuille de liaison de la Conférence Saint-Yves*, n° 62, septembre 1985, 84 pages. Contributions de Georges Als, Georges Wirtgen, Roger Molitor, Edmond Lorang, Paul Weber, Raymonde Gonner-De Waha, P.-H. Meyers et Georges Margue. Dans le contexte de notre étude consulter surtout: Georges Als, *La crise de la famille reflétée par les statistiques*, pp. 5-20 et Georges Wirtgen, *Les jeunes et le mariage*, pp. 21-26. Voir aussi Paul Estgen, *La famille, oui! mais laquelle?* in: Michel Legrand, (dir.), *Les valeurs au Luxembourg – Portrait d'une société au tournant du 3^e millénaire*, Luxembourg, 2002, pp. 189-325.
- Voir aussi les cahiers du PSELL (Panel Socio-Economique *Liewen zu Lëtzebuerg*) édités par le CEPS/INSTEAD, Differdange, par exemple: Hausman P. avec la collaboration de Lanners J. et du Ministère de la Famille et de la Solidarité, *Les femmes au Grand-Duché de Luxembourg: Démographie-Famille*, cahier n° 46, 1992, 54 pages; Aubrun A. *Les femmes au Grand-Duché de Luxembourg: Place et rôle de la femme dans la société*, cahier n° 73, 1995, 50 pages; Hausman P. en collaboration avec Vecernik J. et le Ministère de la Famille et de la Solidarité, *Les femmes au Grand-Duché de Luxembourg: Revenus-Conditions de vie*, cahier n° 74, 1995, 57 pages; Pels M. *Les femmes au Grand-Duché de Luxembourg. Encadrement institutionnel de la femme luxembourgeoise: Conditions juridiques – Politiques visant la famille – Mesures relatives à la formation et à l'emploi – Services d'aide*, cahier n° 76, 1995, 65 pages; Borsenberger M., Pels M. *La politique familiale au Luxembourg – Évolution au cours des cinq dernières années*, cahier n° 95, 1996, 95 pages; Hausman P. Lejealle B. *Entre famille et activité professionnelle. Mode d'organisation des employées privées*, cahier n° 96, 1996, 57 pages; Borsenberger M., Lejealle B. *La garde des enfants au Luxembourg*, cahier n° 120, 2000, 44 pages; Kuepie M. *Évolution des configurations familiales des ménages au Luxembourg*, cahier n° 127, 2002, 64 pages; Reinstadler A., Borsenberger M. et alii, *Analyse comparative des effets de la politique familiale dans certains pays francophones*, cahier n° 134, 2002, 110 pages.
- ⁹³ Voir à ce sujet: Gaston Vogel, *Le divorce en droit luxembourgeois*, Bruxelles, 1994, 611 pages.

- ⁹⁴ Selon des données de l'Annuaire statistique 2002, Luxembourg, déc. 2002, p. B36 et p. B40.
- ⁹⁵ Statistiques du mouvement de la population, vol. II: 1966-1982, Luxembourg (Statec), 1984, p. 5.
- ⁹⁶ Statistiques du mouvement de la population 1954-1995, Luxembourg (Statec), 1996, p. 14.
- ⁹⁷ Mathias Kuepie, Évolution des configurations familiales des ménages au Luxembourg, cahier du PSELL n° 127, 2002, p. 42.
- ⁹⁸ Jean-Louis Flandrin, Familles – Parenté, maison, sexualité dans l'ancienne société, Paris, 1984, p. 139.
- ⁹⁹ *ibid.* p. 140.
- ¹⁰⁰ Michel Bozon, Le mariage: montée et déclin d'une institution, in: François de Singly (dir.), La famille – l'état des savoirs, Paris 1997, p. 56.
- ¹⁰¹ *ibid.* p. 51.
- ¹⁰² Louis Roussel, Les types de famille, in: François de Singly (dir.), La famille – l'état des savoirs, op. cit. p. 91.
- ¹⁰³ Caroline Mécary et Flora Leroy-Forgeot, Le PACS, Paris, 2000, 128 pages.
- ¹⁰⁴ «Projet de loi relative aux effets de certains partenariats», n° 4946, dépôt le 6 mai 2002.
- ¹⁰⁵ Selon exposé des motifs, p. 23.
- ¹⁰⁶ Selon Mathias Kuepie, cahier du PSELL n° 127, op. cit. p. 26. Voir aussi: Blandine Lejealle, Histoire de couples: la place de l'union libre dans le paysage familial luxembourgeois, in: *Population et Emploi*, n° 2/99, 8 pages.
- ¹⁰⁷ Michel Legrand, Qu'est-ce qui fait vivre les habitants du Grand-Duché de Luxembourg? in: Michel Legrand (dir.), Les valeurs au Luxembourg – Portrait d'une société au tournant du 3^e millénaire, Luxembourg, 2002, p. 95.
- ¹⁰⁸ Les valeurs au Luxembourg, op. cit. p. 21.
- ¹⁰⁹ Voir André Heiderscheid, Les Luxembourgeois, un peuple épris de sécurité, Luxembourg (Université Internationale de Sciences Comparées – Études Economiques Luxembourgeoises), 1970, 154 pages.
- ¹¹⁰ Gérard Trausch, La triple ouverture économique, démographique et socio-culturelle du Luxembourg vers l'extérieur, in: Actes de la Section des Sciences Morales et Politiques, vol. VI, 2002, 35 pages.
- ¹¹¹ *ibid.* p. 9.
- ¹¹² T. Mayer (Universität Würzburg), Die demographische Krise – Eine integrative Theorie der Bevölkerungsentwicklung, Frankfurt/Main, 1997, p. 65.
- ¹¹³ *ibid.* p. 67.
- ¹¹⁴ *ibid.* p. 62 et suivantes.
- ¹¹⁵ Joseph Schumpeter, Capitalisme, socialisme et démocratie (traduction de G. Fain), Paris, 1961, p. 261.
- ¹¹⁶ Michel Beaud et Gilles Dostaler, La pensée économique depuis Keynes – Historique et dictionnaire des principaux auteurs, Paris, 1993, p. 239.

- ¹¹⁷ Selon Eurostat, Enquête sur les forces de travail 2002 – Population et conditions sociales, Thème 3 – 15/2003, p. 6. À titre d'information le taux d'emploi masculin du pays (75,5 %) est supérieur à celui des pays voisins et de l'Union: Belgique (68,1 %), France (69,6 %), Allemagne (71,8 %) et Union (72,9 %).
- ¹¹⁸ Jean-Marc Aubert, Est-il efficace de soutenir la natalité? in: La politique familiale, Economie publique – *Etudes et Recherches*, n° 3-4, 1999/1-2, p. 182.
- ¹¹⁹ L'expression est de J.-M. Aubert, op. cit. p. 186.
- ¹²⁰ Voir plus loin en annexe sous 10.1.2.
- ¹²¹ cf. Gérard Trausch, Mortalité, vieillissement et retraite, in: Luxemburger Wort (Die Warte), du 22.01.98, du 29.01.98, du 05.02.98 et du 12.02.98.
- ¹²² op. cit. p. 68.
- ¹²³ Dominique Balmay, Politiques publiques: approche historique et problématique, in: Conseil d'orientation des retraites, Âge et travail – Un axe de réflexion essentiel pour l'avenir des retraites, Paris, 2001, p. 37. Voir aussi: Koen Matthijs (de la Katholieke Universiteit Leuven et mandaté par l'Institut de l'Entreprise), Entreprise et démographie – Population, Famille, Travail ... Une entreprise particulière, Zellik (Bruxelles), 1993, 131 pages.
- ¹²⁴ Dominique Balmay, op. cit. p. 36.
- ¹²⁵ op. cit. p. 60 et suivantes.
- ¹²⁶ Anne Aubrun, Les Luxembourgeois se sentent-ils en bonne santé et que font-ils pour la préserver? cahier du PSELL n° 108, 1997, p. 40.
- ¹²⁷ Pierre Bréchon (dir.), Les valeurs des Français – Évolution de 1980 à 2000, Paris, 2000, p. 251.
- ¹²⁸ Selon P. Bréchon, op. cit. p. 251.
- ¹²⁹ Olivia Ekert-Jaffé, Standards of Living and Families: Observation and Analysis – Familles et niveau de vie: observation et analyse, (contributions de 26 auteurs), Paris (INED), 365 pages.
- ¹³⁰ Patrice Bourdelais, L'âge de la vieillesse – Histoire du vieillissement de la population, Paris, 1997, p. 216.
- ¹³¹ Gérard Trausch, La mortalité au Luxembourg, 1997, op. cit. – selon tables de mortalité transversales, p. 1 et pp. 85-86.
- ¹³² Claudine Attias-Donfut (directrice de recherche à la Caisse nationale d'Assurance-Vieillesse) dans une interview au Dossier *La France face à ses vieux* dans le Monde du 14/15 septembre 2003.
- ¹³³ Monique Borsenberger, Les solidarités des 45-64 ans avec leurs parents âgés, cahier du PSELL n° 136, 2003, p. 23.
- ¹³⁴ Voir par exemple, Claudine Attias-Donfut (dir.), Les solidarités entre générations – Vieillesse, Familles, Etat, Paris, 1995, 352 pages.
- ¹³⁵ L'expression est de Claudine Attias-Donfut, dans son interview au Monde, op. cit.
- ¹³⁶ Monique Borsenberger, cahier du PSELL n° 136, op. cit. p. 45.
- ¹³⁷ *ibid.*
- ¹³⁸ *ibid.* p. 53.

- ¹³⁹ Michel Bozon, op. cit. p. 55.
- ¹⁴⁰ Mathias Kuepie, Le passage à l'âge adulte au Luxembourg: de la fin des études à la fondation de la famille, cahier du PSELL n° 137, 2003, p. 36.
- ¹⁴¹ ibid.
- ¹⁴² ibid. p. 24.
- ¹⁴³ Recensement de la population du 31 mars 1981, vol. 1, Luxembourg (Statec), 1983, p. 13 et www.statec.lu.
- ¹⁴⁴ Lecture recommandée. F. Weber, S. Gojard, A. Gramain, Charges de famille – Dépendance et parenté dans la France contemporaine (enquêtes de terrain), Paris, 2003, 420 pages.
- ¹⁴⁵ Selon www.statec.lu.
- ¹⁴⁶ Titre de l'éditorial du Monde de l'économie du 17 septembre 2003, de Y. Mamou et A. Reverchon.
- ¹⁴⁷ Claudine Attias-Donfut dans son interview au Monde, op. cit.
- ¹⁴⁸ Selon Y. Mamou et A. Reverchon, op. cit.
- ¹⁴⁹ Rapport général sur la sécurité sociale au Grand-Duché de Luxembourg, 1999, p. 276 et 2001, p. 325.
- ¹⁵⁰ Monique Borsenberger et Blandine Lejealle, La garde des enfants au Luxembourg, cahier du PSELL n° 120, 2000, p. 27 et p. 24.
- ¹⁵¹ ibid. p. 28.
- ¹⁵² Lecture recommandée: Association pour l'étude de l'histoire de la Sécurité Sociale – Comité d'histoire de la Sécurité Sociale du Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, Un siècle de protection sociale en Europe, Colloque tenu au Sénat les 24, 25, 26 octobre 1996 à l'occasion du cinquantenaire de la Sécurité Sociale, Paris, 2001, 286 pages.
- ¹⁵³ Voir par exemple: Serge Allegrezza, Mario Hirsch et Norbert von Kunitzki (dir.), L'histoire, le présent et l'avenir du modèle luxembourgeois, Institut d'Études Européennes et Internationales du Luxembourg, Luxembourg, 2003, 221 pages. Voir aussi: Albert Bressand, Bruce Scott, Manuel Baldauff, Léon Helbach, Gérard Hoffmann et Thierry Wolter, Europe 2012 – Globalisation et cohésion sociale: Les Scénarios Luxembourgeois, Paris/Luxembourg, 1997, 402 pages.
- ¹⁵⁴ Selon Eurostat, Prestations familiales en espèces en 2000, communiqué de presse, 86/2003 – 30.07.03.
- ¹⁵⁵ Le SPA est une «monnaie» artificielle qui tient compte des écarts nationaux de niveau de prix; la comparabilité en est améliorée.
- ¹⁵⁶ Monique Borsenberger, cahier du PSELL n° 136, op. cit. p. 33.
- ¹⁵⁷ Voir B. Majnoni d'Intignano, op. cit. (note 82) pp. 252-266. Voir aussi du même auteur, L'usine à chômeurs, Paris, 1998, 280 pages.
- ¹⁵⁸ Si ce taux est supérieur à 2, le remplacement des générations est assuré.
- ¹⁵⁹ Ce sont les pays suivants: Allemagne, Autriche, Belgique, France, Liechtenstein, Luxembourg, Monaco, Pays-Bas et Suisse.

- ¹⁶⁰ Les indications statistiques de ce développement proviennent de Gilles Pison (INED), Tous les pays du monde, in: Population et sociétés, n° 392, juillet-août 2003, pp. 4-5. Les données statistiques sont estimées au milieu de l'année 2003.
- ¹⁶¹ On a: Biélorussie, Bulgarie, Hongrie, Moldavie, Pologne, Roumanie, Russie, Slovaquie, Tchèque (République) et Ukraine.
- ¹⁶² Ce groupe comprend les pays suivants: Danemark, Estonie, Finlande, Irlande, Islande, Lettonie, Lituanie, Norvège, Royaume-Uni et Suède.
- ¹⁶³ Toujours selon Gilles Pison, op. cit. pp. 4-5.
- ¹⁶⁴ Voir par exemple Olivier Godard, Claude Henry, Patrick Lagadec et Erwann Michel-Kerjan, Traité des nouveaux risques, Paris, 2002, 620 pages et Christine Noiville, Du bon gouvernement des risques, Paris, 2003, 235 pages.
- ¹⁶⁵ Voir aussi: Fernand Fehlen, Une société en mutation – Le Luxembourg entre ouverture et repli, in: Gilbert Trausch (dir.), Le Luxembourg au tournant du siècle et du millénaire, Esch/Alzette, 1999, pp. 113-128. Sur la main d'œuvre frontalière voir par exemple, Fernand Fehlen et Erik Jacquemart (dir.), La main-d'œuvre frontalière au Luxembourg, Luxembourg (cahier économique n° 84 du Statec), 1995.
- ¹⁶⁶ Alain Cotta, Un continent de rentiers, in: Le Figaro du 29.07.03, sous la rubrique Débats et opinions, série *Quelle croissance pour l'Europe?* (n° 8).
- ¹⁶⁷ Ce pourcentage a été arrondi de 95 à 94 pour que le total ne dépasse pas 100 %.
- ¹⁶⁸ M. Legrand, op. cit. p. 33.
- ¹⁶⁹ Les valeurs au Luxembourg, op. cit. Annexe: Résultats de l'enquête, p. 831.
- ¹⁷⁰ P. Bréchon (dir.), op. cit. p. 254.
- ¹⁷¹ Bernard Gailly, L'indice de confiance des ménages, in: *Population et Emploi*, n° 18, 2000, p. 4.
- ¹⁷² Les valeurs au Luxembourg, op. cit. p. 831.
- ¹⁷³ P. Bréchon (dir.), op. cit. p. 254.
- ¹⁷⁴ Mario Hirsch, L'évanescence du politique, in: Les valeurs au Luxembourg, op. cit. p. 790.
- ¹⁷⁵ Selon Jaques Commaille et alii, op. cit. pp. 13-16.
- ¹⁷⁶ Gary Stanley Becker, A Theory of Marriage – Part I (pp. 273-309), Part II (pp. 310-328) in: The Essence of BECKER (edited by R. Febrero and P. Schwartz), Stanford (California), 1995. Il existe une traduction allemande sous le titre *Eine Theorie der Heirat*, in: Gary S. Becker, *Ökonomische Erklärung menschlichen Verhaltens*, Tübingen, 1993, 2^e édit. pp. 225-281. Première publication dans Journal of Political Economy, 81, n° 4, 1973 et 82, n° 2, 1974.
- ¹⁷⁷ Anne Brusteel (Université de Lille I), La théorie beckerienne remise en cause, in: Problèmes économiques, n° 2754 du 27 mars 2002, p. 11.
- ¹⁷⁸ ibid. pp. 12 et suivantes.

¹⁷⁹ Robert Herter-Eschweiler, Die Langfristige Geburtenentwicklung in Deutschland – Der Versuch einer Integration bestehender Erklärungsansätze zum generativen Verhalten, Schriftenreihe des Bundesinstitutes für Bevölkerungsforschung, Bd. 27, Opladen, 1998, p. 124.

¹⁸⁰ ibid. p. 130.

¹⁸¹ M. Beaud et G. Dostaler, op. cit. p. 162.

¹⁸² Selon Nicolas Postel, op. cit. (voir note 2), pp. 67-88.

¹⁸³ ibid. p. 85.

¹⁸⁴ ibid. p. 87.

Séance du 11 novembre 2003

LA CHUTE DU GOUVERNEMENT DE LA FONTAINE EN NOVEMBRE 1848

par
Henri Goedert



SOMMAIRE

Introduction	2
1. Les legs politiques et constitutionnels de la Révolution de 1848	2
1.1 La liberté de la presse	2
1.2 L'apparition de courants politiques	3
1.3 Une nouvelle Constitution	3
1.4 Un nouveau régime électoral	4
2. Les forces en présence en automne 1848	5
2.1 Le Roi Grand-Duc	5
2.2 Le gouvernement	6
2.3 La Chambre des Députés	7
3. Question de confiance et démission du gouvernement	9
3.1 La présentation du programme politique du gouvernement	9
3.2 Le déclenchement des hostilités (24 octobre)	10
3.3 Les deux journées décisives: les 7 et 8 novembre	12
3.3.1. Les débats à la Chambre	12
3.3.2. Les propositions de résolution et les votes	13
3.4 9 novembre: démission du gouvernement de la Fontaine	16
3.5 La formation d'un nouveau gouvernement	17
4. Conclusion: un régime parlementaire dualiste ... éphémère ...	19
Bibliographie	22

[2]

«L'apparition du gouvernement parlementaire se situe au point de rencontre d'une double évolution: celle qui marque l'accroissement de l'autorité de l'organe de la représentation nationale, le Parlement, et celle qui consacre l'affaiblissement du pouvoir royal. Au point d'intersection de la courbe ascendante de la puissance parlementaire et de la courbe déclinante de l'autorité monarchique, les deux pouvoirs se trouvent à égalité; la gestion des affaires publiques exige qu'ils aillent de concert.»

(Georges Burdeau, *Droit constitutionnel et Institutions politiques*)

INTRODUCTION

L'année 1848 marque dans l'histoire politique et constitutionnelle du Luxembourg une brusque accélération. Alors que le pays avait vivoté dans un état semi-constitutionnel de 1841 à 1848, il passe en 1848 dans le camp des régimes libéraux. Doté d'une nouvelle Constitution entrée en vigueur le 1^{er} août, il connaît dès le mois de novembre une crise politique qui amène le gouvernement, confronté à une Chambre hostile, à donner sa démission. D'un seul coup, le pays avait basculé vers le régime parlementaire¹.

Cette brusque évolution n'est toutefois que le contrecoup des événements révolutionnaires qui ont secoué le Luxembourg – comme la plupart des pays européens – en 1848, avec des pointes en mars et en mai. Ce sont ces événements qui ont préparé le terrain aux revirements politiques que nous allons examiner.

1. LES LEGS POLITIQUES ET CONSTITUTIONNELS DE LA RÉVOLUTION DE 1848

1.1. La liberté de la presse²

La censure est abolie le 15 mars 1848. La presse occupe sans tarder l'espace de liberté qui lui est ainsi ouvert.

¹ Le régime parlementaire se définit comme «le gouvernement d'un cabinet responsable devant un Parlement lui-même susceptible d'être dissous» (Guy HERMET, Bertrand BADIE, Pierre BIRNBAUM et Philippe BRAUD, *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, Paris, Armand Colin, 3^e édition, 1998, p. 242). Dans le même sens: Philippe LAUVAUX, *Le parlementarisme*, Paris, PUF, collection Que sais-je?, 2^e édition, 1997, p. 4.

² Voir sur l'ensemble de cette question: Gast MANNES & Josiane WEBER, *Zensur im Vormärz (1815-1848), Literatur und Presse in Luxemburg unter der Vormundschaft des Deutschen Bundes*, Luxembourg, 1998; André GROSBUSCH, «La liberté de la presse au Luxembourg», *Hémécht* 2000, pp. 453 et ss.

[3] Le 23 mars paraît le premier numéro du *Luxemburger Wort*³. Bientôt, les différents courants d'opinion disposent chacun de leur journal attitré: le *Luxemburger Wort* pour les catholiques, le *Courier des frères Metz* pour les libéraux progressistes⁴. Quant au gouvernement, composé de libéraux doctrinaires, il ressent également le besoin de s'appuyer sur un organe de presse dévoué à sa cause et il pense le trouver dans le «*Volksfreund*»⁵.

1.2. L'apparition de courants politiques

La liberté de la presse, jointe à la liberté d'association et à la liberté de réunion, favorise l'éclosion de courants politiques entre lesquels le débat est vif, particulièrement à l'approche des élections législatives du 28 septembre⁶. Trois courants principaux se dégagent: les catholiques, dont les porte-parole sont Michel Jonas et Charles-Gérard Eyschen; les libéraux progressistes conduits par les frères Metz, Charles et Norbert principalement; les libéraux doctrinaires ou conservateurs⁷ dont est issu le gouvernement, présidé par Ignace de la Fontaine. A côté de ces trois tendances, on compte quelques radicaux comme Pierre-Ernest Dams ou l'avocat Charles André („de rouden André“).

1.3. Une nouvelle Constitution

La nouvelle Constitution dont le vote final eut lieu le 23 juin, et qui avait sur des points importants été adoptée contre la résistance du Roi et du gouvernement, fut la plus libérale, la plus progressiste ou, pour être tout à fait précis, la plus anti-monarchique que le Luxembourg ait connu jusqu'à nos jours. On l'a, à juste titre, parfois qualifiée de «quasi-républicaine»⁸. On en voudra pour preuve l'article 45 d'après lequel «le Roi

³ Albert CALMES, «La naissance du „Luxemburger Wort“», *Au Fil de l'Histoire*, volume I, p. 76; André GROSBUSCH, art. cité, p. 462.

⁴ Le *Courier* paraissait depuis 1844 et avait dû, pendant quelques années, s'accommoder tant bien que mal de la censure. Voir: Gast MANNES & Josiane WEBER, op. cité, pp. 65 et ss.; André GROSBUSCH, art. cité, p. 457; Albert CALMES, *Révolution*, p. 48.

⁵ Voir sur ce journal: André GROSBUSCH, art. cité, p. 463.

⁶ Albert CALMES: «La censure étant abolie, la presse est libre, et, pour la première fois, il y a des opinions exprimées publiquement, des programmes, des manifestes électoraux et des ébauches de partis.» («Notre première Chambre des Députés», *Au Fil de l'Histoire*, volume II, p. 132). Paul MARGUE: «La campagne avait été vive et connue comme un début de partis politiques.» (*Chambre-Révolution*, p. 83).

⁷ souvent désignés par l'expression «parti des fonctionnaires».

⁸ Ainsi, Joseph GOEDERT, dans le dernier d'une série de dix articles paru au *Luxemburger Wort* du 12 décembre 1945, emploie l'expression «constitution quasi-républicaine». De même, Gilbert TRAUSCH, dans *Le Luxembourg à l'époque contemporaine*, parle de «régime quasi-républicain» (p. 59). Dans le même sens: Gilbert TRAUSCH, *Le Luxembourg, Emergence d'un Etat et d'une Nation*, Anvers, Fonds Mercator, 1989, p. 255.

«L'apparition du gouvernement parlementaire se situe au point de rencontre d'une double évolution: celle qui marque l'accroissement de l'autorité de l'organe de la représentation nationale, le Parlement, et celle qui consacre l'affaiblissement du pouvoir royal. Au point d'intersection de la courbe ascendante de la puissance parlementaire et de la courbe déclinante de l'autorité monarchique, les deux pouvoirs se trouvent à égalité; la gestion des affaires publiques exige qu'ils aillent de concert.»

(Georges Burdeau, *Droit constitutionnel et Institutions politiques*)

INTRODUCTION

L'année 1848 marque dans l'histoire politique et constitutionnelle du Luxembourg une brusque accélération. Alors que le pays avait vivoté dans un état semi-constitutionnel de 1841 à 1848, il passe en 1848 dans le camp des régimes libéraux. Doté d'une nouvelle Constitution entrée en vigueur le 1^{er} août, il connaît dès le mois de novembre une crise politique qui amène le gouvernement, confronté à une Chambre hostile, à donner sa démission. D'un seul coup, le pays avait basculé vers le régime parlementaire¹.

Cette brusque évolution n'est toutefois que le contrecoup des événements révolutionnaires qui ont secoué le Luxembourg – comme la plupart des pays européens – en 1848, avec des pointes en mars et en mai. Ce sont ces événements qui ont préparé le terrain aux revirements politiques que nous allons examiner.

1. LES LEGS POLITIQUES ET CONSTITUTIONNELS DE LA RÉVOLUTION DE 1848

1.1. La liberté de la presse²

La censure est abolie le 15 mars 1848. La presse occupe sans tarder l'espace de liberté qui lui est ainsi ouvert.

¹ Le régime parlementaire se définit comme «le gouvernement d'un cabinet responsable devant un Parlement lui-même susceptible d'être dissous» (Guy HERMET, Bertrand BADIE, Pierre BIRNBAUM et Philippe BRAUD, *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, Paris, Armand Colin, 3^e édition, 1998, p. 242). Dans le même sens: Philippe LAUVAUX, *Le parlementarisme*, Paris, PUF, collection Que sais-je?, 2^e édition, 1997, p. 4.

² Voir sur l'ensemble de cette question: Gast MANNES & Josiane WEBER, *Zensur im Vormärz (1815-1848), Literatur und Presse in Luxemburg unter der Vormundschaft des Deutschen Bundes*, Luxembourg, 1998; André GROSBUSCH, «La liberté de la presse au Luxembourg», *Hémécht* 2000, pp. 453 et ss.

Le 23 mars paraît le premier numéro du Luxemburger Wort³. Bientôt, les différents courants d'opinion disposent chacun de leur journal attitré: le Luxemburger Wort pour les catholiques, le Courier des frères Metz pour les libéraux progressistes⁴. Quant au gouvernement, composé de libéraux doctrinaires, il ressent également le besoin de s'appuyer sur un organe de presse dévoué à sa cause et il pense le trouver dans le «Volksfreund»⁵.

1.2. L'apparition de courants politiques

La liberté de la presse, jointe à la liberté d'association et à la liberté de réunion, favorise l'éclosion de courants politiques entre lesquels le débat est vif, particulièrement à l'approche des élections législatives du 28 septembre⁶. Trois courants principaux se dégagent: les catholiques, dont les porte-parole sont Michel Jonas et Charles-Gérard Eyschen; les libéraux progressistes conduits par les frères Metz, Charles et Norbert principalement; les libéraux doctrinaires ou conservateurs⁷ dont est issu le gouvernement, présidé par Ignace de la Fontaine. A côté de ces trois tendances, on compte quelques radicaux comme Pierre-Ernest Dams ou l'avocat Charles André („de rouden André“).

1.3. Une nouvelle Constitution

La nouvelle Constitution dont le vote final eut lieu le 23 juin, et qui avait sur des points importants été adoptée contre la résistance du Roi et du gouvernement, fut la plus libérale, la plus progressiste ou, pour être tout à fait précis, la plus anti-monarchique que le Luxembourg ait connu jusqu'à nos jours. On l'a, à juste titre, parfois qualifiée de «quasi-républicaine»⁸. On en voudra pour preuve l'article 45 d'après lequel «le Roi

³ Albert CALMES, «La naissance du „Luxemburger Wort“», *Au Fil de l'Histoire*, volume I, p. 76; André GROSBUSCH, art. cité, p. 462.

⁴ Le Courier paraissait depuis 1844 et avait dû, pendant quelques années, s'accommoder tant bien que mal de la censure. Voir: Gast MANNES & Josiane WEBER, op. cité, pp. 65 et ss.; André GROSBUSCH, art. cité, p. 457; Albert CALMES, *Révolution*, p. 48.

⁵ Voir sur ce journal: André GROSBUSCH, art. cité, p. 463.

⁶ Albert CALMES: «La censure étant abolie, la presse est libre, et, pour la première fois, il y a des opinions exprimées publiquement, des programmes, des manifestes électoraux et des ébauches de partis.» («Notre première Chambre des Députés», *Au Fil de l'Histoire*, volume II, p. 132). Paul MARGUE: «La campagne avait été vive et connue comme un début de partis politiques.» (*Chambre-Révolution*, p. 83).

⁷ Souvent désignés par l'expression «parti des fonctionnaires».

⁸ Ainsi, Joseph GOEDERT, dans le dernier d'une série de dix articles paru au Luxemburger Wort du 12 décembre 1945, emploie l'expression «constitution quasi-républicaine». De même, Gilbert TRAUSSCH, dans *Le Luxembourg à l'époque contemporaine*, parle de «régime quasi-républicain» (p. 59). Dans le même sens: Gilbert TRAUSSCH, *Le Luxembourg, Emergence d'un Etat et d'une Nation*, Anvers, Fonds Mercator, 1989, p. 255.

Grand-Duc n'a d'autres pouvoirs que ceux que lui attribuent formellement la Constitution et les lois particulières portées en vertu de la Constitution même» et l'article 5 aux termes duquel le Grand-Duc ne prend possession du trône qu'après avoir prêté serment sur la Constitution. Une autre caractéristique importante est le monocréalisme de la Constitution de 1848 qui donne à la Chambre des Députés et à son Président un poids particulier dans le jeu institutionnel.

Le Roi Guillaume II sanctionne la Constitution le 9 juillet et fixe son entrée en vigueur au 1^{er} août 1848. Le 10 juillet, il y prête serment à La Haye, au palais de Nordeinde devant une députation des Etats conduite par Charles Metz.

1.4. Un nouveau régime électoral

Les élections à la Chambre des Députés, fixées au 28 septembre 1848, se déroulèrent selon la nouvelle loi électorale du 23 juillet 1848.

La Constitution de 1841 avait organisé un suffrage indirect (ou à deux degrés): les électeurs de base («ayants droit de voter» d'après la Constitution) nommaient de grands électeurs («électeurs» selon la Constitution) qui à leur tour désignaient les membres des Etats. Le cens était fixé à 10 florins pour les électeurs du premier degré et à 20 florins pour les grands électeurs. Comme les élections se faisaient par canton, les collèges électoraux étaient numériquement très faibles⁹. Pour faire bonne mesure, les électeurs de base étaient obligés de signer leurs bulletins de vote¹⁰; pareille précaution avait paru inutile pour les grands électeurs¹¹. L'ensemble de ces dispositions avait abouti à concentrer le pouvoir électoral entre les mains d'une poignée de notables¹².

La représentativité de l'Assemblée des Etats était faible et constituait l'un des éléments du divorce entre pays réel et pays légal à la veille de la Révolution.

L'Assemblée constituante de 1848 se devait donc de parachever son œuvre constitutionnelle par un régime électoral plus démocratique. Ce fut, pour les élections législatives, la loi du 23 juillet 1848. Celle-ci prévoyait

⁹ Aux élections de 1845, le canton le plus important, celui de Luxembourg, comptait 56 grands électeurs (pour 3 députés à élire) (en fait, le canton de Luxembourg avait 6 députés, mais 3 seulement étaient renouvelables en 1845); les cantons de Clervaux, Mersch et Rédange en comptaient chacun 27 (pour 2 ou 3 députés à élire) (Source: Mémorial 1845, pp. 217 à 229).

¹⁰ Article 13 alinéa 1^{er} du règlement électoral du 12 octobre 1841.

¹¹ Article 31 alinéa 1^{er} du prédit règlement.

¹² Albert CALMES parle de «comédie électorale» (*Au Fil de l'Histoire*, volume II, p. 125).

des élections directes, à un degré; le cens électoral fut abaissé à 10 francs soit un peu moins de 5 florins. Aucun cens n'était exigé pour devenir député. L'âge électoral actif et passif fut fixé à 25 ans. Le nouveau système porta le nombre d'électeurs à 9.868 soit 23% de la population masculine en âge de voter¹³. Ainsi, la petite bourgeoisie¹⁴, la classe moyenne¹⁵ accédait à la vie politique.

2. LES FORCES EN PRÉSENCE

2.1. Le Roi Grand-Duc

Guillaume II était monté sur le trône le 7 octobre 1840. Il avait alors 48 ans. Il mourra le 17 mars 1849, peu de temps après les événements qui nous occupent.

Contrairement à son père Guillaume I^{er} et à son fils Guillaume III, Guillaume II a toujours montré un réel intérêt pour le Grand-Duché et pour ses habitants. Sous la Constitution de 1841, c'est lui qui a réellement dirigé la politique du pays, fixant les grandes orientations et tranchant les questions importantes. Il était assisté en cela par le Chancelier d'Etat Frédéric de Blochausen, résidant à La Haye.

Lors de la Révolution de 1848, après une résistance initiale, le Roi eut suffisamment de sens politique pour faire encore à temps les concessions nécessaires et, doté d'une largeur d'esprit indéniable, il se résigna d'assez bonne grâce à une Constitution qui lui enlevait l'essentiel de ses pouvoirs.

Cependant, il n'eut pas la main heureuse quand il lui fallut choisir les hommes appelés à diriger le pays sous la nouvelle Constitution.

¹³ Source: *Statistiques historiques 1839-1989*, Statec, Luxembourg, mars 1990, pages 555 et 556. La population luxembourgeoise totale s'élevait en 1848 à 182.285 (ibidem). Joseph GOEDERT donne le même chiffre de 9.868 dans un article publié au *Luxembourger Wort* du 12 décembre 1945 (avec le détail pour les 3 districts et pour certaines communes). Albert CALMES (*Révolution*, p. 210) parle de «près de 10.000 électeurs», Paul MARGUE (*Chambre-Révolution*) de «neuf à dix mille» (p. 82). Albert CALMES, de façon incompréhensible, estime que le régime électoral de 1848 donne le suffrage «à la moitié... des adultes» (*Révolution*, pp. 294 et 233). Quant à Gilbert TRAUSSCH, il écrit: «A peine 5,4% de la population ont le droit de vote» (*Chambre-Révolution*, p. 23). C'est exact (9.868 sur 182.285), mais peu significatif. Peter HACKER, dans *Politische Geschichte Luxemburgs*, pp. 221 et 222 et notes 26, 27 et 28, donne des chiffres légèrement différents de ceux du Statec (9.741 pour les électeurs et 186.485 pour la population; ce dernier chiffre semble englober les étrangers vivant au Luxembourg, ce qui n'est pas le cas pour le chiffre du Statec).

¹⁴ Albert CALMES, *Au Fil de l'Histoire*, volume II, p. 133 dans «Notre première Chambre des Députés».

¹⁵ Albert CALMES, *Révolution*, p. 294.

2.2. Le gouvernement

Du 1^{er} janvier 1842, date d'entrée en vigueur de la Constitution de 1841, au 1^{er} août 1848, le pays avait été administré par un gouvernement de la Fontaine composé en régime de croisière de 5 membres, auxquels s'ajoutait le secrétaire général. Compte tenu de la démission de Michel Tock en mars 1848, le gouvernement avait en juillet 1848 la composition suivante:

- Ignace de la Fontaine, président le conseil de gouvernement (ainsi que les Etats) et portant le titre de gouverneur;
- Jean Ulveling, Théodore Pescatore et Mathias Simons, conseillers c'est-à-dire membres du gouvernement;
- Vendelin Jurion, secrétaire général du gouvernement (et des Etats).

Dans une lettre du 1^{er} juillet, les membres de ce gouvernement demandent au Roi Grand-Duc démission honorable de leurs fonctions pour le 1^{er} août 1848. Cette démission honorable leur est accordée par arrêté royal grand-ducal du 21 juillet, avec effet au 1^{er} août. Le 23 juillet, le Roi nomme un «nouveau» gouvernement, qui, surprise, est identique à l'ancien, sauf que Théodore Pescatore¹⁶ y est remplacé par Jean-Pierre André. Ignace de la Fontaine redevient président du gouvernement.

C'est l'indignation chez une partie du monde politique. Dans son édition du 29 juillet, le *Courrier* parle de «mauvaise comédie», de «mystification» et se demande si le nouveau gouvernement n'est «qu'un habit retourné». La veille, à la dernière séance des Etats, Norbert Metz avait mis en doute la sincérité de la démission de l'ancienne administration. «Je voudrais savoir, demandait-il, quelles sont les raisons qui ont pu engager l'administration supérieure à rester au pouvoir, après le bouleversement complet de l'ancien ordre des choses.»¹⁷

Le deuxième gouvernement de la Fontaine souffre dès le départ de plusieurs handicaps.

Par principe, on se serait attendu à ce qu'une nouvelle ère politique soit inaugurée par une nouvelle équipe gouvernementale. Comme l'écrit l'éditorialiste du *Courrier* du 29 juillet: «Il faut, en général, aux institutions nouvelles, des hommes nouveaux, on comprend facilement ce besoin politique.»¹⁸

¹⁶ Théodore Pescatore avait depuis un certain temps manifesté son désir de ne plus faire partie de l'équipe gouvernementale.

¹⁷ *Courrier* du 2 août 1848.

¹⁸ De même, Frédéric de Blochausen dira le 8 novembre à la Chambre: «Nous avons un édifice politique nouveau, il nous faut des hommes nouveaux au pouvoir.» (*Courrier* du 18 novembre 1848, p. 3).

Plus fondamentalement, le cabinet de la Fontaine a un énorme problème de crédibilité. Il est responsable de la gestion 1842-1848 censurée lors de la Révolution et pourtant, c'est lui qui veut conduire le pays sous le nouveau régime. C'est ce dont se moque l'éditorialiste du *Courrier* du 16 août 1848: «On lui demande des économies dans un système créé par lui, on lui demande la révision générale d'une législation fondée par lui, on lui demande l'application de principes votés malgré lui¹⁹, eh bien, il accepte tout, il promet tout...».

Le 4 août, le gouvernement adresse aux fonctionnaires des divers services publics une circulaire, publiée au *Mémorial*²⁰, par laquelle, dit-il, «nous croyons devoir vous faire connaître les principes d'après lesquels nous administrerons». Cette circulaire préfigure largement le programme politique que le gouvernement présentera à la Chambre le 5 octobre²¹. Elle montre aussi que le gouvernement ne se considère pas comme provisoire ou transitoire mais entend s'inscrire dans la durée.

2.3. La Chambre des Députés

Le Parlement fut le grand bénéficiaire des réformes de 1848.

La faible et chétive Assemblée des Etats de 1841 cède la place à la Chambre des Députés. Celle-ci jouit de la plénitude des attributions législatives et budgétaires d'un Parlement.

Un corps électoral plus large et le suffrage direct lui donnent une légitimité et une représentativité accrues. La composition sociologique du Parlement change. Alors que les Etats avaient été dominés par les hauts fonctionnaires et les notaires (qu'Albert Calmes qualifie de «quasi-fonctionnaires»)²², la composition de la Chambre issue des élections du 28 septembre est plus équilibrée: on y compte plus d'avocats, d'assez nombreux commerçants et petits chefs d'entreprise, un nombre relativement important de cultivateurs²³. Quant à la représentation des différentes tendances politiques à la Chambre, il est impossible d'avoir des chiffres absolument précis et fiables puisqu'il n'existe pas, en 1848, de partis politiques structurés et clairement délimités.

¹⁹ Allusion à l'opposition du premier gouvernement de la Fontaine contre beaucoup de dispositions de la nouvelle Constitution.

²⁰ *Mémorial* 1848, pp. 493 et ss.

²¹ Cf. infra point 3.1.

²² Albert CALMES, *La création d'un Etat (1841-1847)*, Luxembourg, Imprimerie Saint-Paul, 2^e édition, 1983, p. 177; Nicolas ALS, «La Chambre des Députés, Histoire d'une Institution», *La Chambre des Députés, Histoire et Lieux de Travail*, Luxembourg, 1994, p. 192.

²³ Voir Albert CALMES: «Notre première Chambre des Députés», *Au Fil de l'Histoire*, volume II, p. 133; *Révolution*, p. 128.

Il faut donc se contenter d'approximations.

Dans sa suite d'articles sur *La Revision Constitutionnelle de 1856* (p. 2 du tiré à part), Joseph Goedert écrit: «Celles-ci [les élections] ont lieu le 28 septembre 1848 et donnent le pouvoir aux hommes qui ont élaboré la constitution. La fraction libérale des frères Metz domine la Chambre, le mouvement catholique populaire, legs indiscutable de Monseigneur Laurent, y tient également une place importante. A eux seuls, les deux groupes possèdent environ les trois quarts des sièges.»

Le *Volksfreund*, journal proche du gouvernement, se risque à l'évaluation suivante dans son numéro du 4 octobre 1848: sur les 51 membres que compte la Chambre, il en attribue 25 au parti du gouvernement, 16 au parti Metz et 10 aux cléricaux²⁴. Albert Calmes²⁵ estime que le *Volksfreund* minimise le nombre de députés catholiques.

Quoi qu'il en soit, il semble certain que les partisans du gouvernement se trouvent en minorité, très légère selon le *Volksfreund* et très massive selon Joseph Goedert. Et le gouvernement lui-même, qu'en pense-t-il? On trouve des indications intéressantes dans deux lettres des 29 et 30 septembre 1848 au Roi Grand-Duc, signées par Vendelin Jurion, administrateur-général de l'intérieur, dans lesquels le gouvernement donne au Roi son appréciation sur les résultats des élections²⁶. Dans la lettre du 29, où il analyse avant tout les résultats du canton de Luxembourg²⁷, Jurion affirme que ces élections peuvent être considérées comme «le dernier mot» du parti clérical «qui n'a pas de véritable racine dans le peuple».

Il nuance un peu son propos dans la lettre du 30 dans laquelle il se concentre sur les résultats des cinq autres cantons²⁸: «Somme toute, l'opinion cléricale sera représentée à la Chambre, et dans certaines questions elle pourra rallier quelques voix de l'élément campagnard.» Puis, il livre ses conclusions générales: «Quant à la signification gouvernementale de la nouvelle composition, le Conseil en a délibéré; il a pesé toutes les chances et il n'a pu acquérir la conviction arrêtée sur sa viabilité... Les membres cléricaux seront nécessairement hostiles au Gouvernement... Parmi la grande majorité libérale se trouve le parti puissant des Messieurs

²⁴ Voir Albert CALMES, *Révolution*, p. 232 et Peter HACKER, *Politische Geschichte Luxemburgs*, p. 223.

²⁵ *Révolution*, p. 232.

²⁶ ANL, Fonds F, Liasse 8.

²⁷ et accessoirement ceux des cantons de Mersch, Grevenmacher, Esch, Remich et Diekirch.

²⁸ Le canton de Vianden n'existait pas à l'époque.

Metz; on rapporte qu'ils ne veulent pas le renversement du Gouvernement, qu'ils veulent seulement le surveiller, le faire marcher... »²⁹.

Jurion relève une «circonstance qui est nécessairement désavantageuse au Gouvernement, c'est sa durée, son origine, c'est le besoin de renverser qui tourmente toutes les nations grandes et petites».

Après ce diagnostic qui ne manque pas de clairvoyance, quelle attitude le gouvernement entend-il prendre?

Tout compte fait, il estime que la partie est jouable. Après tout, «les dispositions de beaucoup de membres sont... incertaines» et «le Gouvernement ne peut rien préjuger». Néanmoins, le gouvernement avertit le Roi qu'il «pense devoir se présenter devant la Chambre avec la résolution de remettre entre les mains de Votre Majesté ses pouvoirs du moment qu'il aura la conviction de ne pas avoir de majorité convenable».

En conclusion, voilà un gouvernement qui est conscient de sa fragilité, et qui, dès le départ, n'exclut pas sa démission.

3. QUESTION DE CONFIANCE ET DÉMISSION DU GOUVERNEMENT

3.1. La présentation du programme politique du gouvernement

La Chambre des Députés se réunit pour la première fois le 3 octobre. Ce jour-là, Charles Metz est élu Président de la Chambre.

A la séance du 5 octobre, à l'occasion de la présentation du projet de budget pour l'exercice 1849, le Président de la Fontaine expose le programme politique du gouvernement. En voici quelques points saillants³⁰:

- La description des actions futures du gouvernement y prend peu de place et reste assez vague: il est question d'amélioration du sort des classes pauvres et laborieuses, d'administration de la commune par la commune et de réalisation de toutes les économies compatibles avec l'intérêt bien compris du pays.

- On sent que le gouvernement est sur la défensive. Responsable de la gestion de la période 1842-1848, il ne pourrait répondre pleinement aux attentes de réforme que la Révolution de 1848 a manifestées qu'en se reniant plus ou moins lui-même, ce qu'il n'est pas disposé à faire. Il se déclare prêt «à étudier les réformes nécessaires dans la législation que le

²⁹ La Chambre élue le 28 septembre 1848 compte parmi ses membres pas moins de trois frères Metz: Charles, Norbert et Auguste, ce dernier restant très en retrait au cours des débats.

³⁰ Le programme politique du gouvernement est reproduit intégralement en annexe 1 (pp. 551 et ss.) des Procès-verbaux des séances de la Chambre des Députés, session 1848.

régime de 1841 a produite, sans cependant se croire obligé de détruire cette législation». En même temps, il justifie son action sous le régime de 1841. Il souligne que sa sphère d'action était alors fort limitée et qu'il a fait «ce que les circonstances ont permis d'accomplir».

- Incidemment, en évoquant les relations entre l'Eglise et l'Etat, le gouvernement se situe sur l'échiquier politique: le Conseil, est-il dit, appartient intégralement à la «grande opinion libérale et conservatrice». Ce double qualificatif l'oppose évidemment à ses adversaires naturels, les catholiques, mais aussi à l'autre branche libérale, les libéraux progressistes emmenés par les frères Metz.

- Enfin, le programme aborde de front la question de la confiance. La confiance du Roi Grand-Duc, le gouvernement l'a, il le sait. Mais il affirme à plusieurs reprises qu'il lui faut aussi la confiance de la Chambre, que «cette confiance est indispensable au Conseil». Il reconnaît en passant, la précision est intéressante, que le nouveau régime est un régime parlementaire, un «système parlementaire» comme il s'exprime, où «le bon accord entre la Chambre et le Gouvernement» est «une nécessité inévitable, une condition préemptoire».

On aurait pu dès lors s'attendre à ce que le gouvernement posât la question de confiance; or c'est précisément ce qu'il ne fait pas. Il préfère laisser venir et pense que «l'occasion de se former à cet égard sa conviction se présentera naturellement dans les rapports qu'il va avoir avec la Chambre».³¹

Après cette déclaration politique du gouvernement, les travaux parlementaires prennent un cours apparemment normal, quoiqu'un peu morne. Aucun débat n'a lieu sur la déclaration gouvernementale et les députés eux-mêmes n'embraient pas sur la question de la confiance.

Les séances qui suivent sont consacrées pour l'essentiel au règlement intérieur de la Chambre et à la réforme de la loi de 1843 sur les communes et les districts.

3.2. Le déclenchement des hostilités (24 octobre)

Le 24 octobre débute la discussion du projet de loi sur les naturalisations. Sous la Constitution de 1841, c'était le Roi Grand-Duc qui accordait les naturalisations. La Constitution de 1848 en avait fait une compétence législative et le projet de loi en cause visait à fixer une procédure.

La séance avait à peine commencé que l'ancien Chancelier d'Etat Félix de Blochausen mit le feu aux poudres. Plein de rancunes depuis son renvoi par Guillaume II en mars 1848, il était impatient de prendre sa

³¹ Programme politique du gouvernement, Procès-verbaux, p. 554.

revanche sur le gouvernement. Il demande que la discussion du projet de loi sur les naturalisations soit ajournée jusqu'à ce que la Chambre ait accordé ou refusé sa confiance au gouvernement³². Au début, le gouvernement, par la voix de son Président de la Fontaine et de Simons, tente de s'esquiver, Simons allant jusqu'à dire qu'il ne prend pas au sérieux la motion de Blochausen.

Mais Blochausen insiste. Norbert Metz intervient, soufflant le chaud et le froid. D'un côté, il rappelle qu'il était étonné dès le départ de voir l'ancien gouvernement rester aux affaires sous la nouvelle Constitution. De l'autre, il estime qu'il est prématuré de débattre de la question de confiance mais que celle-ci se résoudra naturellement lors des discussions budgétaires. Charles André prend la parole: selon lui, le gouvernement aurait dû poser la question de confiance immédiatement après l'exposé de son programme politique. Le gouvernement sent alors que le débat est amorcé et qu'il ne pourra plus l'arrêter. Aussitôt, il cherche à accélérer le cours des événements et à en finir au plus vite, dans un sens ou dans l'autre. Jurion, Simons et finalement de la Fontaine lui-même interviennent en ce sens. Le Président du Conseil déclare solennellement: «Il faut absolument sortir de cette position... Il faut que toute ambiguïté disparaisse. On semble d'ailleurs généralement désirer que la question de confiance soit posée, je la formulerai donc.»³³ Et de la Fontaine de déposer au nom du Conseil la déclaration suivante:

«Le conseil des Administrateurs-généraux considérant que l'ajournement de la loi de naturalisation ne pourra être envisagé que comme un refus de confiance, déclare qu'il se retirera collectivement, si cet ajournement est prononcé.»³⁴

Mais maintenant, ce sont les députés qui temporisent. Ils ne veulent pas se laisser brusquer par le gouvernement, se laisser imposer le débat par lui, alors qu'ils n'ont pas été prévenus, qu'ils n'ont pas pu se préparer et que beaucoup sont du reste absents (14 en fait dont 2 opposants notoires du gouvernement: Dams et Spanier).

A une majorité écrasante, la Chambre remet la discussion sur la question de confiance au 7 novembre soit 15 jours plus tard.

³² En fait, Blochausen utilise l'expression inappropriée de «bill d'indemnité» (Procès-verbaux, p. 77; Courrier du 1^{er} novembre 1848, p. 2).

Contrairement aux comptes-rendus très explicites des séances des Etats de la période 1842-1847, les procès-verbaux de la session 1848 de la Chambre des députés sont très laconiques de sorte qu'il faut se rabattre sur les journaux, le Courrier principalement, pour avoir des détails. Le Courrier fournit, avec un décalage de quelques jours, des comptes-rendus très détaillés des débats à la Chambre.

³³ Courrier du 1^{er} novembre 1848, p. 3.

³⁴ Procès-verbaux, p. 78.

Elle continue de siéger jusqu'au 28 octobre, puis interrompt ses travaux, en raison des fêtes de la Toussaint et aussi des élections communales qui se déroulent les 30 et 31 octobre.

3.3. Les deux journées décisives: les 7 et 8 novembre

3.3.1. Les débats à la Chambre

Le 7 novembre à 14.00 heures, la Chambre reprend ses travaux. Cette après-midi-là et toute la journée du 8 sont prises par les débats sur la confiance. L'assiduité des députés est remarquable: le 7, il y a un absent, le 8, ils sont tous présents.

Du côté du gouvernement, le combat est mené principalement par Jurion, très incisif, et Simons tandis que le Président du Conseil Ignace de la Fontaine reste très en retrait. Du côté de la Chambre, tous les ténors interviennent. La plupart le font de façon résolument hostile au gouvernement: tel est le cas de l'avocat Charles André, orateur redoutable; de Blochausen dont les interventions finissent par devenir lassantes et pénibles, tellement elles sont marquées par ses rancunes personnelles; de Jonas et d'Eyschen, leaders de la fraction catholique³⁵; du baron Victor de Tornaco, concis mais clair dans son opposition au gouvernement. Ce dernier ne trouve que deux défenseurs: Mathias Ulrich, avocat à Diekirch, et le professeur Hardt qui tous les deux, à côté d'autres arguments, invoquent les risques d'une crise gouvernementale en des temps si agités.

Quant aux frères Metz – c'est-à-dire Norbert et Charles, le troisième, Auguste, n'intervenant pas dans les débats –, leur attitude est ambiguë. Norbert Metz ne cesse de répéter qu'il aurait fallu une autre équipe gouvernementale mais que ce n'est pas le moment de décider la question de la confiance. Les résultats du vote montrent cependant qu'il a fini, de même que son frère Auguste, par se ranger dans le camp des opposants au gouvernement³⁶. Quant au Président de la Chambre, Charles Metz, à qui il arrive de quitter le perchoir pour participer aux débats, il tient un discours pour le moins étonnant: il commence par accuser le gouvernement d'être trop susceptible, trop sensible, lui reproche en quelque sorte de s'être laissé entraîner dans un débat sur la confiance par quelques opposants notoires. Après quoi, il déverse sur le gouvernement une avalanche de reproches sur sa gestion passée et va jusqu'à lui citer en exemple le gouvernement Hassenpflug qui lui au moins aurait eu la décence de

³⁵ «parti ultra-catholique» ou «ultra-clérical» dans la terminologie de Norbert Metz.

³⁶ Pour les résultats nominaux des votes: voir *Courrier* du 11 novembre 1848, p. 1, et du 19 novembre 1848, p. 3.

s'enfuir quand son régime s'était écroulé³⁷. Le lendemain, le professeur Hardt constate: «... je pourrais répondre à l'honorable M. Ch. Metz...: "encore un discours comme celui qu'il a prononcé hier au soir, et on ne saura plus de quelle opinion il est".»³⁸. Le fait est que, lors du vote décisif, celui sur la proposition Muller³⁹, Charles Metz s'est abstenu.

En effet, toutes ces discussions devaient se conclure par des votes.

3.3.2. Les propositions de résolution et les votes

Au cours des deux journées de débats, quatre propositions de résolution furent successivement déposées à la Chambre, dont trois dès l'après-midi du 7:

- la proposition de l'ecclésiastique et professeur François Muller, qui offrait au gouvernement une confiance provisoire, tout en évitant de trancher véritablement la question⁴⁰;
- la proposition Norbert Metz, demandant d'ajourner la question du vote de confiance jusqu'après l'examen du budget;
- la proposition Charles André, demandant la présentation d'un nouveau projet de budget.

³⁷ *Courrier* du 13 novembre 1848, pp. 3 et 4.

³⁸ *Courrier* du 18 novembre 1848, p. 2. On est évidemment tenté de mettre les contradictions de Charles Metz sur le compte de son côté «enfant terrible», parfois grisé par sa propre éloquence. Mais cette explication n'est-elle pas trop simple? En réalité, Charles Metz, président de la Chambre, n'aurait-il pas aspiré à un régime d'assemblée? Dans ce cas, un gouvernement de la Fontaine maintenu aux affaires, mais affaibli voire humilié, représentait pour lui le partenaire idéal. Les indications en ce sens ne manquent pas. Dès le 31 juillet 1848, François-Xavier Würth-Paquet, chargé de direction intérimaire de la Chancellerie d'Etat à La Haye après le congédiement de Blochausen, écrit au Roi-Grand-Duc: «... Ch. Metz... paraît vouloir régenter le pays mais sans en supporter la responsabilité.» (ANL, Fonds F, Liasse 7). Dans une lettre du 11 octobre 1848 à Guillaume II, de la Fontaine écrit: «... Leur tendance [celle des frères Metz] serait d'imprimer peu à peu à une Chambre qu'ils dirigent le caractère d'une Convention; ils y appelleraient peu à peu toutes les affaires administratives de quelque importance. Dans ce système, les administrateurs généraux seraient ravalés à la mesure de chefs de division...» (ANL, Fonds F, Liasse 8). Et le 7 novembre, à la Chambre, Jurion n'est pas moins clair: «Au reste, le système qu'on propose, ... c'est le système de la tutelle du gouvernement, c'est l'invasion de la Chambre dans le gouvernement. On est de l'opposition et l'on veut que le gouvernement marche comme cette opposition en donne l'impulsion. Le gouvernement ne doit avoir ni force, ni considération...» (*Courrier* du 13 novembre 1848, p. 2). Et le même Jurion, le lendemain, lance à l'adresse de Charles Metz: «... s'il nous caressait d'une main, il nous frappait de l'autre ... on voudrait nous tenir sous la main, nous laisser marcher, puis nous retenir encore, jusqu'à ce que le moment opportun fût arrivé où on nous fit l'honneur de nous croquer. Cette situation, nous ne l'accepterons jamais.» (*Courrier* du 15 novembre 1848, p. 4).

³⁹ Voir infra point 3.3.2.

⁴⁰ Voir en ce sens les explications de Muller lui-même à la séance du 7 novembre, reproduites au *Courrier* du 11 novembre 1848, p. 3.

Pour le texte intégral de la proposition Muller, voir infra.

Dans l'après-midi même du 7, Jurion, au nom du gouvernement, repousse les trois propositions, y compris la proposition Muller parce qu'elle équivaut elle aussi à « l'ajournement du véritable vote de confiance »⁴¹: « si vous adoptiez l'une ou l'autre des propositions déposées sur le bureau, nous sommes décidés à résigner nos fonctions entre les mains du Roi ». ⁴² En effet, le gouvernement est pressé d'en finir, dans un sens ou dans l'autre, mais plus probablement dans un sens défavorable pour lui car il ne se fait plus guère d'illusions. Témoin plusieurs passages du discours de Jurion: « ... il ne s'est pas passé une séance sans que nous ayons été à chaque instant l'objet d'attaques, sans qu'on nous ait reproché que nous n'avions pas la confiance de la Chambre, sans qu'on nous ait fait entendre que nous étions entachés d'un péché originel; et vous croiriez que des hommes d'honneur accepteraient une position semblable... Vous avez posé la question [de la confiance], vous avez ajourné sa solution à aujourd'hui, vous devez vous prononcer... on ne peut équitablement imposer à un gouvernement la position inconstitutionnelle et humiliante qu'on veut nous faire ici. » ⁴³ Simons abonde dans le même sens: « ... le gouvernement ne peut pas rester sous le coup du doute, il lui faut maintenant un vote de confiance formel, ou nous devons nous retirer... Aujourd'hui, notre administration s'est affaiblie, nos rapports avec la Chambre sont devenus difficiles, les choses enfin sont devenues telles que vous devez vous déclarer par oui ou par non; tout ajournement serait pour nous une déclaration de méfiance. » ⁴⁴ Et il conclut: « Je déclare donc, pour terminer, que le gouvernement ne peut accepter aucune des propositions qui sont faites, que l'adoption de l'une ou de l'autre d'elles sera considérée par lui comme un vote de méfiance, et qu'il se retirera alors immédiatement. » ⁴⁵

Le 8 novembre dans l'après-midi, alors que les discussions approchaient de leur terme, le député Lucien Richard, substitut du procureur d'Etat à Luxembourg, déposa une quatrième et dernière proposition, dont le contenu était mi-figue, mi-raisin ⁴⁶. Dans la foulée, Charles André et Norbert Metz retirèrent leurs propositions respectives et se rallièrent à la proposition Muller.

Ainsi donc, au moment décisif, deux propositions restaient en présence:

– la proposition Muller, libellée comme suit:

⁴¹ selon l'expression de Jurion; voir Courrier du 13 novembre 1848, p. 2.

⁴² Courrier du 13 novembre 1848, p. 2.

⁴³ Courrier du 13 novembre 1848, p. 2.

⁴⁴ Courrier du 13 novembre 1848, p. 3.

⁴⁵ Courrier du 13 novembre 1848, p. 3. A propos de la proposition Muller, Simons avait précisé: « La proposition de M. Muller me semble dictée dans un sentiment de conciliation, mais nous ne pouvons pas l'accepter. »

⁴⁶ Voir le texte infra.

« Il n'y a pas lieu de procéder actuellement à un vote de confiance envers le Gouvernement, attendu que depuis son entrée aux affaires sous le nouveau régime, il n'est rien survenu qui mérite une marque de défiance. » ⁴⁷

– la proposition Richard, dont la teneur était la suivante:

« Considérant que rien ne justifie en ce moment un défaut de confiance dans le Gouvernement, et la Chambre espérant encore dans les bonnes vues de MM. les Administrateurs-généraux pour la gestion des affaires du pays,

Nous proposons de passer à l'ordre du jour. » ⁴⁸

Avant que la Chambre ne passe au vote, Jurion déclare, au nom de tous ses collègues,

– que le gouvernement considérera l'adoption de la proposition Muller comme un vote de méfiance, qui l'obligera à se retirer,

– et qu'en cas d'adoption de la proposition Richard, le gouvernement se réservera de délibérer ⁴⁹.

Le Gouvernement lie donc son sort à la proposition Muller et en fait, indirectement, la question de confiance.

Logiquement, l'Assemblée décide alors de donner la priorité à la proposition Muller et de ne voter qu'en second lieu sur la proposition Richard. Les résultats du vote sont les suivants ⁵⁰:

– proposition Muller:

21 voix pour,
26 voix contre,
3 abstentions (Gras, Charles Metz et Dasselborn).

– proposition Richard:

34 voix pour,
14 voix contre,
2 abstentions (Muller et Gras).

Sur ce, la séance est levée; il est 18.45 heures.

⁴⁷ Procès-verbaux, p. 118.

⁴⁸ Procès-verbaux, p. 117.

⁴⁹ Ainsi précisé dans les Procès-verbaux, p. 118.

⁵⁰ Voir: Procès-verbaux, pp. 118 et 119; Courrier du 19 novembre 1848, p. 3.

3.4. 9 novembre: démission du gouvernement de la Fontaine

Le lendemain 9 novembre, la Chambre reprend ses travaux à neuf heures du matin. A l'ouverture de la séance, les administrateurs-général ne sont pas présents. La Chambre s'occupe de quelques questions mineures; sur ces entrefaites, le gouvernement est entré en séance. Le Président du Conseil de la Fontaine demande la parole et déclare que les membres du gouvernement ont décidé d'adresser leur démission à Sa Majesté le Roi Grand-Duc⁵¹. Après quelques explications complémentaires, les administrateurs-général quittent la salle.

Ainsi donc, le gouvernement a démissionné, sans avoir été formellement mis en minorité. A première vue, on pourrait s'en étonner. N'a-t-il pas obtenu ce qu'il désirait? La proposition Muller, à laquelle il avait lié son sort, n'a-t-elle pas été rejetée, comme il l'avait demandé?

Mais, à y regarder de près, la victoire du gouvernement est fragile et ne lui donne aucune garantie pour l'avenir. Après les attaques incessantes dont il a fait l'objet depuis l'avènement de la nouvelle Chambre, affaibli comme il l'est⁵², il aurait eu besoin d'un vote massif en sa faveur pour être remis en selle et pour se sentir rassuré. Or, la majorité obtenue sur la proposition Muller est relativement courte, «écorchée» comme le dit l'éditorial du *Courrier* du 11 novembre 1848⁵³. En tout cas, le gouvernement n'y voit pas le vote de confiance formel qu'il avait réclamé. Comme l'écrit Klaus von Beyme: «Bei prekären Mehrheitsverhältnissen konnte es ... nicht vermieden werden, daß man die Stimmen „wägte“ und nicht nur „zählte“...»⁵⁴.

⁵¹ Voici le texte intégral de sa déclaration, telle qu'elle est reproduite dans le *Courrier* du 19 novembre 1848, p. 3: «Messieurs, Par suite des deux votes que vous avez émis dans votre séance d'hier, dont le premier ne donne pas au Conseil de Gouvernement une majorité suffisante, selon lui, et dont le second ne peut, en présence du résultat de ce premier scrutin, être envisagé comme constatant la confiance de la Chambre, nous avons résolu d'adresser à S.M. le Roi Grand-Duc nos démissions comme Administrateurs-général. Vous jugerez sans doute convenir, après cette communication, d'ajourner à une quinzaine vos délibérations jusqu'à ce que la couronne ait pu pourvoir à la composition d'une nouvelle administration.»

⁵² Voir les extraits des discours de Jurion et de Simons reproduits sub. 3.3.2.

⁵³ A la séance du 7 novembre, Charles Metz avait prédit: «Le gouvernement ... aura la majorité, ... mais il aura une majorité écorchée, ébréchée, un misérable vote enfin, et le gouvernement pourra dire comme *Pyrrhus*: Encore une victoire comme celle-là, et nous sommes perdus.» (*Courrier* du 13 novembre 1848, p. 4). Dans *Politische Geschichte Luxemburgs*, Peter Hacker écrit: «Der Antrag wurde mit 26:21 Stimmen abgelehnt – eine sehr knappe Mehrheit angesichts der Tatsache, daß sich die Regierung ausdrücklich dafür ausgesprochen hatte, die Vertrauensfrage zu klären.» (pp. 225 et 226).

⁵⁴ Klaus VON BEYME, *Die parlamentarischen Regierungssysteme in Europa*, München, R. Piper & Co. Verlag, 1970, p. 669.

Après avoir, à ses yeux, échoué sur ce qu'il considérait comme la véritable question de confiance, le gouvernement ne pouvait se laisser infléchir par le succès certes confortable mais secondaire obtenu par la proposition Richard, sur la portée de laquelle il ne s'était du reste pas prononcé. Libellée en termes prudents, celle-ci ne lui accordait de toute façon qu'un soutien mitigé⁵⁵.

Si le gouvernement n'avait pas démissionné le 9 novembre, il était d'ailleurs à peu près certain d'être renversé au plus tard lors des débats budgétaires⁵⁶. Un grand nombre de députés n'étaient pas d'accord avec le projet de budget soumis par le gouvernement. Comme la population, ils souhaitaient des économies, une réduction du train de vie de l'Etat (suppression des emplois inutiles, réduction des traitements et pensions etc.). Charles André avait déclaré à la Chambre le 7 novembre:

«... on est certain dès aujourd'hui que tel qu'il est actuellement, il [le budget] sera repoussé par la Chambre.»⁵⁷

En face, Jurion avait annoncé, au nom du gouvernement:

«... nous vous déclarons que nous ne proposerons pas d'autre budget.»⁵⁸

Le fossé, entre les deux, paraissait infranchissable.

3.5. La formation d'un nouveau gouvernement

La constitution d'un nouveau gouvernement prendra près d'un mois. Dans un premier temps, le Roi tente de faire revenir les administrateurs-général sur leur démission. Mais ils restent inflexibles⁵⁹.

⁵⁵ «La majorité en effet du premier vote qui comprenait formellement la question de cabinet est insuffisante pour garantir la marche des affaires et le second vote n'a pu détruire l'effet du premier.» Ainsi s'exprime le gouvernement dans son rapport au Roi Grand-Duc (cité dans Peter HACKER, *Politische Geschichte Luxemburgs*, p. 226; voir aussi Joseph GOEDERT, *Crise ministérielle*, p. 71).

⁵⁶ Cf. Paul MARGUE, *Chambre-Révolution*, p. 83.

Le 15 novembre, le gouvernement écrit au Roi que «la discussion [à la Chambre] nous a trop affaiblis pour que nous puissions avec avantage soutenir les lois que nous avons préparées et notamment le budget.» (Cité dans Albert CALMES, *Révolution*, p. 242).

⁵⁷ *Courrier* du 13 novembre 1848, p. 2.

Dans le même sens: Norbert Metz, *Courrier* du 13 novembre 1848, pp. 1 et 2.

⁵⁸ *Courrier* du 13 novembre 1848, p. 3.

⁵⁹ Joseph GOEDERT, *Crise ministérielle*, p. 72; le même, *La Révision constitutionnelle de 1856*, p. 2. Albert CALMES, *Révolution*, p. 242. Peter HACKER, *Politische Geschichte Luxemburgs*, p. 226.

Le Roi fait alors appel à Jean-Jacques Willmar et le charge de former un nouveau cabinet. Willmar est à ce moment Procureur Général d'Etat et député luxembourgeois au Parlement de Francfort. Il avait été membre de l'Assemblée des Etats sous la Constitution de 1841. Politiquement, c'était un libéral modéré. Homme intègre, il était populaire dans le pays et jouissait de la confiance du Roi. C'est donc lui qui devient Président du Conseil⁶⁰. Il s'entoure de Jean Ulveling, de Mathias Ulrich et surtout de Norbert Metz, chef de file des libéraux progressistes. Ulveling est le seul rescapé de l'équipe démissionnaire; c'était un technocrate plus qu'un homme politique et il s'était tenu à l'écart des empoignades à la Chambre. Ulrich avait été l'un des rares défenseurs du gouvernement de la Fontaine lors des débats sur la confiance. Le cas le plus problématique fut celui de Norbert Metz. On n'imaginait pas un nouveau gouvernement sans la participation d'un membre éminent du groupe des libéraux progressistes autrement dit du parti Metz. Charles Metz, journaliste et polémiste redoutable, n'avait pas vraiment le profil d'un homme de gouvernement⁶¹. Restait Norbert, esprit plus pragmatique. Sous la Révolution belge, les frères Metz avaient été pro-belges et anti-orangistes⁶². Sous le régime de 1841, Norbert Metz, membre des Etats, avait été un opposant constant quoique généralement constructif. Dans ces conditions, on n'était pas sûr que le Roi accepterait de le nommer au gouvernement. Mais le souverain fit savoir qu'il s'en remettait au jugement de Willmar de sorte que rien ne s'opposait plus à l'entrée de Norbert Metz dans le nouveau gouvernement⁶³.

Ainsi, le cabinet Willmar formait une équipe composite, de compromis, réduite en nombre, associant des hommes de progrès à d'autres qui marquaient une certaine continuité avec le régime antérieur.

Willmar et les nouveaux administrateurs-généraux sont nommés par des arrêtés du 2 décembre 1848. Un arrêté du même jour avait accordé démission honorable à de la Fontaine, Jurion, Simons et André.

⁶⁰ Pour le choix de Willmar, voir Joseph GOEDERT: *Crise ministérielle*, p. 73; *La Révision constitutionnelle de 1856*, p. 3. Pour la personnalité de Willmar, voir Albert CALMES: *Révolution*, pp. 263 et 264; *Au Fil de l'Histoire*, volume II, pp. 196 et s.

⁶¹ D'après Joseph GOEDERT, Willmar ne l'avait pas pressenti pour faire partie du gouvernement (*La Révision constitutionnelle de 1856*, p. 3). Sur le manque de «qualités vraiment politiques» de Charles Metz: *ibidem* p. 7.

⁶² Albert CALMES: *Le Grand-Duché de Luxembourg dans la Révolution belge*, p. 267; *La Restauration de Guillaume I^{er}, Roi des Pays-Bas (L'ère Hassenpflug) 1839-1840*, p. 119; *La création d'un Etat (1841-1847)*, p. 42.

⁶³ Sur la composition du gouvernement dans son ensemble, voir: Albert CALMES, *Révolution*, pp. 263 et 264; Joseph GOEDERT, *Crise ministérielle*, pp. 73 et 74, et *La Révision constitutionnelle de 1856*, p. 3. Sur le cas spécifique de Norbert Metz, voir Joseph GOEDERT: *Crise ministérielle*, pp. 73 et 74; *La Révision constitutionnelle de 1856*, p. 7.

Le 7 décembre, à 15.00 heures, la Chambre reprend ses réunions⁶⁴; le nouveau gouvernement s'y présente et Willmar fait un discours. Aucun débat sur la confiance n'a lieu.

Le gouvernement Willmar restera en place pendant près de 5 ans, jusqu'au 22 septembre 1853, date à laquelle il sera remplacé par un gouvernement présidé par Mathias Simons.

4. CONCLUSION: UN RÉGIME PARLEMENTAIRE DUALISTE ... ÉPHÉMÈRE

La démission collective du cabinet de la Fontaine en novembre 1848 constitue la première manifestation du parlementarisme au Luxembourg. Elle marque même un moment tout à fait privilégié de ce régime, à savoir le parlementarisme dualiste souvent considéré en doctrine comme le parlementarisme authentique ou classique⁶⁵.

Le régime parlementaire dualiste se caractérise par le fait que le gouvernement doit y bénéficier d'une double confiance: celle du chef de l'Etat – du monarque en l'occurrence – et celle du Parlement. C'est ce moment particulier de l'évolution constitutionnelle que représente au Luxembourg la crise de 1848. Le parlementarisme dualiste postule que le chef de l'Etat et le Parlement constituent des forces sensiblement égales de sorte que l'une ne peut pas imposer à l'autre un cabinet qui lui déplaît. Ces conditions sont plus ou moins réunies au Luxembourg en 1848. Après l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution, après la mutation du contexte politique, le Roi Guillaume II reste un acteur politique important, même si ses pouvoirs ont décliné. D'un autre côté, la Chambre des Députés, principale bénéficiaire de la réforme constitutionnelle de 1848, constitue le pouvoir montant. On se retrouve en quelque sorte au point d'intersection décrit par Georges Burdeau:

«L'apparition du gouvernement parlementaire se situe au point de rencontre d'une double évolution: celle qui marque l'accroissement de l'autorité de l'organe de la représentation nationale, le Parlement, et celle qui consacre l'affaiblissement du pouvoir royal. Au point d'intersection de la courbe ascendante de la puissance parlementaire et de la courbe déclinante de l'autorité monarchique, les deux pouvoirs se trouvent à égalité; la gestion des affaires publiques exige qu'ils aillent de concert.»⁶⁶

⁶⁴ Le Roi l'avait ajournée jusqu'à cette date.

⁶⁵ Philippe LAUVAUX, *Le parlementarisme*, Paris, PUF, collection Que sais-je?, 2^e édition, 1997, pp. 13 à 15 et 25 à 27.

⁶⁶ Georges BURDEAU, *Droit constitutionnel et Institutions politiques*, Paris, LGDJ, 18^e édition, 1977, p. 165.

Sur le plan de l'histoire constitutionnelle en général, le modèle dualiste expérimenté par le Luxembourg à la fin de l'année 1848 fut une formule de transition assez éphémère. Se situant au point d'intersection d'un pouvoir monarchique déclinant et d'un pouvoir parlementaire montant en puissance, il ne pouvait forcément survivre très longtemps. Dans le grand conflit qui, au 19^e et au début du 20^e siècle, oppose monarques et parlements, la balance des pouvoirs ne pouvait rester longtemps en équilibre. L'influence des monarques n'a cessé de diminuer, et celle des assemblées a continué inexorablement à s'accroître. De ce fait, le régime parlementaire dualiste s'est progressivement dégradé en parlementarisme moniste où le gouvernement n'a plus besoin que de la confiance du parlement, le monarque ayant perdu la réalité du pouvoir politique⁶⁷.

Mais au Luxembourg, le parlementarisme dualiste de 1848 a été sur le court terme éphémère pour une tout autre raison, à savoir une renaissance du pouvoir monarchique. En réalité, l'évolution politique de 1848 avait été trop rapide et elle était dans une certaine mesure en avance sur son temps. Dès 1849, la personne du monarque change. Guillaume II cède; son fils Guillaume III, beaucoup plus rigide et conservateur, lui succède. Le gouvernement Willmar reste au pouvoir jusqu'en 1853. Cette année-là, Guillaume III l'oblige à démissionner, bien qu'il continue à jouir de la confiance de la Chambre.⁶⁸ Il le remplace par un gouvernement Simons, le fameux Mathias Simons qui avait déjà fait partie du cabinet de la Fontaine déchu en 1848. C'est lui qui sera le maître d'œuvre de la révision constitutionnelle réactionnaire et autoritaire de 1856 que les historiens ont l'habitude d'appeler le «coup d'Etat de 1856».

Le 14 novembre 1853, devant une Chambre qui lui rappelle avec insistance que le gouvernement Willmar, révoqué par le Roi, continuait à jouir de sa confiance et des «sympathies de la Nation»⁶⁹, Simons déclare, avec la brutalité qui le caractérise: «Qui est-ce qui révoque les ministres? C'est le Roi seul. Tous les publicistes vous disent que le Roi est seul compétent pour juger son ministère, c'est-à-dire qu'il n'a besoin de consulter personne pour le congédier. C'est là une des grandes prérogatives qui sont restées aux Rois constitutionnels... Si le Roi n'avait pas cette liberté, il ne serait plus rien»⁷⁰. Et en 1858, le même Simons déclare

⁶⁷ La même évolution s'est d'ailleurs produite dans la III^e République française avec la «Constitution Grévy» de 1879 qui a marqué l'effacement du Président de la République (Voir: Dominique TURPIN, *Le régime parlementaire*, Dalloz, Connaissance du Droit, 1997, pp. 54-56 et 58; Philippe LAUVAUX, op. cit. p. 31).

⁶⁸ ce qui ne veut pas dire que le gouvernement Willmar ait été irréprochable!

⁶⁹ Compte-rendu des séances de la Chambre des Députés, session 1853, pp. 55 et 56.

⁷⁰ Ibidem p. 88.

devant l'Assemblée des Etats: «... nous avons la confiance de la Couronne... pour être ici [au banc du gouvernement], il faut avoir avant tout la confiance de la Couronne, et nous l'avons.

... Autrefois, quand le Gouvernement avait reçu de la Chambre un vote de méfiance, la Couronne devait le renvoyer: cela n'est plus aujourd'hui.»⁷¹

Ces quelques phrases permettent de mesurer le recul accompli par rapport à 1848. Mais il est vrai que le Luxembourg n'est pas seul à connaître une telle évolution. Un peu partout en Europe, et particulièrement au sein de la Confédération germanique, l'heure est alors à la réaction.

ABRÉVIATIONS UTILISÉES

ANL: Archives Nationales du Grand-Duché de Luxembourg

Courrier: Courrier du Grand-Duché de Luxembourg

Procès-verbaux: Procès-verbaux des séances de la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg, session de 1848

⁷¹ Compte-rendu des séances de l'Assemblée des Etats, session 1858, séance du 26 novembre, pp. 22 et 23.

BIBLIOGRAPHIE

1) Ouvrages et articles cités dans le texte

- ALS (Nicolas), «La Chambre des Députés, Histoire d'une Institution», pp. 131-546, in *La Chambre des Députés, Histoire et Lieux de travail*, Luxembourg, 1994, 559 p.
- von BEYME (Klaus), *Die parlamentarischen Regierungssysteme in Europa*, München, R. Piper & Co. Verlag, 1970, 1025 p.
- BURDEAU (Georges), *Droit constitutionnel et Institutions politiques*, Paris, L.G.D.J., 18^e édition, 1977, 690 p.
- CALMES (Albert), *La Révolution de 1848 au Luxembourg*, Luxembourg, Editions de l'Imprimerie Saint-Paul, 2^e édition, 1982, 301 p.
cité: Albert CALMES, *Révolution*.
- CALMES (Albert), *Le Grand-Duché de Luxembourg dans la Révolution belge (1830-1839)*, Luxembourg, Imprimerie Saint-Paul, réédition de 1982, 418 p.
- CALMES (Albert), *La restauration de Guillaume I^{er}, Roi des Pays-Bas (L'ère Hassenpflug) (1839-1840)*, L'Édition Universelle, Bruxelles, et Editions de l'Imprimerie Saint-Paul, Luxembourg, 1947, 424 p.
- CALMES (Albert), *La création d'un Etat (1841-1847)*, Luxembourg, Imprimerie Saint-Paul, 2^e édition, 1983, 473 p.
- CALMES (Albert), *Au Fil de l'Histoire*:
– volume I, Luxembourg, Editions Saint-Paul, 3^e édition, 1979, 286 p.;
– volume II, Luxembourg, Editions Saint-Paul, 3^e édition, 1988, 305 p.
cité: Albert CALMES, *Au Fil de l'Histoire*, volume I ou volume II.
- GOEDERT (Joseph), *La genèse de la constitution de 1848*, suite de 10 articles publiés au Luxemburger Wort du 29 novembre 1945 au 12 décembre 1945.
- GOEDERT (Joseph), *La Révision Constitutionnelle de 1856*, tiré à part d'une série d'articles publiés au Luxemburger Wort en juin 1946, Luxembourg, Editions de l'Imprimerie Saint-Paul, 39 p.
cité: Joseph GOEDERT, *La Révision Constitutionnelle de 1856*.
- GOEDERT (Joseph), «Une crise ministérielle il y a cent ans», pp. 60-74, in *Hémecht 1951*, 3, Luxembourg;
cité: Joseph GOEDERT, *Crise ministérielle*.
- GROSBUSCH (André), «La liberté de la presse au Luxembourg», pp. 453-465, in *Hémecht 2000*, Luxembourg.

- HACKER (Peter), *Die Anfänge eines eigenen Nationalbewußtseins? Eine politische Geschichte Luxemburgs von 1815 bis 1865*, Dissertation im Fach Geschichte an der Universität Bayreuth, vorgelegt im Oktober 2002, 332 p.
cité: Peter HACKER, *Politische Geschichte Luxemburgs*.
- HERMET (Guy), BADIE (Bertrand), BIRNBAUM (Pierre) et BRAUD (Philippe), *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, Paris, Armand Colin, 3^e édition, 1998, 285 p.
- LAUVAUX (Philippe), *Le parlementarisme*, Paris, PUF, collection «Que sais-je?», 2^e édition, 1997, 128 p.
- MANNES (Gast) & WEBER (Josiane), *Zensur im Vormärz (1815-1848), Literatur und Presse in Luxemburg unter der Vormundschaft des Deutschen Bundes*, Luxembourg, 1998, 174 p.
- MARGUE (Paul), «La Constitution de 1848 et les débuts de la vie parlementaire», pp. 79-84, in *La Révolution de 1848 et les débuts de la vie parlementaire au Luxembourg*, Etudes publiées par la Chambre des Députés à l'occasion du cent-cinquantième de la Constitution de 1848, Dossier réuni par Gilbert Trausch, Luxembourg, décembre 1998, 90 p.
cité: Paul MARGUE, *Chambre-Révolution*.
- STATEC (Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques), *Statistiques Historiques 1839-1989*, Luxembourg, 1990, 616 p.
- TRAUSCH (Gilbert), *Le Luxembourg à l'époque contemporaine (du partage de 1839 à nos jours)*, Luxembourg, Editions Bourg-Bourger, 1981, 240 p.
cité: Gilbert TRAUSCH, *Le Luxembourg à l'époque contemporaine*.
- TRAUSCH (Gilbert), *Le Luxembourg, Emergence d'un Etat et d'une Nation*, Anvers, Fonds Mercator, 1989, 381 p.
- TRAUSCH (Gilbert), «1848. Une date complexe», pp. 21-25, in *La Révolution de 1848 et les débuts de la vie parlementaire au Luxembourg*, Etudes publiées par la Chambre des Députés à l'occasion du cent-cinquantième de la Constitution de 1848, Dossier réuni par Gilbert Trausch, Luxembourg, décembre 1998, 90 p.
cité: Gilbert TRAUSCH, *Chambre-Révolution*.
- TURPIN (Dominique), *Le régime parlementaire*, Paris, Dalloz, Connaissance du Droit, 1997, 110 p.

2) Autres ouvrages et articles consultés

ANTONETTI (Guy), *La monarchie constitutionnelle*, Paris, Montchrestien, collection Clefs/Politique, 1998, 160 p.

BARTHELEMY (Joseph), *L'introduction du régime parlementaire en France sous Louis XVIII et Charles X*, Paris, V. Giard & E. Brière, 1904, 323 p.

BIDEGARAY (Christian) & EMERI (Claude), *La responsabilité politique*, Paris, Dalloz, Connaissance du Droit, 1998, 137 p.

ERRERA (Paul), *Traité de droit public belge*, Paris, V. Giard & E. Brière, 1909, 821 p.

ESMEIN (Adhémar), *Eléments de droit constitutionnel français et comparé*, Paris, Librairie de la Société du Recueil J.-B. Sirey et du Journal du Palais, 5^e édition, 1909, 1154 p.

EYSCHEN (Paul), *Das Staatsrecht des Großherzogthums Luxemburg*, Freiburg i.B., Akademische Verlagsbuchhandlung von J. C. B. Mohr (Paul Siebeck), 1890, 251 p.

EYSCHEN (Paul), *Das Staatsrecht des Grossherzogtums Luxemburg*, Tübingen, Verlag von J. C. B. Mohr (Paul Siebeck), 1910, 231 p.

GOEDERT (Joseph), «La Charte du 12 octobre 1841 ou la Constitution inachevée», pp. 469 à 526, in *Hémecht 1991*, Luxembourg.

REIMEN (Frank) & KRECKE (Jeannot), *Die Abgeordneten-kammer, Theorie und Praxis parlamentarischer Kontrolle*, Luxembourg, Editions Promoculture, 1999, 140 p.

SCHOENTGEN (Marc), «Unruhen und soziale Proteste in der Revolution von 1848», pp. 63-68, in *La Révolution de 1848 et les débuts de la vie parlementaire au Luxembourg*, Etudes publiées par la Chambre des Députés à l'occasion du cent-cinquantième de la Constitution de 1848, Dossier réuni par Gilbert Trausch, Luxembourg, décembre 1998, 90 p.

THEWES (Guy), *Les gouvernements du Grand-Duché de Luxembourg depuis 1848*, Luxembourg, Service Information et Presse, 2003, 235 p.

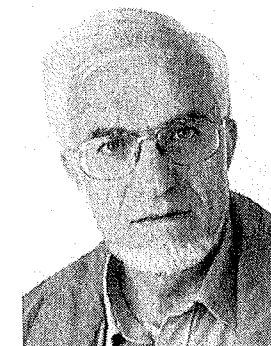
TRAUSCH (Gilbert) (sous la direction de), *Histoire du Luxembourg, Le destin européen d'un «petit pays»*, Toulouse, Editions Privat, 2002, 333 p.

WIGNY (Pierre), *Droit constitutionnel*, Bruxelles, Ets. Emile Bruylant, 1952, 947 p.

Séance du 16 décembre 2003

CONFIANCE ET RELIGION

par
Hubert Hausemer



SOMMAIRE

1. Avant-propos	2
2. Petite phénoménologie de la confiance	2
3. Qu'est-ce qu'une religion?	5
4. Confiance et religion	8
4.1. Considérations sémantiques et terminologiques	8
4.2. La confiance religieuse: la foi	10
4.3. Foi et raison	12
4.4. Dérives de la foi	14
4.5. Religion et défiance: mises en question de la foi religieuse	15
5. Conclusion	18
6. Discussion	18
6.1. La rationalité religieuse	18
6.2. Religion et défiance	19
Bibliographie	20
1. Ouvrages cités dans le texte	
2. Ouvrages sur la problématique traitée dans le texte	
2.1. Sur le concept de religion	
2.2. Philosophie de la religion	
2.3. Religion et raison	
2.4. Religion et science	
2.5. Preuves de l'existence de Dieu	
2.6. Problème du mal et théodicée	

1. AVANT-PROPOS

Je ne suis ni théologien ni spécialiste en sciences ou en histoire des religions. De formation philosophique, je me suis cependant très tôt intéressé à la philosophie de la religion, et comme en plus je me sens personnellement concerné par la religion, on comprendra, sinon ma compétence et mon objectivité, du moins ma motivation pour le sujet à étudier ici.

Les deux premiers chapitres auront comme objet de tirer au clair ce dont il est question dans cette étude, à savoir la confiance d'un côté, la religion de l'autre. Le troisième chapitre attaquera alors de face le sujet proprement dit: le rôle et l'importance de la confiance dans la religion. Deux prolongements montreront ensuite l'apport du thème de la confiance à deux très vieux problèmes (op)posés par la philosophie à la religion: le rapport entre la foi et la raison, et la question de la théodicée, en d'autres termes, la mise en question de la religion par une critique épistémologique de la confiance d'une part, et par une critique morale d'autre part.

2. PETITE PHÉNOMÉNOLOGIE DE LA CONFIANCE

De toute évidence, plutôt qu'un état d'âme (avoir confiance, être confiant) qui confine à une véritable attitude, la confiance est un processus (on fait confiance) relationnel (on fait confiance à quelqu'un ou à quelque chose). A y regarder de plus près, on constate que cette relation comporte plusieurs termes: Il y a d'abord bien sûr le sujet, celui qui fait confiance. Ensuite, étant une relation, la confiance s'adresse à un destinataire, celui à qui ou ce à quoi il est fait confiance. Du destinataire il faut cependant distinguer encore l'objet de la confiance, ce à propos de quoi on fait confiance, ce qui est l'enjeu de cette relation: les paroles, les actes, les attitudes, le caractère, les capacités et compétences du destinataire respectivement la structure, la logique et le fonctionnement de celui-ci. Et enfin, la confiance, même aveugle, pose le problème de sa base, de son fondement, donc de ses raisons d'un côté, de ses causes de l'autre.

Avant de pouvoir étudier les problèmes posés par ces différents termes, il faut voir de plus près en quoi consiste la confiance: que signifie au juste «faire confiance»? Ce qui frappe d'emblée, c'est que la confiance semble se situer entre deux pôles opposés: un pôle «négatif», dans la mesure où il n'y a confiance que là où il n'y a pas science, preuve ou évidence rationnelle, donc: certitude établie. La confiance suppose ainsi un déficit quant aux sources habituelles de la certitude. Ce qui veut dire aussi que si la certitude établie exerce une contrainte logique sur le sujet, tel n'est normalement pas le cas de la confiance, par rapport à laquelle le sujet garde une certaine liberté: il ne semble pas qu'on puisse être contraint, fût-ce logiquement de faire confiance à qui ou à quoi que ce soit.

D'un autre côté cependant il n'y a confiance que là où il n'y a pas d'incertitude absolue. Certes, dans le cas de la confiance, il n'est pas question de certitude, nous venons de le voir, mais la confiance n'en suppose pas moins une forte conviction. La confiance se situe ainsi en tension entre deux extrêmes: savoir et ignorance, certitude et incertitude. En effet, si elle ne présuppose pas un savoir certain, elle ne se base pas moins sur un certain savoir. Elle constitue une sorte de troisième voie qui n'est tenable et viable que si elle peut faire état d'une justification, ce qui nous renvoie aux différents termes de la relation de confiance. Remarquons cependant encore que la définition établie jusqu'ici montre que la confiance n'est pas forcément aveugle, bien au contraire. A la limite même, le terme de confiance aveugle renferme une absurdité: psychologiquement du moins, ce genre de «confiance» revient en effet à une certitude au moins aussi forte que celle qui se trouve dans le domaine du savoir scientifique, sauf qu'étant aveugle, elle n'est pas fondée rationnellement. Elle ne peut s'analyser sans doute qu'en termes de «causes»: ce qui induit une telle confiance aveugle peut être soit la naïveté ou l'immaturité du sujet, soit la fascination ou la manipulation exercée sur le sujet par le destinataire, causes qui excluent ou empêchent la réflexion et donc une fondation sérieuse de la confiance.

Voyons d'abord sur quoi porte la confiance, quel en est l'objet. Il concerne toutes sortes de manifestations du destinataire, déjà énumérées: paroles, actes, comportements, qualités, dispositions se situant dans le passé ou attendues dans l'avenir. Cependant, si la confiance se réfère à ces manifestations qui en constituent l'objet, ce n'est pas à proprement parler à celles-ci qu'il est confiance, mais en premier lieu à celui ou à ce dont elles sont justement les manifestations, à savoir le destinataire.

La justification de la confiance tient donc sans doute d'abord à la crédibilité du destinataire, et se base en ce sens sur une appréciation du destinataire par le sujet: une connaissance jugée suffisante, alimentée par des éléments comme p.ex. l'observation et l'expérience répétées, les échanges intellectuels et les rapports affectifs, les témoignages de tierces personnes etc. Une justification subsidiaire peut résider dans l'examen de l'objet de la relation de confiance, c'est-à-dire du bien-fondé de ce que le destinataire dit, fait ou propose de faire. D'un côté en effet, la «qualité» des manifestations du destinataire peut rejaillir sur lui et renforcer sa crédibilité, de l'autre, comme en dépit de sa sincérité il peut se tromper, cette erreur ou ce défaut ne diminue pas forcément sa crédibilité.

Comment s'explique toutefois qu'il y ait, en dépit de cette connaissance considérée comme satisfaisante, «seulement» confiance ou conviction et non pas science et certitude? Une raison pourrait consister dans le fait que le déficit à l'origine de la confiance se rapporte soit à un passé

dont le sujet n'a pas été complètement témoin, soit à un futur qui par définition n'est pas encore saisissable. Mais une raison plus profonde tient, il me semble, au fait que le destinataire n'est soumis à aucune nécessité ou contrainte internes ni logique ni matérielle en rapport avec l'objet de la confiance. Cela peut vouloir dire deux choses: soit on lui attribue suffisamment de liberté pour que sa marge de manœuvre revienne en fait à une marge d'incertitude pour le sujet de la confiance; soit on considère que le destinataire relève d'une contrainte extérieure qui l'influence sans que pour le sujet de la confiance elle soit totalement connaissable ou prévisible, et ceci de nouveau pour deux raisons: ces influences peuvent être d'une part trop nombreuses et/ou appartiennent, partiellement du moins, au futur, et d'autre part, vu la liberté du destinataire, il n'est pas possible de savoir d'avance comment celui-ci va réagir à ces influences.

Le destinataire quant à lui, peut très bien être identique au sujet, dans le cas de ce qu'en allemand on appelle «Selbstvertrauen» et en anglais «self-confidence». Cela ne change rien cependant aux caractéristiques ni aux problèmes soulevés par rapport au destinataire. Celui-ci pose toutefois encore une question décisive: la confiance est-elle une relation exclusivement interpersonnelle, ou bien cela a-t-il un sens d'envisager un authentique rapport de confiance avec des êtres et des choses non personnelles (animaux, machines, destin, nature...)? Pour moi, cette question n'est pas encore définitivement tranchée, bien que je penche plutôt vers la première branche de l'alternative. En effet, même s'il y a bon nombre d'expressions et de façons de parler relatives à un rapport de confiance avec des réalités impersonnelles, le problème est de savoir si dans ces cas il ne s'agit pas plutôt soit d'un rapport personnel dérivé ou indirect (si je fais confiance aux freins de ma voiture, n'est-ce pas parce qu'en réalité cette confiance va au constructeur resp. à mon garagiste?), soit d'un sens figuré: je dis faire confiance à mon chien ou à la vie parce que, subrepticement, j'ai au préalable anthropomorphisé resp. personnifié ce à quoi je prétends ensuite accorder cette confiance?

Reste à analyser le sujet de la confiance. Que doit-il être pour être capable de faire confiance? La réponse me semble tenir en trois caractéristiques: il doit être un sujet au sens épistémologique, psychologique et éthique du terme; ces trois qualités devant être réunies, le sujet ne peut être une réalité non personnelle (sauf anthropomorphisation subreptice). En tant que sujet épistémologique, il doit être capable de connaître (suffisamment) le destinataire et les conditions et circonstances dans lesquelles se situe l'objet de la confiance pour, sur cette base, donc en dehors de toute influence ou manipulation, poser un jugement de valeur selon lequel le destinataire est considéré comme digne de confiance. Comme sujet psychologique, il doit être à même de prendre et de supporter les risques

(plus ou moins calculés) que comporte la confiance; de là vient peut-être le fait que les Anciens mettaient la confiance en rapport avec le courage. Et il doit être capable de s'ouvrir au futur du destinataire au lieu de se protéger contre lui. Enfin, le sujet doit être un sujet éthique en ce sens qu'il doit être prêt à prendre ses responsabilités quant au choix à faire entre la confiance et la méfiance resp. le refus de confiance par rapport au destinataire, et quant aux conséquences, quelles qu'elles soient, de ces décisions.

3. QU'EST-CE QU'UNE RELIGION?

La présentation suivante se veut purement descriptive, dans la ligne d'une phénoménologie de la religion. Celle-ci en effet constitue la base de toutes les autres approches de la religion: histoire des religions (succession et développement des différentes religions et de leurs éléments constitutifs), science des religions (tentatives d'explication des phénomènes religieux), philosophie de la religion (problèmes du fondement des thèses enveloppées dans ou élevées explicitement par les religions).

Il est évidemment abusif de parler de la religion. Tout comme l'homme n'existe pas, car ce sont des hommes qui vivent, de même il y a des religions, nombreuses et très variées. Et cette diversité doit d'autant plus être prise en considération que la plupart des spécialistes en matière de religion estiment qu'une définition générique de la religion est impossible au vu de l'abondance des formes différentes et divergentes des religions; selon eux, un dénominateur commun, à supposer qu'on en trouve un, resterait vide et inutilisable à force d'être large et général.

Pourtant, il n'est pas besoin d'être platonicien et essentialiste pour considérer que dans le cas des hommes, il n'est pas totalement dépourvu d'intérêt de chercher des traits communs. Et il en va de même pour les religions: l'usage même du terme «religion», fût-ce au pluriel, renvoie au moins implicitement, et qu'on le veuille ou non, à quelque chose de commun entre tous ces phénomènes, et qui doit en plus, d'une façon ou d'une autre, se laisser saisir, sinon à quoi bon encore employer le terme en question? Le pluriel semble n'avoir de sens que sur la base d'un singulier.

Or, une structure commune à toutes les religions pourrait être dégagée, une structure signifiante en dépit de sa généralité et permettant en plus d'éclairer le rôle de la confiance dans la religion. Toute religion se présente en effet comme un parcours comportant quatre moments en interprétation: Au départ est envisagé un état de misère, de dérégulation (Unheil), et à l'arrivée, du moins pour les croyants, un état de salut (Heil) désiré, espéré et promis. Toute religion est en ce sens fondamentalement sotériologique, étant bien entendu que tant la dérégulation que le salut sont très diversement conçus et interprétés par les différentes religions. La tension entre misère et salut peut prendre d'ailleurs différentes formes: désir et

[6] espérance chez le pratiquant, promesse ou exigence adressées à l'adhérent de la part du destinataire auquel le sujet pratiquant se réfère.

Cette tension se résout à l'aide des troisième et quatrième moments, qui constituent une sorte de médiation: Pour arriver de la dérélition au salut, il est besoin en effet d'un côté de la révélation d'un chemin du salut. C'est une des caractéristiques des religions que la connaissance de la voie sacrée soit considérée comme un don, et non comme une conquête de la part de l'homme lui-même. Une instance donatrice, et en ce sens transcendante, est donc requise. Ajoutons encore que cette révélation peut elle-même prendre de multiples formes: des visions et des voix, un livre sacré, un prophète ou un fondateur, une doctrine, tout cela conduisant à des pratiques et des techniques propres.

C'est ici qu'il y a lieu d'ouvrir une parenthèse pour dire un mot sur ce qui, pour les uns, est un trait fondamental hautement critiquable de la religion tout court, mais dont on peut estimer aussi qu'il est plutôt de l'ordre d'un malentendu. Pour beaucoup d'auteurs, au plus tard depuis le Siècle des Lumières et jusqu'à nos jours, la religion est en effet synonyme de hétéronomie: il y a religion quand l'homme reçoit, d'une instance supérieure, des ordres auxquels il n'a qu'à obéir sous peine d'être puni ou lésé. Ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, le mot «islam» ne signifie-t-il pas justement, au pire: soumission, et au mieux: vénération? On en déduit que l'attitude religieuse est au fond incompatible avec l'homme éclairé, majeur, se réclamant de la raison et revendiquant son autonomie.

On ne peut nier que des religions se soient présentées sous ce jour. Mais il ne faudrait pas non plus sousestimer le processus d'évolution, d'apprentissage et de clarification, en n'oubliant pas la critique interne propre aux grandes religions, qui a conduit la plupart des religions à ramener cette dimension de hétéronomie à sa juste mesure: il y a certes un premier donné, à savoir la condition humaine avec sa dimension cosmique et sociale, y compris la misère humaine. Ce donné, cette hétéronomie initiale et durable ne peuvent être ignorés par l'homme et lui imposent sa loi. Mais elle n'est pas totale, même si elle ne peut être abolie; l'homme peut s'en servir pour arriver à ses fins. Il y a un second donné, disons pour faire court, la révélation transcendante. Elle aussi a sa réalité objective, ses exigences et son sens que l'homme ne peut pas non plus tout simplement faire disparaître. Mais là également, l'homme n'est pas réduit à une pure sujétion: il a au moins la liberté de ne pas se conformer aux demandes provenant de cette révélation, même si par la suite il a éventuellement à porter les conséquences de son refus.

Il me semble qu'en matière de religion, il n'y a ni plus ni moins de hétéronomie que dans les rapports de l'homme avec la nature ou avec

[7] autrui. Plus précisément, je pense que dans son rapport aux instances salvatrices, l'articulation nécessaire et possible entre hétéronomie et autonomie est tout à fait comparable à ce qu'elle est dans les autres domaines de l'existence humaine.

Revenons aux différents moments du processus religieux. L'état de misère, tout comme celui de salut, est considéré dans toutes les religions comme étant global, concernant tous les niveaux de l'être humain: physique, psychique, moral, intellectuel et spirituel, de même qu'individuel et relationnel. L'accès au salut exige par conséquent, et c'est le quatrième moment constitutif de la religion, une réponse active de la part de l'homme, une réponse qui impérativement prend son origine dans une conversion au sens propre du terme, un retournement, une «metanoia» tout aussi complète et globale, qu'a été la dérélition. Ceci n'empêche pas qu'il y ait, suivant les religions, des accentuations, tantôt plus au plan physique (rites, pratiques corporelles, ascèse), tantôt plus au plan psychique ou spirituel (intériorité, piété, méditation), ou au plan moral (œuvres, engagements) ou encore au plan cognitif et intellectuel (doctrine, «Weltanschauung»).

C'est d'ailleurs cette metanoia touchant toutes les dimensions d'existence de l'adhérent qui engendre certaines difficultés dans les rapports entre les religions et la société, surtout quand il s'agit de sociétés sécularisées, libérales voire laïcistes ayant opéré, ou tentant de mettre en place, une scission entre le domaine public et le domaine privé, ce dernier étant réservé entre autres à la religion.

Cette présentation schématique de la structure de base invariable des religions doit cependant être complétée, pour ne pas rester trop abstraite, d'un bref regard sur ce qu'on peut appeler la dialectique des religions qui résulte de, ou se fait jour dans, leur dimension historique. Par dialectique j'entends ici des développements qui conduisent à des contradictions, à la fois insolubles et pourtant, apparemment du moins, inévitables, largement responsables du discrédit dans lequel tombent toujours de nouveau et pratiquement sans exception les différentes religions. Je voudrais faire état de trois sortes de pareilles dialectiques.

A l'instar de la distinction bergsonienne entre morale close et morale ouverte, il y a lieu d'observer que toute religion passe par des stades d'ouverture et d'autres qu'on peut appeler de sclérose et de rigidification. Il en résulte qu'aucune religion ne doit être identifiée purement et simplement à l'un ou l'autre de ces stades. Ce risque de fermeture se trouve aggravé du fait que, toute religion se référant à sa source de salut, tend à se placer dans une tradition qui l'aide à la fois à maintenir son identité et à assurer une continuité dans son évolution. De ce point de vue, la dialectique

tique en question pourrait être rebaptisée en «dialectique de la conservation et de l'innovation».

Cette dialectique est parallèle à celle de l'objectivation («Verdinglichung») et de la transobjectivité. Toutes les religions oscillent entre le souci de réalisme, de vérification, de crédibilité qui les amène à donner à leurs représentations une consistance quasiment matérielle tombant sous les sens, et d'autre part la conscience vive de la nature transcendante, autre, impalpable et ineffable, en un mot donc transobjective des mêmes instances.

Enfin, toute religion comporte toujours une autocritique interne, visant à l'épurer et à corriger ce qui est jugé par elle-même comme des dérives. Ainsi trouve-t-on la dialectique entre p.ex. le vrai Dieu et les idoles, l'exigence et les tentatives de déconstruction de l'idolâtrie étant même souvent liées à la nécessité de la «métanoïa» requise pour arriver au salut.

Dans le cadre d'une définition de la religion se pose évidemment la question de la délimitation de la religion d'avec un domaine pour le moins voisin: ce qu'on peut appeler la sagesse, entendue comme étant le but visé par la philosophie, du moins si l'on en croit l'étymologie de celle-ci. Même à supposer que religion et sagesse se recoupent partiellement et ne sont donc pas à tous points de vue séparables, il reste néanmoins à clarifier en quoi elles se distinguent. Au risque de durcir indûment des différences probablement plus floues en réalité, je voudrais poser que la visée de la religion, le salut, a normalement une portée transcendante, alors que la visée de la sagesse, le sens, reste par méthode dans l'immanence. A cette opposition s'ajoute que le salut est toujours reçu, le sens par contre est soit découvert, soit construit. Ceci entraîne l'absence, dans la sagesse, de ce qui caractérise toute religion, à savoir un élément de vénération ou d'adoration de même que des pratiques rituelles. Il reste que rien n'empêche une sagesse de se considérer comme résultant d'un don et de viser une transcendance; mais alors les frontières entre une telle sagesse et la religion deviennent flottantes et on en arrive au cas de ce qu'on appelle souvent des quasi-religions ou encore des religions séculières. Quant à savoir si la distinction entre sagesse et religion correspond avec l'opposition entre foi et raison, le chapitre 4 s'occupera de cette question.

4. CONFIANCE ET RELIGION

4.1. Considérations sémantiques et terminologiques

Au simple vu du schéma de base de la religion tout court, il appert déjà qu'une religion ne peut être sans supposer une attitude de confiance

fondamentale. S'il est vrai, en effet, que le salut ne peut être obtenu sans l'intervention d'une instance salvatrice qui, nous le verrons, n'a en rien le statut d'une instance scientifique, alors tout dépend du rapport entre l'homme et cette instance. Et ce rapport ne peut être que de l'ordre de la confiance, ou de la défiance. Toutefois, dans la mesure où cette confiance prérequis fait espérer le salut, toute religion non seulement présuppose, mais donne aussi, de la confiance: en la vie, en soi-même, en les autres etc; en un mot, la religion est susceptible de conférer ou de renforcer cette confiance fondamentale («Grund- oder Urvertrauen») qu'Erikson estime capitale pour une vie bonne.

Mais, plus simplement, le langage courant déjà montre la place centrale de la confiance dans la religion. Sans la moindre prétention d'être complet et exhaustif, voici quelques matériaux linguistiques à ce sujet:

Dans les langues romanes, le mot qui est à l'origine de tout un vocabulaire religieux est celui de fides en latin, qui signifie à la fois confiance et foi. De lui sont dérivés des mots comme fidelitas/fidélité, fiducia/confiance et confidentia/confiance et confidence. On voit sans peine que la terminologie de la féodalité est pour une grande part dérivée de ce vocabulaire.

Regardons rapidement le champ sémantique dans la langue germanique: confiance se traduit ici par «Vertrauen», où nous trouvons le préfixe «ver», qui exprime un renforcement, et «trauen». Ce dernier mot vient de l'ancien haut allemand: (ga)tru(w)en, qui signifie vertrauen, zutrauen, glauben et même hoffen. En moyen haut allemand, «truwen» veut dire hoffen, erwarten, vermuten, anvertrauen. «Trauen» quant à lui signifie à la fois «marier, épouser», c'est-à-dire documenter publiquement son alliance conjugale et par là engager tout aussi officiellement sa foi et sa fidélité («trauen» est apparenté à «Treue»), et «faire confiance».

Quant à l'autre aspect de la fides, à savoir «la foi» au sens d'une croyance, elle s'exprime en allemand par le mot «glauben» qui dérive du gotique «galaubjan» et de l'ancien haut allemand «gilouben», dont la racine est l'indogermanique «lub», qu'on retrouve dans les mots de l'actuel allemand: lieben, loben, erlauben, geloben. «Gilouben» signifie «für-lieb-halten» et «gutheißen», qui n'est pas loin de «faire confiance» et «accorder sa foi».

Ce bref détour sémantique et linguistique montre non seulement que la confiance joue un rôle central dans la religion, mais éclaire déjà le vrai sens de la notion de foi religieuse, sur laquelle je reviendrai tout de suite plus en détail: la foi est foncièrement, avant toute autre chose, une affaire de confiance.

4.2. La confiance religieuse: la foi

L'analyse linguistique n'est pas seule à nous convaincre que le nom religieux de la confiance n'est autre que: la foi. Pour en rester à la culture occidentale et à ses racines, la Bible atteste depuis ses textes les plus anciens que la relation au Dieu juif, tout comme plus tard au Dieu chrétien, se décline en termes de confiance et de foi.

Il faut toutefois dès maintenant introduire plusieurs différenciations. A la suite du bon résumé, présenté par Perry Schmidt-Leukel, je le ferai en croisant la fameuse distinction due à St Augustin: *credere Deum* – *credere Deo* – *credere in Deum*, avec celle, originaire de la scolastique: *fides qua creditur* – *fides quae creditur*, et enfin avec celle, plus récente, entre dimension cognitive et dimension non cognitive de la foi. Un des avantages apportés par ces distinctions réside dans le fait qu'elles permettent de dissocier l'identification encore assez communément admise de la foi religieuse avec l'adhésion plus ou moins aveugle à des dogmes. Signalons en passant que ces distinctions se retrouvent, et sont opératoires, en dehors de la sphère proprement religieuse, dans des situations de la vie de tous les jours où intervient la notion de confiance.

La différence de base englobant toutes les autres est celle entre une foi au sens cognitif du terme: croire se rapporte alors à des contenus intellectuels et consiste à les tenir pour vrais, et d'autre part une foi au sens non cognitif, existentiel du terme, au sens d'une confiance vécue qui ne se rapporte pas, du moins pas principalement, à des énoncés. Chacune de ces deux dimensions de la foi se scinde cependant encore une fois en deux, et c'est alors qu'interviennent les catégories de St Augustin.

Si dans la vie de tous les jours nous disons à quelqu'un: «Je te crois», ou bien «Je te fais foi», alors nous exprimons la confiance que nous avons en cette personne. En hébreu, cette foi se dit «emuna», de la racine «amin»: solide, sûr, fiable, dont dérive aussi le mot bien connu «amen», qui souvent termine les prières et est traduit couramment par «ainsi soit-il», alors qu'il vaudrait mieux l'entendre au sens de «j'ai confiance en cela». St Augustin réserve à cette forme de foi l'expression «*credere Deo*»: cette foi est une attitude de confiance par rapport à une personne considérée comme digne de confiance. (L'Ancien Testament a d'ailleurs souvent recours à l'image du «roc» pour exprimer le caractère fiable et fidèle de Dieu.)

Quand nous disons de quelqu'un que nous avons foi en lui, ou quand nous disons croire en telle valeur ou en tel idéal, nous voulons par là signifier que nous prenons cette personne ou cet idéal comme un guide ou une orientation existentiels, nous misons sur eux pour mener notre vie, nous nous engageons (y compris au sens étymologique du mot: mettre en gage) conformément à eux. Chez St Augustin nous trouvons pour cela la formule

«*credere in Deum*». Voilà pour la dimension non cognitive de la foi, qui est encore désignée par l'expression «*Fides qua creditur*».

Si nous passons au côté cognitif de la foi, nous trouvons l'acception la plus traditionnelle en Occident, tellement répandue que Martin Buber, dans son fameux ouvrage paru en 1950, «*Zwei Glaubensweisen*», attribuait au christianisme l'exclusivité d'une foi consistant à «*einen Sachverhalt als wahr anerkennen*» (alors qu'il réservait au judaïsme l'autre forme, existentielle, de la foi qui, nous l'avons vu, signifie «*dass ich zu jemand Vertrauen habe*»). Quoi qu'il en soit de cette opposition sans doute caricaturale, la foi peut en effet prendre la forme de ce qu'on appelle encore «foi propositionnelle» ou bien «*fides quae creditur*».

Mais ici également il faut distinguer entre ce que les Allemands appellent «*Dass-Glaube*», à savoir p.ex. je crois qu'il va faire beau demain», ou «je crois que Dieu existe» où le mot «foi» désigne le fait de tenir pour vrai un énoncé, et d'autre part ce que cette foi admet (*Was-Glaube*), le contenu donc de la foi, la doctrine crue; selon St Augustin, nous sommes alors dans le cas du «*credere Deum*». Si l'on parle d'un acte de foi, c'est en général le «*Dass-Glaube*» qui est visé, alors que s'il est question p.ex. de la foi chrétienne, c'est la doctrine resp. le dogme qu'on a en vue (*Was-Glaube*).

Schéma

dimension non cognitive <i>fides qua</i> – foi vécue	{	– <i>credere Deo</i>
		attitude/relation de confiance
dimension cognitive <i>fides quae</i> , acte de foi, foi crue	{	– <i>credere in Deum</i>
		engagement existentiel
	{	– croire que, adhésion intellectuelle
		foi propositionnelle
	{	– <i>credere Deum</i>
		doctrine, dogme, contenu de la foi

Dans la tradition chrétienne, ces quatre significations de la foi étaient considérées comme constitutives toutes les quatre de la foi tout court; on ne les distinguait donc que pour les unir, selon l'adage scolastique. Il est facile de voir en effet que ces quatre formes de la foi sont liées, en religion comme d'ailleurs au plan de la vie séculière. La question se pose effectivement de savoir quelle est la source de la *fides quae*: qu'est-ce qui motive l'homme à donner son adhésion à tel ou tel article de foi? Il est clair que la *fides quae* dépend et découle de la *fides qua*, vu e.a. que, comme nous le verrons encore, la foi n'est pas susceptible d'être prouvée.

Mais à son tour, la fides qua demande à être légitimée. Le rappel de la structure de base de la religion permet d'éclaircir ce problème. Nous avons vu qu'un des traits distinctifs de la religion, à la différence de la sagesse, est le fait que le salut est, en partie du moins, donné par une instance salvatrice et est donc reçu par le croyant. En ce sens on peut dire que la fides qua est la réponse de l'être humain à un appel, à une proposition de salut, faite par cette même instance. Tout dépend donc en fin de compte de la crédibilité de celle-ci. Il faudra s'en souvenir quand il sera question du problème « foi et raison » resp. des « preuves » de la foi.

Revenons encore une fois sur la structure de base de la religion et voyons de plus près l'intervention de l'instance sotériologique: nous avons vu qu'elle requiert de celui à qui elle s'adresse une réponse en termes de confiance, de foi. Dans les cas cependant où cette intervention prend la forme d'une révélation à caractère historique: textes et livres sacrés, visions, voix, apparitions, miracles etc., une confiance en quelque sorte de second degré est requise en plus. En effet, étant historique, la révélation est de l'ordre de l'événement unique, irréversible et donc aussi irrépérable tel quel, et elle s'adresse à un ou des individus tout aussi uniques et irremplaçables: un ou des témoins. Or, le témoignage est par principe scientifiquement invérifiable: «Le témoin est l'intermédiaire singulier qui rapporte un événement unique à d'autres individus» (Claude Bruaire). A ces individus est donc demandé un acte supplémentaire de confiance, de foi, à savoir à l'adresse du témoin et de son témoignage.

Remarquons cependant avec Bruaire que l'exigence de cette méta-confiance ne condamne pas ipso facto le témoin en le renvoyant à «une mémoire personnelle, grevée de subjectivité, menacée de déformation et d'oubli». En effet, même si le témoignage est, certes, invérifiable, il n'en reste pas moins irremplaçable: «Le témoignage est invérifiable parce que sa médiation est insubstituable. Insubstituable dès qu'il s'agit de l'histoire comme tel: hors la courte histoire de chacun, le passé n'est accessible que par le relais des témoignages qui échappent à la vérification scientifique».

Que la confiance resp. la foi soit ainsi constitutive de la religion ne manque cependant pas de susciter un certain nombre de difficultés qui toutefois ne tiennent pas d'abord à la religion proprement dite, mais plutôt à la confiance qui lui est inhérente; voilà pourquoi elles se retrouvent, toutes proportions gardées, dans tous les cas où la confiance entre en jeu.

4.3. Foi et raison

Concernant les rapports entre confiance et religion, une des principales difficultés est sans conteste le rapport entre foi et raison, problème discuté depuis l'Antiquité, mais repris en force et tourné contre la religion

comme l'une des principales objections au plus tard depuis le Siècle des Lumières et l'essor des sciences naturelles modernes.

Selon cette optique, seule la science, conçue sur le mode des mathématiques et des sciences naturelles, est de nature rationnelle, car seules les sciences conduisent à des résultats vérifiables, prouvables et universellement valables et reconnus. Tout ce qui ne correspond pas à ce mode de connaissance est rejeté dans le domaine de l'irrationnel. Tel est alors évidemment et infailliblement le sort de la foi religieuse, mais également de la foi resp. de la confiance tout court. La foi est ainsi considérée comme étant par nature aveugle.

Cette approche réductionniste de la foi a toutefois déjà été critiquée et dépassée du temps même des Lumières. Ainsi Kant, dont on ne peut certes pas dire qu'il n'a pas apprécié la rationalité propre aux sciences naturelles de son époque, a-t-il explicitement réhabilité la foi et lui a-t-il assigné sa place spécifique, conscient qu'il était que toutes les questions décisives qui se posent à l'être humain ne peuvent trouver une solution de la part des sciences. Et dans sa célèbre formule: «Ich musste also das Wissen aufheben, um zum Glauben Platz zu bekommen», c'est bien «das Wissen aufheben» qu'il a écrit, et non pas «die Vernunft aufheben». En un mot: ce qui s'oppose à la foi, ce n'est pas la raison comme telle, mais une certaine raison, ou bien encore, pour le dire avec une formule empruntée à K.-O. Apel: il y a une raison, mais plusieurs rationalités, et ce n'est pas cette raison une qui exclut la foi, mais l'une ou l'autre de ces rationalités, sinon ce ne serait pas la seule religion qui serait à rejeter, mais toutes les dimensions de l'existence humaine tributaires de la confiance.

Cette distinction entre raison une et rationalités multiples ne nous dispense cependant pas de voir en quoi la foi peut être authentiquement en accord avec la raison, resp. quelle est la rationalité propre à la foi, à supposer qu'il y en ait une. Il ne s'agit donc pas de soutenir que toute foi est par définition rationnelle, mais de voir à quelles conditions la foi peut être rationnelle et éclairée, plutôt qu'aveugle et irrationnelle. Qu'on soit ainsi amené à distinguer entre une foi éclairée et une foi aveugle, montre qu'en toute rigueur de terme la raison ne se rapporte pas en réalité à ce qu'on croit: à nos convictions, hypothèses ou théories, mais à comment nous croyons ou sommes convaincus; elle concerne le degré de légitimité de nos convictions. Celles-ci sont de soi vraies ou fausses; ce qui est rationnel ou non dans cette matière, c'est notre mode d'assentiment à ces convictions. La rationalité est ainsi une question de critères de légitimité.

Il appert de là que tous les critères ne conviennent pas à tous les domaines de la réalité. L'attitude pour le moins désinvolte sinon même franchement dogmatique qui consiste à rejeter la foi religieuse en bloc sous prétexte qu'elle ne répond pas aux critères d'une certaine rationalité,

[14]

manque cruellement de sens (auto)critique: elle n'est pas consciente qu'elle est dépendante justement d'une certaine rationalité, celle de la vérification, de la preuve, et plus fondamentalement encore, de l'approche quantitative des phénomènes, tout à fait appropriée dans le cas des sciences naturelles, mais seulement dans ce domaine-là.

Avant de rechercher les critères de rationalité de la foi, il faut donc au préalable s'interroger sur la nature propre de son objet, à savoir la religion. Or, manifestement, elle ne relève pas, pas plus d'ailleurs que la sagesse ou en général les relations interpersonnelles, d'une rationalité théorique à l'instar des sciences. Comme la religion est dédiée à des questions non pas en premier lieu cognitives mais existentielles (la dérélition, la souffrance d'un côté, le salut, la plénitude de l'autre), sa rationalité ne peut être que d'ordre pratique. Celle-ci doit certes tenir compte de deux critères communs avec la rationalité théorique, à savoir la consistance et la cohérence, mais elle s'oriente en première instance forcément d'après ce qu'on pourrait appeler l'efficacité pragmatique («C'est à leurs fruits que vous allez les reconnaître»), ainsi que d'après des critères de décisions basées sur des valeurs.

Une autre façon de dire la même chose consiste à considérer la religion comme une forme de vie qui est jugée selon qu'elle est validée (et non pas vérifiée) dans et par la pratique. Cette validation est le cas si la religion conduit effectivement, ou semble donner suffisamment de garanties pour conduire, de la misère au salut. Ce genre de critères peut paraître vague et subjectif, et incapable d'éliminer avec certitude les erreurs et illusions, mais il n'y en a pas d'autre qui convienne dès que des questions existentielles sont en jeu. Il me semble toutefois que ce critère pourrait être étayé, a contrario en quelque sorte, par une réflexion critique sur le caractère rationnellement intenable et pratiquement invivable de ce qui est un des contraires de la religion, à savoir le naturalisme éthique resp. une vision immanentiste de l'homme et du monde.

4.4. Dérives de la foi

Qu'il y ait une rationalité de la foi ne signifie pas qu'il ne puisse pas y avoir des dérives de la foi dans la mesure où elle est la forme religieuse de la confiance, dérives qui évidemment peuvent aussi être celles de la confiance tout court. La conception de la foi présentée jusqu'ici correspond largement à l'idée d'une fides quaerens intellectum, c'est-à-dire à une foi qui se veut éclairée et en cela rationnelle, une foi qui concorde avec l'autonomie relative de l'homme, évoquée plus haut. De là se dégage a contrario l'idée d'une foi qui, soit est spontanément, naïvement en quelque sorte, aveugle, soit qui explicitement refuse la raison ou y renonce délibérément.

[15]

Dans le premier cas, nous sommes en face d'une foi qui, de bonne foi si l'on peut dire, croit ne pas avoir besoin de se légitimer, ni devant elle-même ni devant autrui; c'est ce qu'on appelle la foi du charbonnier ou encore le fidéisme. Il faut en distinguer le second cas où il y a la volonté de ne pas se justifier, p. ex. en vertu du caractère spécifique de son objet, Dieu ou quelque autre être transcendant; dans cette optique, tout recours à la raison serait même à considérer comme étant une déformation voire un blasphème à son égard. Cet irrationalisme se trouve chez un Kierkegaard par exemple.

Une autre sorte de dérive peut être rattachée à l'idée d'un intellectus quaerens fidem. Deux interprétations sont possibles de cette mise en rapport entre la foi et la raison. L'une, qui me paraît tout à fait légitime, consiste à montrer à la raison ses limites, soit à la raison une qui a encore besoin de se déterminer en une multiplicité de rationalités, soit à l'une ou l'autre de ces rationalités qui ne peut prétendre balayer tous les domaines de rationalité. Si par contre l'on interprète raison et foi comme une dichotomie sans reste, le rapport entre l'intellectus et la fides mentionné tout à l'heure signifie la sujétion de la raison à la foi, celle-ci s'érige alors en détentrice exclusive de la vérité et de la science. La foi dans ce cas se substitue à la science et prétend la régenter. Nous sommes alors en présence de la dérive inverse d'une raison théorique ou scientifique dont l'impérialisme ne souffre également aucune autre approche rationnelle à côté d'elle.

Il y a enfin une troisième catégorie de dérive de la foi qui consiste à méconnaître les caractères spécifiques de sa propre rationalité: herméneutique et non pas littérale, subjective et non pas universelle, pratique-normative et non pas théorique-descriptive. C'est le cas du dogmatisme et du fondamentalisme.

4.5. Religion et défiance: mises en question de la foi religieuse

La religion est tout entière fondée sur des rapports de confiance, c'est du moins ce qui résulte de l'étude précédente. Toutefois, nous l'avons vu aussi, là où il y a confiance, il est besoin de raisons pour la soutenir et la légitimer. Or, ces raisons peuvent ne pas être forcément valables pour tout le monde, ni tout le temps pour une même personne. Il peut en ce sens y avoir défiance dès le départ, ou déception et défiance en cours de route ou à terme.

Cette défiance peut à son tour être irrationnelle: il y a un dogmatisme, fanatisme, fidéisme et fondamentalisme antireligieux tout comme nous avons ces mêmes dérives du côté de la religion. Mais la défiance peut être tout à fait rationnelle, éclairée comme la foi de son côté.

Remarquons, avant de montrer quelques raisons classiques de l'incroyance en matière de religion, que cette défiance ne revient pas normalement à une pure absence de confiance ou de foi. Celui qui n'a pas de foi religieuse a en général une foi autre que proprement religieuse, mais une foi quand même. Il n'est pas vrai que le croyant religieux aurait seul à légitimer sa foi devant l'incroyant qui, lui, n'aurait rien à justifier. La foi ne s'oppose pas, ni à la science ni surtout à la raison, une foi s'oppose toujours à une autre foi, et toutes les fois, si elles se veulent rationnelles, ont à mettre sur table leurs cartes légitimatrices.

Il me semble qu'il y a surtout trois raisons qui traditionnellement ont mis en question la religion au plan de la foi entendue comme confiance. Elles se situent à des niveaux très divers, ce qui ne les empêche pas d'éventuellement se conjuguer.

- Une des raisons sans doute les plus anciennes et les plus puissantes de refuser la confiance resp. la foi religieuse consiste dans l'existence du mal; celui-ci sera sans doute aussi à l'avenir l'une des pierres d'achoppement les plus persistantes. Si le problème du mal a très tôt été formalisé, e. a. par Epicure, s'il a donné lieu finalement à un chapitre à part de la métaphysique comme de la théologie sous le nom de théodicée, c'est sous sa forme existentielle cependant qu'il a été toujours et est encore de nos jours le plus virulent. Comment en effet avoir confiance et foi en un ou des êtres, dont sont affirmées des qualités comme la toute-puissance, la miséricorde, la perfection, la toute-bonté etc., alors que par ailleurs les hommes souffrent de maux naturels ou d'origine humaine?

Ce n'est pas l'argumentation logique qui normalement entraîne la perte de confiance, elle n'en fournit en général que la justification théorique après coup. D'ailleurs, cette argumentation théorique est tout à fait réfutable. (En plus, il est possible de montrer que l'incroyant encourt, à propos du mal, une aporie, différente certes de celle du croyant, mais non moins redoutable). Mais rien n'y fait: avec l'expérience du mal nous sommes dans un domaine où il y va non de science ni de preuves, mais de confiance resp. de défiance. Or, comme nous l'avons vu, il s'agit là d'un problème de décision existentielle et pratique qui ne se détermine pas seulement suivant des critères théoriques et cognitifs. Voilà pourquoi d'ailleurs, pour prendre un exemple particulièrement frappant, si beaucoup de gens ont perdu la foi à Auschwitz, beaucoup pourtant y ont prié et même y ont (re)trouvé la foi et l'ont gardée par la suite.

- Un autre motif de la défiance en matière de religion, et qui fait partie du même genre que celui de l'expérience du mal, c'est l'histoire des religions, et plus particulièrement les crimes et les guerres qui ont été

instigués au nom des religions resp. par des institutions religieuses mêmes ou des dignitaires religieux. Il s'agit ici également moins d'un argument intellectuel, encore qu'il puisse être formulé à un plan théorique, que d'un problème existentiel: les guerres de religion ont fait perdre la foi à plus de gens que les discours et les traités athées ou anti-religieux. Et le fait que, en dépit de différences à ne pas sous-estimer, toutes les religions sans exception aient été à l'origine de souffrances et de violences de tous ordres, de crimes et de guerres, n'est pas pour arranger les choses.

Il est vrai que, comme pour l'expérience du mal, ce ne sont pas les argumentations intellectuelles qui sont décisives, même si elles peuvent jouer un rôle de soutien et de complément, mais ce qui compte et entraîne la défiance, ce sont les faits et les expériences. Toutefois, ceci veut dire aussi, en contrepartie, que les religions ne sont pas sans moyens face aux difficultés suscitées par leur histoire, car d'autres faits et d'autres expériences peuvent en revanche maintenir ou créer la confiance et la foi.

- Mentionnons encore une troisième source de défiance, plus intellectuelle, plus contingente aussi, car liée assez étroitement à une certaine conception de la raison et à un certain type de culture: la déception engendrée par le fait que l'existence de Dieu ne peut être prouvée resp. qu'aucune des différentes preuves de l'existence de Dieu n'est logiquement concluante. Il est certain que depuis que, à partir du Siècle des Lumières, la rationalité scientifique prévaut au point d'être identifiée à la raison tout court, que donc la seule certitude recevable semble celle qui résulte de la méthode expérimentale et des procédés de vérification empiriques, l'invalidité des preuves de l'existence de Dieu pèse lourd et tend à invalider également toute confiance en ce Dieu improbable.

Il faut cependant se demander si tout ce qui a été dit jusqu'ici sur la spécificité de la confiance en Dieu ne fait pas apparaître cette source de défiance comme reposant sur un profond malentendu, qui n'est pas toujours le fait seulement des critiques de la religion, mais souvent même des adhérents eux-mêmes. N'est-il pas incongru de vouloir prouver l'existence de Dieu de la même manière qu'on s'y prend dans le domaine scientifique? Ne serait-il pas de même déplacé de vouloir prouver, scientifiquement, son amour pour une autre personne? De toute façon, la plupart des preuves classiques n'étaient pas censées conduire à la conviction religieuse, mais présupposaient celle-ci: leur fonction était de confirmer une foi déjà existante, de lui servir d'argument rationnel après coup. Même le fameux argument dit «ontologique» est situé,

chez St Anselme du moins, dans le contexte d'une prière, donc d'un acte de foi. Une fois de plus il s'agit de ne pas méconnaître la spécificité de la rationalité religieuse.

5. CONCLUSION

Des partisans de la religion pourraient être tentés de se féliciter des réflexions précédentes: il suffirait de démêler les principaux malentendus et confusions au sujet de la foi, de la raison et de la rationalité scientifique pour voir réhabilitée la religion si gravement maltraitée par une modernité séculière. Certes, il est capital de libérer la religion d'exigences inadéquates et d'injustices venant de la part surtout d'une rationalité instrumentalisante et laminant tout sous sa démarche quantifiante.

Il faut cependant être conscient que des exigences autrement rigoureuses et sévères prennent alors légitimement place: si la foi religieuse relève d'une rationalité pratique, elle doit se justifier alors au plan des actes et des comportements, et accepter de se voir jugée sur l'accord, ou le désaccord, entre ses prétentions doctrinales d'une part et ses réalisations ou conduites concrètes d'autre part. Cette cohérence pratique n'est pas moins contraignante et, suivant les situations, exaspérante que celle qui gouverne la dimension purement théorique de la foi.

Inversement, les adversaires de la religion ne doivent pas non plus se réjouir trop vite du fait que, vue à travers le prisme de la confiance, la religion se voit exposée à des critères de jugement pratiques plus exigeants que ceux qu'ils avaient eux-mêmes jusqu'alors appliqués conformément à leur tradition sécularisante. En effet, comme je pense l'avoir montré, bien que trop rapidement, on ne peut faire la critique d'une foi, religieuse ou non, qu'au nom d'une autre foi, qui à son tour relève des critères applicables à ce qui, là aussi, est de la nature de la confiance.

6. DISCUSSION

Je voudrais revenir ici brièvement sur quelques questions resp. objections qui m'ont été (op)posées lors du débat et qui me permettent de préciser et de compléter mon exposé.

6.1. La rationalité religieuse

Une de mes thèses majeures a consisté à soutenir que foi et raison ne s'excluent pas, à condition que ne soient pas identifiées, purement et simplement, raison et rationalité scientifique, mais qu'il y a lieu d'envisager une rationalité propre à la religion.

A cette thèse a été objecté que la religion est le domaine de la transcendance, qu'il faudrait donc plutôt «laisser au Mystère son mystère», qu'il «ne faut pas expliquer l'inexplicable», et la question a même été soulevée de savoir «s'il y a une rationalité du 'dire Dieu'?»

Ces remarques sont précieuses, car elles mettent en évidence une dialectique supplémentaire inhérente à toute religion: en effet, il y a de l'indicible, le Tout Autre reste insaisissable et inexprimable par nos catégories et nos mots, les nombreux mystiques de toutes les religions en font foi. Toutefois, ce n'est là que l'une des branches de la dialectique et du dilemme, qu'il ne faut pas absolutiser et abstraire de l'autre. Car ces mêmes mystiques n'ont en général pas cessé de témoigner et de parler du mystère qui les a touchés. Je n'en citerai que deux, car ils ont fait à la fois œuvre de théologiens et de philosophes, ils ont à la fois été des tenants de l'apophatisme et du kérygme: Maître Eckhart et Nicolas de Cuse.

Une de leurs motivations à ne pas se taire et à dire, envers et contre tout, tant bien que mal, leur rencontre avec leur Dieu de la manière la moins fautive et la moins déformée, ç'a été sans doute la fameuse injonction de l'apôtre Saint Pierre dans sa première épître: «Hétoïmoi aei pròs apologian pantì tò aitoùnti humàs lógon perì tès en humîn elpídos» (IP 3, 15). (La traduction de la Bible de Jérusalem est déficiente sur au moins deux points: «Soyez toujours prêts à la défense contre quiconque vous demande raison de l'espérance qui est en vous»; en effet, elle rend «apologia» par «défense», et traduit le datif de «pantì tò aitoùnti» par l'inutilement agressif «contre». La traduction allemande de la «Einheitsübersetzung» est plus appropriée: «... jedem Rede und Antwort stehen, der nach der Hoffnung fragt ...». Mais elle ne fait pas apparaître le fait que dans la version grecque de ce verset, il y a à deux reprises le mot «logos»: «apologia» et «logon»!)

6.2. Religion et défiance

La question a été posée si la pluralité des religions n'a pas été un argument supplémentaire contre la religion. Il me semble que tel a été sans doute le cas pour un certain nombre de gens. Il reste cependant qu'à mon avis cet argument vient, par ordre d'importance, après les trois autres, mentionnés dans l'exposé. A moins qu'on ne le combine avec l'un d'entre eux: en effet, si la pluralité des religions ne constitue pas par elle-même un obstacle majeur, elle en devient un, et grave, dès qu'on y ajoute le fait, historique, que cette multiplicité n'a pas souvent été paisible, mais a donné lieu à de nombreuses guerres, à des rivalités et des violences, et ce d'autant plus quand l'une ou l'autre de ces religions prétendait détenir le monopole de la vérité.

BIBLIOGRAPHIE

1. Ouvrages cités dans le texte

- | | |
|----------------------|--|
| Perry Schmidt-Leukel | Grundkurs Fundamentaltheologie, <i>München</i> 1999 |
| Martin Buber | Zwei Glaubensweisen, <i>Gerlingen</i> 1994 |
| Claude Bruaire | Témoignage et raison in: Pour la métaphysique, <i>Paris</i> 1980 |

2. Ouvrages sur la problématique traitée dans le texte
(Ne seront cités que quelques ouvrages récents et particulièrement instructifs)

2.1. Sur le concept de religion

- Karl-Heinz Ohlig Religion in der Geschichte der Menschheit, Darmstadt 2002

2.2. Philosophie de la religion

- | | |
|-----------------|---|
| Bernhard Welte | Religionsphilosophie, <i>Frankfurt</i> 1997 |
| Norbert Fischer | Die philosophische Frage nach Gott, <i>Paderborn</i> 1995 |
| Friedo Ricken | Religionsphilosophie, <i>Stuttgart</i> 2003 |

2.3. Religion et raison

- Döring/Kreiner/Schmidt-Leukel Den Glauben denken, *Freiburg* 1993
 Franz von Kutschera Vernunft und Glaube, *Berlin* 1991
 Otto Muck Rationalität und Weltanschauung, *Innsbruck* 1999
 Jean Greisch éd. Penser la religion, *Paris* 1991

2.4. Religion et science

- Paul Weingartner Scientific and religious belief, *Dordrecht* 1994

2.5. Preuves de l'existence de Dieu

- | | |
|---------------------|--|
| Bernard Sève | La question philosophique de l'existence de Dieu, <i>Paris 1994</i> |
| Friedo Ricken Hrsg. | Klassische Gottesbeweise in der Sicht der gegenwärtigen
Logik und Wissenschaftstheorie, <i>Stuttgart 1991</i> |
| Franz von Kutschera | Vernunft und Glaube, <i>Berlin 1991</i> |

2.6. Problème du mal et théodicée

- | | |
|---------------|--|
| Armin Kreiner | Gott im Leid. Zur Stichhaltigkeit der Theodizee-Argumente, <i>Freiburg 1997</i> |
| Hans Kessler | Gott und das Leid seiner Schöpfung, <i>Würzburg 2000</i> |
| Gerd Neuhaus | Frömmigkeit der Theologie.
Zur Logik der offenen Theodizeefrage, <i>Freiburg 2003</i> |

Séance du 20 janvier 2004

ÉCONOMIE ET CONFIANCE

La confiance: un facteur indispensable, mais complexe

par
Guy Schuller



SOMMAIRE

SOMMAIRE	
Introduction	3
A. Concepts et définitions de la confiance	4
1. Problèmes de terminologie	4
2. Profusion de définitions	5
3. Retour de la confiance	9
B. Niveaux, conditions et formes de confiance	11
4. Trois niveaux de confiance	11
5. Conditions de possibilité de la confiance	13
6. Prédiction ou confiance normative	16
7. Différentes relations de confiance	16
8. Fausses dichotomies: confiance/méfiance; confiance/contrôle	18
C. Analyse économique et confiance	21
9. Confiance et théorie économique du 18 ^e siècle	21
10. Calculabilité ou confiance: un faux débat	22
11. La confiance – une ressource (macro-)économique	27
12. Des éléments économiques comme déterminants de la confiance	34
D. La confiance dans certains autres domaines économiques	35
13. Relations commerciales et confiance	35
14. Travail et confiance	36
15. Monnaie et confiance	38
16. Marché financier et confiance	42
17. Considérations générales	45
En guise de conclusion	46
Bibliographie	48

Actes de la Section des sciences morales et politiques 2003.

ABSTRACT

La question de la confiance est fréquemment posée dans différents domaines de la vie. C'est sans doute parce qu'elle est en crise que la confiance fait aujourd'hui l'objet d'une attention particulière dans le domaine économique. Même si elle est largement évoquée et analysée, la notion de confiance reste confuse.

Les deux premières parties de la présentation examinent la problématique des concepts et définitions de la confiance, ainsi que différents niveaux, conditions et formes.

La troisième partie discute diverses approches de l'analyse de la confiance dans la théorie économique et son rôle comme ressource ou facteur économique.

La quatrième partie reprend quelques illustrations du rôle de la confiance dans certains domaines de l'activité économique.

Dans la conclusion il est retenu entre autres que, sans être une panacée, la confiance est néanmoins un facteur indispensable de l'économie qui mérite d'être plus amplement pris en considération dans les décisions et les actions économiques et encore mieux exploré, compte tenu de sa complexité.

INTRODUCTION

«L'époque est à la défiance. Sécurité, économie, travail, santé, retraite, politique, avenir de la jeunesse, information, culture, environnement: dans chaque domaine de la vie collective ou personnelle, une question de confiance est posée.»
(Bruno Frappat, La Croix 28 juin 2002)

Le cri d'alarme de cet éditorialiste français laisse sous-entendre deux aspects de la problématique de la confiance: premièrement, que la confiance est en crise et, deuxièmement, que la confiance concerne tous les domaines de la vie. Elle est donc aussi une composante de la vie économique. Cet aspect a été fréquemment rappelé ces derniers temps – que ce soit dans le contexte de la faible croissance (avec une préoccupation sur les modalités pour redonner à nouveau confiance aux consommateurs et aux investisseurs) ou encore en relation avec les scandales «comptables» d'Enron à Parmalat (et la mise en question des auditeurs et contrôleurs).

Depuis le milieu des années 80, la question de la confiance est aussi plus largement prise en considération dans la recherche économique. Ceci constitue un revirement par rapport à une longue période (de prédominance néo-classique) de négligence de ce facteur culminant en 1993 dans la déclaration d'un néo-institutionnaliste (Oliver Williamson) que la confiance est une notion inutile dans l'analyse économique. Entretemps, une large panoplie d'analyses ont été réalisées sur le rôle de la confiance dans l'économie, dans les domaines tant macro- que micro-économiques.

En dépit de cet emballement dans la recherche économique, la notion reste confuse. C'est pour cette raison que la première partie de cette présentation est consacrée à la problématique des concepts et définitions de la confiance. La seconde partie examine les différents niveaux, conditions et formes de la confiance.

Certains aspects de l'analyse de la confiance en relation avec l'économie – que ce soit dans la théorie économique en général ou dans le cadre d'analyses plus particulières de la macro-économie (e. a. comme facteur favorisant la croissance ou l'innovation) – font l'objet de la troisième partie. Finalement, avant la conclusion, l'on trouve dans la quatrième partie quelques illustrations du rôle de la confiance dans certains domaines de l'activité économique (e. a. relations commerciales, travail, monnaie).

Compte tenu de la complexité du sujet et de la multitude des dimensions du phénomène de la confiance, aussi bien en général que dans le cas particulier de l'économie, cette contribution n'a nullement la prétention de traiter cette problématique de manière exhaustive. L'objectif principal est de faire le point sur certaines implications et d'ouvrir des pistes de réflexion sur le rôle de la confiance dans le domaine économique.

A. CONCEPTS ET DÉFINITIONS DE LA CONFIANCE

«... sans la confiance des hommes les uns envers les autres, la société tout entière se disloquerait – rares en effet sont les relations uniquement fondées sur ce que chacun sait de façon démontrable de l'autre, et rares celles qui dureraient un tant soit peu, si la foi n'était pas aussi forte, et souvent même plus forte que les preuves rationnelles.»
(Georg Simmel¹)

1. Problèmes de terminologie

Dans la vaste littérature existant sur le sujet – surtout depuis les années 90 – il y a unanimité pour dire que le concept de confiance est particulièrement complexe. Certains auteurs relèvent même l'ambiguïté (Usunier, 1998 : 9 et Bidault, 1998) et le flou de la notion. D'autres soulignent la polysémie du concept «confiance». D'autres encore signalent son caractère ineffable. Avant d'aborder la discussion des conditions de possibilité et des formes de la confiance, nous partons de la notion même telle qu'elle est utilisée dans trois langues – allemande, anglaise et française – et des définitions données dans certains dictionnaires et par certains analystes.

Les langues anglaise et allemande fournissent deux termes pour exprimer deux dimensions de la confiance: «trust» et «confidence»; «Vertrauen» et «Zutrauen» (ou encore «Zuversicht»). En revanche, la langue française ne connaît que le terme de «confiance». L'allemand et l'anglais sont également très appropriés pour l'usage d'un verbe – respectivement «trauen» et «trust» – qui est en anglais même parfaitement identique au substantif. Par contre, la langue française utilise plutôt des transcriptions «faire confiance à». Finalement la langue anglaise fournit également des termes concis et précis pour désigner les partenaires d'une relation de confiance: respectivement «trustor» et «trustee»². Un peu moins élégante, mais toujours très précise est la langue allemande: respectivement «Vertrauensgeber» et «Vertrauensnehmer». En français on manque d'un substantif et l'on ne connaît que la transcription³.

Même si ces constats se vérifient sans doute aussi dans d'autres domaines, ils viennent autrement confirmer que ce sujet n'est pas prédominant en France. La littérature à ce propos et les analyses disponibles sur Internet en sont d'ailleurs un autre indicateur. Il s'en dégage que le sujet de la confiance est nettement moins traité au niveau francophone que par exemple dans les langues allemande ou anglo-saxonne. Force est aussi de

¹ Cité par Orléan (1995 : 8).

² Dans la suite du texte nous allons d'ailleurs utiliser la terminologie anglaise à cet effet.

³ «Celui qui fait confiance», «celui à qui est accordée la confiance».

noter que selon les résultats sur les valeurs, la France a un niveau de confiance particulièrement bas (Galland, 2002 : 15) parmi les pays européens.

A côté de la différence terminologique, l'on trouve également des significations et des caractéristiques différentes par pays et/ou par culture. En comparant les caractéristiques prédominantes dans certaines langues Usunier et al. (2000 : 33) fournissent certaines conditions de base relatives à la confiance entre acteurs économiques:

1. la remise, partielle ou totale, de ses intérêts aux soins d'un tiers – qui se dégage en anglais très fortement des termes «trust» et surtout «reliance»;
2. le partage d'une foi, d'une appartenance ou de normes communes (cum fides) – à la base de la notion de confiance, fondée sur le latin *confidentia*;
3. un mécanisme de transformation de la défiance en confiance que l'on décèle dans le concept allemand de «Vertrauen» – le préfixe ver- indiquant une action de transformation;
4. une orientation sincère vers une tâche commune que l'on retrouve dans le concept japonais *shin-yô* qui signifie littéralement sincère en affaires.

Il y a donc une diversité des origines des notions de confiance utilisées. Il y a en outre une multitude de définitions et de descriptions de la notion de confiance dans les différentes disciplines des sciences sociales – notamment dans la psychologie (du développement), dans la sociologie (théorie systématique) ou dans l'économie (théorie du jeu, économie institutionnelle, management⁴). Néanmoins, toutes ces tentatives n'ont pas permis de dégager une notion commune; bien au contraire, il existe plutôt une certaine confusion. «(...) the social science research on trust has produced a good deal of conceptual confusion regarding the meaning of trust and its place in social life» (Lewis/Weigert 1985 : 975).

2. Profusion de définitions

La diversité des notions de confiance et l'absence d'une définition simple et commune ne doit pas surprendre. Nous sommes en réalité face à un phénomène qui est non seulement traité par différentes disciplines des sciences sociales (ayant chacune leur spécificité), mais au sein de chaque

⁴ cf. la contribution de Henri Entringer.

discipline respective il existe différentes approches, soit en raison de la spécialisation au sein de la discipline, soit en raison de leurs hypothèses de base. Au-delà de ces divergences d'ordre plus scientifique, il importe de prendre conscience de l'hétérogénéité réelle du phénomène et des problèmes de la confiance. Ces dernières différences («réelles») sont en effet le reflet d'un contexte social qui n'est pas partout et pour tout être humain identique. Les relations ne sont pas du même type pour tous les hommes/femmes et de ce fait leur perception de la question de la confiance et leur disposition à la confiance sont susceptibles de diverger. Dans ce sens des concepts différents de confiance sont/seraient appelés à refléter/à retracer des contextes sociaux différents! (Nuissl, 2000 : 9)

Au cours des trois dernières décennies, des disciplines spécifiques ont traité explicitement ces différentes caractéristiques. Les psychologues ont essentiellement traité de la confiance au niveau individuel. Les psychologues sociaux ont analysé la question de la confiance dans les relations interpersonnelles. Finalement, et plus récemment, les sociologues et les économistes ont étudié comment les institutions permettent de réduire les anxiétés et incertitudes et, par conséquent, d'augmenter la confiance au niveau des transactions entre personnes physiques et morales (e.a. Zucker, 1986).

Aussi les définitions recensées (à titre d'exemple et sans aucune prétention à l'exhaustivité) sont-elles à replacer dans ces différents contextes spécifiques. Ainsi Rotter propose une définition du point de vue psychologique qui est relativement proche de celle de l'Oxford English Dictionary:

«Trust is a generalized expectancy held by an individual or group that the word, promise, verbal or written statement of another individual or group can be relied on».

Au-delà de cette définition centrée de manière statique sur l'individu, les psychologues sociaux (ex. a. Mayer, Davis, Schoorman) mettent l'accent plus sur les interactions – donc sur une certaine dynamique – en proposant la définition suivante:

«Trust is the willingness of a party to be vulnerable to the actions of another party based on the expectation that the other party will perform a particular action important to the trustor, irrespective of ability to monitor or control the party» (1995 : 712).

Par le passé, les analyses étaient malheureusement très enfermées dans les disciplines respectives. Au cours des vingt dernières années l'on a également vu des prises en considération transversales d'éléments analytiques tendant vers des analyses pluri-, multi-, voire interdisciplinaires.

Dans sa contribution très riche, Tanja Ripperger (1998) a opté pour une approche interdisciplinaire et a travaillé sur base de la définition suivante:

«Vertrauen ist die freiwillige Erbringung einer riskanten Vorleistung unter Verzicht auf explizite vertragliche Sicherungs- und Kontrollmassnahmen gegen opportunistisches Verhalten in der Erwartung, dass sich der andere, trotz Fehlen solcher Schutzmassnahmen, nicht opportunistisch verhalten wird» (Ripperger, 1998 : 45).

Bhattacharya et al. (1998 : 462) ont également fourni une discussion très stimulante sur la notion de confiance sur base de la définition suivante:

«Trust is an expectancy of positive (or nonnegative) outcomes that one can receive based on the expected action of another party in an interaction characterized by uncertainty».

Selon les auteurs, cette définition recèle au moins six caractéristiques qu'ils considèrent comme essentielles:

1. La question de la confiance ne se pose que dans un environnement d'incertitude. Lorsqu'il y a certitude totale ou contrôle total, la confiance n'est pas évoquée (incertitude).
2. La confiance fait référence à une attente, donc à la possibilité d'une erreur ou d'une réaction décevante (vulnérabilité⁵).
3. Dans la relation de confiance il est important de tenir compte de l'enjeu, de l'envergure de l'objet de confiance (importance).
4. Il convient également de tenir compte du degré de confiance accordée. La confiance accordée peut être quasi-totale ou très faible (degré).
5. La relation de confiance requiert la mutualité, le répondant du partenaire (réciprocité).

⁵ «La confiance est intimement liée à l'idée de vulnérabilité, ce qui n'empêche pas qu'en ayant conscience de cette vulnérabilité le trustor prenne (souvent discrètement, mais pas toujours) des mesures de contrôle de l'opportunisme du partenaire. Le corollaire est que la prise de risque et l'aspect calculatoire occupent une place centrale dans la confiance. (...) Au mécanisme rationnel, impliquant une certaine dose de recherche d'information, d'appréciation des risques et d'évaluation des chances de succès s'ajoute in fine un acte de foi (qui suit, mais ne précède pas le calcul et le jugement). Le fait que la confiance consiste précisément à accepter cette vulnérabilité (sous forme d'une décision de l'ordre du trust) n'implique en aucune manière la disparition complète de sentiments de défiance (la confiance n'est jamais absolue). De ce fait, confiance et défiance sont inséparables» (Usumier, 1998 : 25).

6. La confiance est établie en relation avec une fin qui est «bonne» (non négative). Toute autre évocation de la confiance serait sarcastique, du type: «Vous pouvez avoir confiance en X qu'il va mentir». Ici on ne fait qu'évoquer l'attente qu'une situation va se présenter. Mais le sens de l'affirmation se noie dans son sarcasme.

Certains aspects, notamment le dernier sur le jugement de l'attente, sont discutés et critiqués par d'autres auteurs. Des réserves sont également émises sur le fait d'éliminer la vulnérabilité qui est un facteur clé dans d'autres définitions. Pour d'autres encore, la confiance n'est pas établie au moment même d'une prise de décision, d'un choix délibéré (individuel) ou à la suite d'une décision prise sur base d'un contexte socio-culturel donné. La genèse de la confiance est plutôt à voir comme la résultante d'un processus interactif de décisions de sujets vivant en société.

«Trust is something which emerges gradually and which remains open to revision as experience accumulates and further knowledge is gained (...). Nothing precludes errors of judgment or that a provisional judgment of trust may turn to suspicion and mistrust» (Lazaric et al. 1998: 6).

Ce principe d'*interaction* est parfaitement cohérent avec la conclusion que l'existence de la confiance ne peut jamais être présupposée ou être considérée comme définitivement admise. Au contraire, les structures de la confiance sont à reproduire constamment et doivent être stabilisées temporairement avec des instruments adaptés (Sadowski et al 1998: 14). Fondamentalement les différentes sciences sociales semblent dégager les caractéristiques suivantes pour la notion de confiance:

- a) une attente: celle-ci est centrée sur un événement précis – normalement dans le cadre d'une relation avec une personne ou une entité;
- b) une information: celui qui accorde la confiance (le «trustor») dispose d'un certain savoir sur la probabilité que l'issue attendue peut se réaliser;
- c) une absence de contrôle total: le «trustor» n'a pas les moyens pour contrôler dans sa totalité la réalisation de l'objectif;
- d) une importance: l'événement attendu est d'une certaine importance pour le «trustor»;
- e) un risque: l'avènement (ou non) du résultat attendu a des conséquences certaines pour le «trustor». Dans ce sens, le fait d'accorder la confiance est lié à la prise d'un risque.

3. Retour de la confiance

Tous les chercheurs sont d'accord pour situer l'émergence de la (re)prise⁶ en considération de la notion de confiance vers la seconde moitié des années 80. Cette nouvelle perception serait – selon les sociologues – notamment à mettre en relation avec les nouvelles analyses de la société au tour des mots-clés de risque, de modernité et de complexité (e.a. Luhmann⁷ (2000a), Giddens (1990)). En effet, les années 80 étaient marquées par la prise de conscience des risques de la société (Risikogesellschaft – Ulrich Beck (1986)). Beck met en évidence les conséquences d'implémentations technologiques (comme le nucléaire, la technologie génétique et la technologie de l'information) et met en exergue certains risques pour la société. Alors que Beck présentait surtout les inconvénients et risques potentiels du développement technologique, Luhmann et Giddens soulignent les «nouvelles divisions» de l'évolution de la société sur cette base. Leur analyse est fondée sur un changement de paradigme de la société.

Vers le milieu du XIX^e siècle la société a changé vers une société composée de différents systèmes partiels, fonctionnels, inégaux et autonomes (sans être en autarcie). L'objectif de chaque système fonctionnel est de se spécialiser et de dégager ainsi une pertinence pour cerner la complexité. Un système fonctionnel comme la science se spécialise dans un domaine particulier et prend en charge cet aspect. Le gain en matière de complexité qui peut en être retiré provient de la spécialisation, de l'isolation du reste des développements. Ces systèmes fonctionnels sont fermés d'un point de vue opérationnel, c.-à-d. ils ne traitent de la complexité environnante que selon leurs propres critères. Néanmoins, cette manière de traiter de la complexité entraîne indubitablement une conséquence majeure: la perte de l'unité de la société. Il n'y a plus de point de vue central, global pour l'observation de la société dans sa totalité, comme ce fut le rôle de la religion comme producteur de sens (Luhmann, 2000a: 96). Cette évolution a conduit vers une diversité de perspectives d'observation (e. a. scientifique, économique, juridique). Chaque système fonctionnel formule ses hypothèses et analyses selon ses propres critères: il donne la priorité à sa propre fonction et considère tous les autres systèmes fonctionnels – donc la société – comme faisant partie de l'environnement.

Les risques de la société moderne sont essentiellement à situer dans cette différenciation – dans cette «discontinuité de la modernité»

⁶ reprise, étant donné que des philosophes ont déjà abondamment traité de la notion et même Georg Simmel y a accordé une attention toute particulière dans les années 20.

⁷ L'ouvrage de Luhmann «Vertrauen» est bien antérieur (1969) à l'époque considérée. En fait, il n'a connu une réelle prise en considération que longtemps après sa première parution.

(Giddens, 1990 : 4). Dès lors qu'il n'y a plus de structure unitaire d'attente dans une société, l'action de chaque acteur (une personne, une organisation ou un système fonctionnel) est marqué par une certaine insécurité, en raison d'une incertitude quant au comportement des autres acteurs. Cette insécurité⁸ est appelée contingence⁹ de l'action sociale, qui est interprétée par l'acteur social comme un risque. L'existence de cette contingence sociale et son appréciation comme un risque rendent la confiance nécessaire. Il y a donc une incertitude fondamentale sur l'avenir et quant au comportement de tout acteur qui devient incalculable. Cette double contingence (par le manque d'information sur le vis-à-vis et sur ses alternatives d'action et de motivation) constitue un risque qui peut être réduit par la confiance.

La confiance «überzieht die Informationen, die es aus der Vergangenheit besitzt und riskiert eine Bestimmung der Zukunft. Im Akt des Vertrauens wird die Komplexität der zukünftigen Welt reduziert. Der vertrauensvoll Handelnde engagiert sich so, als ob es in der Zukunft nur bestimmte Möglichkeiten gäbe. Er legt seine gegenwärtige Zukunft auf eine zukünftige Gegenwart fest. Er macht damit dem anderen Menschen das Angebot einer bestimmten Zukunft, einer gemeinsamen Zukunft, die sich nicht ohne weiteres aus der Vergangenheit ergibt, sondern ihr gegenüber etwas Neues enthält» (Luhmann, 2000a : 23).

Dans un certain sens une action dans la confiance simule au moment de sa réalisation qu'un certain futur s'est déjà produit. La confiance réagit donc par rapport à la contingence par une action sélective retenant une conséquence possible (et écartant tous les autres développements possibles). Une action dans la confiance est toujours une action en rapport avec le comportement et l'action d'autres personnes. Au moment de la décision de l'action de confiance, il y a donc une attente sur l'autre et sur son action à l'avenir. Toutefois, par l'action de confiance c'est l'auteur même qui s'engage et si l'attente est déçue, le repentir est du côté de celui qui a fait confiance.

La confiance ne produit pas de la certitude, de la sécurité, mais elle produit une réduction de l'univers du risque par une action sélective. La confiance est un mécanisme rationnel étant donné qu'elle rend possible la continuation d'une action (Fortsetzung von Handeln), mais elle n'est pas basée sur une décision fondée sur un savoir et une information complète.

⁸ Luhmann (2000a) a surtout évoqué le problème de la complexité de la société et son analyse vise à démontrer que la confiance permet de réduire la complexité. Le sous-titre de son ouvrage sur la confiance étant «Ein Mechanismus der Reduktion sozialer Komplexität».

⁹ «Kontingenz ist etwas, was weder notwendig ist noch unmöglich ist; was also so, wie es ist (war, sein wird), sein kann, aber auch anders möglich ist» (Luhmann, 2000a).

B. NIVEAUX, CONDITIONS ET FORMES DE CONFIANCE

«XII.7. Tzeu kOUNG interrogea Confucius sur l'art de gouverner. Le Maître répondit: «Celui qui gouverne doit avoir soin que les vivres ne manquent pas, que les forces militaires soient suffisantes, que le peuple lui donne sa confiance.» Tzeu kOUNG dit: «S'il était absolument nécessaire de négliger une de ces trois choses, laquelle conviendrait-il de négliger? – Les forces militaires», répondit Confucius. «Et s'il était absolument nécessaire d'en négliger encore une seconde, dit Tzeu kOUNG, quelle serait-elle? – Les vivres, répondit Confucius, car de tout temps les hommes ont été sujets à la mort, mais si le peuple n'a pas confiance en ceux qui le gouvernent, c'en est fait de lui.»
(Lun yu, les Entretiens de Confucius)

4. Trois niveaux de confiance

Sur la toile de fond d'une société de risque et de la complexité, Niklas Luhmann propose de distinguer trois sphères dans la problématique de la confiance: la familiarité, la confiance et la confiance¹⁰.

a) La confiance de base (familiarity, Vertrautheit)

Elle est un état plutôt inconscient, parce que tout ce qui en relève est plutôt accepté tel quel – sans aucune remise en question, ni même thématization. C'est quelque chose qui a toujours existé pour un acteur (le «Urvertrauen» de l'enfant) ou cela a été développé et assimilé dans le temps et s'est totalement imprégné (habitude, tradition, évidence). Mais pour l'action économique, c'est une condition de base.

b) La confiance au sens large (confidence, Zuversicht)

Ce type de confiance ne peut se manifester que dans le contexte et sur un arrière-fond de confiance de base. Il reflète une attitude et une perspective positive pour l'issue inconnue. Il n'exclut donc pas le risque. Être confiant à ce niveau («zuversichtlich sein»), veut dire que l'on n'est pas tout à fait sûr de l'issue, mais l'on s'attend à un résultat positif, tout en n'excluant pas une évolution contraire. Une issue négative pourrait être assumée sans grand dommage, sans déception excessive.

c) La confiance au vrai sens du terme (trust, Vertrauen)

La confiance commence là où la calculabilité et le contrôle s'arrêtent. La confiance est une décision dans un contexte incertain (c'est-à-dire recelant un risque), dans le but d'ouvrir une marge de manœuvre aux acteurs impliqués dans la relation de confiance.

¹⁰ «Familiarity is an unavoidable part of life; trust is a solution for specific problems of risk» (Luhmann, 2000b : 94).

La différence entre «confidence» et «trust» peut encore être précisée par le schéma suivant:

Confiance-sentiment	Confiance-acte
<i>Confidence</i>	<i>Trust</i>
Avoir (un sentiment de) confiance Statique/état Spontané (mélange d'affectif et de raison) Représentations individuelles et sociales	Faire (acte de) confiance Dynamique/processus Réfléchi (rationnel à la base) Observation et anticipation

Usunier 1998: 25

Pour cerner la première sphère (familiarité) Luhmann introduit la notion de «life-world» («Lebenswelt»). A cet effet il rappelle que nous avons appris à vivre dans ce monde devenu familier, parce que nous savons – à l'aide de symboles – réintroduire du «non familier» dans le familier. C'est de cette façon que nous ne quittons jamais le monde familier. Il demeure notre «monde de vie» (Life-world – Lebenswelt). La fonction symbolique est surtout d'application dans le domaine religieux¹¹. Tout ce qui n'est pas directement expliqué est de l'ordre de la cosmologie, est une expression cachée d'un sens caché de la nature ou d'une intention non révélée de Dieu. Ainsi la notion de risque n'apparaît que dans les temps modernes où des événements inattendus, imprévus sont considérés comme la conséquence de décisions de l'être humain (Luhmann, 2000b: 96).

La notion de confiance est ainsi mise fortement en relation avec le concept de risque conçu à l'époque moderne. Contrairement à la confiance, la confiance présuppose une connaissance relativement précise des conséquences d'un risque à prendre. Les deux notions traitent des attentes, mais les risques sont d'une nature différente et d'une probabilité très faible. Par ailleurs, la confiance est considérée comme un présupposé fondamental (tout simplement) pour vivre. Et Luhmann d'ajouter que l'on ne peut pas vivre sans écarter que certains développements ne se traduisent en issue négative – et de donner un exemple: «cars will not break down or suddenly leave the street and hit you on your Sunday afternoon walk» (Luhmann, 2000b: 97).

De leur côté, les notions de confiance et de confiance sont très intimement liées entre elles, mais ne sont pas identiques. La distinction entre confiance et confiance est selon Luhmann d'abord une question de

¹¹ «Traditionally, the symbolic function of using familiar terms to cope with the unfamiliar has been the province of religion» (Luhmann, 2000b: 96).

perception. Si vous ne pouvez pas prendre en considération des alternatives («every morning you leave the house without a weapon!») (Luhmann, 2000b: 97), vous êtes dans une situation de confiance. A l'inverse, si vous avez un choix à faire, vous êtes dans une situation de confiance. La distinction entre confiance et de confiance est aussi une question d'*attribution*. En cas de confiance, la situation non attendue relève d'une attribution externe. En cas de confiance, c'est sur une attribution interne – sur votre décision – que se rapporte votre regret.

Par opposition à la confiance, la confiance présuppose donc en résumé deux conditions: (a) une situation de risque et (b) un engagement personnel, une décision personnelle: «you may or may not buy a used car which turns out to be a "lemon". You may or may not hire a babysitter for the evening and leave him or her unsupervised in your apartment» (Luhmann, 2000b: 97). Giddens (1990: 32) apprécie la première distinction entre la confiance et la confiance basée sur le risque, mais critique sévèrement la connexion de la confiance à certaines circonstances spécifiques. Pour lui il y a, par ailleurs, une certaine continuité entre confiance et confiance et la frontière n'est pas très stricte entre les deux réalités. Selon Giddens, la confiance est une certaine forme de confiance. Il récuse en outre l'affirmation de Luhmann (2000b: 100) «if you refrain from action you run no risk» en arguant que l'inaction peut en fait dans certains cas être très risquée et entraîner des conséquences graves.

5. Conditions de possibilité de la confiance

La plupart des chercheurs sont d'accord sur trois prérequis à l'établissement d'une relation de confiance.

RISQUE – Il faut qu'il y ait un risque. En l'absence de risque il n'y a pas besoin de faire confiance. Cette dernière offre la possibilité de réduire le risque ou l'incertitude. Ces risques ou incertitudes sont généralement générés par des problèmes de temps et/ou d'information. Lorsque les transactions sont espacées dans le temps pour les deux acteurs de la transaction, une question de confiance se pose. Dans les relations humaines il peut toujours y avoir un manque d'information (même si beaucoup est retenu dans un contrat, un accord, une convention). Par ailleurs, il reste souvent de la marge pour un comportement opportuniste pour le co-transacteur.

INTERDEPENDANCE – Un autre prérequis pour la transaction est le degré d'interdépendance entre les deux acteurs: entre celui qui fait confiance («trustor») et celui à qui est fait confiance («trustee»). Si le «trustor» a normalement l'initiative de la relation de confiance, le

«trustee» a le pouvoir d'honorer la confiance donnée ou non. Ce qui est essentiel de retenir ici, c'est qu'il faut un tel type de relation sociale. En dehors des relations sociales, la question de confiance ne se pose pas.

VULNERABILITE – L'établissement d'une relation de confiance en cas de risque ou d'incertitude présuppose qu'un des acteurs ne prenne l'initiative, ose faire confiance à son partenaire à la transaction. Il se rend vulnérable. Le propre de cet acte de confiance est d'espérer (d'avoir) l'attente que le partenaire honore la confiance accordée. Mais il a la liberté de ne pas le faire. Toutefois, le «trustor» accorde peu de probabilité à cette possibilité.

Néanmoins, les chercheurs divergent sur beaucoup d'aspects particuliers de la notion de confiance, mais aussi sur des aspects plus fondamentaux des relations humaines. En effet, les hypothèses de base sur le comportement humain affectent tant le cadre de la recherche menée que les relations concrètes. Ainsi la question de la confiance se pose différemment si l'on part de l'hypothèse que l'homme est plutôt égoïste, rationnel ou de l'hypothèse admettant qu'il est un être guidé par des considérations morales dans un système de normes et de conventions.

Indépendamment de cette question de pondération, plusieurs autres aspects sont à considérer:

- (1) Dans la mesure où l'attribution de la confiance est le résultat d'une décision, l'on peut admettre qu'elle est – en tout cas partiellement – basée sur des informations.
- (2) Par ailleurs, il faut admettre que l'émotion (l'affectivité) joue également un certain rôle – en tout cas dans les relations interpersonnelles.
- (3) En tant que phénomène social, la confiance présuppose que les personnes concernées vivent dans une réalité commune, au sein de laquelle elles peuvent s'attendre à des comportements réciproques.
- (4) Dans un certain sens – du moins au niveau psychologique – il faut également retenir la capacité psychique des personnes concernées à pouvoir faire confiance. L'homme n'est capable de faire confiance que s'il a une expérience minimale en matière de confiance – «Urvertrauen» (Erikson), Selbstvertrauen. Cette capacité peut être acquise grâce à l'expérience au cours du processus de socialisation. Cette confiance de base (antérieure à toute décision) est encore appelée «familiarity» ou «Vertrautheit»: «Vertrauen ist nur in einer vertrauten Welt möglich (Luhmann, 2000a: 23). Les expériences antérieures conditionnent les êtres humains et influencent leur capacité de faire confiance et d'entrer en relation de confiance.» *Man kann nicht ohne jeden Anhaltspunkt und ohne alle Vorerfahrungen Vertrauen schenken. Aber Vertrauen ist keine Folgerung aus*

der Vergangenheit, sondern es überzieht die Informationen, die es aus der Vergangenheit besitzt und riskiert eine Bestimmung der Zukunft» (Luhmann, 2000a: 23).

Sociologues et psychologues sociaux convergent dans leur appréciation pour dire que la perception de la confiance et la disposition à la confiance sont largement fonction d'expériences (individuelles) du passé. Certaines analyses soulignent ainsi de manière positive et optimiste que les conditions pour un renforcement du niveau de confiance (interpersonnelle et de système) peuvent être stimulées par le pouvoir politique (notamment par des transferts et par l'éducation (Knack et al., 2003)).

Par ailleurs, se pose la question, si la confiance peut être créée. Elle a fait l'objet d'analyses tant dans le domaine micro-économique (e. a. Shapiro et al., 1992) que macro-économique (Alesina et al., 2000; Locke, 2001). Il en sort que le niveau de confiance peut être augmenté tant par des facteurs économiques et sociaux que par des mesures politiques d'ordre institutionnel¹². Il est en outre noté (sans surprise), que l'initiative et la motivation personnelle sont des déterminants non négligeables.

Au sujet des dispositions personnelles, des études récentes ont abordé la question des mécanismes biologiques en relation avec la confiance. Ce type d'études est e. a. mené par Paul Zak¹³, directeur du *Centre for Neuroeconomics Studies* de la *Clearmont Graduate University* (Californie). Il pense avoir prouvé que l'hormone «oxytocin» augmente la disposition à la confiance (Zak, 2003). Pour son analyse empirique, il est parti de l'«investment game» largement pratiqué. Le déroulement en est le suivant: Deux joueurs qui ne se connaissent pas sont placés dans deux salles différentes. Le joueur A dispose de 10\$ et il sait que le montant va être triplé s'il le confie au joueur B. Ce dernier sera libre de disposer du montant total (soit garder la totalité du montant, soit retourner tout ou partie au joueur A). Compte tenu du fait que les deux acteurs ne se connaissent pas, le joueur A ne devrait en aucun cas faire de transaction et – en fonction de l'équilibre de Nash – le niveau optimal de confiance devrait tendre vers zéro pour ce type de transaction entre «étrangers».

Les expériences réalisées ont néanmoins montré que 50% des joueurs A ont fait confiance au joueur B respectif et que 75% de ces joueurs B ont honoré cette confiance. Pour examiner le mécanisme biologique, l'on a

¹² Nous reviendrons sur cet aspect dans la partie C.

¹³ Zak est économiste et neurologue et travaille depuis de nombreuses années sur le sujet de la confiance (en économie) et a notamment contribué à des travaux de la Banque Mondiale à ce sujet.

fait des analyses de sang de tous les joueurs. Pour ce qui est de l'hormone «oxytocin», il s'est avéré qu'il n'y avait aucun changement pour les joueurs A; par contre, la plupart des joueurs B ont témoigné d'un relèvement de niveau. Ceci amène Zak (2003) à conclure que le fait de faire confiance à ces joueurs B vient augmenter leur disposition à faire confiance respectivement à honorer leur confiance. Et Zak de conclure: «*The experiment suggests that oxytocin is strongly related to trustworthiness*». En analysant les résultats du même type de jeu, l'économiste Ernst Fehr¹⁴ de l'Université de Zurich conclut: «*I think that trust has an emotional component and a cognitive, conscious component. It is important to understand both*».

Ces différentes contributions soulignent assez clairement la complexité du phénomène de la confiance et signalent à quel point il est indispensable de continuer les investigations dans ce domaine encore trop peu exploré.

6. Prédiction ou confiance normative

Deux types de confiance peuvent être distingués. D'une part l'on peut prédire qu'un autre fera telle action comme on fait confiance à un rosier, sûr qu'il produira des roses et non des tulipes. D'autre part l'on peut faire confiance à quelqu'un en pensant qu'il fera ce qui est juste (right). Il s'agit d'une confiance «normative». Exemple: rendre un livre qui a été prêté.

Les attentes «normatives» ont une dimension morale que n'ont pas les simples prédictions. Dans les cas d'une attente normative, il est question de conformité à une morale (vue comme universelle) et aussi à des normes sociales. Il y a une différence de fond selon qu'intervient ou non un aspect «normatif». Mais la différence entre une confiance qui repose sur la prévision et une confiance qui se réfère à des normes n'est pas toujours facile à établir. Les deux peuvent coexister. La première oblige à faire confiance à quelqu'un, la seconde donne droit à la confiance de l'autre.

7. Différentes relations de confiance

Dans les relations interpersonnelles, l'option de confiance du «trustor» peut dans un premier sens prendre forme d'une attente – «expectation» ou «predictability» (Deutsch, 1958:265) – avec un certain risque pour le «trustor». Cette attente peut être vécue d'une manière *unilatérale*: seul le «trustor» prend une option de confiance et le «trustee» n'a pas connaissance de cette option. Il a seulement conscience qu'il a une tâche à

¹⁴ <http://www.iew.unizh.ch/home/fehr/papers/DetrimentalEffects.pdf>.

accomplir, mais n'est pas informé de l'option de confiance prise. Il ne peut donc guère tirer bénéfice de la confiance qui lui est accordée, ni s'impliquer outre mesure pour honorer cette confiance.

Il en est tout autrement dans une relation de confiance où le «trustor» et le «trustee» ont connaissance et sont conscients de la confiance en jeu et où les relations sont réciproques. On parle alors de confiance *mutuelle* (Deutsch, 1958:267). Normalement une telle relation est fondée sur des expériences positives antérieures. Les personnes impliquées dans de telles relations en tirent un avantage évident. Les expériences successives – et positives – de cette relation de confiance contribuent à l'intensification de la relation de confiance.

Mais cette confiance mutuelle n'est sans doute pas toujours très générale; elle est fréquemment ciblée sur des aspects particuliers, notamment dans les relations commerciales. Dans une telle relation, le «trustor» accorde sa confiance à un «trustee» en fonction de la crédibilité (*trustworthiness*) que le «trustor» lui accorde. Celle-ci est basée sur un ensemble d'informations, dont le «trustor» dispose. Par ailleurs, tant le «trustor» que le «trustee» sont incités respectivement à accorder/honorer la confiance par des motifs et des incitants évidents.

Psychologues et sociologues ont largement traité de la confiance interpersonnelle, c'est-à-dire de la problématique de la confiance entre des personnes. Ces relations sont également l'objet d'analyses de maints économistes travaillant au niveau de la gestion (management) ou du monde du travail. Par ailleurs, toute analyse sur les relations commerciales entre acheteurs et vendeurs (marketing) se fonde également sur cette dimension de la confiance.

Le «trustor» porte le risque; c'est lui qui prend l'initiative et c'est lui aussi qui apprécie la capacité et l'aptitude de confiance du «trustee». La clé de la confiance réside dans la liberté du «trustee». Dans ce sens la confiance peut prendre la forme d'une vertu du fait que la confiance ne peut pas être imposée ou exigée. Il y a d'un côté la disponibilité du «trustor» de s'exposer à un risque. Cette confiance ne doit pas être honorée, mais le «trustor» a accordé une «avance de confiance» (*Vertrauensvorschuss*) au «trustee». La confiance est ainsi une décision sous risque, afin de réduire de la complexité qui ne peut l'être par d'autres formes ou modalités. De ce fait, la confiance est fondée sur un calcul rationnel dans un contexte de confiance sociale.

Cette relation plus complexe sort la confiance de son cadre restreint basé sur le seul risque (Levi, 1999:5). Ainsi, dans le cadre de relations commerciales entre deux acteurs indépendants, une relation de confiance peut être établie grâce à l'existence d'institutions, de normes, de lois qui

régulent ce type de relations économiques. A condition que les acteurs en question fassent confiance au bon fonctionnement de ces institutions, leur relation de confiance peut être établie et développée. Dans ce cas de figure, la relation de confiance plutôt interpersonnelle est chapeautée par une tierce personne – l'institution – et une relation de confiance de chaque acteur à cette institution. Cette relation de confiance-système s'ajoute à la relation bilatérale pour constituer une relation trilatérale. La confiance-système devient ainsi un cadre de référence pour nouer une relation de confiance interpersonnelle. Poussée à l'extrême, on peut considérer que la confiance-système peut être une alternative à la confiance interpersonnelle (Hardin, 1998).

Au cours des dernières décennies, l'analyse de la confiance-système a connu une véritable éclosion. Cette dimension déjà largement étudiée en sociologie (Simmel, Luhmann, Giddens) a également connu sa répercussion au niveau économique. Ainsi toute la question de l'impact des normes, lois, traditions et institutions a été examinée par une large communauté d'économistes ayant des approches fort différenciées. Nous reviendrons plus amplement à certaines de ces analyses dans la partie C. Signalons finalement que la causalité entre confiance interpersonnelle et confiance institutionnelle a également fait l'objet d'analyses empiriques, sans aboutir toutefois à des conclusions évidentes (Susan Rose-Ackerman, 2001).

8. Fausses dichotomies: confiance/méfiance; confiance/contrôle

Est-il possible d'analyser les effets de la confiance sans parler de la méfiance? Sans doute que non. Toutefois une analyse approfondie de cette dimension dépasserait démesurément le cadre de cette présentation. Retenons cependant qu'au niveau des actions à envisager ou des décisions à prendre, la méfiance peut, d'une part, conduire à l'inaction, mais de l'autre elle peut aussi bien être à l'origine d'actions positives visant à remédier à des problèmes posés. Levi (1999:22) retient d'ailleurs que la confiance est loin d'être toujours une solution à des problèmes créés par la méfiance. Nonobstant ce fait, la méfiance génère indubitablement des coûts de transaction. Elle conduit également à des situations de non-coopération qui peuvent affecter les relations sociales, voire commerciales.

Dans un groupe ou dans une société où les personnes sont plutôt dignes de confiance (trustworthy), la confiance génère des relations de coopération mutuellement bénéfiques et des actions de complémentarité. Par contre, la méfiance bloque ces deux types d'action. En revanche, la méfiance peut être justifiée dans un monde (groupe, société) où la plupart des personnes ne sont pas dignes de confiance; dans ce cas, elle protège un acteur des pertes d'un risque de coopération. Néanmoins, (et comme

signalé plus haut) dans un monde digne de confiance, la méfiance écarte un acteur des opportunités d'une coopération¹⁵.

Méfiance et contrôle sont fréquemment présentés comme les antipodes de la confiance. Il est admis que la confiance permet de réduire la complexité (Luhmann, 2000a) et de combler des lacunes en matière de sécurité et d'information (Giddens, 1990). Toutefois cette acceptation d'un risque en optant pour la confiance ne se fait pas en l'absence totale de connaissance. Au contraire, une certaine information est requise pour faire confiance. La concession est que l'information et la certitude ne sont pas totales. L'option pour la méfiance ne fournit aucune garantie supplémentaire en matière de sécurité et d'information. Finalement, le choix se fait rarement entre confiance totale et méfiance totale, mais il y a généralement une option pondérée avec une prépondérance d'un côté ou de l'autre. Une option extrême peut être qualifiée de part et d'autre comme aveugle¹⁶: tant une confiance qu'une méfiance peut être «aveugle».

La relation entre confiance et contrôle est également à nuancer. De nombreuses analyses ont montré que la confiance peut dans certains cas être un substitut à la fonction de contrôle. Néanmoins, la confiance a également d'autres fonctions (e. a. faciliter les relations, les rendre plus rapides, augmenter le climat social). En revanche, la confiance ne s'exerce pas, et surtout, ne s'intensifie pas sans mécanisme de contrôle. Un certain contrôle est même une condition de base (Voraussetzung – Sprenger, 2002:71) pour le bon fonctionnement de la confiance.

Il n'y a pas de relation dichotomique entre confiance et contrôle. Si une dichotomie était vérifiée, chaque défaillance de contrôle pourrait être substituée par la confiance et chaque défaut de confiance pourrait être comblé par un contrôle. Un raccourci de ce type ferait toutefois abstraction de la complexité. Le contrôle n'est pas simplement le contraire de confiance. Le contrôle n'est pas non plus automatiquement un signe de méfiance. Confiance et méfiance sont en premier lieu un mécanisme spécifique pour réduire la complexité. Ceci n'a pas de lien direct avec le contrôle.

Au lieu de sa fonction dichotomique, il convient donc plutôt de relever la fonction complémentaire entre contrôle et confiance. A ce sujet,

¹⁵ «The meaningful function of trust, when it is justified, is to enable cooperation; the function of distrust is to block even the attempt at cooperation. Trust is functional in a world in which trust pays off; distrust is functional in a world in which trust does not pay off» (Hardin, 1998:7).

¹⁶ L'expression française de «confiance aveugle» souligne par contraste – à moins d'accepter sans problème le pléonisme – le côté non aveugle du concept de confiance (Usunier, 1998:25).

il est utile de rappeler une précision sur la phrase souvent attribuée à Lénine «Vertrauen ist gut, Kontrolle ist besser» que relate Sprenger (2002 : 72): «Wie uns die Russische Akademie für Sprache und Dichtung aber sagt, geht der Satz auf ein anderes Sprichwort zurück, welches in der Tat häufig von Lenin zitiert worden sei: «Vertraue, aber kontrolliere auch.» Dies meint etwas anderes. Es zielt auf einen komplementären Einsatz von Vertrauen und Kontrolle (...) Diese Betrachtung spricht sich nicht gegen Kontrolle aus, sie ist weicher, sie stimuliert ein «Sowohl-als-auch» Denken (...) Man kann sehr wohl vertrauen und wachsam sein.»

Toute décision de confiance doit donc tenir compte des circonstances, des domaines, des enjeux, des acteurs et évaluer les risques. En excluant un comportement de confiance totale («aveugle») et en tenant compte des informations disponibles, des moyens de contrôle en place et en ayant à l'esprit une certaine vigilance, il est possible d'opter pour plus ou moins de confiance ou de méfiance. «Ein modernes Vertrauen ist also die Entscheidung für ein Mischungsverhältnis zwischen Vertrauen und Misstrauen, zwischen Kontrolle und Kontrollverzicht» (Sprenger, 2002 : 77).

Dans les relations commerciales, par exemple, les deux options (plus de confiance versus plus de méfiance) ont un coût. L'option «plus de méfiance» présuppose un investissement très lourd dans des procédures de contrôle et de surveillance. L'option «plus de confiance» requiert un investissement au niveau de la relation avec les partenaires. De Baer (2002 : 49) fournit une grille d'analyse intéressante sur les coûts/bénéfices d'une option «plus de confiance» et conclut à un avantage net pour une telle option.

C. ANALYSE ÉCONOMIQUE ET CONFIANCE

«L'économie, c'est la confiance. Une économie sans confiance est une économie en risque d'implosion.(...) pas d'économie dynamique sans crédit, or le crédit, c'est la confiance. En un mot, pour un économiste, la confiance, c'est fondamental; il importe donc d'en replacer les soubassements essentiels.
(Michel Camdessus, ancien Directeur Général du FMI)¹⁷

«There are, to be sure, pervasive barriers to investment [in Russia].
The most serious is a lack of trust... But trust can be built.»
(Paul O'Neill, US Treasury Secretary)¹⁸

9. Confiance et théorie économique du 18^e siècle

La question de la confiance¹⁹ a été fréquemment au cœur des réflexions des philosophes. Comme les premiers grands classiques de la discipline économique étaient des philosophes, il est tentant de recenser leur prise en considération dans leurs traités. Bruni et al. (1999) soulignent que Hume et Smith ne font pas explicitement référence à la confiance informelle. Néanmoins, en insistant sur la nécessité d'une justice performante pour assurer un fonctionnement efficace du marché, Hume et Smith indiquent clairement à quel point la question de la crédibilité (trustworthiness) est une préoccupation majeure. Par ailleurs, Hume et Smith évoquent également la question de la réputation – un des déterminants de la confiance – au niveau tant interpersonnel que social.

Un contemporain de Hume et Smith fait à la fin du 18^e siècle une référence beaucoup plus explicite à la confiance. Antonio Genovesi (1713-1769) utilise le concept de *fede publica*²⁰ – foi publique ou confiance publique. Plutôt que de préconiser la recherche de la satisfaction individuelle (comme le font Hume et Smith), Genovesi définit les relations économiques comme des relations d'assistance réciproque; dans un système économique chaque agent est ainsi appelé à aider les autres à satisfaire leurs besoins et désirs. Selon cette conception, l'engagement dans une relation économique est ainsi un exercice vertueux et la vertu est de ce fait considérée comme une ressource économique. Et Genovesi de préciser que la *fede publica* est le point de départ pour toute activité économique et une condition préalable essentielle pour le développement des marchés.

¹⁷ <http://www.presenceetemoignage.org/fr/enseigne9.htm>.

¹⁸ In: Wall Street Journal (2001), cité par Zak (2003 : 20).

¹⁹ Même si le concept n'a pas toujours été explicitement utilisé.

²⁰ «A common and mutually-recognised commitment to the virtues of friendship and reciprocal assistance» (Bruni et al., 1999 : 26).

Ainsi pour le développement économique et social d'une nation «*nothing is more necessary than public trust [fede publica] in a wide and easy circulation... Trust is for civil bodies what the law of gravity is for natural bodies... From the life of primitive people it is possible to realise how important it is to keep increasing trade. There, because of lack of trust, there is no reciprocal reliability, no society, no industry and no trade among peoples* (Lezioni, II, ch. X, §1, pp. 148-9)», cité par Bruni et al. (1999: 22).

En dépit de certaines divergences, Smith et Genovesi ont en commun d'insister sur le fait que la question de la confiance n'est pas un reliquat du passé²¹, mais qu'elle est au contraire un phénomène moderne. Ce constat, formulé à la fin du 18^e siècle lorsque les sociétés respectives subissaient des mutations profondes, pourrait expliquer le retour de la question de la confiance dans le domaine économique.

10. Calculabilité ou confiance: un faux débat

Avec son article «Economic Action and Social Structure: The Problem of Embeddedness» Granovetter (1985) a donné un nouvel élan à l'analyse de la confiance dans les sciences économiques. Il prend clairement position par rapport à toutes les thèses qui considèrent que le marché et les institutions (la hiérarchie) sont des cadres suffisants pour le déroulement optimal des activités économiques. Il note à cet effet que les institutions ne suffisent pas à produire de la confiance et qu'elles sont au mieux un substitut fonctionnel (Granovetter, 1985: 489). Il se félicite en outre que des économistes comme Kenneth Arrow (1974) et Akerlof (1983) reconnaissent que «some degree of trust must be assumed to operate, since institutional arrangements alone could not entirely stem force or fraud» (Granovetter, 1985: 489).

Dans sa contribution, Granovetter vise à démontrer que l'activité économique est largement encadrée (embedded) dans les relations sociales, ce qui est insuffisamment pris en considération par le courant néo-institutionnaliste dont Oliver Williamson est un des protagonistes. C'est justement ce Williamson (1993) qui a formulé sans doute la position la plus explicite et la plus extrême d'un économiste sur la confiance en concluant qu'elle est une notion inutile pour l'analyse de la coopération économique et en proposant de la réserver «*for very special relations between family, friends, and lovers*» (Williamson, 1993: 483). Il arrive à cette conclusion après avoir essayé de démontrer que toute action économique est fondée sur un calcul rationnel. D'après lui, toute coopération

²¹ «Smith thinks that trust is a product of commercial society; Genovesi's concern is that an economically backward society may lack the trust that is a precondition for commerce» (Bruni et al., 1999: 28).

économique est guidée soit par l'intérêt propre (calculé), soit par une obligation (par rapport à une disposition institutionnelle). Les propos de Williamson peuvent être discutés sous différents aspects. Nous retenons ici ceux avancés par Karpik (1998), Ripperger (1998) et Mendez et al. (1999).

La critique de Karpik

Rappelons que pour justifier sa thèse sur l'inutilité de la confiance, Williamson (1993) a réanalysé plusieurs exemples concrets empruntés à Coleman (1990). Dans son examen critique de l'approche de Williamson, Lucien Karpik (1998) reprend deux de ces exemples et les analyse à la lumière de deux conditions qui doivent être remplies – à ses yeux – pour écarter la confiance: la présence d'un univers de calcul commun et l'existence d'un univers d'observation commun. Le premier exemple traite de l'entraide entre fermiers:

«Alors qu'il vient d'acheter une exploitation agricole, qu'il est en train de ramasser sa première récolte, que la pluie menace et que, s'il ne parvient pas à terminer cette opération à temps, il risque la ruine, un fermier casse sa machine agricole et se trouve bien embarrassé. Un voisin qui l'aide dans son travail lui propose de se rendre auprès d'un second fermier qui dispose du même matériel pour lui demander de terminer le travail. Bien qu'il ignore le coût de cette intervention, le premier fermier, dans le désir de sauver sa récolte, accepte avec gratitude cette proposition. Un peu plus tard, le second fermier arrive avec sa machine agricole et exécute le travail avant que la pluie ne tombe. Étonné, le premier fermier interroge son voisin sur la somme qu'il doit verser à celui qui vient de lui apporter si rapidement son aide et le voisin lui répond: «Le prix de l'essence».

Comment expliquer la formation et la continuité de cette forme d'échange social? Pour Coleman, le second fermier, en apportant son aide, a placé sa confiance dans le premier fermier: par une décision problématique, il fait le pari qu'en cas de besoin ce dernier, à son tour, lui rendra le même service. Avec Williamson, l'univers de l'argumentation est entièrement différent puisqu'il soutient que, lorsque les accidents se produisent avec une régularité stochastique et lorsqu'il y a une grande indétermination pour fixer le prix de l'aide d'urgence, la solution la plus rationnelle consiste à encadrer les transactions dans une «forme institutionnelle» qui associe l'intervention rapide non fondée sur la recherche du profit et l'emploi de sanctions contre ceux qui trahissent l'exigence de réciprocité. Puisqu'elle présente le maximum d'avantages mutuels, cette aide gratuite trouve son explication dans le calcul des intérêts individuels: la référence à la confiance est inutile» (Karpik, 1998: 1048).

Selon Karpik ce raisonnement «s'appuie implicitement mais nécessairement sur une conception de l'acteur collectif et de l'acteur individuel». D'une part il y a la société villageoise supposée fortement intégrée dans un ensemble normatif qui serait intériorisé par les personnes et qui s'appuieraient sur un système commun de sanctions. D'autre part, les paysans sont assimilés à des acteurs rationnels et intéressés. Or cette vue restrictive et schématisée est aux yeux de Karpik très éloignée de la réalité: La société villageoise est une réalité conflictuelle et ouverte sur l'histoire. Il y a une diversité de mobiles de l'action individuelle qui peuvent relever de la recherche d'un avantage matériel, mais aussi de la fidélité à la tradition, de la solidarité... voire de la confiance. Compte tenu de cette pluralité de comportements, deux solutions extrêmes sont possibles: l'aide gratuite, d'une part, et l'abandon de l'aide informelle, de l'autre.

Williamson écarte cette diversité de motifs d'action; il ne voit qu'un univers de calcul commun – sauf exceptionnellement pour les relations familiales, amicales et amoureuses. Or, dans l'exemple des fermiers, les principes d'évaluation ne sont pas directement comparables. L'aide mutuelle des paysans ne s'inscrit pas dans une calculabilité générale, mais représente bien plutôt une forme exemplaire d'échange social dont la construction et la continuité sont assurées par des processus complexes qui engagent des jugements diversifiés. Cette hétérogénéité vaut dans le monde social aussi bien que dans le monde économique. Dès lors que la calculabilité générale n'est pas fondée, la confiance ne peut être purement et simplement écartée.

L'autre exemple analysé est celui qui met

«en scène une jeune fille rarement invitée bien que jolie. Un après-midi, un jeune homme, qu'elle connaît à peine mais qui semble s'intéresser à elle, lui offre de la raccompagner chez elle. Ce qu'elle accepte. Alors qu'ils marchent et bavardent, il lui propose de prendre un raccourci à travers bois et, soudainement, déclare qu'il voudrait faire l'amour. Elle refuse et commence à s'enfuir; il la poursuit, elle tombe et se blesse à la jambe; il l'assaille, la viole et disparaît. Elle ne racontera son histoire que bien plus tard.

Coleman, après un récit quasi behavioriste, rappelle que les femmes, qui sont souvent physiquement moins fortes que les hommes, doivent décider de leur faire ou non confiance, constate laconiquement que, dans cet épisode, la confiance a été mal placée et explique principalement ce «mauvais choix» par la grande vulnérabilité d'une jeune fille solitaire qui, pour avoir un camarade, est prête à donner largement sa confiance, alors même que les probabilités sont faibles pour que cette confiance soit justifiée. Williamson, lui, propose d'autres scénarios. La jeune fille n'aurait pas eu le temps de calculer l'équilibre des

avantages et des inconvénients dont le solde négatif l'aurait conduite à refuser la proposition de la promenade; elle en aurait eu le temps, mais elle a été décontenancée ou bien encore, sous peine d'apparaître inamicale, elle ne pouvait simplement pas refuser une invitation sans avancer une bonne raison qu'elle n'est pas parvenue à trouver et, dans cette situation contraignante, elle a fait un choix risqué. Quoi qu'il en soit, la mauvaise décision tiendrait à un mauvais calcul: il n'est pas utile d'invoquer la confiance là où tout s'éclaire par la rationalité limitée» (Karpik, 1998 : 1051).

Le problème soulevé dans cet exemple est celui de la distinction des familiers et des inconnus. La rationalité substantielle est donc attachée à un savoir social spécifique indiscutable qui suppose lui-même un espace d'observation commun aux agents calculateurs. En dehors de l'ambiguïté sur l'acquisition de ce savoir social, il n'est pas évident que dans ce domaine la distinction soit efficiente. Des faits montrent que les jeunes filles sont souvent menacées par des membres de famille. En fait, Williamson semble postuler l'unité d'un monde d'observation là où il faudrait reconnaître sa multiplicité.

La critique de Ripperger

Ripperger (1998) a également une position très critique par rapport au jugement simplificateur de Williamson²². Pour développer sa critique, elle analyse le paradigme à la base du raisonnement de Williamson et conclut à une certaine confusion («Paradigmenvermischung», Ripperger 1998 : 238). Elle part du principe que la confiance relève du domaine de l'action morale ou éthique. C'est l'incertitude sur la qualité morale d'une autre personne qui érige la confiance au centre d'une problématique. Williamson introduit une différenciation dans son analyse de la confiance en distinguant la confiance motivée par des facteurs émotionnels de celle fondée sur la calculabilité. Au premier type de confiance il attribue des qualités morales qu'il écarte pour le deuxième type. Implicitement il introduit donc – et il n'est pas le seul économiste à le faire – une polarisation, une opposition entre un comportement moral et le calcul économique.

Ceci conduit à dissocier encore autrement le comportement humain: tout comportement moral serait motivé par des considérations émotionnelles ou de devoir et toute action économique serait basée sur le calcul intéressé. Poussée jusqu'au bout une telle approche se fonde sur une image schizophrénique de l'homme. Présupposer que les hommes ne s'orientent dans le domaine économique qu'en référence à des repères calculables et

²² «Calculative trust is a contradiction in terms» (Williamson, 1993 : 463) et «The irony is that the limits on calculativeness are realized by examining user-friendly terms – of which "trust" is one – in a thoroughly way» (Williamson, 1993 : 486).

dans le domaine moral uniquement au regard de leurs sentiments soulève quelques problèmes:

- Si l'on part de l'idée que les questions économiques peuvent concerner toutes les relations humaines, alors il n'y a pas d'actions morales qui ne soient pas en même temps d'ordre économique.
- Du fait que des émotions sont souvent la réaction à des perceptions cognitives d'une situation, il est très difficile de maintenir une différenciation entre confiance émotionnelle et confiance cognitive/calculée/rationnelle.
- La déconsidération de la dimension morale au niveau de l'action économique/calculée est en soi un jugement de philosophie morale²³. Dans ce sens elle est discutable, d'autant plus que l'intelligence (la raison) est à bien des égards une condition de toute action morale.

Au départ du raisonnement de Williamson il y a une association dichotomique qui n'est pas vérifiée: Toute action morale est basée sur des sentiments altruistes et le principe de calculabilité (et de recherche de l'intérêt propre) est donc contraire à toute action morale. L'hypothèse économique de la maximisation de l'intérêt personnel ne devrait - d'après Ripperger - pas être transcrite dans un «*moralisches Egoismus-Motiv: Die Eigennutz-Annahme äußert sich gemeinsam mit der Rationalitäts-Annahme im Prinzip der Vorteilskalkulation*²⁴ als Heuristik - nicht als Motiv - menschlichen Verhaltens. Der Homo Oeconomicus kann sowohl egoistische als auch altruistische Präferenzen haben. Der Schluss vom ökonomischen Eigennutz auf einen moralischen Egoismus ist damit ein Trugschluss» (Ripperger, 1998: 263). L'égoïsme au sens moral du terme se manifeste économiquement dans ce qui est maximisé par un acteur, mais non pas dans le principe du calcul préférentiel qui n'est qu'un processus de maximisation dans le cadre de l'heuristique²⁵ du comportement humain.

La dimension morale est essentiellement intégrée dans le paradigme économique par des mécanismes d'incitation au respect des règles qui ont le rôle de réducteur du rayon d'action. Dans ce sens une quelconque dichotomie entre dimension morale et calculabilité est exclue; au contraire, le calcul rationnel est un présupposé de l'action morale. L'apparente contradiction se transforme en présupposé logique pour toute action.

²³ «Die moralische Abwertung kalkulierenden Handelns ist selbst eine moralphilosophische Wertung» (Ripperger, 1998: 263).

²⁴ «Das Prinzip der Vorteilskalkulation ist weder als empirisches noch als normatives Konzept zu verstehen, sondern ausschliesslich als methodologisches Konzept» (Ripperger, 1998: 247).

²⁵ Partie de la science qui a pour objet la découverte des faits.

La critique de Mendez

Sous un angle différent, Mendez et al. (1999: 14) attirent l'attention sur une erreur de jugement de Williamson quant à la nature respective de la confiance et de l'intérêt. La confiance et l'intérêt n'appartiennent pas au même registre de comportement. Lorsqu'on s'interroge sur l'intérêt à coopérer, cela revient à se demander *pourquoi* les individus coopèrent. En revanche, la confiance relève plutôt de la modalité de la coopération, donc *comment* se réalise la coopération. Intérêt et confiance ne s'excluent pas. On peut même aller jusqu'à avancer que l'intérêt est toujours présent, mais il faut alors lui donner une définition élargie, qui ne se réduise pas à la recherche de maximisation des gains.

En clair, ceci revient à dire qu'il faut donc bien distinguer ce qui relève de la motivation des personnes à coopérer, à entrer dans une relation d'échange, et ce qui relève de la possibilité de déléguer une partie de son pouvoir ou de son autorité à autrui. La confiance n'intervient que dans le deuxième cas.

À côté de ces critiques de l'analyse de Williamson, l'on a vu se développer tout un ensemble de réflexions au sujet du rôle de la confiance dans l'économie. Les avancées les plus importantes furent réalisées d'une part dans l'économie de gestion et du management et d'autre part dans la macro-économie. Dans cette dernière orientation, le concept clé fut la prise en considération du capital social dont un déterminant essentiel est (selon beaucoup de chercheurs) la confiance.

11. La confiance - une ressource (macro-)économique

Au cours des dernières années la Banque Mondiale et l'OCDE ont consacré des efforts accrus à l'élucidation du concept de «capital social» et à la mise en place d'indicateurs harmonisés. Les deux organisations ont ouvert des sites Internet spécifiques et ont fait produire d'importants rapports consacrés à la notion de capital social. Dans ce contexte, l'OCDE propose une définition suivant laquelle le «capital social correspond, par définition, à des réseaux ainsi qu'à des normes, valeurs et convictions communes» (OCDE, 2001: 47) et il est ajouté: «On peut considérer la confiance à la fois comme une source de capital social et un résultat de ce capital, et comme une valeur de remplacement très proche de nombreuses normes, convictions et valeurs qui sous-tendent la coopération sociale» (OCDE, 2001: 47). Par cette affirmation l'OCDE qualifie le capital social à la fois comme un *produit* de la confiance, comme un *facteur de production* de la confiance et comme le *résumé de certaines composantes* du capital social. Elle introduit en même temps une certaine circularité dans la relation entre capital social et confiance qui rend toute relation de cause à effet ambivalente et, de surcroît, laisse un doute sur la relation entre confiance et performance économique.

Mais avant que certaines²⁶ organisations s'enquière du concept de capital social et l'intègrent dans leur programme, le concept fut mis en avant par certains travaux académiques et, en particulier, ceux de Coleman (1990), Putnam (1993) et Fukayama (1995).

Coleman (sociologue de l'éducation) est généralement considéré comme le fondateur, même si d'autres chercheurs avant lui ont développé des concepts semblables tout en ne leur attribuant pas la même notion (e.a. Granovetter, 1985). Dans le domaine économique, Coleman signale le haut degré de confiance prévalant e.a. sur le marché des diamantaires. C'est la force des liens sociaux et familiaux qui permet à ces derniers de s'échanger sans formalités pour l'expertise des sacs de diamants de très grande valeur – leur épargnant ainsi des dépenses de sécurité et d'assurance. Nous retrouvons ici la fonction de confiance comme économie de coûts de transaction.

Chez Putnam («*Making Democracy Work*» (1993), «*Bowling Alone*» (1995, 2000)), le capital social (qui s'accumule si on s'en sert) se développe sur base du principe de la réciprocité généralisée. («*I'll do this for you now in the expectation that somewhere down the road you or someone else will return the favour.*») Ce principe est donc une propension générale à rendre service à un autre par anticipation à un comportement coopératif des autres auxquels on a fait confiance du fait que l'on partage des normes communes. Cette confiance est le produit du fonctionnement des réseaux, qui sont des lieux de surveillance mutuelle, de circulation de l'information, de développement des phénomènes de réputation et de contrôle social. Dans les sociétés où se sont développées des normes de réciprocité généralisée, les tentations (ou les possibilités) de comportements opportunistes sont relativement réduites. En revanche, la confiance favorise l'échange, la réciprocité et l'engagement collectif.

La thèse de Putnam peut se résumer comme suit: Les réseaux d'engagement civique produisent des normes d'une réciprocité générale qui favorisent l'émergence de la confiance sociale. Putnam a dans son premier ouvrage analysé la situation du Nord et du Sud de l'Italie pour conclure que l'existence de liens de confiance plus étroits et plus solides dans le Nord explique la réussite économique. En fonction de la même approche, il a analysé la situation des Etats-Unis pour constater que le déclin économique s'explique par le fait que les Américains ont en général moins confiance les uns dans les autres.

Putnam connaît un succès inattendu dans le monde académique, au niveau des organisations internationales (cf. plus haut) et même dans le

²⁶ Toutes ne sont pas encore branchées, le FMI ne s'y attachant que modestement, de même que les institutions européennes.

grand public. Néanmoins les présentations de Putnam font également l'objet de critiques, notamment sur le fait qu'il dégage une corrélation entre certains facteurs (capital social, confiance, d'une part, et performance économique, de l'autre) qui ne permet toutefois pas de dégager une causalité. Au fil du temps, la position de Putnam évolue légèrement au sujet de la notion de confiance. De «*trust*» dans les versions antérieures, il passe à «*trustworthiness*», un concept qu'il rapproche de la «*vertu civique*» dans son ouvrage de 2000 («*Bowling Alone*»): «*Trustworthiness lubricates social life*» (p. 21).

L'enchaînement des différents éléments générant le cercle vertueux est quelque peu différent (comparé à celui de Putnam) chez Fukuyama (1995). Chez Putnam les relations sociales sont le point de départ. Ces relations (lorsqu'elles sont bien établies) renforcent la confiance et enclenchent finalement le cercle vertueux. Pour Fukuyama c'est la confiance qui est le point de départ. Elle crée la base pour l'organisation sociale. L'augmentation de la confiance renforce la capacité de s'associer et enclenche finalement le cercle vertueux au plan économique.

Pour Fukuyama les coutumes, les normes morales et les habitudes de la société jouent un rôle essentiel dans le développement économique. Lequel? Par le fait de contribuer à la création et à l'adaptation d'institutions efficaces. Et le développement de ces institutions dépend de l'aptitude qui trouve son origine dans les valeurs inhérentes à la culture. Fukuyama définit ainsi la confiance comme «*l'attente qui naît, au sein d'une communauté, d'un comportement régulier, honnête et coopératif, fondé sur des normes communément partagées, de la part des autres membres de cette communauté*» (Fukuyama, 1995:36). En classant le monde en deux zones («*pays à haute confiance*» et «*pays à basse confiance*») il explique entre autres les performances de l'Allemagne et du Japon par l'existence d'un climat de confiance mutuelle entre patronat et travailleurs. Par contre, le déclin de l'économie américaine (au cours des années 80 et 90) est expliqué par la grave crise de la confiance.

Même si de nombreux tests empiriques (cf. plus bas) sont venus confirmer les principales assertions, d'importantes critiques sur la définition des concepts et sur les indicateurs utilisés persistent (Durlauf, 2002 et Ponthieux, 2003). Il est ainsi souligné que pour chacun des trois auteurs (Coleman, Putnam et Fukuyama) la confiance joue un rôle différent, a un contenu différent et procède d'un autre mode de création:

- Chez Coleman la confiance n'est pas une confiance directe dans les autres, mais plutôt une confiance dans le système de pression qui fait agir les autres conformément aux normes. C'est en quelque sorte une confiance indirecte dans l'action de l'autre grâce à la fiabilité d'un

système de coercition. La confiance est donc née par l'expérience et l'application du système assurant le respect des règles (du jeu) et contrôlant suffisamment le comportement des autres pour réduire les incertitudes.

- Chez Putnam la confiance s'établit au fur et à mesure de l'intensification des relations. Au départ le choix de coopérer pour l'intérêt collectif n'est donc pas rationnel, mais avec le temps et l'expérience le principe de «réciprocité généralisée» prend corps et produit alors la forme d'une attente rationnelle d'une réciprocité positive.
- Pour Fukuyama l'aptitude à la confiance dépend de la culture nationale qui se caractérise par des normes et valeurs transmises de génération en génération. La confiance est donc transmise (et ne s'acquiert pas à partir d'expériences répétées comme chez Putnam). Ainsi la culture détermine le degré de confiance qu'il est rationnel d'avoir dans les transactions avec les autres.

A la fin des années 90, plusieurs études empiriques ont été réalisées pour tester les propositions des auteurs présentés. Le cadre d'analyse est toujours le même. L'instauration de la confiance est censée réduire les incertitudes, les coûts de surveillance, d'information et généralement de transaction et, de ce fait, augmenter l'efficacité des opérations économiques. Un nombre croissant d'économistes partagent l'idée que les facteurs de production (le capital et le travail) n'expliquent qu'une partie du développement économique. D'autres facteurs sont à prendre en considération comme la technologie, l'éducation (qualifiée de capital humain). Plus récemment il est proposé d'ajouter aussi le capital social dont la confiance est une composante essentielle.

Knack & Keefer (1997) comparent 21 pays et retiennent un effet positif de la confiance (ou de la coopération civique) sur la performance économique. La Porta et al. (1997), tout en se basant sur d'autres variables de base, confirment aussi la corrélation positive entre confiance et performance économique. Par ailleurs, Bornschier (2000 : 9) a réalisé des études empiriques en reprenant cet ensemble de facteurs (y compris le capital social – composé d'un indicateur mixte – confiance et tolérance) dans une fonction de production du type Cobb-Douglas. Pour un groupe de 24 pays riches et 9 nouveaux pays industrialisés il s'avère que pendant la période 1980 à 1998, l'indicateur est statistiquement significatif.

Sur base d'une analyse de la croissance dans le cadre d'un modèle d'équilibre général, Paul Zak et Stephen Knack (2001) étudient l'effet de la confiance sur la croissance. Ils mènent l'analyse pour un échantillon de

37 pays dont les réponses à la question si l'on peut faire confiance à la majorité des gens²⁷ varie entre 5,5% pour le Pérou à 61,2% pour la Norvège. Ils arrivent à la conclusion que le rythme de croissance s'accroît d'un point de pourcentage par an pour chaque relèvement du niveau de confiance de 15 points de pourcentage. En outre l'investissement (considéré comme ratio du PIB) s'accroît de 1 point de pourcentage à chaque relèvement du niveau de confiance de 7 points de pourcentage. Les résultats de l'étude soulignent qu'un développement économique favorable est fonction de la réalisation d'accords conclus et de la confiance respective des acteurs à ce sujet. Des institutions politiques renforçant la force de la loi et le système légal viennent renforcer cette confiance. En outre, les pays ayant un niveau de confiance élevé sont en général ceux qui ont un niveau de corruption relativement faible. Dans ce sens, les corrélations inverses avec les performances sont également vérifiées.

Par ailleurs, la confiance favorise également les innovations technologiques du fait qu'elle élargit le champ d'action et permet à des entreprises d'entrer en coopération. Parallèlement, la confiance réduit les coûts de transaction et de contrôle. En second lieu la phase de destruction créatrice (Schumpeter) requiert de la confiance dans la capacité auto-transformatrice du système socio-institutionnel.

Ces résultats positifs sont générés essentiellement grâce à la réduction des coûts de transaction qui facilite et stimule les investissements. Ce coût est estimé par la part non dépensée pour des dépenses de contrôle et de vérification. De surcroît, la croissance qui s'en dégage engendre une spirale vertueuse qui renforce la confiance. Les analyses empiriques confirment que la confiance est, en effet, élevée dans les pays:

- qui sont relativement homogènes d'un point de vue ethnique, linguistique et religieux;
- qui connaissent une distribution des revenus relativement égalitaire;
- qui ont un revenu par tête relativement élevé (Zak, 2003:19).

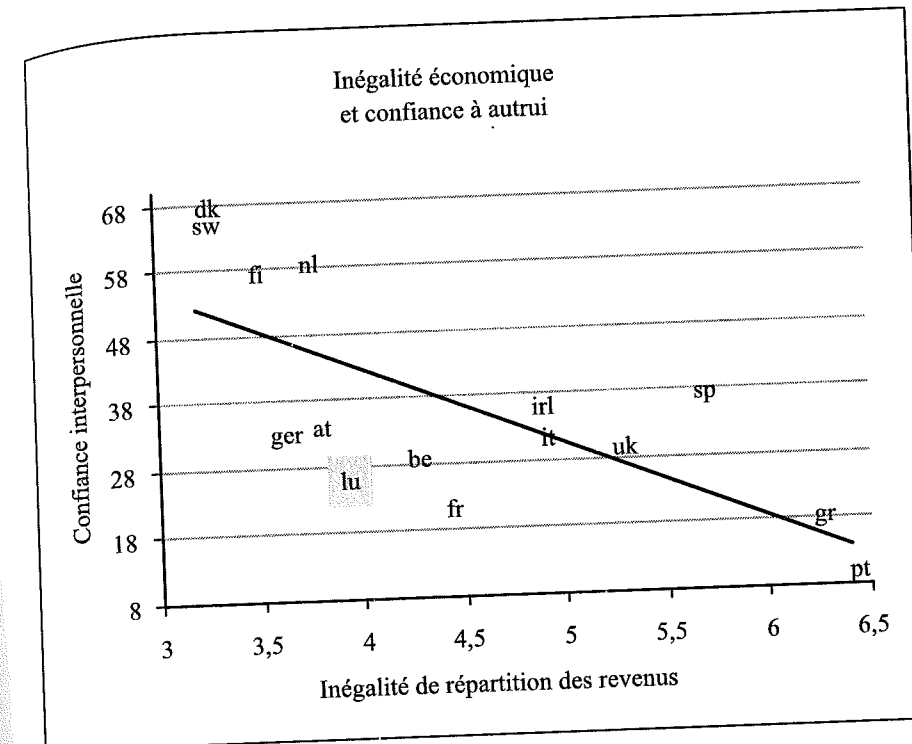
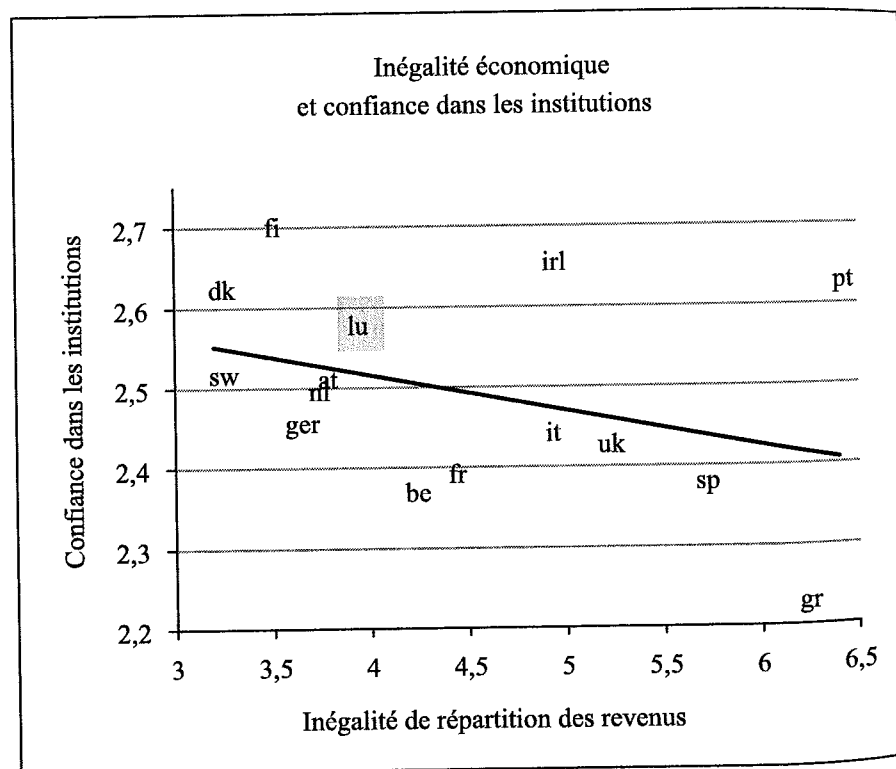
Pour le Luxembourg, les résultats²⁸ sur les relations entre le critère d'inégalité économique et la confiance ne sont pas évidents. En effet, le niveau de confiance interpersonnelle est relativement faible, alors que celui de la confiance dans les institutions est assez élevé. Paul Zählen considère que «cette caractéristique pourrait être en rapport avec la "petite dimension", les institutions étant considérées comme "rempart" par

²⁷ La question est posée dans différents pays dans la langue maternelle: «Generally speaking, would you say that most people can be trusted, or that you cannot be too careful in dealing with people?» Cette question est censée mesurer la confiance généralisée.

²⁸ Paul Zählen (2003 : 41 (novembre)) sur base des données de la «European Value Study» et des indicateurs structurels de l'UE (Eurostat).

rapport à un monde "hostile". Mais on a également l'impression qu'une valeur comme la confiance spontanée à autrui peut difficilement être exprimée dans une micro-société (où "tout le monde se connaît", et connaît les failles des autres) et que cette confiance se reporte sur les institutions formelles. Il est encore à noter que les institutions centrales (parlement, gouvernement, administration), qui sont très éloignées des citoyens dans les grands pays, ont plutôt le caractère d'institutions locales dans le petit Etat qu'est le Luxembourg. La confiance dans les institutions joue un rôle au moins aussi grand pour la cohésion des sociétés et le développement économique que la confiance interpersonnelle» (Zahlen, 2003:41 (novembre)).

Confiance institutionnelle et confiance personnelle au Luxembourg



in Forum novembre 2003

12. Des éléments économiques comme déterminants de la confiance

Si maintes études ont analysé le rôle de la confiance dans l'économie, il est intéressant de voir figurer l'économie également parmi les déterminants de la confiance – de manière directe ou indirecte. Selon Berggren et Jordahl (2003), la qualité du système légal et la protection de droits de propriété influencent favorablement la confiance. L'idée centrale est que l'économie de marché est basée sur des transactions et des interactions libres entre amis et étrangers dans le cadre d'un système légal donné. Aussi cette économie de marché recèle-t-elle des stimulants et des mécanismes faisant émerger de la confiance entre les personnes concernées. Néanmoins il n'est pas évident dans quelle direction opère la causalité. L'analyse empirique révèle que la liberté économique et la confiance sont interdépendants, mais que l'influence semble plutôt s'exercer de la première vers la seconde.

En outre, le revenu national a un effet positif sur la confiance généralisée (Knack et Keefer, 1997; Zak et Knack, 2001). Dans le modèle de Zak et Knack ceci se produit par le biais de l'économie réalisée à cause de l'absence de contrôle et de vérification de certaines actions. L'éducation vient aussi renforcer la confiance généralisée (Knack et Keefer, 1997; Knack et Zak, 2003). Les tensions économiques et sociales (indicateur GINI) sont également mises en relation avec la confiance. Une faible inégalité de revenu est ainsi positivement corrélée avec elle (Knack et Keefer, 1997; Glaeser et al., 2000; Zak et Knack, 2001).

Dans une autre analyse plus récente Knack et Zak (2003) étudient différents moyens (politiques) pour augmenter le capital social; renforcement des institutions formelles, diminution des inégalités, réduction des distances sociales. Il s'avère que la confiance peut être élargie directement par un accroissement de la communication et de l'éducation et indirectement par le renforcement des institutions formelles et par la réduction des inégalités. De toutes ces voies possibles, l'éducation, les transferts redistributifs et la liberté sont les critères les plus efficaces (en termes des coûts (politiques) et de bénéfices pour les citoyens). Par ailleurs, l'analyse souligne qu'une politique appropriée vient directement engendrer une spirale vertueuse. Des politiques promouvant la confiance de manière efficace augmentent le niveau de vie, la liberté individuelle, renforcent les institutions et réduisent la corruption.

D. LA CONFIANCE DANS CERTAINS AUTRES DOMAINES ÉCONOMIQUES

«Trust is central to all transactions and yet economists rarely discuss the notion. It is treated as a background environment, present whenever called upon, a sort of ever-ready lubricant that permits voluntary participation in production and exchange.»
(Dasgupta, 1988: 49)

13. Relations commerciales et confiance

Il est souvent avancé dans le monde commercial que la réputation est un facteur déclencheur d'un acte commercial. La réputation d'un vendeur automobile peut ainsi être le facteur déterminant pour un intéressé d'acheter chez tel vendeur plutôt que chez un autre. Cette réputation – qui fait que l'acheteur a plus confiance – est un «capital social» rentable. D'un autre côté l'acheteur a un intérêt manifeste, parce que cette confiance lui permet de réduire sensiblement ses coûts de transaction. Il n'a pas besoin de consacrer beaucoup de temps à la comparaison des différents points de vente. Il pourrait diminuer ses coûts de transaction également en consultant un magazine de conseil à l'achat (p.ex. Stiftung Warentest). Même si cette approche lui permet effectivement de réduire ses coûts de transaction (suppression de la visite) le problème de la confiance réapparaît. Dans ce cas, il faut en effet faire confiance à cette instance qui devient une véritable agence de confiance.

La confiance est bien présente dans tout acte commercial. Le phénomène peut être analysé à partir de la question suivante: Les consommateurs organisent-ils leurs relations commerciales différemment avec des fournisseurs auxquels ils font confiance qu'avec ceux dans lesquels ils ont moins ou pas confiance? (Möllering 2002: 140) En général, il est considéré qu'un fournisseur auquel il est fait plus confiance et qui est plus coopératif pour les transactions est moins soumis à des contrôles. Par contre, un fournisseur perçu avec une certaine méfiance est considéré comme moins coopératif et/ou comme quelqu'un qui ne peut être contraint que par un mécanisme de contrôle très rigoureux. Pour procéder à l'analyse de cette question six propositions peuvent être distingués:

- l'argument des coûts de transaction qui considère la confiance, d'une part, comme un facteur réduisant le risque d'opportunisme et, partant, les coûts de transaction et, de l'autre, comme un facteur favorisant des relations de coopération (marchande) plus efficiente;
- l'argument ambivalent de hiérarchie (la corrélation entre contrat et confiance étant controversée);
- l'argument de précondition qui soutient que sans un minimum de confiance aucune transaction ou relation ne peut voir le jour;

- l'argument des forces triadiques qui introduit la confiance comme une variable de gouvernance à traiter séparément à côté du marché ou de la hiérarchie, plutôt que comme un continuum du marché et de la hiérarchie;
- l'argument de séparation de système qui considère la confiance comme une variable socio-personnelle, qui opère dans son propre environnement et qui a très peu à voir avec des considérations d'efficacité ou d'organisation économique;
- l'argument de scepticisme rationnel qui défie tous les arguments précédents et qui exclut toute utilisation de la confiance dans un contexte de risque calculé et de contrôle.

Ces six arguments ont été testés dans le cadre d'une enquête réalisée au niveau de 184 relations acheteur-vendeur dans le cadre de l'industrie de l'imprimerie du Royaume-Uni. Möllering (2002:157) retient que l'étude justifie l'intégration du concept de confiance dans la théorie de l'organisation économique. Néanmoins, l'argument prédominant dans la littérature (la confiance comme facteur permettant de réduire les coûts de transactions) est plutôt mis en question. En revanche, le modèle triadique (préconisé par Bradack et Eccles) réservant une place importante à la confiance (à côté du marché et de la hiérarchie) est confirmé.

Ceci conduit Möllering à la conclusion que *«economic theory has to become more complex and, notably, more pluralistic if the concept of trust is to be incorporated fruitfully. This is to a large extent due to the nature of trust, as it represents a phenomenon on the edge of reason that manifests itself in ideosyncratic ways (...) Via trust, social influences and the practical difficulties of intended but limited rationality enter economic activity (for example Granovetter, 1985). This affects the process of transacting more than the constitution of transactions (...)»*.

«Trust is a third force in transactions. It can be – but need not be – more significant than market or hierarchy. It follows a more diffuse logic than the other two because it captures the “soft” (social or vaguely rational) influences on transactions besides strictly calculative self-interest. If any progress is to be made in this area, economic theory needs to open up and embrace a rich concept of trust and a pluralistic view of economic organisation» (Möllering, 2002: 157 ff).

14. Travail et confiance

Dans le monde du travail il y a actuellement un recours accru à la ressource sociale qu'est la confiance. La raison en est que dans la société moderne, le travail est moins contrôlé et moins contrôlable ce qui génère

un recours accru à la confiance. A l'époque prédominée par l'agriculture et l'artisanat, l'essentiel du travail était sous contrôle direct et personnel de l'artisan/du paysan indépendant. Dans la société industrielle organisée selon des règles strictes de division du travail, les ouvriers et les salariés étaient suivis par un contrôle spécifique (système ou agent de contrôle) sur base de fonctions inhérentes. Aujourd'hui, la société de connaissance crée un nouveau cadre de travail (moins standardisé) et beaucoup de fonctions ne sont évaluées qu'à la fin du projet. L'on connaît alors un contrôle de résultat arbitré par le marché. Ces principaux changements sont générés par le processus de globalisation, induit par la technologie (qui rend possible une accélération des changements et une mobilité accrue), ainsi que par la libéralisation (Schuller, 2000).

Durant les phases de stabilité, la question de la confiance n'a guère été explicitée. En fait, peu d'aspects sont indéfinis, incertains et la familiarité (Vertrautheit) prédominante est largement suffisante. A notre époque plus troublée, marquée par des mutations structurelles, voire de société, il y a un besoin plus prononcé pour «retrouver» une confiance de base – afin de compenser un certain défaut de familiarité – en raison du fait que la «société» est devenue moins «assurante» et plus «risquée» (Ulrich Beck). Les changements rapides et profonds des deux dernières décennies ont entraîné une réduction des perspectives et des certitudes pour l'avenir. Un manque de stabilité et de continuité affecte la perception globale de l'environnement: la familiarité (Vertrautheit) et la confiance (Zuversicht) sont en retrait. Ces deux dimensions sont toutefois une condition de base pour une utilisation, une exploitation efficace de la ressource sociale: la confiance. Nous rencontrons ici un réel dilemme, étant donné que durant les phases de restructuration il est indispensable de tabler solidement sur la confiance – qui est en crise.

En matière d'emploi les changements sont profonds et radicaux, les perspectives sont peu rassurantes. Parallèlement, les nouvelles formes de production et de travail peuvent moins être soumises à des formes de contrôle que dans la société industrielle (travail à la chaîne). Mais ces mutations engendrent encore d'autres défis du fait que la société des connaissances et du savoir est essentiellement marquée par des spécialisations du savoir. C'est sous certains aspects une société d'experts, et rares sont les «dirigeants» capables de maîtriser tous les savoirs. Ils se font assister par des experts, auxquels ils délèguent des tâches importantes qu'ils peuvent difficilement contrôler dans tous les détails. Tout en mettant en place des mécanismes de contrôle, ils doivent pour une part faire confiance aux experts et conseillers. S'ils veulent faire contrôler les experts par d'autres acteurs (des contrôleurs), ils doivent à nouveau faire confiance à ces contrôleurs. Au bout du compte, ce sont tous ces dévelop-

pements qui entraînent le regain d'intérêt pour la confiance dans le domaine du travail.

15. Monnaie et confiance

La monnaie est la «vielleicht konzentrierteste und zugespitzteste Form und Äußerung des Vertrauens in die gesellschaftlich-staatliche Ordnung» (Georg Simmel, cité in Heinemann, 1989:3). C'est dans le domaine monétaire que la confiance joue indubitablement un rôle prédominant. Toutefois, tous les analystes ne l'explicitent pas avec la même clarté et fermeté. Dans leur livre «La monnaie entre violence et confiance» Michel Aglietta et André Orléan y font cependant référence de manière très claire et explicite, comme le titre le souligne d'emblée.

Ils basent leur réflexion sur un texte du XIX^e siècle de Karl Menger, «On the origin of money»²⁹, dans lequel ce dernier conclut que la monnaie n'est pas un accident, ni une créature de l'Etat, ni le résultat d'un contrat volontaire entre les échangistes, mais qu'elle est une «institution sociale». Aglietta et Orléan en déduisent que la monnaie n'est «ni contrat, ni pouvoir, mais confiance» (Aglietta et al., 2002:93). La confiance est à leurs yeux le rapport que les membres de la société entretiennent avec la monnaie lorsque celle-ci est généralement acceptée (ibid: 209). Elle est en quelque sorte le postulat que la monnaie sera toujours acceptée dans l'échange par des tiers inconnus de chacun.

Par ces assertions Aglietta et Orléan se positionnent clairement du côté de la conception «institutionnaliste» de la monnaie. Cette dernière affirme que la valeur de la monnaie n'est pas intrinsèque mais qu'elle résulte de l'organisation des échanges par la monnaie qui est garantie par une autorité collective, en l'occurrence l'Etat. Cette conception – plus moderne – s'oppose à celle qualifiée de réaliste et qui affirme que la monnaie tire sa valeur de sa garantie (valeur intrinsèque du métal ou valeur de la production marchande dans son ensemble).

«Les partisans de l'approche réaliste de la monnaie ne peuvent avoir aucun discours intelligible sur la confiance, même s'ils en parlent à tout bout de champ. A quoi bon se préoccuper de confiance si la monnaie est neutre? Plus profondément encore, l'approche réaliste contemporaine repose sur une théorie de l'économie de marché comme ensemble cohérent de contrats incitatifs entre agents privés. Or la confiance n'est pas un contrat. Ce n'est pas une relation inter-individuelle mais un rapport de chaque agent privé à la collectivité dans son ensemble. Ce rapport fait sens dans l'approche institutionnaliste qui est une communauté de paiement. La confiance s'exprime dans l'acceptabilité inconditionnelle dans la

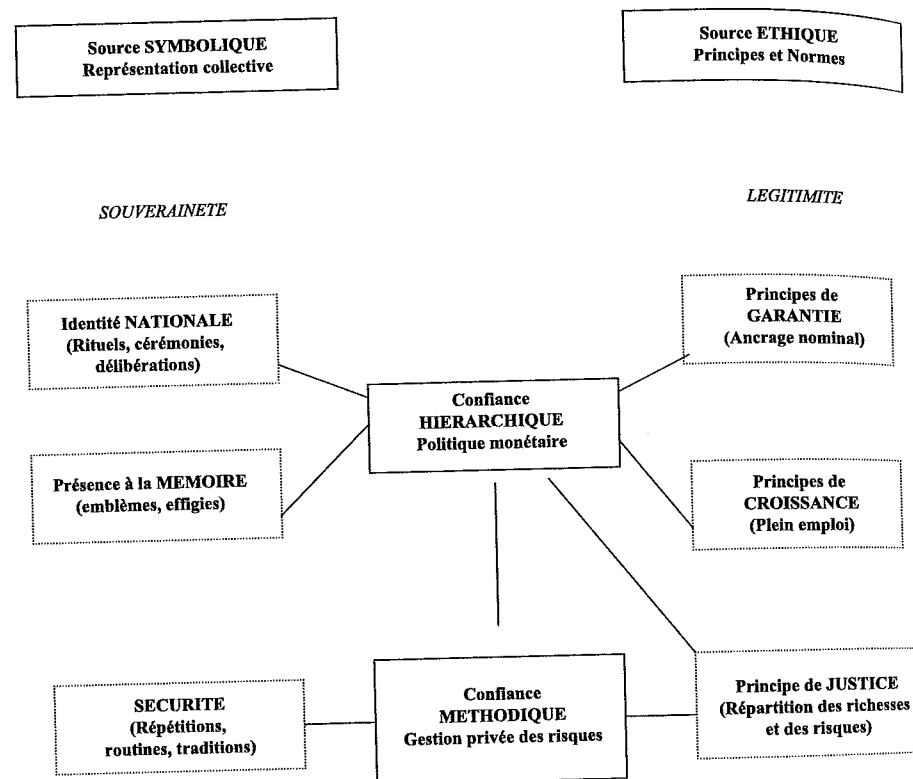
²⁹ Economic Journal, Vol. 2, 1892, p. 233-255.

monnaie. Comme cette acceptabilité n'a pas de garantie «naturelle», elle peut être perturbée, voire détruite, dans les crises monétaires. Le maintien de la confiance doit être pensé comme un problème de régulation de la plus haute importance. On ne peut formuler ce problème qu'en identifiant les formes de la confiance et leur articulation» (ibid: 104).

Dans ce contexte, trois formes de confiance peuvent théoriquement être identifiées: la confiance méthodique, la confiance hiérarchique et la confiance éthique (ibid: 103ff). Fondée sur la routine ou la tradition, la confiance méthodique procède de la répétition des actes qui mènent les échanges à bonne fin et les dettes privées à leur règlement. Ce type de confiance exprime une dimension sécuritaire par adhésion commune à la règle explicitée.

Mais l'économie n'est pas constituée des seuls échanges privés. La monnaie exprime aussi les opérations économiques de l'Etat qui procèdent d'une tout autre logique, celle de la souveraineté: le pouvoir légitime de transférer, prélever, dépenser au nom de la protection tutélaire par la puissance publique des membres de la société. Il existe donc une confiance hiérarchique que l'autorité politique imprime sur la monnaie. Les attributs de cette confiance dépendent, bien sûr, du principe de légitimité de l'autorité elle-même. La confiance hiérarchique est supérieure à la confiance méthodique parce que l'autorité politique a le pouvoir de changer des règles. Mais ce pouvoir n'est pas arbitraire; il est entre autres limité par la souveraineté des autres nations (contrairement aux échanges privés qui débordent les frontières).

Monnaie et confiance



in Aglietta et al. 2002 : 210

Finalement, la *confiance éthique* vient borner l'exercice de l'autorité politique sur la monnaie. Pour être légitimes d'un point de vue éthique, les politiques monétaires devraient être conformes à un ordre monétaire. Cet ordre est censé subordonner l'exercice de la régulation monétaire des Etats au primat de la conservation de la valeur des contrats privés dans le temps.

Ces trois formes de confiance constituent un système (ibid : 209ff). Il revient à la politique monétaire de maintenir ce système dans le temps. Lorsqu'elle échoue – et que la confiance s'érode – des crises monétaires éclatent. Le schéma ci-contre décrit le système des formes de confiance et les deux sources de confiance: L'une est symbolique et procède de la souveraineté à laquelle se réfère la société où est émise la monnaie. L'autre est éthique, elle a un fondement universel et confère à l'institution qui est en charge de la régulation de la monnaie sa légitimité.

Le lien collectif que la source symbolique produit est la croyance. La croyance dans l'unité nationale et dans un passé commun symbolisé sous

différentes formes. La représentation collective traduite par la monnaie est mise en scène par des cérémonies et rituels d'ordre national. Elle est aussi rappelée à la mémoire par les emblèmes et les effigies (inscrits sur les signes monétaires). A travers ces manifestations autour de la souveraineté nationale se constitue et se renforce la confiance hiérarchique. L'institution responsable de la monnaie bénéficie ainsi de la puissance collective de la souveraineté. Dans les sociétés contemporaines cette institution est la banque centrale et son action collective est la politique monétaire.

A côté de cette croyance, comme il faut une source supplémentaire de la confiance, c'est la croyance dans la sécurité qui engendre la confiance méthodique. Cette croyance est particulièrement importante dans les pratiques marchandes. «Si les agents économiques privés se comportaient conformément à la rationalité économique, chacun soupçonnerait constamment ses partenaires dans l'échange de la tromper, l'économie marchande serait paralysée par la méfiance et minée par la fraude» (ibid : 211). Même si ce type de comportement existe, la grande majorité des transactions se réalisent dans des conditions correctes et sont empreintes d'une sécurité. Cette croyance dans la sécurité constitue une confiance méthodique qui réduit sensiblement le coût de la gestion privée des risques. Mais la source symbolique ne suffit pas à définir les conditions d'exercice de la politique monétaire. Deux évolutions récentes viennent en effet restreindre les attributs souverains de l'institution monétaire centrale:

- la globalisation financière
- la promotion de l'individualisme entraînant la pénétration de la marchandise dans tous les rapports sociaux.

Ainsi «la foi dans l'appartenance commune est sapée par le désir d'autonomie de la personne. La confiance hiérarchique dont dépend la politique monétaire est plus soumise à la critique qu'elle n'est renforcée par la croyance. En mal de souveraineté, la politique monétaire doit faire preuve de sa légitimité» (ibid : 212). Cette légitimité doit trouver son fondement dans une source éthique, donc normative. Dans ce contexte, trois principes de légitimation peuvent être retenus: le principe de garantie (ou ancrage nominal), le principe de croissance et le principe de justice.

Le *principe de garantie* vise à assurer l'intégrité de l'unité de compte dans le temps et à garantir un certain pouvoir d'achat. La qualité d'une monnaie se mesure ainsi à l'aune de son aptitude à conserver sa valeur d'une période à l'autre et de sa capacité à inspirer confiance à ses utilisateurs.

Le *principe de croissance* est une source de légitimité tournée vers l'avenir. Elle vise à mobiliser toutes les ressources disponibles pour créer des richesses et à assurer le plein emploi. Le principe le moins bien défini

au regard de critères de légitimité de la politique monétaire est le *principe de justice*. Un aspect primordial est indéniablement l'accès au crédit. Cet accès est fort inégalitaire. La question de l'accès au crédit n'est pas sans incidence sur la politique monétaire. Pour assurer une régulation appropriée il faut disposer d'une réglementation et d'une supervision prudentielles ayant une influence sur la gestion privée de risques, donc sur la confiance méthodique.

Cette analyse très succincte du système des formes de confiance permet de retenir deux mutations en relation avec la politique monétaire. Primo, le déclin de la souveraineté (engendré notamment par la globalisation financière et la montée de l'individualisme) a provoqué un affaiblissement des sources symboliques de la souveraineté et un besoin de répondre à des critères éthiques. Secundo, les banques centrales indépendantes – auxquelles a été déléguée la responsabilité de la politique monétaire – sont appelées à arbitrer entre les trois principes de légitimation (garantie, croissance, justice). Néanmoins, la pondération entre ces trois principes est une question hautement politique du fait qu'il s'agit d'un «arbitrage entre des finalités qui engagent la cohésion sociale par la confiance des membres de la société» (ibid : 215).

Ceci pose tout un ensemble de questions au sujet de l'exercice de la démocratie qui dépasse le cadre de notre contribution. Il n'en demeure pas moins que la question de la confiance de la société dans sa banque centrale est également posée. Cette question n'est pas négligeable du fait que la politique monétaire se traduit de moins en moins par une régulation des agrégats et de plus en plus par une subtile politique de communication. Contrairement à la Federal Reserve, la Banque Centrale Européenne a mis un certain temps avant de revoir sa politique e.a. en accordant moins d'importance à l'agrégat M3. En effet, les impulsions des Banques Centrales sont exercées par des canaux nouveaux. Alan Greenspan l'a démontré avec brio: la politique monétaire consiste essentiellement à envoyer des signaux, à jouer sur des effets d'annonce. Plus généralement les fondements de la politique monétaire sont donc à puiser du côté de l'anticipation rationnelle et de théories de l'information (un aspect encore très insuffisamment traité par les économistes – même si des changements s'annoncent). Ce qui est bien sûr également en jeu, c'est la confiance et/ou la crédibilité accordée(s) à l'institution et à son supérieur hiérarchique.

16. Marché financier et confiance

L'économie mondiale traverse depuis trois ans une crise de confiance, dont l'une des composantes centrales est justement la défiance des marchés, des investisseurs et de l'opinion publique en général vis-à-vis des comptes des entreprises. L'affaire Enron laisse des traces d'autant plus durables qu'elle a été suivie d'autres «chocs» relevant de la même

veine, aux Etats-Unis (Worldcom...), mais aussi en Europe (Ahold, Parmalat, etc.). Renouer le fil de la confiance dans les comptes, améliorer la transparence de l'information comptable et financière, éliminer les biais dans l'information financière et son interprétation (ce qui est indispensable pour une meilleure transparence) en supprimant certains conflits d'intérêts, voilà quelques-uns des défis dans le monde post-Enron. Il y va de l'efficacité et de la crédibilité de l'économie de marché, mais aussi, à travers des critères éthiques à réhabiliter, de sa légitimité – dans un contexte où le capitalisme n'est plus vraiment menacé de l'extérieur depuis la chute du Mur de Berlin.

La comptabilité est le langage de la vie économique. En principe, la confiance des utilisateurs provient de la pertinence de ses principes, de la précision de ses définitions, de la qualité de leur mise en œuvre. La rigueur de l'expertise comptable et l'exercice de leurs responsabilités par un ensemble de «gardiens» sont traditionnellement les deux piliers du système comptable.

Les affaires Enron, Worldcom et autres ont aussi largement affecté le monde de la finance. L'impact de cette crise est à la fois profond et durable; les victimes ont été nombreuses. En premier lieu il convient de citer les salariés des sociétés déchues – licenciés par milliers. Ensuite les scandales ont touché l'ensemble des détenteurs de titres de ces sociétés. Au premier rang ont figuré les banques créditricies dont le cours en bourse a accusé «l'effet Enron».

De manière plus générale ces scandales ont entraîné une réelle crise de confiance des investisseurs américains, voire du reste du monde. Et cette crise a été particulièrement profonde parce que la plupart des acteurs traditionnels des marchés financiers étaient directement ou indirectement impliqués dans les scandales. En premier lieu sont visés: CEO (Chief Executive Officer), auditeurs, banques d'investissements, analystes, agences de notation. «Héros déchus de la libre entreprise, les CEO occupent le premier rang au banc d'infamie (...). La presse s'est plu à détailler avec une précision féroce les avantages financiers consentis, au détriment des actionnaires de la société, à Denis Kozlowski, le CEO de Tyco: son appartement de New York à 18 millions de dollars, les 11 millions nécessaires à sa décoration et jusqu'à un rideau de douche au prix extravagant» (Péréon, 2003 : 8).

En second lieu sont impliqués ceux qui sont chargés de l'*audit* et en particulier dans l'affaire Enron, le bureau d'Arthur Andersen de Houston. Ce qui est en cause, c'est le mélange des genres entre la fonction d'audit et celle de conseil. En 2000, les services «non-audit» ont généré des commissions de 27 millions de dollar pour Enron, contre 25 millions pour l'audit. Cette évolution n'est pas particulière à Arthur Andersen, mais semble caractéristique pour l'ensemble de la profession: «en 1988, 55%

des revenus des 5 grands cabinets provenaient des services comptables et d'audit et 22% des services de conseils. En 1999, ces chiffres s'élevaient respectivement à 31 et 50%» (Péron, 2003 : 9).

Par ailleurs, les *banques* d'investissement font également preuve de beaucoup d'imagination et participent activement à des montages risqués, voire «frauduleux». Le rôle des *analystes* des grandes banques d'investissement a également contribué à l'ébranlement de la confiance des investisseurs. Certaines de leurs recommandations «ont fait perdre beaucoup d'argent à leurs clients. Dès lors, leur compétence et leur honnêteté sont devenues suspectes» (Péron, 2003 : 10).

Même les *agences de notation* (e. a. Moody's, Standard and Poor's) n'ont pas été à la hauteur. Sans être directement impliquées dans les scandales l'on a déploré leur extrême lenteur de réaction.

Face à ces scandales d'ampleur, les investisseurs n'avaient plus d'acteurs à qui se fier. Tous – CEO, auditeurs, analystes, banques d'affaires, agences de notations – avaient failli. L'ensemble des scandales dévoilés à la suite de la chute d'Enron a profondément mis en question les mécanismes d'autorégulation de différents acteurs et a particulièrement ébranlé la confiance des investisseurs.

Aux Etats-Unis les instances politiques ont réagi rapidement et avaient comme objectif premier de restaurer la confiance des investisseurs. Une loi signée le 30 juillet 2002 par le Président introduit des réformes majeures dans les domaines de la comptabilité et de la gouvernance des sociétés cotées. Elle est accompagnée par d'autres textes réglementaires notamment dans le domaine des normes comptables. La loi porte le titre officiel de *Corporate and Auditing, Accountability, Responsibility and Transparency Act*. Elle est plus connue comme *Sarbanes-Oxley Act* du nom des deux promoteurs du Congrès: Paul S. Sarbanes – sénateur démocrate du Maryland et Michael G. Oxley – représentant républicain de l'Ohio.

A l'heure de la rédaction de cette contribution, il est prématuré de se prononcer sur les effets de cette loi, d'autant plus que certains règlements – notamment ceux relatifs aux nouvelles normes comptables – ne sont pas encore entrés en vigueur. Mais au-delà des effets plus concrets, la démarche politique avait aussi un effet d'annonce. Celui-là est généralement apprécié et porte ses fruits aussi ailleurs. «Dans le domaine de la formation universitaire des futurs acteurs de la vie économique, un «cas Enron» figure au programme de plusieurs diplômes «MBA», qui comportent d'ailleurs souvent des cours d'éthique» (Péron, 2003 : 32). A côté d'échos plutôt positifs, un certain scepticisme ne peut pas être caché. Selon une enquête d'opinion commanditée par le magazine *Business Week* (paru le 17 mars 2003) et réalisée auprès de 214 CFO (Chief Financial

Officer) et 75 CEO choisis parmi les dirigeants des 1500 sociétés cotées suivies par Standard & Poor's, «près d'un tiers des CFO ne pensent pas que les nouvelles règles établies par le *Sarbanes-Oxley Act* ou imposées par la SEC (Securities and Exchange Commission) rendent un autre Enron moins probable» (cité par Péron, 2003 : 30).

Dans le monde académique, les appréciations sur l'évolution du paysage juridique, réglementaire et comptable divergent encore. «Certains se déclarent satisfaits de la nouvelle loi et font confiance aux mécanismes d'autorégulation des marchés pour s'ajuster spontanément et restaurer la confiance des investisseurs. D'autres la trouvent trop timide et réclament des mesures plus contraignantes, comme par exemple une prohibition absolue, pour un cabinet, d'exercer les fonctions d'audit et de conseil auprès d'une même entreprise, ou la rotation systématique des cabinets d'audit³⁰» (Péron, 2003 : 32).

17. Considérations générales

Au cours des deux dernières décennies, le phénomène de la confiance a connu un gain d'intérêt significatif, tant dans le monde des affaires (World Economic Forum – Davos 2003) que dans le monde académique. De la longue liste des arguments qui se dégage des réflexions et prises de position, retenons en quelques aspects:

- a) Dans un marché avec une concurrence pure et parfaite où n'interviennent que des acteurs rationnels, la confiance n'est pas relevante. Depuis la prise de conscience plus explicite de l'existence de la concurrence imparfaite, la confiance est largement discutée et d'autres dimensions du comportement humain et social trouvent une place dans le raisonnement économique. Ainsi, la coopération (qui présuppose un certain degré de confiance) est également considérée comme une approche permettant de maximiser à long terme les intérêts individuels.

Par ailleurs, il est également – plus consciemment et explicitement – admis que même le marché (fonctionnant selon des règles de concurrence parfaite) a besoin de normes, de règles minimales pour assurer l'existence et le bon fonctionnement du marché.

De surcroît, l'on peut rappeler qu'un minimum de confiance a toujours été à la base de l'action humaine. Sans une certaine aptitude à la confiance (Vertrauensfähigkeit) et une certaine crédibilité (Vertrauenswürdigkeit), des transactions commerciales et des conventions n'auraient pas pu être conclues.

³⁰ Et pas seulement des *Partners*, comme le prévoit le *Sarbanes-Oxley Act*.

- b) Dans des sociétés relativement complexes, une certaine confiance dans le système économique, monétaire et social et dans ses institutions, ainsi que dans les lois et les normes (y compris comptables) est nécessaire pour réaliser des transactions économiques. Cette dimension est plus clairement perçue et signalée avec une certaine pertinence dans des pays où ces conditions de base font défaut et où le climat relationnel et sociétal est marqué par une absence de confiance (cf. toute la littérature sur le capital social ou sur les effets néfastes de la corruption).
- c) Mais la question de la confiance n'est pas seulement analysée au niveau macro-économique. Elle a également gagné en intérêt dans le domaine de l'organisation et du management. Il est largement admis qu'au-delà des mécanismes de coordination comme le pouvoir et la hiérarchie, les structures de confiance sont un facteur indispensable pour le fonctionnement d'organisations (sociales) complexes.
- d) Dans le même ordre d'idées, la confiance joue également un rôle important dans les relations interorganisationnelles (et non pas uniquement intraorganisationnelles, cf. point c). Si la majorité de ces relations sont couvertes e.a. par des contrats et des conventions, il ne sera jamais possible d'y inclure toutes les formes de comportement opportuniste. Face à cette incertitude, la confiance peut devenir un facteur de réduction de risque.
- e) Ceci nous amène à une autre dimension de la prise en considération de la confiance dans l'analyse économique. Maintes études ont montré que les mécanismes de coordination et de contrôle peuvent avoir un coût très élevé (coût de transaction) sans fournir toutes les garanties de succès. La confiance est alors considérée comme un substitut non seulement efficace quant à l'objectif, mais surtout à moindre coût de transaction.

En guise de conclusion

Il est indéniable que la question de la confiance est d'actualité, tant dans la vie privée que dans les préoccupations sociétales. Des problèmes de dimension nationale, internationale, voire planétaire nous rappellent régulièrement qu'il en est de même dans le domaine économique. Les profondes mutations, les diverses crises économiques et financières, les lourds scandales de certaines grandes entreprises ne sont que quelques exemples qui soulignent l'ampleur de la problématique de la confiance (et surtout les conséquences de son contraire – la défiance) dans le monde économique.

Au cours des dernières décennies, la recherche des sciences sociales a accordé une attention accrue à ce phénomène. Tant la psychologie et la sociologie que l'économie ont largement étudié ce phénomène. En dépit de certaines critiques sur l'absence de pertinence des concepts et des indicateurs utilisés, peu d'objections de fond sont décelées sur ces nouvelles orientations. Au contraire, les analyses – fort variées – prennent une ampleur considérable et se développent dans la quasi-totalité des branches académiques de l'économie (de la gestion à la macro-économie).

Même si l'absence d'une définition commune de la confiance ainsi que de résultats pertinents sur certaines corrélations reste à déplorer, la large palette de contributions est néanmoins encourageante à plus d'un titre. Le fait de voir un nombre toujours croissant d'économistes s'intéresser à cette dimension fondamentale des relations entre les êtres humains (sortant ainsi l'*homo economicus* de sa définition trop restrictive) est en soi une contribution prometteuse. Dans le même ordre d'idées, il faut également se féliciter des stimulations se dégageant de l'ouverture des recherches vers d'autres disciplines; cette promotion des approches pluri-, multi-, interdisciplinaires est de bon augure pour une réorientation des recherches économiques en fonction des besoins «de tout l'homme et de tous les hommes» (François Perroux). Pourtant beaucoup d'aspects restent encore à être explorés.

Par ailleurs, il faut espérer que les résultats des investigations vont également se répercuter sur les processus de discernement et de décision des responsables. Procéder par voie coercitive et/ou de compétition ou adopter des attitudes de méfiance, voire de défiance – comme le promulgue l'esprit de la modernité – semble ne pas toujours être la voie efficiente ou optimale et ne pas forcément contribuer au développement du bien-être. D'un point de vue purement économique, la confiance est en effet un facteur, une ressource indispensable aux transactions et au bon déroulement des activités. Par ailleurs, elle s'avère être – dans de nombreux cas et sous une diversité de formes – un réducteur de coûts (de transaction) et un optimisateur d'efficience.

Mais la confiance n'est pas une panacée. En optant pour la confiance l'on prend des risques et il faut, le cas échéant, supporter des coûts. Au cas par cas il convient donc de faire des évaluations sur les options de confiance ou de méfiance à prendre. En dépit de ce risque, la voie de la confiance devrait à chaque instant être une option potentielle. A une époque qui «est à la défiance», le retour à la confiance – dans l'économie et ailleurs – serait bénéfique. Une perspective stimulante est ouverte à la recherche (qui a encore beaucoup à explorer, notamment sur la construction de la confiance) et à tous les responsables qui sont quotidiennement défiés sur des actions de confiance et/ou qui sont en charge du maintien et de l'amélioration du climat de confiance.

BIBLIOGRAPHIE ³¹

- Aglietta Michel et André Orléan (2002), «La monnaie entre violence et confiance», Editions Odile Jacob
- Albach Horst (1980), «Vertrauen in der ökonomischen Theorie» in *Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft*, 136 (1): 2-11
- Alesina Alberto, Eliana La Ferrara (2000), «The Determinants of Trust», NBER Working Paper 7621 (March)
- Allouche José, Bruno Amann (1998), «La confiance: une explication des performances des entreprises familiales» in *Economies et Sociétés, Sciences de gestion*, Série S.6, n° 8-9: 128-154
- Baillette Pamela, Jean-Fabrice Lebraty (2002), «De la gestion des relations dans l'équipe virtuelle: la place de la confiance»
epont.univ-tln.fr/intranet_dea/ressources/baillette.pdf
- Barthelt Harald (1998), «Regionales Wachstum in vernetzten Strukturen: Konzeptioneller Überblick und kritische Bewertung des Phänomens "Drittes Italien"» in *Die Erde*, 129 (3): 247-271
- Bhattacharya Rajeev, Timothy M. Devinney, Madan M. Pillutla (1998), «A Formal Model of trust based on outcomes», in *Academy of Management Review*, Vol. 23, No 3: 459-472
- Berggren Nicolas, Henrik Jordahl (2003), «Free to Trust? Economic freedom and Social Capital»
web.hhs.se/site/research/conferences/Free to Trust, Berggren-Jordahl.pdf
- Bellamare Charles, Sabine Kröger (2003), «On Representative Trust»
netec.mcc.ac.uk/WoPEc/data/Papers/dgrkubcen200347.html – 11k – 1 Jan. 2004
- Bidault Francis (1998), «Comprendre la confiance. La nécessité d'une nouvelle problématique» in *Economie et Sociétés, Sciences et Gestion*, Série SG n° 8-9: 33-46
- Billand Pascal (1998), «Rationalité et coopération: Le rôle de la confiance en économie» in *Revue d'économie industrielle*, n° 84, 2^e trimestre
- Bornschiefer Volker «Trust and Tolerance – Enabling Social Capital Formation for Modern Economic Growth and Societal Change»
http://www.bus.uts.edu.au/apros2000/Papers/Bornschiefer.pdf
- Bruni L. and Sugden R. (2000), «Moral Canals: Trust and Social Capital in the Work of Hume, Smith and Genovsi», *Economics and Philosophy*, 16(1): 21-45

³¹ Mes remerciements à Paul Zahlen qui m'a facilité l'accès à certains documents.

- Buchan, Nancy and Rachel Croson (2003), «The Boundaries of Trust: Own and Other's Actions in the US and China»
http://ksghome.harvard.edu/~jbohnet.academic.ksg/Trust%20Seminar%202003/Draft_Agenda.html
- Buchan Nancy and Rachel T.A. Croson, Eric J. Hohnson (2003), «Trust and Reciprocity: An International Experiment»
- Burchell Brendon, Frank Wilkinson (1997), «Trust, business relationship and the contractual environment», *Cambridge Journal of Economics*, 21: 217-237
- Burks Stephen V., Jeffrey P. Carpenter, Eric Verhoogen (2003), «Playing both roles in the trust game» *Journal of Economic Behaviour & Organisation*, 51: 195-216
- Camdessus Michel (2001), «Humaniser la mondialisation et reconstruire la confiance par la vérité et la justice»
http://www.presence et temoignage.org/fr/enseigner/eg.htm
- Charreaux G. (1998), «Le rôle de la confiance dans le système de gouvernance des entreprises», *Economie et Sociétés, Sciences de gestion*, Série SG, n° 8-9: 47-65
- Coleman James (1990), «Foundations of social theory», Cambridge, Massachusetts and London Belknap Press
- Collier Paul (1998), «Social capital and Poverty», World Bank – Social Capital Initiative – Working Paper No 4
- Cochard François, Nguyen Van Phu, Marc Willinger (2002), «Trust and Reciprocity in Repeated Investment Game»
http://lees.u-strasbg.fr/willinger/html/publications.htm
- Confucius, «Les entretiens de Confucius»
http://afpc.asso.fr/wengu/Lunyu/Couvreur/Lunyu_12.htm
- Dasgupta Partha (1988), «Trust as a Commodity», in Gambetta Diego (Ed), *Trust: Making and Breaking Cooperative Relations*, Oxford Basil Blackwell: 49-72
- De Baer K. (2002), «E-economics of Trust», *Tijdschrift voor Economic en Management*, Vol. XLVII, 1: 45-64
- Delhey Jan, Kenneth Newton (2002), «Who Trusts? The Origins of Social Trust in Seven Nations», Social Science Research Center Berlin (WZB) – Research Unit – Social Structure and Social Reporting FS III 02-402 (May)
- Den Butter, F.A.G. and Mosch R. (2003), «Trade, Trust and Transaction Cost», Timbergen Institute Discussion Paper No 03-082/3A and Rotterdam
- Deutsch Morton (1958), «Trust and Suspicion», *Journal of Conflict Resolution*, II: 265-279
- Durlauf Steven N. (1999), «The Case "Against" Social Capital», *Focus* 20/3: 1-4

- Durlauf Steven N. (2000), «Bowling Alone: A Review Essay»
www.ssc.wisc.edu/econ/archive/wp2029.pdf
- Durlauf Steven N. (2002), «On the Empirics of Social Capital», *Economic Journal* 112 (483): 459-479
- Feldman Tine Rosing, Susan Assaf (1999), «Social Capital: Conceptual Frameworks and Empirical Evidence», World Bank – Social Capital Initiative – Working Paper No 5
- François Patrick, Jan Zabochnik (2002), «Trust as Social Capital and the Process of Economic Development»
- Fukuyama F. (1995), *Trust: the Social virtues and the Creation of Prosperity*, New York, Free Press
- Galland Olivier (2002), «Les dimensions de la confiance», *Futuribles* (277), juillet-août: 15-39
- Giddens Anthony (1990), *The consequences of Modernity*, Stanford University Press, Stanford California
- Glaeser E.L., Laibson D.I., Scheinkman J.A. and Soutter C.L. (2000), «Measuring Trust», *Quarterly Journal of Economics* 115(3): 811-846
- Glaeser Edward, L. David Laibson, Jose D. Scheinkman, Christine L. Soutter (1999), «What is Social Capital? The Determinants of Trust and Trustworthiness», NBER Working Paper No 7216
- Gambetta D., éditeur (1988), *Trust: Making and Breaking Cooperative Relationship*, Oxford, Basil Blackwell
- Gambetta Diego (1988a), «Mafia: the Price of Distrust», in Gambetta Diego (Ed): *Trust: Making and Breaking Cooperative Relations*, Oxford Basil Blackwell: 158-175
- Gambetta Diego (1988b), «Can We Trust Trust?», in Gambetta Diego (Ed): *Trust: Making and Breaking Cooperative Relations*, Oxford Basil Blackwell: 213-237
- Geramanis Olaf (2001), «Vertrauen und Vertrauensspielräume in Zeiten der Unkontrollierbarkeit», Universität der Bundeswehr München
http://137.193.200.177/ediss/geramanis-olaf/meta.html
- Granovetter Mark (1985), «Economic Action and Social Structure: The Problem of Embeddedness», in *American Journal of Sociology* 91(3): 481-510
- Grootaert Christian (1998), «Social Capital: The Missing Link?», World Bank – Social Capital Initiative – Working Paper No 3
- Grootaert Christian, Thierry van Bastelaer (2002), «Understanding and Measuring Social Capital – A Synthesis of Findings and Recommendations from the Social Capital Initiative»
- Hardin Russell (1998), «Distrust», New York Russell Sage Foundation, Working Paper No 130

- Heinemann Klaus (1989), «Geld und Vertrauen», Fakten und Perspektiven 1989/3 – Banque Générale du Luxembourg
- Jameux C. (1998), «Pouvoir et confiance: retour sur la nature et le rôle de l'autorité dans le fonctionnement des organisations», *Economies et Sociétés, Sciences de gestion*, n° 8-9: 87-98
- Kahle Egbert (1999), «Vertrauen als Voraussetzung für bestimmte Formen organisatorischen Wandels», Lüneburg: Universität Lüneburg, Forschungsgruppe Kybernetische Unternehmensstrategie FOKUS, Arbeitsbericht 01/99
- Karpik Lucien (1998), «La confiance: réalité ou illusion? Examen critique d'une thèse de Williamson», in *Revue Economique* Vol. 48 n° 4: 1043-1056
- Keser Claudia (2002), «Trust and Reputation Building in E-Commerce», Cirano (Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations), Série scientifique – Juillet, Montréal
- Knack Steven (1999), «Social Capital, Growth and Poverty: A Survey of Cross-Country Evidence», Work Bank – Social Initiative Working Paper No 7
- Knack Stephen and Paul Keefer (1997), «Does Social Capital Have an Economic Payoff? A Cross-Country Investigation», *The Quarterly Journal of Economics* 112(4): 1251-1288
- Knack Stephen et Paul J. Zak (2003): «Building Trust: Public Policy, Interpersonal Trust and Economic Development», *Supreme Court Economic Review* 10 (Fall): 91-107.
- Lahno Bernd (1995), «Trust, Reputation and Exit in Exchange Relationships», *Journal of Conflict Resolution* 39.3: 495-510
- La Porta R., Lopez-de-Silanes F., Shleifer A. and Vishny R.W. (1997), «Trust in Large Organisations», *American Economic Review*, No 87 (2), May: 333-338
- Lazarc Nathalie, Edward Lorenz (1998), «Introduction: The Learning Dynamics of Trust, Reputation and Confidence», in Lazarc Nathalie, Edward Lorenz (Ed), *Trust and Economic Learning*, Cheltenham/Northampton (MA), Edward Elgar: 1-20
- Levi Margaret (1999), «When Good Defenses make Good Neighbours. A Transaction Cost Approach to Trust and Distrust», New York Russell Sage Foundation, Working Paper No 140
- Lewis J. David, Andrew Weigert (1985), «Trust as a Social Reality», in *Social Forces* 63 (4): 967-985
- Locke Richard M. (2001), «Building Trust», Massachusetts Institute of Technology
web.mit.edu/polisci/research/locke/building_trust.pdf
- Luhmann N. (2000a), *Vertrauen. Ein Mechanismus der Reduktion sozialer Komplexität*, 4. Auflage (Original-Ausgabe 1968), Stuttgart, Lucius & Lucius
- Luhmann N. (2000b), «Familiarity, Confidence, Trust: Problems and Alternatives», in Gambetta Diego (Ed): *Trust: Making and Breaking Cooperative Relations*, Oxford Basil Blackwell: 94-107

- Meidinger Claude, Stéphane Robin, Bernard Ruffieux (1999), «Confiance, réciprocité et cheaptalk», in *Revue économique*, vol. 50 n° 1 (janvier): 5-43
- Mendez Ariel, Nadine Richez-Bottesti (1999), «Confiance ou intérêt dans les métiers de l'argent: réflexions à partir d'une banque mutualiste» www.univ-aix.fr/lest/lesdocuments/lesdocumentsdetravail/mendez/mendezconfiance1999.pdf
- Moesen Wim, Tom Van Puyenbroeck, Laurens Cherchye (2000), «Trust as Societal Capital, Economic growth in European regions», Centre for Economic Studies, Catholic University of Leuven ideas.repec.org/p/wpe/papers/ces0001.html – 10k
- Möllering Guido (2002), «Perceived trustworthiness and inter-firm governance: empirical evidence from the UK printing industry», *Cambridge Journal of Economics*, 26: 139-160
- Möllering Guido (2001), «The Nature of Trust: from Georg Simmel to a Theory of Expectation, Interpretation and Suspension», *Sociology* (35.2): 403-420
- Nuissl Henning (2000), «Dimensionen des Vertrauens: Kategoriale Bausteine einer Ressource ökonomischen Handelns» (im Transformationskontext), Diskussionspapier 10/00, Frankfurter Institut für Transformationsstudien
- Offermanns Mathias (1990), «Bürokratie und Vertrauen», Nomos, Baden-Baden
- Orléan André (1995), «La confiance: un concept économique?», *Problèmes économiques* n° 2422: 7-14
- Paldam Martin, Gert Tinggaard Svendsen (1999), «Is Social Capital an Effective Smoke Condenser? An Essay on a Concept linking The Social Sciences», World Bank – Social Capital, Initiative Working Paper No 11
- Paldam Martin (2000), «Social Capital: One or Many? Definition and Measurement», *Journal of Economic Surveys* 14(5): 629-653
- Péréon (2003), Après Enron. Wall Street et le gouvernement d'entreprise http://www.ifri.org/frontDispatcher/ifri/publications/les_cahiers_du_cfe_1032456434976/publi_P_publi_cfe_pereon_1067441256605
- Peyrefitte A. (1995), *La société de confiance*, Paris, Odile Jacob
- Ponthieux Sophie (2003), «Que faire du "social capital"», INSEE, Document de travail n° F0306 (septembre)
- Putnam Robert (<http://www.ksg.harvard.edu/saguaro/putnam.html>)
- Putnam Robert (1995), «Bowling Alone: America's Declining Social Capital», in: *Journal of Democracy*, Volume 6, No 1, January: 65-78 http://muse.jhu.edu/demo/journal_of_democracy/v006/putnam.html
- Putnam Robert (2001), «Social Capital: Measurement and Consequences», in: ISUMA, Canadian Journal of Policy Research, Volume 2, No 1 http://isuma.net/v02n01/putnam/putnam_e.pdf

- Quddus Munir (2002), «Trust and Economic Progress – Francis Fukuyama's Work Re-examined», Proceedings of the Midwest Business Economics Association
- Raiser Martin, Christian Haerpfer, Thomas Nowotny, Claire Wallace (2001), «Social capital in transition: a first look at the evidence», European Bank for Reconstruction and Development, Working Paper No 61 (February)
- Raiser Martin, Alan Rouso and Franklin Steves (2003), «Trust in transition: cross-country and firm evidence», European Bank for Reconstruction and Development, Working Paper No 82 (October)
- Reynaud Bénédicte (1998), «Les conditions de la confiance. Réflexions à partir du rapport salarial», in *Revue économique* (6)
- Ripperger Tanja (1998), «Ökonomik des Vertrauens. Analyse eines Organisationsprinzips», Mohr Siebeck, Tübingen
- Rose Richard (1999), «What Does Social Capital and to Individual Welfare? An Empirical Analysis of Russia», World Bank
- Rose-Ackerman Susan (2001), «Trust and Honesty in Post-Socialist Societies», in *Kyklos* (2/3): 415-444
- Sadowski Dieter, Kerstin Pull, Martin Schneider (1998), «Vertrauen: Voraussetzung oder Ergebnis effizienter Arbeitsbeziehungen? – Gutenbergs Solidari-tätsaxiom und die institutionenökonomische Unternehmenstheorie», Trier: Universität Trier, Institut für Arbeitsrecht und Arbeitsbeziehungen in der Europäischen Gemeinschaft (IAAEG 52)
- Schuller Guy (2000), «L'économie de très petit espace face à la globalisation», Actes de la section des sciences morales et politiques, Institut Grand-Ducal: 177-205
- Shapiro Debra L., Blair H. Sheppard and Lisa Cherastin (1992), «Business on a handshake», *Negotiation Journal* (October): 365-377
- Slemrod Joel, Peter Katuscak (2003), «Do Trust and Trustworthiness Pay off?» <http://ideas.repec.org/p/nbr/nberwo/9200.html>
- Sobel J. (2002), «Can We Trust Social Capital?», *Journal of Economic Literature* 40(1): 139-154
- Sprenger Reinhard K. (2002), «Vertrauen führt. Worauf es im Unternehmen ankommt», Campus Verlag Frankfurt
- Sydow Jörg (1998), «Understanding the Constitution of Inter-organizational Trust, S. 31-63, in: Bachmann, Reinhard/Lane, Christel (Hrsg.), (1998), Trust Within and Between Organizations, Oxford
- Usunier Jean-Claude (1998), «Un examen du concept de confiance à travers la littérature», in Usunier J.C. (coord.), *Confiance et performance*, Vuibert, Paris
- Volken Thomas (2002), «Elements of Trust; The Cultural Dimension of Internet Diffusion Revised», *Electronic Journal of Sociology*

- Volken Thomas (2002), «Generalisiertes Vertrauen: Zur Reliabilität und Validität eines verbreiteten Messinstruments in wirtschaftssoziologischen Forschungszusammenhängen»
www.suz.unizh.ch/volken/pdfs/GVRelVal.pdf
- Walliser Blörn et Eric Davoine (1998), «La construction de la confiance entre acteurs du modèle allemand de formation professionnelle initiale», in Usunier Jean-Claude (coord.), *Confiance et performance*, Vuibert, Paris
- Weber J. Mark, Deepak Malhotra, J. Keith Murningham (2002), «A motivated Attributions Model of Trust Development»
- Williamson Oliver (1985), *The Economic Institutions of Capitalism*, New York, Free Press
- Williamson Oliver (1993), «Calculativeness, Trust and Economics Organization», in *Journal of Law & Economics*, vol. XXXVI, April
- Willinger Marc, Claudia Keser, Christopher Lohmann, Jean-Claude Usunier (2003), «A comparison of trust and reciprocity between France and Germany: experimental investigation based on the investment game»
- Zahlen Paul (2003), «Une société ouverte? Le Luxembourg entre tradition et "postmodernité", Forum octobre 3-42, novembre 33-46, décembre 39-48.
- Zak Paul J. et Stephen Knack (2001), «Trust and Growth», *Economic Journal* 111(470): 295-321
- Zak Paul J. (2003), «Trust», *Journal of Financial Transformation*: 17-24
- Zucker Lynne G. (1986), «Production of Trust: Institutional Sources of Economic Structure, 1840-1920», *Research in Organizational Behaviour*, (8):53-111

Trois observations de Henri Entringer sur la communication de Guy Schuller

La notion de confiance se prête à de multiples interprétations. Notre confrère Guy Schuller vient d'exposer un grand nombre d'interactions sociales où la confiance constitue un facteur à prendre en considération. Beaucoup de ces cas incitent à la réflexion et mériteraient de faire l'objet d'une discussion approfondie. Toutefois, pour ne pas abuser de votre temps, je m'en tiendrai à évoquer, aussi brièvement que possible, trois thèmes portant sur la confiance sous l'angle macroéconomique.

1. La confiance/conséquence ou/cause de la conjoncture économique?

En ce qui concerne la confiance dont font preuve des agents économiques, tels que les entrepreneurs, les investisseurs ou les consommateurs, celle-ci est normalement la conséquence et non pas la cause d'une situation économique et de son évolution supposée.

Certes, l'optimisme ou le pessimisme contribue soit à surmonter soit à aggraver une conjoncture morose. Il n'en reste pas moins vrai que les comportements confiants des agents économiques découlent pour l'essentiel de conditions économiques et sociales favorables.

Je partage à ce sujet la conception de Francis Fukuyama, décrite à plusieurs reprises dans son ouvrage publié en 2000 et intitulé dans la traduction française «*Le Grand Bouleversement*» (La Table Ronde, 2003). On y lit, par exemple, à la page 79: «*La confiance, doit-on rappeler, n'est pas en elle-même une vertu morale, mais plutôt le produit dérivé de la vertu; elle naît lorsque les gens partagent des normes d'honnêteté et de réciprocité, et sont ainsi capables de coopérer entre eux.*»

Je pense que le rôle des économistes est d'identifier et d'expliquer les causes profondes et fondamentales qui sont à l'origine de l'ambiance positive ou négative caractérisant le monde des affaires et non pas d'attribuer une trop grande importance au concept de confiance.

2. Peut-on avoir confiance dans le statut scientifique et l'utilité sociale de la théorie économique?

Ma deuxième observation porte sur la confiance pouvant être accordée à la théorie économique sur le plan scientifique et opérationnel.

Le statut de science reconnu à l'économie repose sur des principes, des hypothèses et des méthodes d'investigation et d'explication, acceptés majoritairement par la communauté professionnelle internationale concernée. Celle-ci se compose principalement de professeurs d'économie de l'enseignement supérieur.

En matière d'observation et d'analyse des phénomènes, la théorie économique compte sans aucun doute parmi les sciences sociales les plus

avancées. Cependant, plusieurs de ces présupposés sont contestés. Tel est, entre autres, le cas de l'*homo oeconomicus* qui cherche à maximiser son intérêt personnel, mais cela vaut aussi pour l'efficacité du marché et la théorie des prix fondée sur le principe de l'utilité marginale décroissante.

En ce qui concerne notamment la prévision économique et surtout les mesures à prendre en vue de maintenir, d'accélérer ou de déclencher la croissance économique, les critères assurant la «scientificité» de l'économie ne sont guère remplis. En effet, les prévisions, souvent élaborées à grands renforts d'équations économétriques, ont rarement été fiables quand elles ne s'appuyaient pas sur l'extrapolation du *trend* dans une phase de certitude. Et les meilleurs économistes ont échoué comme ministres.

Afin d'être reconnus comme représentants d'une science pure, dure et mûre, un nombre croissant d'économistes ont depuis longtemps eu recours à la formalisation mathématique des mécanismes économiques.

La mathématisation de la théorie économique a connu sa période faste dans les années 1960, les «golden sixties». Le prestige de l'économie comme prétendue science exacte était alors au zénith. À cette époque, de nombreux économistes avaient une confiance inébranlable en la possibilité de prévoir l'évolution de la conjoncture, tandis qu'aujourd'hui on déclare que «faire une prévision est une ambition démesurée» (Xavier Timbeau dans *Le Monde* du 6 janvier 2004). Mais on croyait alors aussi être en mesure, à l'aide de modèles, d'orienter efficacement le développement économique.

Certes, aucun économiste sérieux ne niera qu'il faille savoir quantifier les phénomènes économiques, afin de pouvoir procéder à des analyses pertinentes. Pourtant, les facteurs à prendre en considération sont tellement nombreux, hétérogènes et complexes qu'il est impossible d'adopter en économie la démarche des sciences exactes, au moins si l'on souhaite arriver à des conclusions socialement utiles.

Wassily Leontief, prix Nobel de sciences économiques en 1973, surtout connu pour avoir été à l'origine de l'analyse input/output, a publié à ce sujet, dans le numéro de juillet-septembre de 1982 de la revue *Science*, une lettre dans laquelle il dénonce, de façon succincte mais magistrale, les raisonnements déductifs, établis à base de mathématiques et déconnectés de la réalité, qui aboutissent à des résultats sans intérêt ni pour la théorie économique ni pour la compréhension d'une économie moderne.

La confiance que l'on peut faire dans la théorie économique en ce qui concerne la résolution de problèmes concrets est certes assez limitée. Cette constatation ne signifie évidemment pas que les propositions écono-

miques conformes aux exigences théoriques ne fournissent pas d'éléments précieux à la préparation de décisions politiques.

Il semble intéressant de rappeler dans ce contexte que les étudiants en économie de Normale-Sup avaient signé une pétition, publiée par *Le Monde* du 17 juin 2000, contre les excès de modélisation mathématique et en faveur d'un pluralisme des approches en économie. Cet appel était soutenu par des étudiants d'autres établissements d'enseignement supérieur ainsi que par des universitaires et a abouti à la création du mouvement des étudiants et des enseignants pour la réforme de l'enseignement de l'économie, regroupés sous le pseudonyme collectif «Éconoclastes».

3. Conditions créant la confiance dans la politique économique.

Quant à la confiance dont bénéficie la politique économique, il faut distinguer entre, d'une part, les programmes des partis politiques et, d'autre part, les actions réalisées par les autorités publiques.

Depuis l'effondrement de l'empire soviétique et le triomphe de la mondialisation, les programmes économiques des partis politiques se limitent d'habitude à énoncer quelques grands principes qui engagent peu. Car aux yeux de la majorité des économistes, des responsables politiques et des grandes organisations internationales (Banque mondiale, FMI, OMC, OCDE...), l'économie de marché et le discours libéral sur la libre concurrence, la réduction des dépenses publiques, les allègements des charges fiscales, la discipline budgétaire, la libéralisation des échanges, la privatisation... sont devenus une doxa, c'est-à-dire une évidence indiscutable et indiscutée.

Certes, il existe un combat antilibéral et anticapitaliste mené par les altermondialistes, mais rares sont ceux qui aujourd'hui se prononcent pour une économie dirigée ou planifiée, fort peu font encore confiance à un socialisme non teinté de libéralisme et presque plus personne ne se réclame de marxisme.

La confiance qui est accordée aux programmes et aux actions de politique économique dépend:

- pour une faible minorité de gens, de leurs préférences idéologiques;
- pour les décideurs politiques et les soi-disant forces vives de la nation, de l'état de développement économique et des doctrines dominantes à une époque donnée;
- pour le grand public, des résultats obtenus par le gouvernement.

Ainsi, dans la France de l'après-guerre le plan – l'*ardente obligation* selon le général de Gaulle – a été considéré par la majorité des économistes et des responsables politiques, administratifs, patronaux et syndi-

caux comme le moteur d'une politique volontariste de reconstruction et de croissance. Or, depuis la fin des «trente glorieuses», autour de 1975, et avec le début de la mondialisation, la planification à la française est en panne.

En Allemagne, le succès de l'économie sociale de marché a assuré le triomphe électoral des gouvernements dirigés par la CDU et a amené le SPD à changer radicalement son programme de politique économique.

Pour conclure, je voudrais dire que la confiance, certes très importante dans les relations interpersonnelles et commerciales, n'a jamais été un concept essentiel de la pensée macroéconomique.

Réponses de Guy Schuller aux observations de Henri Entringer

Les trois points présentés par Henri Entringer abordent en fait des aspects de différents ordres: le premier et le dernier point ont plutôt pour objet l'activité macroéconomique (en parlant respectivement de la conjoncture et de la politique économique), alors que le deuxième est d'un tout autre ordre. Il discute la confiance dans le cadre théorique. Les trois aspects évoqués ainsi par Henri Entringer mériteraient que l'on y consacre des développements plus poussés ce qui dépasserait immanquablement le cadre de cette «réponse». Ce dépassement serait d'autant moins justifié que les éléments mis en avant ne se réfèrent pas directement à des points précis de cette intervention.

En dépit de ce fait je voudrais néanmoins réagir succinctement à chacun des trois points en commençant par le deuxième qui peut encore à la limite être rapproché à la partie C de mon intervention.

ad 2) Confiance dans le statut scientifique et l'utilité sociale de la théorie économique

Des divers éléments traités dans ce passage, je voudrais en commenter deux. En se référant à la prévision et à la croissance économique, Henri Entringer affirme que «les critères assurant la «scientificité» de l'économie ne sont guère remplis», sans en préciser toutefois les conditions de satisfaction.

Schématiquement l'on peut retenir que toute prévision est basée sur un cadre théorique et un ensemble d'hypothèses. La rigueur scientifique se rapporte essentiellement au cadre théorique; par contre, les hypothèses sont normalement une question d'appréciation, certes raisonnée, mais pas forcément ancrée dans un cadre théorique. La rigueur scientifique d'un modèle de prévision n'est pas automatiquement mise en question lorsque les évolutions réelles divergent des prévisions. Les raisons peuvent en être des modifications imprévues, imprévisibles par rapport à certaines hypothèses.

Par rapport au titre plus général de cette partie, il est à noter que les contributions scientifiques en matière économique ne se limitent pas aux prévisions. Beaucoup d'autres apports ont permis d'étayer la compréhension de mécanismes fondamentaux. Évaluer la confiance dans les sciences économiques à la lumière de la seule capacité de prévision est une approche quelque peu réductrice.

Ma seconde remarque se rapporte à la mention de la théorie économique. Le fait de faire toujours référence à ce singulier univoque laisse sous-entendre qu'il y a bien une pensée unique dans le cercle des économistes (traitant d'économie politique au sens large du terme), alors qu'il n'en est rien. De tout temps les controverses ont été bien réelles, voire virulentes. Les divergences entre les néoclassiques et les keynésiens, entre

les keynésiens et les monétaristes sont des plus notables dans la sphère orthodoxe, sans parler des approches autrement divergentes des économistes hétérodoxes. Même s'il y a toujours eu des courants majoritaires et une pensée dominante, il est difficile de parler de la théorie économique – le pluriel est bien plus approprié: les théories économiques, les sciences économiques.

C'est d'ailleurs de cette diversité que je traite en filigrane dans la partie C en discutant les prémisses de Williamson et de quelques critiques. C'est aussi cette pluralité qui est évoquée par maints auteurs que je cite dans ma bibliographie. Et c'est encore cette même pluralité qu'ont revendiqué les étudiants en 2000 (cités par Henri Entringer) et plus récemment encore d'autres étudiants et professeurs.

ad 1) La confiance – conséquence ou cause de la conjoncture?

Dans mon intervention j'ai essayé de montrer que la confiance est un facteur complexe qui est à la fois cause et effet dans de multiples contextes économiques. Dans le domaine macroéconomique la circularité est d'ailleurs bien illustrée par de nombreux chercheurs. Aussi voudrais-je plutôt retenir que la confiance peut être à la fois cause et effet de l'évolution économique (même conjoncturelle) et ne pas pencher comme Henri Entringer vers un jugement à sens unique (la confiance «est normalement la conséquence et non pas la cause d'une situation économique et de son évolution supposée»).

Par ailleurs, je suis tout à fait d'accord sur le rôle des économistes esquissé par Henri Entringer à la fin du premier point («identifier et expliquer les causes profondes et fondamentales»). Or toute une série d'économistes considèrent aujourd'hui que pour atteindre cet objectif il faut prendre en considération un ensemble d'éléments, dont le facteur de la confiance en est un parmi d'autres. Même si le concept est complexe et que sa mesure est difficile, il convient de poursuivre les investigations et de ne pas écarter (comme certains courants l'ont fait trop longtemps) ce facteur qui joue un rôle non négligeable. Les recherches des deux dernières décennies ont déjà largement contribué à préciser les fonctions de la confiance dans le domaine économique.

ad 3) Conditions créant la confiance dans la politique économique

Nul ne conteste que les alternatives en matière de politique économique ne se discutent plus sous forme dichotomique: marché versus planification. Ceci ne revient tout de même pas à conclure qu'il n'y a plus de divergences d'approches quant à la politique économique, qu'il n'y a plus de nuances entre les projets de politiques économiques des partis politiques ou plus de divergences dans les modèles de développement des économistes. Bien sûr les divergences sont plus subtiles que durant la période des grandes «guerres idéologiques». Néanmoins que ce soit aux

Etats-Unis ou en Europe, les réflexions et les débats sur la globalisation et sur le rôle de l'Etat mettent en exergue des approches de courants fort différents. Même si les organisations internationales ont longtemps prôné une large primauté au marché, certaines viennent de reconnaître une fonction essentielle aux institutions dans le cadre du développement économique (par exemple la Banque Mondiale à l'issue de l'analyse du «miracle asiatique»). C'est d'ailleurs dans ce contexte que la fonction de la cohésion sociale est largement prise en considération; comme la confiance est quasi unanimement considérée comme un élément déterminant de cette cohésion sociale, elle fait directement l'objet des analyses économiques (cf. OCDE et Banque Mondiale).

Ce dernier aspect m'amène finalement à exprimer mon désaccord quant à la conclusion de Henri Entringer («que la confiance(..) n'a jamais été un concept essentiel de la pensée macroéconomique»). Au cours des deux dernières décennies de nombreuses recherches ont été menées à ce sujet tant pour essayer d'expliquer la contribution positive de la confiance dans le développement «réussi» de certains pays, que pour étudier l'effet de l'absence de la confiance «institutionnelle» sur la faible évolution macroéconomique dans d'autres pays (e.a. de l'Europe de l'Est). La bibliographie fournie à la fin de mon intervention reprend d'ailleurs un certain nombre des contributions sur le rôle de la confiance dans l'évolution macroéconomique. Pour ce qui est plus concrètement de la politique économique, force est de rappeler les colloques organisés en 2000 et 2002 par l'OCDE au sujet du capital social dans le cadre desquels la question de la confiance a été largement et explicitement prise en considération d'un point de vue macroéconomique. Voilà quelques références pour rappeler encore une fois que la confiance joue un rôle important tant dans la pensée macroéconomique actuelle que dans l'analyse de la politique économique.

II. TABLEAU DES MEMBRES

de la Section des Sciences morales et politiques
(Avril 2004)

La société, selon Auguste Comte, se compose de plus de morts que de vivants. Notre Section, progressivement, en fait l'expérience.

Statistique des membres:

1) par catégorie

Membres effectifs et agrégés	49
(décédés: 21)	
Membres correspondants	10
(décédés: 3)	
Membres d'honneur	8
(décédés: 26)	

67

2) par sous-section

Droit	25
Économie/Sciences sociales	14
Philosophie	10
	<hr/> 49

Présidents de la Section

Alphonse Huss	1967 – 1978
Carlo Hemmer	1978 – 1983
Edmond Wagner	1983

NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	SOUS-SECTION
ETIENNE Henri (1985) Directeur hon. de la C.E. Tél. et Fax: 40 57 15	4, rue P. de Coubertin L-1358 Luxembourg	E
EWEN Norbert (1985) Professeur	145, Val Ste Croix L-1371 Luxembourg	P
FRIEDEN Luc (1993) Ministre Tél.: 478-2701 – Fax: 22 19 80	23, In der Grof L-5322 Contern	D
GÉRARD Edmond (1988) Président de chambre à la Cour d'Appel Tél.: 44 28 39 ou bur. 47 59 81 363 Fax: 45 34 12	24, rue Alphonse Munchen L-2172 Luxembourg	D
GOEDERT Georges (1985) Professeur hon. à l'Athénée et au C.U. Tél.: 44 48 72 – Fax: 44 43 98	40, rue Schrobilgen L-2526 Luxembourg	P
GOEDERT Henri (1979) Conseiller juridique ARBED/ARCELOR, anc. prof. au C.U. Tél.: 44 83 86 ou bur. 47 92-25 01 Fax: 47 92-26 96 e-mail: henri.goedert@arcelor.com	62, rue Charlemagne L-1328 Luxembourg	D
HARLES Guy (1985) Avocat Tél.: 40 78 78-204 – Fax: 40 78 04-64 e-mail: guy.harles@arendt-medernach.com	9, rue J.B. Fresez L-1542 Luxembourg	D
HARPES Jean-Paul (1968) Professeur hon. au C.U. Tél.: 44 55 57 – Fax: 45 74 01 e-mail: jean-paul.harpes@education.lu	1, rue Kahnt L-1851 Luxembourg	P
HAUSEMER Hubert Professeur hon. Tél. et Fax: 51 09 39	31, rue de Peppange L-3270 Bettembourg	P

NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	SOUS-SECTION
HIPPERT Paul (1995) Directeur hon. Chambre de Commerce	2, avenue Joseph Sax L-2515 Luxembourg	E
HIRSCH Mario (1992) Directeur « Lëtzebuerger Land » Tél.: 43 10 13 ou bur. 48 57 57-1 Fax: 42 03 63	25, Montée Pilate L-2336 Luxembourg	E
HOSS Jean (1979) Avocat Tél.: 45 43 30	4, rue Pierre d'Aspelt L-1142 Luxembourg	D
KINSCH Patrick (1991) Avocat Tél.: 26 13 41 ou bur. 24 13 41 Fax: 48 99 20 e-mail: kinsch@vo.lu	9, rue Jean Bertels L-1230 Luxembourg	D
KREMER Paul (1985) Professeur au C.U.	12, rue de l'Avenir L-1147 Luxembourg	P
LOESCH Jacques (1979) Avocat Tél.: 44 52 18	9, rue des Foyers L-1537 Luxembourg	D
MISCHO Jean (2000) Avocat Général hon. à la Cour de Justice de la C.E. Tél.: 33 98 20 – Fax: 26 33 41 99 e-mail: spitfire@pt.lu	21, rue de la Paix L-7244 Bereldange	D
MORES Édouard (1979) Magistrat	28, Val des Romains L-8149 Bridel	D
MOUSEL Paul (1985) Avocat, Chargé de cours à l'Université du Luxembourg Tél.: 31 70 76 ou bur. 40 78 78-217 Fax: 40 78 04-667 e-mail: paul.mousel@arendt-medernach.com	13, rue de Dippach L-8055 Bertrange	D

NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	SOUS-SECTION
MUHLEN Ernest (1978) Ancien Ministre Tél.: 81 16 62 – Fax: 81 10 62 e-mail: ernmuhl@pt.lu	18, bd G.-D. Charlotte L-9024 Ettelbrück	E
NEUEN Jacques (1979) Avocat Tél.: 44 52 50 et 22 27 18-1 Fax: 25 41 79	286, avenue Gaston Diderich L-1420 Luxembourg	D
PESCATORE Pierre (1966) Prof. hon. à l'Université de Liège anc. Juge à la Cour de Justice de la C.E. Tél.: 22 40 44 ou bur. 46 07 97 Fax: 46 61 42	16, rue Ignace de la Fontaine L-1532 Luxembourg	D
PRUM André (2002) Professeur à la Faculté de Droit de Nancy Tél.: 33 67 18 ou bur. 44 72 72 Fax: 45 24 70 e-mail: André.Prum@univ-nancy2.fr	17, Bridelsknupp L-8135 Bridel	D
RAVARANI Georges (2002) Président du Tribunal administratif Tél.: 43 14 58 ou bur. 42 105-7869 Fax: 42 105-7889 e-mail: georges.ravarani@ja.eta.lu	24, rue Funck-Brentano L-1544 Luxembourg	D
REINESCH Gaston (1988) Administrateur Général Ministère des Finances Tél.: 54 71 27 ou bur. 478-2603 Fax: 47 52 41	7, Val des Aulnes L-3811 Schiffflange	E
SCHAACK Robert (1979) Conseiller d'État honoraire Tél.: 4772-369	Fondation Pescatore L-2324 Luxembourg	D
SCHILTZ Louis (1994) Avocat, ancien Bâtonnier Tél.: 44 31 32 ou bur. 45 64 80 Fax: 45 64 64 e-mail: louis.schiltz@schiltz.lu	27, rue Albert 1 ^{er} L-1117 Luxembourg	D

NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	SOUS-SECTION
SCHMIT Roger (1988) Professeur Tél.: 72 98 84 e-mail: roger.schmit@ci.educ.lu	4, rue des Bénédictins L-6914 Echternach	P
SCHULLER Guy (1988) Conseiller écon. 1 ^{re} cl. au Statec Tél.: 30 90 84 ou bur. 478-4271 e-mail: guy.schuller@statec.etat.lu	19, rue A. Lincoln L-8333 Olm	E
SCHWALL-LACROIX Annette (1994) Avocat Tél.: 22 22 90 – Fax: 47 16 51	20, Côte d'Eich L-1450 Luxembourg	D
SPELLER Jules Professeur hon. Tél.: 46 11 74	71, av. Pasteur L-2311 Luxembourg	P
SPIELMANN Dean (2002) Avocat, Chargé de cours au C.U.L. Tél.: 45 03 77 ou bur. 46 18 38 Fax: 22 08 32 e-mail: spielmann.d@dupong-dupong-avocats.lu	113, rue J. F. Boch L-1244 Luxembourg	D
STOFFELS Jules (1971) Professeur honoraire Tél.: 31 75 62	153, rue des Romains L-8041 Bertrange	E
THILL André Président hon. des Assurances sociales Tél.: 24 16 60	63, av. de la Faïencerie L-1510 Luxembourg	D
TRAUSCH Gérard (2000) Professeur Tél.: 22 33 13	15, rue Fr. Clément L-1345 Luxembourg	E
WAGNER Edmond (1973) Prof. hon. au C.U. Dir. hon. du LGE Tél.: 54 14 01	8, rue de la Libération L-4210 Esch/Alzette	P

NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	SOUS-SECTION
WAGNER Yves (1995) Directeur à la BGL Tél.: 77 08 53	13, route de Luxembourg L-6910 Roodt s/Syre	E
WEITZEL Albert (1985) Président hon. du Tribunal d'Arr. Tél.: 44 54 14 ou 091 44 54 14	145, rue des Aubépines L-1145 Luxembourg	D
WEITZEL Luc (1993) Référénd. Cour Justice C.E. Tél.: 22 30 35 – Fax: 42 67 37	36, rue Fresez L-1542 Luxembourg	D
WELTER Jean (1968) Avocat Tél.: 44 82 65	16, rue des Foyers L-1537 Luxembourg	D
WIRTGEN Georges (1979) Dir. hon. de l'ISERP Vice-Prés. de la Section de linguistique Tél.: 22 85 36 – Fax: 22 91 39 e-mail: Georges.Wirtgen@ci.rech.lu	14, rue Soupert L-2541 Luxembourg	P
WIWENES Georges (2002) Premier avocat général Tél.: 47 59 81-331	62, avenue du Bois L-1250 Luxembourg	D
WURTH Michel (1985) Directeur général Arcelor Tél.: 47 11 41 ou bur. 4792-2011 Fax: 4792-2595 e-mail: michel.wurth@arcelor.com	11, rue J.B. Fresez L-1542 Luxembourg	E

Les membres suivants ont présenté leur démission (provisoire)
pour raison de surcharges professionnelles ou de changement de domicile

HEIDERSCHIED André
PIERETTI Patrice, Centre de recherche public du Centre Universitaire
RASQUIN Gérard
SCHABER Gaston
THEIS Norbert, prof. à l'Université de la Sarre
THOMA Gaston

Membres décédés

ARENDET Ernest	OLINGER Jean
DELVAUX Bernard	PRUSSEN Jules
FABER Georges	RAU Fernand
HEIDERSCHIED Robert	RIES Adrien
HEMMER Carlo	SCHROEDER Paul
HUSS Alphonse	SIMON Armand
KAUFFMAN Joseph	THIRY Roger
KAYSER Armand	WEBER Paul (Abbé)
KONZ Fred	WURTH Marcel
LIESCH Léon	ZAHLEN Jean-Pierre
MAUL Roger	

Membres correspondants

- GREISCH Jean Abbé** (1988)
Prof. à la Faculté de Philosophie
Institut Catholique de Paris
Enseignant-Chercheur au CNRS
B^D Raspail 143
F-75006 Paris
Tél. 0033-1-43 25 48 99
- HELLMANN Rainer** (1968)
Dr rer. pol.-journaliste et économiste
61, avenue Baron d'Huart
B-1150 Bruxelles
Tél. 00322-77 90 92 2
Fax 00322-76 32 92 4
- KIRSCH Guy** (1968)
Prof. à l'Université de Fribourg
(Inst. des sc. écon. et soc.)
29, rue de Lausanne
CH-1700 Fribourg
Tél. 0041-026-32 28 59 7
- LALIVE Pierre** (1990)
Professeur hon. à la Faculté
de Droit de Genève
6, rue de l'Athénée (Étude)
CH-1205 Genève
Tél. 0041-22-789 87 00
Fax 0041-22-319 87 60
- MUNCH Joachim** (1985)
Prof. hon. Universität Kaiserslautern
(Gebäude 3)
Pfaffenbergstraße, 95
D-6570 Kaiserslautern
- SITTER-LIVER Beat** (1998)
Prof. Dr
Altenbergstraße, 98
CH-3013 Bern
Tél. 0041-31-33 13 24 3
Fax 0041-31-33 13 24 1
- TOMUSCHAT Christian** (1985)
Prof., Humboldt-Universität, Berlin
Juristische Fakultät
Odilostrasse 25A
D-13467 Berlin
Tél. 0049-30-405 414 86
- VAX Louis** (1985)
Professeur hon. à l'Université de Nancy
1, rue du Pressoir
F-54850 Méréville
Tél. 0033-3-83 47 28 31
- VON MEHREN Arthur T.** (1985)
Joseph Story, Professor of Law,
emeritus
Harvard Law School
1545 Massachusetts Avenue
USA-Cambridge, Mass. 02138
Tél. 001-617-495 31 93
Fax 001-617-496 48 66

WALINE Jean (1985)

Professeur à la Faculté de Droit
Univ. R. Schuman, Strasbourg

4, avenue de l'Europe
F-67000 Strasbourg Cedex
Tél. 0033-3-88 35 39 79
Fax 0033-3-88 25 18 33

Membres correspondants décédés

CALOT Gérard, Directeur hon. de l'INED
MERGEN Armand, Prof. hon. de criminologie
THOLL Gérard, Dozent, Bonn

*Membres d'honneur***BONN Alex** (1997)

Avocat-Avoué
Prés. hon. du Conseil d'État

Centre Saint-Jean de la Croix
30, rue Sainte Zithe
L-2763 Luxembourg
Tél.: 22 59 61 Fax: 46 45 93

FLESCH Colette (1979)

Député Européen
Bourgmestre hon. de Luxembourg
Anc. Vice-Prés. du Gouvernement

11A, bd Prince Henri
L-1724 Luxembourg
Tél.: 47 39 10 – Fax: 46 39 15

JESCHECK Hans-Heinrich (1985)
em. Direktor des Max-Planck-Instituts
für ausländisches und internat. Strafrecht

Günterstalstraße, 73
D-79100 Freiburg im Breisgau
Tél. 0049-761-7081-1

LEGROS Robert (1985)

Commissaire Royal
à la Réf. du Code Pénal
(né en 1913)

c/o R. Legros
avenue Maurice 23
B-1050 Bruxelles
Tél. 0032-2-647 01 84

LESOURNE Jacques (1988)

Professeur hon. au Conservatoire
National des Arts & Métiers
Dépt. Économie et Gestion

52, rue de Vaugirard
F-75006 Paris
Tél. 0033-1-43 25 66 05
Fax 0033-1-56 24 47 98

LEVASSEUR Georges (1968) 12, rue de Chartres
 Professeur hon. à la Faculté F-91400 Orsay
 de Droit Paris II Tél. 0033-1-69 28 43 16
 M. Levasseur (né en 1907) est le plus ancien de nos membres d'honneur.

THORN Gaston (1979) 1, rue de la Forge
 Premier Ministre hon. (1974-79) L-1535 Luxembourg
 Ancien Président de la Commission Tél.: 42 01 98 – Fax: 42 49 58
 Européenne (1980-84)

VERLOREN VAN THEMAAT Pieter (1985)
 Prof. Émér. Université Utrecht Mozartlaan 4
 Ancien avocat général de la Cour NL-3723 JM Bilthoven
 de Justice de la C.E. Tél.: 0031-30-22 83 589

Membres d'honneur décédés

ANDERS Jérôme	MULLER Jean-Pierre (Rév.-P.)
BECH Joseph	RECKINGER Marcel
BIERMANN Pierre	REDING Marcel
BIEVER Tony	RODENBOURG Eugène
CALMES Albert	SAUVEPLANNE Jean Georges
FOOG Joseph	SCHAUS Lambert
FREDERICQ Louis (Baron)	SOLUS Henri
GANSHOF von der MEERSCH Walter	WAGNER Camille
GOERENS François	WEBER Paul
HAMMES Ch.-Léon	WEHRER Albert
KRIEPS Robert	WELTER Félix
LOESCH Alfred	WERNER Pierre
MAJERUS Pierre	WILWERTZ Paul

III. COMMUNICATIONS ET PUBLICATIONS

1967-2004

Disponibilité des publications de la Section

Les textes précédés d'un astérisque peuvent être obtenus en versant le prix au CCP à Luxembourg 37983-56 de la Section des Sciences morales et politiques (frais d'envoi compris):

- A. Prix des Actes de la Section: 20 EUR
- B. Prix des autres volumes collectifs: 13 EUR
- C. Prix des communications individuelles: 5 EUR
- D. Prix des ouvrages de Jules Prussen: 20 EUR par volume
- E. Rapports d'un diplomate 1950-1962: 30 EUR

Pour les textes non précédés d'un astérisque, s'adresser aux auteurs (cf. supra: Tableau des membres et adresses).

Secrétariat de la Section

M. Georges Als, 11, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg,
 Tél. + Fax: 45 65 63

Statistique des publications

23 volumes collectifs et ouvrages spéciaux
 3 volumes rassemblant les œuvres de Jules Prussen
 183 contributions
 env. 7.000 pages

A. Volumes collectifs et ouvrages spéciaux (ordre chronologique)

- Actes de la Section: * Vol. I 1970 128 p.
 * Vol. II 1973 186 p.
 * Vol. III 1979 274 p.
 * Vol. IV 1999 264 p.
 * Vol. V 2000 296 p.
 * Vol. VI 2002 264 p.
 * Vol. VII 2003 308 p.
 * Vol. VIII 2004 340 p.
- La libéralisation de l'avortement Tiré à part du Vol. II (pp. 45-108) 1973
 Contributions: A. Heiderscheid, L. Liesch, J. Prussen, P. Weber
- * Le suicide Tiré à part du Vol. III (pp. 55-135) 1979
 Introduction A. Huss
 Contributions: G. Als, Fred Konz, Dr Georges Muller, Edmond Wagner
- * Les étrangers et leur insertion à la collectivité luxembourgeoise 114 p. 1981
 Contributions: G. Als, N. v. Kunitzki, J. Olinger, A. Ries, Ch. Ruppert, G. Wirtgen, J.P. Zahlen – Conclusions du président Carlo Hemmer
- * Presse écrite et télécommunications 132 p. 1983
 Introduction C. Hemmer
 Contributions: André Heiderscheid, Jacques Neuen, Adrien Ries
- Ouvres complètes de Jules Prussen (réunies par Jean-Paul Harpes)
- * Vol. I Essais et conférences (Introduction par Hubert Hausemer, Claudine Schabo, R. Koch) 240 p. 1985
- * Vol. II Apologie du solipsisme 406 p. 1986
- * Vol. III Cours de théorie de la connaissance et de métaphysique 366 p. 1992
- * La liberté de la presse dans la loi luxembourgeoise 180 p. 1985
 Introduction E. Wagner
 Contributions: A. Bonn, A. Heiderscheid, C. Hemmer, A. Huss, N. v. Kunitzki, L. Liesch, A. Mergen, A. Ries, R. Thiry
- * Enseignement public et éducation morale 92 p. 1987
 Contributions: Colette Flesch, Hubert Hausemer, Paul Kremer, Jean-Claude Schneider, Jules Stoffels, Roger Thiry, Louis Vax, Edmond Wagner, Paul Weber

- * Georges ALS: Essais sur quelques grands économistes 100 p. 1987
- * Commémoration Descartes 40 p. 1988
Paul Kremer: Adieu René! – J.P. Harpes: ... et pourtant ...
Edmond Wagner: Connaissance et évidence
- * Réflexions sur la réforme de la constitution du Grand-Duché de Luxembourg 132 p. 1988
Introduction du président Edmond Wagner
Contributions: Ernest Arendt, Alex Bonn, André Elvinger, Carlo Hemmer, Alphonse Huss, Joseph Kauffman, Adrien Ries, Roger Thiry, Jean Waline, Albert Weitzel
- Le marché unique de 1993 et ses répercussions sur le Grand-Duché de Luxembourg
- * Vol. I - Introduction Edmond Wagner 100 p. 1989
Contributions: Fernand Braun, Robert Goergen, Jim Cloos, Henri Etienne, Robert Schaack, Jules Stoffels
- * Vol. II - Contributions: Adrien Ries, Henri Etienne, Norbert von Kunitzki, Paul Mousel et Guy Harles, Jules Stoffels 66 p. 1990
- * Mobilité et flexibilité dans l'économie luxembourgeoise 1992
Contributions: André Heiderscheid, Jacques Neuen, Jules Stoffels
- * Le Traité de l'Union Européenne et la Constitution du Luxembourg 57 p. 1993
Introduction Edmond Wagner, texte de base de Ernest Arendt
Contributions: Alex Bonn, Henri Etienne, Colette Flesch, Luc Frieden, Robert Schaack
- La problématique de l'union monétaire européenne 136 p. 1997
Contributions: Edmond Wagner, Georges Als, Pierre Werner, P. Verloren van Themaat, Colette Flesch, Yves Mersch, Jean-Pierre Schoder, Joseph Weyland, Henri Etienne, Jules Stoffels, Paul Hippert
- * Robert ALS: Rapports d'un diplomate 1950-1962 624 p. 2003
Préface de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre
Publication de la Section des Sciences morales et politiques

B. Communications des membres¹ (ordre alphabétique + chronologique)

AHLBORN Henri

- * Luxembourg, ses défis en l'an 2000

ALS Georges

- * Les fondements juridiques de la statistique luxembourgeoise in: Vol. I
- * Le chômage intellectuel in: Vol. III
- * Quételet, savant universel et père de la statistique moderne in: Vol. III
- Le suicide au Luxembourg 1976
- * Adam Smith, père de l'économie politique 1981
- Les étrangers au Luxembourg
- * Karl Marx, le socialisme scientifique et nous in: Essais 1983
- * Optimisme et pessimisme dans l'histoire de la pensée économique in: Essais 1986
- L'union économique et monétaire 1997
- * Dans l'intimité de Brigitte Bardot in: Vol. IV
- * Le duel Churchill-Hitler de 1940 in: Vol. VI
- La révolution sexuelle en Amérique à paraître

ARENDT Ernest

- Origine et portée de l'art. 23 al. 4 de la Constitution, Considérations à propos de la réforme des études supérieures in: Vol. II
- * Le clair-obscur de l'art. 50 de la Constitution 1985
- * Aspects nouveaux de la responsabilité de la puissance publique 1990

BATIFFOL Henri

- * La jurisprudence, source de droit 1982

BAULER André

- Souveraineté nationale et développement économique: le cas du Luxembourg de 1815 à 1999 in: Vol. VI 2001
- basé sur le livre de André Bauler: 2001
- Les fruits de la souveraineté nationale
- Caisse Centrale Raiffeisen (332 p.) 2002

¹ Il s'agit excl. des publications assurées par l'Insitut et dans le cadre de ses travaux. Certaines de ces contributions figurent dans les volumes collectifs énumérés ci-dessus.

- BERLINGER Rudolf Prof. Dr.
 * Der Traum des Sokrates. Metaphysische Variationen zur Tonkunst 1991
- BIERMANN Pierre
 * Nagakal: Schlangentab und Schlangenzauber im antiken Vorderen Orient 1981
- BONN Alex
 Considérations sur la fonction législative du Conseil d'État in: Vol. I
 Faut-il procéder à une réforme globale de la Constitution? 1982
 L'abus de la liberté de la presse 1985
- BRAUN Fernand
 Le marché de 1993 au service du développement économique en Europe 1989
- CALMES Christian
 Le fondement historique de l'art. 23 al. 4 de la Constitution in: Vol. II
- CALOT Gérard
 Conférence publique du 5 décembre 1995:
 Évolution démographique en Europe. Tendances actuelles et réponses politiques
- CAMPAGNA Norbert
 * Darf ein liberaler Staat die Pornographie verbieten? 1996
 Démocratie, libéralisme et république 1998
 Montesquieu, le libéralisme et la religion in: Vol. IV
 Une parité hommes-femmes est-elle plus juste qu'une disparité? in: Vol. IV
 Les limites morales de la souveraineté nationale in: Vol. V
 Le droit des générations futures
 Carl Schmitt: le juriste et la guerre in: Vol. VI
 Thomas Hobbes et la société libérale in: Vol. VI
 La confiance comme problème de la philosophie politique in: Vol. VIII

- CLOOS Jim
 Den europäeschen Eenheitsmaat wéi de Ministerrot e gesäit 1989
- ELVINGER André
 L'obligation convertible et l'emprunt subordonné in: Vol. II
 * Évolution et tendances actuelles du droit de la concurrence 1980
 La Constitution et le droit au juge impartial 1980
 * Le secret professionnel dans l'actualité 1991
 Droit fiscal et confiance in: Vol. VIII
- ENTRINGER Henri
 * Présence de ressortissants lux. à la Commission Européenne 1994
 La présence européenne à Luxembourg (Éd. des Cahiers lux., 238 p.) 1997
 Le principe de confiance dans la théorie et la pratique du management in: Vol. VIII
 Observations sur « Économie politique et confiance » de Guy Schuller in: Vol. VIII
- ETIENNE Henri
 La propriété industrielle et intellectuelle dans le cadre du Marché unique 1989
 Le Marché unique et la fiscalité 1990
 Monnaie commune et souveraineté nationale 1997
- FLESCH Colette
 L'article 48 de la loi du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement secondaire 1987
 La monnaie unique dans l'opinion publique 1997
- GARAPON Antoine
 La justice pénale internationale in: Vol. VII
- GOEDERT Georges
 * Nietzsche: son aspiration à un idéal surhumain in: Vol. III
 * Schopenhauers Willensmetaphysik u. Mitleidsethik 1989
 Souveraineté d'État et du peuple. Une mise au point de Jacques Maritain 1997
 Nietzsche philosophe « inactuel » in: Vol. V
- GOEDERT Henri
 La chute du gouvernement de la Fontaine en 1848 in: Vol. VIII

GOERGEN Robert

L'action de la Communauté en matière fiscale dans le cadre
de la réalisation du marché intérieur 1989

HARLES v. MOUSEL

HARPES Jean-Paul

* 250^e anniversaire de la naissance de Kant in: Vol. III
 * A. Smith philosophe: Sympathie et éthique in: Vol. III
 * Wittgenstein: Philosophie et langage 1980
 p.m.: Édition des œuvres de J. Prussen 1985-86
 * La méthode dialectique de Marx à l'époque de la
 genèse du Capital 1986
 * R. Descartes: ... et pourtant ... 1988
 * Il faudra, tout de même, une université à Luxembourg 1992

HAUSEMER Hubert

* La philosophie personnaliste de Karol Wojtyla 1986
 Pour une éducation morale à l'école publique 1987
 * Qu'est-ce qu'une personne? E. Mounier 1905-1950 1994
 Religion et confiance in: Vol. VIII

HEIDERSCHEID André

Avortement: Doctrine de l'Église in: Vol. II
 * Particularités de la presse luxembourgeoise 1980
 L'imprimerie, la presse et l'électronique 1993
 Considérations historiques sur la loi de la presse 1985
 Mobilité et flexibilité: le cas de l'Imprimerie St Paul 1992

HEMMER Carlo

* Économie et écologie in: Vol. III
 * Insertion des étrangers: Conclusions du président 1981
 * La notion de liberté de la presse 1985

HIPPERT Paul

Le monde de l'entreprise face à l'Union monétaire 1997

HIRSCH Mario

La problématique de la confiance à paraître
 vue par la science politique

HUSS Alphonse

Le suicide. Introduction in: Vol. III
 * Louis Marchand, Écrivain luxembourgeois polyvalent 1983
 * Observations sur la chronique (liberté de la presse) 1985
 L'accentuation des dispositions constitutionnelles visant le
 référendum 1988

KAUFFMAN Joseph

Les données actuelles de la politique fiscale du
 Luxembourg in: Vol. II

KONZ Fred

Le suicide dans le droit et la pratique des
 assurances in: Vol. III

KREMER Paul

* La conception du langage d'après M. Foucault – 1982
 Die Gestalten des Selbstbewusstseins in der
 Phänomenologie des Geistes
 * Hegels Kritik der moralischen Weltanschauung 1984
 Pour une éducation morale autonome à l'école 1982
 (avec J. Cl. Schneider)
 * Das gute Gewissen und das Böse 1985
 * Adieu René (Descartes) 1988
 * Seelenwanderung und Ich-Analyse 1995
 Hello Dolly in: Vol. IV

KUNITZKI Norbert von

* L'indexation des revenus: système généralisé ou in: Vol. III
 mesure d'urgence
 Les étrangers et leur insertion au corps social luxembourgeois 1981
 La liberté de la presse dans la loi luxembourgeoise 1985
 Remarques relatives à des arguments contre le marché unique 1990

LESOURNE Jacques

Conférence publique du 9 mars 1988 (20^e anniversaire de la Section)
 * L'économie européenne dans un monde d'incertitudes 1988

LIESCH Léon

Libéralisation de l'avortement? in: Vol. II
 Liberté d'expression en société démocratique et 1986
 droits de l'homme

- MERGEN Armand
Liberté de la presse: aspects criminologiques 1985
- MERSCH Yves
Le point de vue gouvernemental sur l'Union monétaire 1997
- MOUSEL Paul et HARLES Guy
La physionomie du droit luxembourgeois dans un marché unique européen
- MUHLEN Ernest
Possibilités et limites d'une politique de revenus au Luxembourg in: Vol. I
L'union douanière dans la théorie économique in: Vol. I
La conversion d'une économie planifiée en économie de marché. Théorie et réalités 1998
- MULLER Georges
Suicide et tentative de suicide in: Vol. III
- NEUEN Jacques
L'évolution de la radiodiffusion au G.-D. de Luxembourg 1983
* Médiapolis ou Thémis au pays des merveilles 1991
- OLINGER Jean
Le statut fiscal des étrangers 1981
* Réflexions à propos des dépenses fiscales 1991
- PECCEI Aurelio (Fondateur du Club de Rome)
Conférence publique du 14.2.1977 en présence du Grand-Duc et de la Grande-Duchesse
* Quels horizons pour l'humanité? (Club de Rome) in: Vol. III
- PESCATORE Pierre
La protection des droits de l'homme dans l'intégration européenne in: Vol. I
Note de réflexion sur l'avortement in: Vol. II
À la recherche d'un partage des rôles entre le niveau communautaire et le niveau national: le principe de subsidiarité peut-il aider à la délimitation des compétences respectives? 1997
* Lecture critique de l'encyclique « Fides et ratio » in: Vol. V
La philosophie du droit au tournant du millénaire, État des problèmes, essais de solution in: Vol. VII
Le principe de bonne foi, de son origine au temps présent à paraître

- PRUSSEN Jules
Fatalisme et logique in: Vol. I
L'avortement est-il immoral? in: Vol. II
Éditions posthumes:
* Essais et conférences philosophiques (240 p.) 1985
* Apologie du solipsisme. Une enquête sur le statut de la métaphysique (406 p.) 1986
* Cours de théorie de la connaissance et de métaphysique (366 p.) 1992
- PUNDEL Paul, Dr.
L'aspect médical de l'avortement in: Vol. II
- REINESCH Gaston
La confiance à la lumière de la théorie des jeux à paraître
- RIES Adrien
* Le Zollverein à rebours 1980
Les étrangers dans l'agriculture luxembourgeoise 1981
L'économie de la presse écrite au Luxembourg 1983
Case study: un journaliste a-t-il le droit d'inventer des nouvelles? 1985
* L'agriculture luxembourgeoise à l'orée du 21^e siècle 1986
* J'ai prié pour vous à Compostelle 1988
Enseignements à tirer de certaines constitutions étrangères lors de la révision de la constitution luxembourgeoise 1988, 1992 ou 2001? 1990
* Mobilité a Flexibilité an der Lëtzebuerger Ekonomie – De Staatsbeamtestaat – Eis Sprooch(en) 1991
- RUPPERT Charles
Sécurité sociale des travailleurs migrants 1981
- SCHAACK Robert
Réflexions sur la politique sociale in: Vol. II
Considérations sur la dimension sociale de l'Acte unique 1989
- SCHODER Jean-Pierre
Le Luxembourg peut-il adhérer à l'Union monétaire européenne en l'absence de la Belgique 1997

SCHULLER Guy

- Les relations économiques extérieures de l'U.E. 1997
 L'économie de très petit espace face à la globalisation in: Vol. V
 Économie et bonheur in: Vol. VII
 Économie politique et confiance in: Vol. VIII

SITTER Beat

- Würde der Kreatur – Ein Grenzbegriff in: Vol. IV

STOFFELS Jules

- La régulation de la population et le problème démographique in: Vol. II
 * L'économie énergétique et l'intégration européenne in: Vol. III
 * La mutation nécessaire des petites et moyennes entreprises luxembourgeoises 1984
 * Renforcer la sécurité de l'approvisionnement énergétique par la coopération est-ouest 1984
 L'enseignement économique et la morale du bien 1987
 Approvisionnement énergétique communautaire et luxembourgeois au sein du Marché unique « européen » 1989
 Le traité de Rome et l'Acte unique favorables à l'harmonisation de la fiscalité indirecte 1990
 Monnaie neutre ou monnaie active? (UME) 1997
 Le social, une entrave au progrès économique? in: Vol. IV

THILL André

- * La lutte contre la pauvreté 1990

THIRY Roger

- L'enseignement moral et les objections qu'il peut rencontrer 1982
 L'abus de la liberté de la presse 1985
 Droit de grève et liberté de travailler 1988

TRAUSCH Gérard

- Relations entre le développement et les structures scolaires in: Vol. VI
 La triple ouverture du Luxembourg sur l'extérieur in: Vol. VI
 L'immigration au Luxembourg: quelques réflexions in: Vol. VI
 Les 400 ans de l'Athénée de Luxembourg in: Vol. VII
 Démographie, famille et confiance au Luxembourg in: Vol. VIII

VAX Louis

- Pour la neutralité de l'enseignement à l'égard des problèmes de morale 1987
 Les daimons de Ronsard et les diables de Bodin in: Vol. V

VERLOREN van THEMAAT P.

- L'union monétaire dans la perspective d'une structure institutionnelle néoclassique 1997

WAGNER Edmond

- Le suicide – Aspects philosophiques et moraux 1979
 * Théories biologiques et théories cognitives 1980
 La théorie évolutionniste de la connaissance 1984
 * Le roseau pensant dans l'univers en évolution 1984
 L'éducation de l'homme, personne morale en vertu de sa constitution cérébrale 1987
 * Science et responsabilité en biologie 1987
 Connaissance et évidence 1988
 * La procréation artificielle: aspects juridiques et éthiques 1991
 * Humanisme et pensée scientifique 1994
 * L'école face aux multiples chocs des valeurs dans la société actuelle 1995
 L'Union économique et monétaire européenne 1997
 Génotechnologie, identité personnelle et intégrité physique 1997
 Problèmes éthiques du clonage in: Vol. IV
 Science (physique, chimie, biologie, médecine, applications) et responsabilité in: Vol. IV
 p.m. Introductions aux volumes collectifs
 L'origine et l'avenir de l'univers d'après la science récente in: Vol. VI
 Science et confiance in: Vol. VIII

WAGNER Numa

- * Évolution du droit de la responsabilité civile 1981

WALINE Jean

- Le contrôle juridictionnel de la constitutionnalité des lois 1988

WEBER Paul

- Le droit des parents et l'obligation de l'État concernant une formation morale dans les écoles publiques 1987

WEITZEL Albert

La Constitution et les droits fondamentaux

1988

WERNER Pierre

Les perplexités institutionnelles de l'Union européenne

1997

WEYLAND Joseph

Le débat sur l'UEM

1997

WIRTGEN Georges

Performances scolaires des élèves étrangers et luxembourgeois

1981

IV. L'INSTITUT ET SES SECTIONS

Textes organiques et adresses

INTRODUCTION

L'Institut Grand-Ducal fut créé par Arrêté royal Grand-Ducal du 24 octobre 1868. Il comprenait alors les trois sections des sciences historiques, des sciences naturelles, physiques et mathématiques et des sciences médicales. S'y ajoutèrent au 20^e siècle la section de linguistique, de folklore et de toponymie et celle des arts et des lettres. La 6^e section, celle des sciences morales et politiques, fut créée par règlement ministériel du 23 novembre 1966. Elle est donc la plus jeune partie d'un organisme intellectuel et culturel auquel la Maison Grand-Ducale a accordé son patronage dès sa création.

C'est par modestie que les départements de l'Institut sont appelés « sections » et non pas « académies », comme tel est le cas à l'étranger.

Toutes les sections se sont signalées par une remarquable présence intellectuelle dans leur domaine et se sont efforcées de fournir des contributions de qualité. Certes, comme l'a souligné M. Alphonse Huss, premier président de notre section, dans son **allocution inaugurale du 24 octobre 1967**, *« nous n'entendons pas hisser nos modestes efforts à la hauteur qui est marquée, à l'étranger, par des compagnies de grand prestige et dont les membres, en style élevé, sont parfois taxés d'immortalité. Mais, si le Grand-Duché ne sait guère mettre sur pied, dans les différents domaines du savoir humain, des institutions pouvant se mesurer avec celles des grands pays, du moins se reconnaît-il le droit et s'imposera-t-il même le devoir de consacrer à des réalisations, dans ces mêmes domaines, des forces et moyens en proportion avec son importance territoriale et démographique »*.

Législation relative à l'Institut Grand-Ducal

(p. m. à chaque arrêté est annexé un règlement organique)

Arrêté royal grand-ducal du 24 octobre 1868 portant approbation du règlement pour l'institut royal grand-ducal de Luxembourg (Mém. 1868, p. 245).

Section de linguistique

Arrêté ministériel du 26 novembre 1935 portant création d'une Section de linguistique, de folklore et de toponymie de l'Institut Grand-Ducal (Mém. 1935, p. 1182).

Section des Arts et Lettres

Règlement ministériel du 5 janvier 1962 portant création d'une Section des Arts et des Lettres de l'Institut Grand-Ducal (Mém. A 1962, p. 98).

Section des sciences morales et politiques

Règlement ministériel du 23 novembre 1966 portant création d'une Section des sciences morales et politiques de l'Institut Grand-Ducal (Mém. A 1966, p. 1114).

Objet des nouvelles sections

Arrêté du 26 novembre 1935

Art. 1^{er}. La Société luxembourgeoise d'études linguistiques et dialectologiques est érigée en (4^e) section de l'Institut Grand-Ducal, sous la dénomination de « Section de linguistique, de folklore et de toponymie ».

(actuellement: Section de linguistique, d'ethnologie et d'onomastique)

Règlement ministériel du 5 janvier 1962

Art. 1^{er}. Il est arrêté une 5^e section de l'Institut Grand-Ducal, sous la dénomination de « Section des Arts et des Lettres ».

La Section a pour but de cultiver les arts et les lettres et d'encourager toutes autres activités à caractère artistique et culturel. Elle est divisée en six sous-sections:

- a) littérature française;
- b) littérature allemande;
- c) littérature dialectale;
- d) musique;
- e) théâtre et cinéma;
- f) peinture, arts plastiques, arts industriels et architecture.

Règlement ministériel du 26 novembre 1966

Art. 1^{er}. Il est créé une 6^e section de l'Institut Grand-Ducal, sous la dénomination de « Section des sciences morales et politiques ».

La section a pour but de cultiver l'étude des sciences morales et politiques et de favoriser leur diffusion. Elle comprend trois sous-sections:

- a) philosophie;
- b) sciences sociales, politiques et économiques;
- c) science juridique.

ADRESSE ET ADMINISTRATION DES SECTIONS

Il n'y a que le provisoire qui dure!

Créé voilà plus d'un siècle – en 1868 – l'Institut vit encore dans le provisoire. Seule la section de linguistique possède un véritable siège, avec secrétariat et bibliothèque, au 2a rue Kalchesbruck, L-1852 Luxembourg – la section des sciences naturelles y disposant également d'un bureau. Dans ce même immeuble, de nombreux bureaux prévus pour des sections de l'Institut restent vacants, dont 2 pièces spacieuses réservées – en principe – à la section des sciences morales et politiques. Les mois et les années passent, sans que les instances responsables prennent une décision. Les bureaux restent inoccupés, alors que plusieurs sections ont leur siège administratif, voire leur bibliothèque ou leurs archives, au domicile du président ou du secrétaire. Ainsi s'explique la liste d'adresses ci-après. Il est vrai qu'il est question de réunir toutes les sections au Kirchberg dans l'immeuble à aménager pour la Bibliothèque Nationale. Aux calendes grecques?

1. Section historique

Président: M. Paul Spang,
36, rue Louis XIV, L-1948 Luxembourg
Secrétaire: M. Jean Schroeder, Echternach

2. Section des sciences naturelles

Président: M. Pierre Seck,
162a, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg
Secrétaire: M. Paul Heuschling,
162a, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg

3. Section des sciences médicales

Président: Dr. Henri Metz,
6, rue des Eglantiers, L-1457 Luxembourg
Secrétaire: Dr. Marc Keipes,
Clinique Ste-Zithe, L-2763 Luxembourg

4. Section de linguistique, d'ethnologie et d'onomastique

Siège: 2a, rue Kalchesbruck, L-1852 Luxembourg
Président: M. Henri Klees,
53, rue de Kockelscheuer, L-5853 Fentange
Secrétaire: M. Ralph Fichtner,
2, rue Ed. Steichen, L-3324 Bivange

5. Section des arts et des lettres

Président: M. Pierre Schumacher,
18, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg
Secrétaire: M. Loll Weber,
3, rue Jacques Battin, L-4406 Belvaux

6. Section des sciences morales et politiques

Président: M. Edmond Wagner,
8, rue de la Libération, L-4210 Esch/Alzette
Secrétaire: M. Georges Als,
11, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg

**ARRETE ROYAL GRAND-DUCAL DU 24 OCTOBRE 1868,
PORTANT APPROBATION DU REGLEMENT POUR
L'INSTITUT ROYAL GRAND-DUCAL DE LUXEMBOURG**

Nous, GUILLAUME III, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc.;

Vu le règlement organique proposé par la société des anciens monuments, par la société des sciences naturelles et par celle des sciences médicales, pour l'Institut royal grand-ducal de Luxembourg;

Sur le rapport de Notre Directeur-général des finances et vu la délibération du Gouvernement réuni en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}

Le règlement susmentionné, tel qu'il est annexé au présent arrêté, est approuvé.

Art. 2

Notre Directeur-général des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Luxembourg, le 24 octobre 1868.

Pour le Roi Grand-Duc:

Son Lieutenant-Représentant

dans le Grand-Duché,

HENRI,

PRINCE DES PAYS-BAS.

Pour le Prince:

Le Directeur-général des finances,
de COLNET-D'HUART

Le Secrétaire,
G. d'OLIMART

**INSTITUT ROYAL GRAND-DUCAL DE LUXEMBOURG
REGLEMENT ORGANIQUE**

1. Composition et but de l'Institut

Art. 1^{er}

Il est établi à Luxembourg une société ayant pour but de cultiver les sciences, les lettres et les beaux-arts.

Cette société prend le nom d'Institut royal grand-ducal, et se compose actuellement des trois sociétés déjà existantes: de la société archéologique, de la société des sciences naturelles et de celle des sciences médicales.

Pour mieux atteindre le but que ces trois sociétés ont poursuivi jusqu'à ce jour, chacune dans sa spécialité, celles-ci sont réunies en une seule. Cette réunion met les sociétaires à même d'agir de concert, de se prêter un appui mutuel et de soigner davantage les intérêts communs à tous. Elle a en outre l'avantage de faciliter au public l'accès des collections.

Art. 2

Sa Majesté le Roi Grand-Duc est Protecteur de l'Institut.

Son Altesse Royale le Prince Lieutenant-Représentant de Sa Majesté dans le Grand-Duché en est Président d'honneur.

En cette qualité Son Altesse Royale dirige Elle-même les opérations de l'association toutes les fois qu'Elle assiste à une de ses réunions.

Art. 3

L'Institut est divisé, pour le moment, en trois sections. Ces sections correspondent aux susdites sociétés et se nomment respectivement: Section des sciences historiques, Section des sciences naturelles et mathématiques et Section des sciences médicales.

Le Gouvernement royal grand-ducal, d'accord avec la Société, se réserve d'ajouter une ou plusieurs sections à celles ci-dessus énumérées.

Art. 4

L'Institut se compose de trois catégories de membres: de membres effectifs, de membres correspondants ou agrégés et de membres honoraires.

Ces membres sont nommés par les sections conformément aux règlements spéciaux de ces dernières.

Le nombre des membres n'est pas limité, sauf les cas prévus par les règlements particuliers.

Tout membre effectif nouvellement élu paie, en entrant dans sa section, un droit d'admission dont le minimum est fixé à dix francs, et dans la suite une cotisation annuelle de cinq francs au moins.

Le sociétaire qui est membre de deux ou de plusieurs sections, paie la contribution entière de la section pour laquelle il opte et la moitié seulement de la cotisation des autres sections dont il fait partie.

Art. 5

Chaque membre effectif d'une section a le droit d'assister aux séances des autres sections, sans toutefois y avoir voix délibérative.

Art. 6

Chaque section a son administration, son budget et ses publications séparées.

Art. 7

Il n'y a d'autres dépenses communes à effectuer que celles autorisées par l'assemblée générale. Dans ces dépenses, chaque section ne supporte qu'une part proportionnelle au subside qui lui est accordé sur la caisse de l'Etat.

2. Administration et Personnel

Art. 8

L'Institut a un président et un secrétaire général. Il est administré par les présidents des sections, assistés du secrétaire général.

Art. 9

Le président de l'Institut et le secrétaire général sont en exercice pendant un an, et entrent en fonctions immédiatement après la séance publique du mois d'octobre, dont il est question à l'art. 16.

Art. 10

Les fonctions de président annuel de l'Institut sont remplies tour-à-tour par les présidents des différentes sections, d'après l'ancienneté de leur fondation.

Il en est de même des fonctions de secrétaire général, qui sont exercées annuellement par le secrétaire de la section dont le président est en même temps président de l'Institut.

Art. 11

Le président gère les intérêts communs, ordonnance les dépenses, convoque et préside l'assemblée générale.

Art. 12

Le secrétaire général est chargé des écritures concernant l'Institut, de la correspondance générale, de la conservation des archives et de la comptabilité commune.

Dans les séances plénières, le secrétaire général peut se faire assister par les secrétaires sectionnaires comme secrétaires adjoints.

Art. 13

En cas d'empêchement, le président annuel est remplacé par celui des présidents de section qui doit lui succéder comme président de l'Institut.

Lorsque le secrétaire général est empêché d'exercer ses fonctions, elles sont remplies par celui des secrétaires sectionnaires qui doit lui succéder en sa dite qualité.

3. Séances et Délibérations

Art. 14

Le Président convoque l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire.

Il la convoque aussi souvent qu'il le juge nécessaire ou que les bureaux sectionnaires le demandent.

Art. 15

Le secrétaire général rédige les procès-verbaux, et en donne lecture; il rend compte de la gestion des fonds, signale les faits nouveaux et communique aux sections les pièces ou les articles dont la connaissance peut les intéresser.

Après chaque séance générale, le secrétaire peut transmettre un extrait du procès-verbal à un ou plusieurs journaux. Lorsque l'assemblée le demande, il en publie un bulletin spécial.

Art. 16

Les membres de l'Institut se réunissent en séance ordinaire, chaque année le dernier mardi du mois d'octobre à cinq heures du soir. Si ce mardi tombe la veille de la Toussaint, la séance ordinaire aura lieu le lundi qui précède cette fête.

La séance ordinaire est publique.

L'ordre à observer dans les séances est fixé par le règlement.

Art. 17

Nul mémoire, rapport, discours et nulle communication quelconque ne peut faire l'objet d'une lecture ou discussion publique, et aucune expérience ne peut être faite sans approbation préalable du bureau de la section respective.

Art. 18

Les décisions de l'Institut sont prises par la totalité des sections réunies en assemblée générale.

Ces sections adoptent ou rejettent, à la majorité des suffrages, les propositions qui leur sont soumises.

4. Bibliothèques et Musées

Art. 19

Les bibliothèques et les collections des trois sections de l'Institut sont conservées dans un bâtiment fourni aux frais de l'Etat.

Bien que distinctes, elles sont réunies pour autant que possible dans un local commun, qui servira également aux séances de l'Institut et à celles des sections.

Elles sont confiées à la garde des conservateurs et secrétaires des sections respectives.

Art. 20

En cas de nomination d'un bibliothécaire conservateur, les fonctions de cet employé seront déterminées dans le règlement spécial.

5. Publications

Art. 21

Les sections font, chacune indépendamment des autres, publier leurs travaux. Elles font mutuellement l'échange de leurs publications.

6. Dispositions transitoires

Art. 22

Si des changements ou des ajoutes au présent règlement organique sont jugés nécessaires, ils sont débattus en assemblée générale et votés à la majorité des voix.

Si l'assemblée générale les approuve, elle les soumet à la sanction du Gouvernement.

Art. 23

Chaque section introduira dans son règlement spécial les modifications nécessaires pour l'adapter au présent règlement organique.

Appartient à l'arrêté royal grand-ducal du 24 octobre 1868.

Le Secrétaire pour les affaires du Grand-Duché
G. d'OLIMART

Section des sciences morales et politiques

Règlement du Conseil d'administration concernant la procédure de l'admission des membres (effectifs, agrégés, correspondants)

1. Toute demande d'admission doit être présentée par écrit et adressée au président de la Section. Elle doit être signée par 2 membres effectifs.

La demande doit être accompagnée d'une notice exposant les mérites scientifiques du candidat, d'un relevé de ses publications, ainsi que d'un exemplaire d'au moins deux des principales publications.

2. Le président soumet la candidature au Conseil d'administration qui peut demander les informations complémentaires qu'il juge utiles.

Le conseil décide si la candidature est conforme aux conditions exigées par l'art. 1^{er} du règlement organique de la Section.

3. En cas d'avis positif du Conseil d'administration, le président soumet la candidature au vote de la Section conformément aux articles 4 al. 2 et 24 du règlement organique.

Travaux des sous-sections (Chap. 5 du Règlement organique)

Ces dispositions n'ont pas reçu d'application pour la raison suivante.

L'opinion du Conseil d'Administration est qu'il existe des associations de philosophes, de juristes et d'économistes qui sont en mesure d'organiser des conférences spécialisées; la sous-section est trop peu nombreuse pour s'engager dans cette voie. L'originalité de la Section est qu'elle réunit des formations différentes, il faut dès lors rechercher des sujets transversaux susceptibles d'intéresser les différentes formations.

Renonciation à la qualité de membre

Art. 7. « *Le membre qui, pendant une année entière, n'a pas pris part, sans motif légitime, aux travaux de la section, est censé renoncer à sa qualité de membre.* »

La Section a perdu plusieurs membres par application de cette disposition.